

CAI
FN
-1998
N58

Notice of Ways and Means Motion
to amend the Income Tax Act,
to implement measures that
are consequential on changes
to the Canada-U.S. Tax
Convention (1980) and to
amend the Income Tax
Conventions Interpretation
Act, the Old Age Security
Act, the War Veterans
Allowance Act and certain
Acts related to the Income
Tax Act

31761115542169

Avis de motion de voies et
moyens visant à modifier la
Loi de l'impôt sur le revenu,
à mettre en oeuvre des mesures
découlant de changements
apportés à la Convention
fiscale de 1980 entre le
Canada et les États-Unis et à
modifier la Loi sur
l'interprétation des
conventions en matière
d'impôts sur le revenu, la Loi
sur la sécurité de la
vieillesse, la Loi sur les
allocations aux anciens
combattants et certaines lois
liées à la Loi de l'impôt sur
le revenu

THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

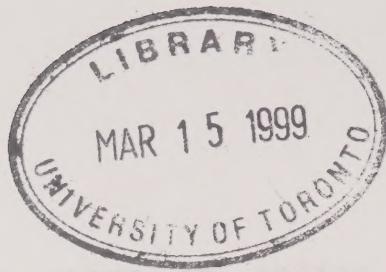
90064—4-12-98

Notice of Ways and Means Motion
to amend the Income Tax Act,
to implement measures that
are consequential on changes
to the Canada-U.S. Tax
Convention (1980) and to
amend the Income Tax
Conventions Interpretation
Act, the Old Age Security
Act, the War Veterans
Allowance Act and certain
Acts related to the Income
Tax Act

Avis de motion de voies et
moyens visant à modifier la
Loi de l'impôt sur le revenu,
à mettre en oeuvre des mesures
découlant de changements
apportés à la Convention
fiscale de 1980 entre le
Canada et les États-Unis et à
modifier la Loi sur
l'interprétation des
conventions en matière
d'impôts sur le revenu, la Loi
sur la sécurité de la
vieillesse, la Loi sur les
allocations aux anciens
combattants et certaines lois
liées à la Loi de l'impôt sur
le revenu

THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES



SUMMARY

These amendments implement the draft income tax measures announced in the February 1998 budget, as well as several other announced measures. Those amendments of greater significance are summarized below.

(1) **Supplementary Personal Tax Credit:** introduces a new non-refundable tax credit for individuals, to an annual maximum of \$500 (\$250 for 1998).

(2) **Surtax Reduction for Individuals:** decreases the individual surtax by a maximum of \$250 (\$125 for 1998).

(3) **Home Buyers' Plan (HBP):** modified to allow tax-free withdrawals from RRSPs to acquire homes for disabled individuals, whether or not the disabled individual or withdrawing individual is a first-time homebuyer.

(4) **Tax Credit for Interest on Student Loans:** introduces a new non-refundable tax credit for interest paid on outstanding student loans.

(5) **Registered Education Savings Plans (RESPs):** increases to \$50,000 (from \$40,000) the lifetime limit on RESP income that can be transferred on a tax-deductible basis to an RRSP, introduces a \$5,000 limit on the amount of educational assistance payments that can be made during the first three months of a beneficiary's education, and introduces qualified investment rules for RESPs.

(6) **Lifelong Learning Plan:** permits Canadian residents to make tax-free withdrawals from RRSPs to finance full-time training for themselves or their spouses.

(7) **Part-Time Education:** permits eligible part-time students to access the education tax credit and the child care expense deduction.

(8) **Child Care Expense Deductions:** increases the annual limit to \$7,000 (from \$5,000) for eligible young children (under age 7) and for other eligible children who have a severe and prolonged mental or physical impairment, and to \$4,000 (from \$3,000) for other eligible children (generally those who are 7 to 16 years of age).

(9) **Caregiver Tax Credit:** provides a new non-refundable tax credit of up to \$400 to a caregiver for each infirm dependent relative, and for each parent or grandparent aged 65 or older, with whom the caregiver resides and provides in-home care.

(10) **Alternative Minimum Tax:** modified to exempt non-taxable rollovers to registered retirement savings plans and registered pension plans from the minimum tax base.

(11) **Relocation Expenses and Employee Loans:** modifies the rules to require inclusion in income of all reimbursements and compensation in respect of financing an employee's residence and one-half the amount in excess of \$15,000 in respect of an eligible housing loss compensated

SOMMAIRE

Les modifications mettent en œuvre les mesures concernant l'impôt sur le revenu qui ont été annoncées dans le cadre du budget de février 1998 ainsi que d'autres mesures déjà rendues publiques. Voici un résumé des modifications les plus importantes.

(1) **Crédit d'impôt personnel supplémentaire** Prévoit un nouveau crédit d'impôt non remboursable pour les particuliers, d'un maximum de 500 \$ annuellement (250 \$ pour 1998).

(2) **Réduction de la surtaxe des particuliers** Réduit la surtaxe des particuliers d'un maximum de 250 \$ (125 \$ pour 1998).

(3) **Régime d'accession à la propriété (RAP)** Modifié de façon à permettre le retrait de sommes de REER en franchise d'impôt pour faire l'acquisition d'une maison pour une personne handicapée, même s'il ne s'agit pas d'une première maison pour la personne handicapée ou le particulier effectuant le retrait.

(4) **Crédit d'impôt pour intérêts sur les prêts aux étudiants** Prévoit un nouveau crédit d'impôt non remboursable pour les intérêts payés sur les prêts aux étudiants.

(5) **Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE)** Fait passer de 40 000 \$ à 50 000 \$ le plafond cumulatif du revenu provenant d'un REEE qui peut être transféré à un REER et déduit; fixe un plafond de 5 000 \$ au montant des paiements d'aide aux études qui peuvent être effectués au cours des trois premiers mois d'étude d'un bénéficiaire; et prévoit des règles sur les placements admissibles de REEE.

(6) **Régime d'éducation permanente** Permet aux personnes résidant au Canada de retirer, en franchise d'impôt, des sommes de leurs REER pour financer leur participation à temps plein, ou celle de leur conjoint, à des programmes de formation.

(7) **Études à temps partiel** Permet aux étudiants à temps partiel admissibles de demander le crédit d'impôt pour études et la déduction pour frais de garde d'enfants.

(8) **Déduction pour frais de garde d'enfants** Fait passer de 5 000 \$ à 7 000 \$ le plafond annuel applicable aux enfants admissibles âgés de moins de sept ans ou ayant une déficience mentale ou physique grave et prolongée, et de 3 000 \$ à 4 000 \$ le plafond annuel applicable aux autres enfants admissibles (en général, ceux âgés de sept à seize ans).

(9) **Crédit d'impôt pour aidants naturels** Accorde à l'aidant naturel un nouveau crédit d'impôt non remboursable d'un maximum de 400 \$ pour chaque parent ou grand-parent âgé de 65 ans ou plus, ou chaque proche parent handicapé à charge, qui habite avec lui et auquel il prodigue des soins à domicile.

by the employer, and to expand the moving expense deduction to include the cost of revising certain legal documents to reflect the new residence and up to \$5,000 of carrying costs for a vacant former residence.

(12) **Emergency Volunteers:** replaces the current exclusion from income for up to \$500 of allowances received by volunteer firemen with a deduction of up to \$1,000 to emergency volunteers.

(13) **Meal and Entertainment Expenses:** waives the 50% limitation for meal and entertainment expenses incurred by employers in respect of employees at semi-remote work sites, and caps the exception to the 50% limitation for amounts incurred to provide meals and entertainment to all employees at a particular location to six occasional events per year.

(14) **Private Health Service Plan (PHSP) Premiums:** provides for a deduction to an individual, who carries on a business, of the cost of certain PHSP premiums paid for the individual, the individual's spouse and members of the individual's household.

(15) **Scientific Research and Experimental Development (SR & ED):** introduces a mechanism to recapture SR & ED tax credits where the property that generated the credit is subsequently sold or converted to commercial use.

(16) **Labour-Sponsored Venture Capital Corporations:** increases the annual investment limit to \$5,000 (from \$3,500), and eliminates the three-year "cooling-off" period.

(10) **Impôt minimum de remplacement** Modifié en vue d'exclure de l'assiette de l'impôt minimum les roulements non imposables à des régimes enregistrés d'épargne-retraite ou des régimes de pension agréés.

(11) **Frais de déménagement et prêts aux employés** Prévoit l'inclusion dans le revenu de la totalité des remboursements et indemnités liés au financement de la résidence d'un employé et de la moitié de la fraction, excédant 15 000 \$, d'une perte relative au logement assumée par l'employeur; ajoute aux sommes admissibles à la déduction pour frais de déménagement le coût de la révision de certains documents juridiques pour tenir compte de l'adresse de la nouvelle résidence et jusqu'à 5 000 \$ de frais fixes liés à l'ancienne résidence inhabitée.

(12) **Volontaires des services d'urgence** Remplace la mesure qui permet d'exclure du revenu jusqu'à 500 \$ d'indemnités reçues par les pompiers volontaires par une déduction maximale de 1 000 \$ pour les volontaires des services d'urgence.

(13) **Frais de repas et de divertissement** Élimine la limite de 50 pour cent pour ce qui est des frais de repas et de divertissement engagés par les employeurs pour leurs employés travaillant dans un lieu un peu éloigné et fixe à un maximum de six événements occasionnels par année l'exception à la limite de 50 pour cent applicable aux montants engagés pour offrir des repas et des divertissements à l'ensemble des employés travaillant dans un lieu donné.

(14) **Primes versées à un régime privé d'assurance-maladie** Accordé au particulier qui exploite une entreprise une déduction relative au coût de certaines primes versées à un régime privé d'assurance-maladie pour son compte ou pour le compte de son conjoint ou des personnes habitant chez lui.

(15) **Recherche scientifique et développement expérimental (RS&DE)** Prévoit un mécanisme de récupération des crédits d'impôt pour activités de RS&DE dans le cas où le bien qui a donné lieu au crédit est vendu, ou affecté à un usage commercial.

(16) **Sociétés à capital de risque de travailleurs** Fait passer le plafond annuel de placement de 3 500 \$ à 5 000 \$ et élimine la période d'attente de trois ans.



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115542169>

Notice of Ways and Means Motion to amend the Income Tax Act, to implement measures that are consequential on changes to the Canada-U.S. Tax Convention (1980) and to amend the Income Tax Conventions Interpretation Act, the Old Age Security Act, the War Veterans Allowance Act and certain Acts related to the Income Tax Act

Avis de motion de voies et moyens visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, à mettre en oeuvre des mesures découlant de changements apportés à la Convention fiscale de 1980 entre le Canada et les États-Unis et à modifier la Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu, la Loi sur la sécurité de la vieillesse, la Loi sur les allocations aux anciens combattants et certaines lois liées à la Loi de l'impôt sur le revenu

That it is expedient to amend the Income Tax Act, to implement measures that are consequential on changes to the Canada-U.S. Tax Convention (1980) and to amend the Income Tax Conventions Interpretation Act, the Old Age Security Act, the War Veterans Allowance Act and certain Acts related to the Income Tax Act as follows:

Il y a lieu de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, à mettre en oeuvre des mesures découlant de changements apportés à la Convention fiscale de 1980 entre le Canada et les États-Unis et à modifier la Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu, la Loi sur la sécurité de la vieillesse, la Loi sur les allocations aux anciens combattants et certaines lois liées à la Loi de l'impôt sur le revenu comme suit :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Income Tax Amendments Act, 1998*.

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi de 1998 modifiant l'impôt sur le revenu.*

Titre abrégé

5

PART 1

R.S., c. 1 (5th Supp.); 1994, cc. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, cc. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, cc. 11, 21, 23; 1997, cc. 10, 12, 25, 26; 1998, cc. 19, 21

INCOME TAX ACT

2. (1) Subparagraph 6(1)(b)(viii) of the *Income Tax Act* is repealed.

(2) Section 6 of the Act is amended by adding the following after subsection (18):

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L.R., ch. 1 (5^e suppl.); 1994, ch. 7, 8, 13, 21, 28, 29, 38, 41; 1995, ch. 1, 3, 11, 18, 21, 38, 46; 1996, ch. 11, 21, 23; 1997, ch. 10, 12, 25, 26; 1998, ch. 19, 21

2. (1) Le sous-alinéa 6(1)b)(viii) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé.

(2) L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (18), de ce qui suit :

10

Benefit re
housing loss

(19) For the purpose of paragraph (1)(a), an amount paid at any time in respect of a housing loss (other than an eligible housing loss) to or on behalf of a taxpayer or a person who does not deal at arm's length with the taxpayer in respect of, in the course of or because of, an office or employment is deemed to be a benefit received by the taxpayer at that time because of the office or employment.

Benefit re
eligible
housing loss

(20) For the purpose of paragraph (1)(a), an amount paid at any time in a taxation year in respect of an eligible housing loss to or on behalf of a taxpayer or a person who does not deal at arm's length with the taxpayer in respect of, in the course of or because of, an office or employment is deemed to be a benefit received by the taxpayer at that time because of the office or employment to the extent of the amount, if any, by which

(a) one half of the amount, if any, by which the total of all amounts each of which is so paid in the year or in a preceding taxation year exceeds \$15,000

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is an amount included in computing the taxpayer's income because of this subsection for a preceding taxation year in respect of the loss.

Housing loss

(21) In this section, "housing loss" at any time in respect of a residence of a taxpayer means the amount, if any, by which the greater of

(a) the adjusted cost base of the residence at that time to the taxpayer or to another person who does not deal at arm's length with the taxpayer, and

(b) the highest fair market value of the residence within the six-month period that ends at that time

exceeds

(c) if the residence is disposed of by the taxpayer or the other person before the end

(19) Pour l'application de l'alinéa (1)a), le montant payé au titre d'une perte relative au logement (sauf une perte admissible relative au logement) à un contribuable ou à une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, ou pour le compte de l'un ou l'autre, relativement à une charge ou à un emploi, ou dans le cadre ou en raison d'une charge ou d'un emploi, est réputé être un avantage que 5 le contribuable a reçu au moment du paiement en raison de la charge ou de l'emploi.

(20) Pour l'application de l'alinéa (1)a), le montant payé au cours d'une année d'imposition au titre d'une perte admissible relative au logement à un contribuable ou à une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, ou pour le compte de l'un ou l'autre, relativement à une charge ou à un emploi, ou dans le cadre ou en raison d'une charge ou d'un emploi, est réputé être un avantage reçu 15 par le contribuable au moment du paiement en raison de la charge ou de l'emploi, jusqu'à concurrence de l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b):

a) la moitié de l'excédent éventuel, sur 25 15 000 \$, du total des montants ainsi payés au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure;

b) le total des montants dont chacun est 30 inclus dans le calcul du revenu du contribuable au titre de la perte par l'effet du présent paragraphe pour une année d'imposition antérieure.

(21) Au présent article, « perte relative au logement » quant à la résidence d'un contribuable à un moment donné s'entend de l'excédent éventuel du plus élevé des montants suivants :

a) le prix de base rajusté de la résidence à 40 ce moment pour le contribuable ou pour une autre personne avec laquelle il a un lien de dépendance,

b) la juste valeur marchande la plus élevée de la résidence au cours de la période de 45 six mois se terminant à ce moment,

sur le montant applicable suivant :

Avantage —
perte relative
au logement

5

Avantage —
perte admissi-
ble relative au
logement

25

25

30

35 Perte relative
au logement

Eligible housing loss

of the first taxation year that begins after that time, the lesser of

- (i) the proceeds of disposition of the residence, and
- (ii) the fair market value of the residence at that time, and

(d) in any other case, the fair market value of the residence at that time.

c) si le contribuable ou l'autre personne dispose de la résidence avant la fin de la première année d'imposition commençant après ce moment, le moins élevé des montants suivants :

5

- (i) le produit de disposition de la résidence,
- (ii) la juste valeur marchande de la résidence à ce moment;

d) dans les autres cas, la juste valeur marchande de la résidence à ce moment.

(22) Au présent article, « perte admissible relative au logement » quant à une résidence désignée par un contribuable s'entend d'une perte relative au logement se rapportant à une réinstallation admissible du contribuable ou d'une personne avec laquelle il a un lien de dépendance. À cette fin, le contribuable ne peut désigner plus d'une résidence relativement à une réinstallation admissible.

20

Perte admissible relative au logement

Employer-provided housing subsidies

(22) In this section, “eligible housing loss” in respect of a residence designated by a taxpayer means a housing loss in respect of an eligible relocation of the taxpayer or a person who does not deal at arm's length with the taxpayer and, for these purposes, no more than one residence may be so designated in respect of an eligible relocation.

(23) For greater certainty, an amount paid or the value of assistance provided by any person in respect of, in the course of or because of, an individual's office or employment in respect of the cost of, the financing of, the use of or the right to use, a residence is, for the purposes of this section, a benefit received by the individual because of the office or employment.

(23) Il est entendu que le montant payé ou la valeur de l'aide fournie par une personne relativement à la charge ou à l'emploi d'un particulier, ou dans le cadre ou en raison de cette charge ou de cet emploi, au titre du coût, du financement ou de l'utilisation d'une résidence, ou du droit de l'utiliser, constitue, pour l'application du présent article, un avantage reçu par le particulier en raison de la charge ou de l'emploi.

30

Subvention au logement reçue de l'employeur

(3) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

(4) Subsection (2) applies

(4) Le paragraphe (2) s'applique :

(a) to the 2001 and subsequent taxation years in respect of an eligible relocation of an individual in connection with which the individual begins employment at a new work location before October 1998; and

a) aux années d'imposition 2001 et suivantes, en ce qui concerne la réinstallation admissible d'un particulier effectuée à l'occasion du début de son emploi dans un nouveau lieu de travail avant octobre 1998;

(b) in any other case, after February 23, 1998.

b) après le 23 février 1998, dans les autres cas.

3. (1) The portion of subsection 7(1) of the Act before paragraph (d) is replaced by the following:

3. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la même loi précédant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

Agreement to issue securities to employees

7. (1) Subject to subsection (1.1), where a particular qualifying person has agreed to sell or issue securities of the particular qualifying person, or of a qualifying person with which it does not deal at arm's length, to an employee of the particular qualifying person or of a qualifying person with which it does not deal at arm's length,

(a) if the employee has acquired securities under the agreement, a benefit equal to the amount, if any, by which

(i) the value of the securities at the time the employee acquired them

exceeds the total of

(ii) the amount paid or to be paid to the particular qualifying person by the employee for the securities, and

(iii) any amount paid by the employee to acquire the right to acquire the securities

20

is deemed to have been received, in the taxation year in which the employee acquired the securities, by the employee because of the employee's employment;

(b) if the employee has transferred or otherwise disposed of rights under the agreement in respect of some or all of the securities to a person with whom the employee was dealing at arm's length, a benefit equal to the amount, if any, by which

30

(i) the value of the consideration for the disposition

exceeds

(ii) the amount, if any, paid by the employee to acquire those rights

35

shall be deemed to have been received, in the taxation year in which the employee made the disposition, by the employee because of the employee's employment;

(c) if rights of the employee under the agreement have, by one or more transactions between persons not dealing at arm's length, become vested in a person who has acquired securities under the agreement, a benefit equal to the amount, if any, by which

7. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), lorsqu'une personne admissible donnée est convue d'émettre ou de vendre de ses titres, ou des titres d'une personne admissible avec laquelle elle a un lien de dépendance, à l'un de ses employés ou à un employé d'une personne admissible avec laquelle elle a un lien de dépendance, les présomptions suivantes s'appliquent :

Émission de titres en faveur d'employés

5

a) l'employé qui a acquis des titres en vertu de la convention est réputé avoir reçu, en raison de son emploi et au cours de l'année d'imposition où il a acquis les titres, un avantage égal à l'excédent éventuel de la valeur des titres au moment où il a acquis sur le total de la somme qu'il a payée ou doit payer à la personne admissible donnée pour ces titres et de la somme qu'il a payée pour acquérir le droit d'acquérir les titres;

20

b) l'employé qui a transféré des droits prévus par la convention, afférents à tout ou partie des titres, à une personne avec qui il n'avait aucun lien de dépendance, ou en a par ailleurs disposé en faveur de cette personne, est réputé avoir reçu, en raison de son emploi et au cours de l'année d'imposition où il a effectué la disposition, un avantage égal à l'excédent éventuel de la valeur de la contrepartie de la disposition sur la somme qu'il a payée pour acquérir ces droits;

c) dans le cas où, par suite d'une ou de plusieurs opérations entre personnes ayant un lien de dépendance, des droits de l'employé prévus par la convention sont dévolus à une personne qui a acquis des titres en vertu de la convention, l'employé est réputé avoir reçu, en raison de son emploi et au cours de l'année d'imposition où cette personne a acquis ces titres, un avantage égal à l'excédent éventuel de la valeur des titres au moment où cette personne les a acquis sur le total de la somme qu'elle a payée ou doit payer à la personne admissible donnée pour ces titres et de la somme éventuelle que l'employé a payée pour acquérir le droit d'acquérir les titres; toutefois, si l'employé était décédé au moment où la personne a acquis les

50

(i) the value of the securities at the time the person acquired them exceeds the total of
 (ii) the amount paid or to be paid to the particular qualifying person by the person for the securities, and
 (iii) the amount, if any, paid by the employee to acquire the right to acquire the securities,

is deemed to have been received, in the 10 taxation year in which the person acquired the securities, by the employee because of the employee's employment, unless at the time the person acquired the securities the employee was deceased, in which case 15 such a benefit is deemed to have been received by the person in that year as income from the duties of an employment performed by the person in that year in the country in which the employee primarily 20 performed the duties of the employee's employment;

(2) The portion of paragraph 7(1)(e) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(e) if the employee has died and immediately before death owned a right to acquire securities under the agreement, a benefit equal to the amount, if any, by which

(3) The portion of subsection 7(1.1) of the 30 Act after paragraph (c) is replaced by the following:

in applying paragraph (1)(a) in respect of the employee's acquisition of the share, the reference in that paragraph to "the taxation year 35 in which the employee acquired the securities" shall be read as a reference to "the taxation year in which the employee disposed of or exchanged the securities".

titres, celle-ci est réputée avoir reçu un avantage au cours de l'année comme revenu provenant des fonctions d'un emploi qu'elle exerçait au cours de l'année dans le pays où l'employé exerçait principale- 5 ment les fonctions de son emploi;

(2) L'alinéa 7(1)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) si un employé décédé était, immédiatement avant son décès, propriétaire d'un 10 droit d'acquérir des titres en vertu de la convention, l'employé est réputé avoir reçu, en raison de son emploi et au cours de l'année d'imposition de son décès, un avantage égal à l'excédent éventuel de la 15 valeur du droit immédiatement après le décès sur la somme qu'il a payée pour acquérir ce droit; de plus, les alinéas b), c) et d) ne s'appliquent pas.

(3) Le passage du paragraphe 7(1.1) de la 20 même loi suivant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

pour l'application de l'alinéa (1)a) à l'acquisition de cette action par l'employé, le passage « au cours de l'année d'imposition où il 25 a acquis les titres » à cet alinéa est remplacé par « au cours de l'année d'imposition où il a disposé des titres ou les a échangés ».

(4) Section 7 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

Non-arm's length relationship with trusts

(1.11) For the purposes of this section, a mutual fund trust is deemed not to deal at arm's length with a corporation only if the trust controls the corporation.

Exchange of options

(5) Subsection 7(1.4) of the Act is replaced by the following:

(1.4) Where

(a) a taxpayer disposes of rights under an agreement referred to in subsection (1) or (1.1) to acquire securities of a particular qualifying person that made the agreement or of a qualifying person with which it does not deal at arm's length (which rights and securities are referred to in this subsection and paragraph 110(1)(d) as the "exchanged option" and the "old securities", respectively),

(b) the taxpayer receives no consideration for the disposition of the exchanged option other than rights under an agreement with a person (in this subsection referred to as the "designated person") that is

(i) the particular person,

25

(ii) a qualifying person with which the particular person does not deal at arm's length immediately after the disposition,

(iii) a corporation formed on the amalgamation or merger of the particular person and one or more other corporations,

(iv) a mutual fund trust to which the particular person has transferred property in circumstances to which subsection 132.2(1) applied, or

(v) a qualifying person with which the corporation referred to in subparagraph (iii) does not deal at arm's length immediately after the disposition

to acquire securities of the designated person or a qualifying person with which the designated person does not deal at arm's length (which rights and securities are re- 45

(4) L'article 7 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

(1.11) Pour l'application du présent article, une fiducie de fonds commun de placement est réputée n'avoir un lien de dépendance avec une société que si elle la contrôle.

Lien de dépendance avec des fiducies

(5) Le paragraphe 7(1.4) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

(1.4) Dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

Échange d'options

a) un contribuable dispose de droits prévus par une convention visée aux paragraphes (1) ou (1.1) visant l'acquisition de 15 titres de la personne admissible donnée qui a conclu la convention ou d'une personne admissible avec laquelle elle a un lien de dépendance (ces droits et titres étant appelés respectivement « option échangée » et « anciens titres » au présent paragraphe et à l'alinéa 110(1)d)),

b) le contribuable ne reçoit en contrepartie de la disposition de l'option échangée que des droits prévus par une convention conclue avec l'une des personnes suivantes (appelée « personne désignée » au présent paragraphe) visant l'acquisition de titres de celle-ci ou d'une personne admissible avec laquelle elle a un lien de dépendance (ces droits et titres étant appelés respectivement « nouvelle option » et « nouveaux titres » au présent paragraphe) :

(i) la personne donnée,

(ii) une personne admissible avec laquelle la personne donnée a un lien de dépendance immédiatement après la disposition,

(iii) la société issue de la fusion ou de l'unification de la personne donnée et d'une ou de plusieurs autres sociétés,

(iv) une fiducie de fonds commun de placement à laquelle la personne donnée a transféré des biens dans les circonstances visées au paragraphe 132.2(1),

(v) une personne admissible avec laquelle la société visée au sous-alinéa

ferred to in this subsection as the "new option" and the "new <u>securities</u> ", respectively), and	(iii) a un lien de dépendance immédiatement après la disposition,
(c) the amount, if any, by which	c) l'excédent éventuel de la valeur globale des <u>nouveaux titres</u> immédiatement après la disposition sur le montant total payable par le contribuable pour acquérir <u>ceux-ci</u> aux termes de la nouvelle option ne dépasse pas l'excédent éventuel de la valeur globale des <u>anciens titres</u> immédiatement avant la disposition sur le montant payable par le contribuable pour acquérir les <u>anciens titres</u> aux termes de l'option échangée,
(i) the total value of the new <u>securities</u> immediately after the disposition	5
exceeds	
(ii) the total amount payable by the taxpayer to acquire the new <u>securities</u> under the new option	10
does not exceed the amount, if any, by which	
(iii) the total value of the old <u>securities</u> immediately before the disposition	15
exceeds	
(iv) the amount payable by the taxpayer to acquire the old <u>securities</u> under the exchanged option,	15
for the purposes of this section,	
(d) the taxpayer is deemed not to have disposed of the exchanged option and not to have acquired the new option,	20
(e) the new option is deemed to be the same option as, and a continuation of, the exchanged option, and	25
(f) if the designated person is not the particular person, the designated person is deemed to be the same person as, and a continuation of, the particular person.	25
(6) Subsections 7(2) and (3) of the Act are replaced by the following:	30
(2) If a <u>security</u> is held by a trustee in trust or otherwise, whether absolutely, conditionally or contingently, for an employee, the employee is deemed, for the purposes of this section and paragraphs 110(1)(d) and (d.1),	35
(a) to have acquired the <u>security</u> at the time the trust began to so hold it; and	
(b) to have exchanged or disposed of the <u>security</u> at the time the trust exchanged it or disposed of it to any person other than the employee.	40
Titres détenus par un fiduciaire	

Special provision

(3) If a particular qualifying person has agreed to sell or issue securities of the particular person, or of a qualifying person with which it does not deal at arm's length, to an employee of the particular person or of a qualifying person with which it does not deal at arm's length,

(a) except as provided by this section, the employee is deemed to have neither received nor enjoyed any benefit under or because of the agreement; and

(b) the income for a taxation year of any person is deemed to be not less than its income for the year would have been if a benefit had not been conferred on the employee by the sale or issue of the securities.

(7) Subsection 7(6) of the Act is replaced by the following:

(6) If a particular qualifying person has entered into an arrangement under which securities of the particular person, or of a qualifying person with which it does not deal at arm's length, are sold or issued by either person to a trustee to be held by the trustee in trust for sale to an employee of the particular person or of a qualifying person with which it does not deal at arm's length,

(a) for the purposes of this section (other than subsection (2)) and paragraphs 110(1)(d) and (d.1),

(i) any particular rights of the employee under the arrangement in respect of those securities are deemed to be rights under a particular agreement with the particular person under which the particular person has agreed to sell or issue securities to the employee,

(ii) any securities acquired under the arrangement by the employee or by a person in whom the particular rights have become vested are deemed to be securities acquired under the particular agreement, and

(iii) any amounts paid or agreed to be paid to the trustee for any securities ac-

(3) Lorsqu'une personne admissible donnée est convenue d'émettre ou de vendre de ses titres, ou des titres d'une personne admissible avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un de ses employés ou à un employé d'une personne admissible avec laquelle elle a un lien de dépendance, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'employé est réputé ne pas avoir reçu d'avantage ni avoir bénéficié d'un avantage en vertu ou par l'effet de la convention, sauf indication contraire au présent article;

b) le revenu d'une personne pour une année d'imposition est réputé ne pas être inférieur à ce qu'il aurait été pour l'année si un avantage n'avait pas été accordé à l'employé par l'émission ou la vente des titres.

(7) Le paragraphe 7(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Lorsqu'une personne admissible donne a conclu un arrangement en vertu duquel des titres de la personne, ou d'une personne admissible avec laquelle elle a un lien de dépendance, sont vendus ou émis par l'une ou l'autre de ces personnes à un fiduciaire qui les détiendra en fiducie en vue de les vendre à un employé de la personne donnée ou d'une personne admissible avec laquelle elle a un lien de dépendance, les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application du présent article (à l'exception du paragraphe (2)) et des alinéas 110(1)d) et d.1):

(i) les droits donnés de l'employé, prévus par l'arrangement, afférents à ces titres sont réputés être des droits prévus par une convention donnée conclue avec la personne donnée selon laquelle celle-ci est convenue d'émettre des titres en faveur de l'employé ou de les lui vendre,

(ii) les titres acquis aux termes de l'arrangement par l'employé ou par une personne à qui les droits donnés sont dévolus sont réputés être des titres ac-

Dispositions spéciales

Sale to trustee for employees

Vente à un fiduciaire pour des employés

	<p>quired <u>under the arrangement</u> by the employee or by a person in whom the particular rights have become vested are deemed to be amounts paid or agreed to be paid to the <u>particular person</u> for <u>securities</u> acquired under the <u>particular agreement</u>; and</p> <p>(b) subsection (2) does not apply in respect of <u>securities</u> held by the trustee under the arrangement.</p>	5	<p>quis aux termes de la convention <u>donnée</u>,</p> <p>(iii) les sommes versées au fiduciaire, ou qu'il est convenu de <u>lui</u> verser, pour les <u>titres acquis aux termes de l'arrangement</u> par l'employé ou par une personne à qui les droits donnés sont dévolus sont <u>réputées être</u> des sommes versées à la <u>personne donnée</u>, ou qu'il est convenu de <u>lui</u> verser, pour des <u>titres acquis aux termes de la convention donnée</u>;</p> <p>b) le paragraphe (2) ne s'applique pas aux <u>titres détenus</u> par le fiduciaire en vertu de l'arrangement.</p>	5
	<p>(7) The definitions in this subsection apply in this section and in paragraph 110(1)(d).</p> <p>“qualifying person” means a corporation or a mutual fund trust.</p>	10	<p>(7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'alinéa 110(1)d.</p>	10
	<p>“security” of a qualifying person means</p> <p>(a) if the person is a corporation, a share of the capital stock of the corporation; and</p> <p>(b) if the person is a mutual fund trust, a unit of the trust.</p>	15	<p>15 Définitions</p>	15
		20	<p>« personne admissible » Société ou fiducie de fonds commun de placement.</p>	20
	<p>(8) Subsections (1) to (5), subsection 7(2) of the Act, as enacted by subsection (6), and subsection 7(6) of the Act, as enacted by subsection (7), apply to the 1998 and subsequent taxation years.</p>	25	<p>« titre » S'agissant des titres d'une personne admissible :</p>	25
		30	<p>a) si la personne est une société, action de son capital-actions;</p>	30
		35	<p>b) si elle est une fiducie de fonds commun de placement, part de la fiducie.</p>	35
		40	<p>(8) Les paragraphes (1) à (5), le paragraphe 7(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (6), et le paragraphe 7(6) de la même loi, édicté par le paragraphe (7), s'appliquent aux années d'imposition 1998 et 30 suivantes.</p>	40
		45	<p>(9) Le paragraphe 7(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (6), s'applique aux années d'imposition 1995 et suivantes. Toutefois, la mention de « personne » à l'alinéa 7(3)b de la même loi, édicté par le paragraphe (6), vaut mention de « société » pour ce qui est des avantages accordés avant mars 1998.</p>	45
		50	<p>(10) Le paragraphe 7(7) de la même loi, édicté par le paragraphe (7), s'applique à compter de 1995. Toutefois, sauf pour l'application de l'alinéa 7(3)b de la même loi, édicté par le paragraphe (6), ce paragraphe 7(7) ne s'applique pas au droit, prévu par 45 une convention conclue avant mars 1998,</p>	50

(a) the right was outstanding at the end of February 1998 and was not disposed of before March 1998 in circumstances to which paragraph 7(1)(b) of the Act, as enacted by subsection (1), applies; and

(b) the individual so elects in writing filed with the Minister of National Revenue on or before the later of

(i) the filing-due date for the individual's taxation year that includes the earlier of

(A) the time of the individual's death, and

(B) the time that the right was first disposed of after February 1998, and

(ii) the day that is six months after the end of the month in which this Act is assented to.

4. (1) Subsection 8(1) of the Act is amended by adding the following before paragraph (b):

(a) in respect of each employer of the taxpayer that is a government, municipality or public authority, the lesser of \$1,000 and the total of all amounts received in the year by the taxpayer from the employer that are

(i) included in the taxpayer's income for the year from an office or employment, and

(ii) from the performance, as a volunteer, of the taxpayer's duties as

(A) an ambulance technician,

(B) a firefighter, or

(C) a person who assists in the search or rescue of individuals or in other emergency situations,

except that no amount may be so deducted in respect of an employer if the taxpayer is employed in the year, otherwise than as a volunteer, by the employer in connection

d'émettre des parts de fiducie en faveur d'un particulier, ou de les lui vendre, sauf si :

5 a) le droit n'avait pas été acquis à la fin de février 1998 et n'avait pas fait l'objet d'une disposition avant mars 1998 dans les circonstances visées à l'alinéa 7(1)b) de la même loi, édicté par le paragraphe (1);

b) le particulier en fait le choix dans un document présenté au ministre du Revenue national au plus tard au dernier en date des jours suivants :

(i) la date d'échéance de production applicable au particulier pour l'année d'imposition qui comprend le premier en date des moments suivants :

(A) le moment de son décès,

(B) le moment où le droit fait l'objet d'une première disposition après février 1998,

(ii) le jour qui suit de six mois la fin du mois de la sanction de la présente loi.

4. (1) Le paragraphe 8(1) de la même loi est modifié par adjonction, avant l'alinéa b), de ce qui suit :

a) pour ce qui est de chaque employeur du contribuable qui est un gouvernement, une municipalité ou une autre administration, 1 000 \$ ou, s'il est moins élevé, le total des montants que le contribuable reçoit de l'employeur au cours de l'année et qui, à la fois :

(i) sont inclus dans son revenu pour l'année tiré d'une charge ou d'un emploi,

(ii) sont attribuables à l'exercice de ses fonctions à titre de :

(A) technicien ambulancier volontaire,

(B) pompier volontaire,

(C) volontaire participant aux activités de recherche ou de sauvetage de personnes ou à d'autres situations d'urgence;

with the performance of any of the duties referred to in subparagraph (ii) or of similar duties;

toutefois, aucun montant n'est ainsi déductible relativement à l'employeur si le contribuable, dans le cadre de son emploi auprès de celui-ci au cours de l'année, exerce autrement qu'à titre de volontaire 5 les fonctions visées au sous-alinéa (ii) ou des fonctions semblables;

(2) Subsection 8(10) of the Act is replaced by the following:

(10) An amount otherwise deductible for a taxation year under paragraph (1)(a), (f), (h) or (h.1) or subparagraph (1)(i)(ii) or (iii) by a taxpayer shall not be deducted unless a prescribed form signed by the taxpayer's employer certifying that the conditions set out in that paragraph or subparagraph, as the case may be, were met in the year in respect of the taxpayer is filed with the taxpayer's return of income for the year.

(2) Le paragraphe 8(10) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

(10) Un contribuable ne peut déduire un 10 Attestation de montant pour une année d'imposition en application des alinéas (1)a), f), h) ou h.1) ou des sous-alinéas (1)i)(ii) ou (iii) que s'il joint 15 à sa déclaration de revenu pour l'année un formulaire prescrit, signé par son employeur, 15 qui atteste que les conditions énoncées à cet alinéa ou à ce sous-alinéa, selon le cas, ont été remplies quant au contribuable au cours 15 de l'année.

(3) Subsection 8(12) of the Act is replaced by the following:

(12) If, in a taxation year,

(a) an employee is deemed by subsection 7(2) to have disposed of a security (as defined in subsection 7(7)) held by a trust,

(b) the trust disposed of the security to the person that issued the security,

(c) the disposition occurred as a result of the employee not meeting the conditions 25 necessary for title to the security to vest in the employee, and

(d) the amount paid by the person to acquire the security from the trust or to redeem or cancel the security did not exceed 30 the amount paid to the person for the security,

the following rules apply:

(e) there may be deducted in computing the employee's income for the year from 35 employment the amount, if any, by which

(i) the amount of the benefit deemed by subsection 7(1) to have been received by the employee in the year or a preceding taxation year in respect of the security 40

exceeds

(3) Le paragraphe 8(12) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

(12) Lorsque, au cours d'une année d'imposition, un employé est réputé par le paragraphe 7(2) avoir disposé d'un titre, au sens du paragraphe 7(7), détenu par une fiducie et 25 que la fiducie dispose du titre en faveur de l'émetteur — par acquisition, rachat ou annulation par ce dernier du titre — pour une somme qui ne dépasse pas celle qui a été versée à l'émetteur pour le titre, les règles 30 suivantes s'appliquent si la fiducie a disposé du titre parce que l'employé ne remplissait pas les conditions nécessaires pour que la propriété du titre lui soit dévolue :

a) l'excédent éventuel du montant visé au 35 sous-alinéa (i) sur le montant visé au sous-alinéa (ii) est déductible dans le calcul du revenu que l'employé tire de son emploi pour l'année :

(i) le montant de l'avantage réputé par 40 le paragraphe 7(1) avoir été reçu par l'employé au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure relativement au titre,

(ii) un montant déduit en application des 45 alinéas 110(1)d) ou d.1) dans le calcul du revenu imposable de l'employé pour

Certificate of employer

Forfeiture of securities by employee

Perte de titres par l'employé

(ii) any amount deducted under paragraph 110(1)(d) or (d.1) in computing the employee's taxable income for the year or a preceding taxation year in respect of that benefit, and

(f) notwithstanding any other provision of this Act, the employee's gain or loss from the disposition of the security is deemed to be nil and section 84 does not apply to deem a dividend to have been received in respect of the disposition.

(4) Subsections (1) to (3) apply to the 1998 and subsequent taxation years.

5. (1) Subparagraph 12(1)(x)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) a person or partnership (in this paragraph referred to as the "payer") who pays the particular amount

(A) in the course of earning income from a business or property, 20

(B) in order to achieve a benefit or advantage for the payer or for persons with whom the payer does not deal at arm's length, or

(C) in circumstances where it is reasonable to conclude that the payer would not have paid the amount but for the receipt by the payer of amounts from a payer, government, municipality or public authority described in this subparagraph or in subparagraph (ii), or

(2) Subsection 12(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (z.4), by adding the word "and" 35 at the end of paragraph (z.5) and by adding the following after paragraph (z.5):

(z.6) any amount received by the taxpayer in the year in respect of a refund of an amount that was deducted under paragraph 40 20(1)(vv) in computing income for any taxation year.

(3) Subsection (1) applies to amounts received after February 23, 1998 other than amounts received before 1999 pursuant to 45 an agreement in writing made before February 24, 1998.

l'année ou pour une année d'imposition antérieure relativement à cet avantage;

b) malgré les autres dispositions de la présente loi, les gains ou les pertes de l'employé dé coulant de la disposition du titre 5 sont réputés nuls, et aucun dividende n'est réputé, par l'application de l'article 84, avoir été reçu relativement à la disposition.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent 10 aux années d'imposition 1998 et suivantes.

5. (1) Le sous-alinéa 12(1)x(i) de la 15 même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) soit d'une personne ou d'une société de personnes (appelée « débiteur » au présent alinéa) qui paie le montant, selon le cas :

(A) en vue de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien,

(B) en vue d'obtenir un avantage pour 20 elle-même ou pour des personnes avec qui elle a un lien de dépendance,

(C) dans des circonstances où il est raisonnable de conclure qu'elle n'aurait pas payé le montant si elle n'avait pas reçu des montants d'un débiteur, d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration visés au présent sous-alinéa ou au sous-alinéa (ii), 30

(2) Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 35 z.5), de ce qui suit :

z.6) la somme reçue par le contribuable au cours de l'année à titre de remboursement 35 d'un montant qui a été déduit en application de l'alinéa 20(1)vv dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition. Rembourse-
ment

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux montants reçus après le 23 février 1998, à 40 l'exception de ceux reçus avant 1999 conformément à une convention écrite conclue avant le 24 février 1998.

(4) Subsection (2) applies to amounts received after February 23, 1998.

6. (1) Subsection 13(4.1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) and by replacing paragraph (c) with the following:

(c) where the former property was a taxable Canadian property of the taxpayer, the particular depreciable property is a taxable Canadian property of the taxpayer; and

(d) where the former property was a taxable Canadian property (other than treaty-protected property) of the taxpayer, the particular depreciable property is a taxable Canadian property (other than treaty-protected property) of the taxpayer.

(2) The formula set out in the definition "undepreciated capital cost" in subsection 13(21) of the Act is replaced by the following:

$$(A+B+C+D\underline{+D.1})-(E+E.1+F+G+H+I+J+K)$$

(3) The definition "undepreciated capital cost" in subsection 13(21) of the Act is amended by adding the following after the description of D:

D.1 is the total of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer before that time as or on account of an existing or proposed countervailing or anti-dumping duty in respect of depreciable property of the class,

(4) The definition "undepreciated capital cost" in subsection 13(21) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of the description of I, by adding the word "and" at the end of the description of J and by adding the following after the description of J:

K is the total of all amounts each of which is an amount received by the taxpayer before that time in respect of a refund of an amount added to the undepreciated capital cost of depreciable property of the class because of the description of D.1;

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux montants reçus après le 23 février 1998.

6. (1) L'alinéa 13(4.1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) si l'ancien bien était un bien canadien imposable, le bien amortissable en est un;

d) si l'ancien bien était un bien canadien imposable (sauf un bien protégé par traité), le bien amortissable en est un (sauf un bien protégé par traité).

(2) La formule figurant à la définition de « fraction non amortie du coût en capital », au paragraphe 13(21) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

$$(A+B+C+D\underline{+D.1})-(E+E.1+F+G+H+I+J+K)$$

(3) La définition de « fraction non amortie du coût en capital », au paragraphe 13(21) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'élément D, de ce qui suit :

D.1 le total des sommes représentant chaque un montant payé par le contribuable avant ce moment au titre d'un droit compensateur ou antidumping en vigueur ou proposé sur un bien amortissable de cette catégorie;

(4) La définition de « fraction non amortie du coût en capital », au paragraphe 13(21) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'élément J, de ce qui suit :

K le total des sommes représentant chaque un montant reçu par le contribuable avant ce moment à titre de remboursement d'un montant ajouté à la fraction non amortie du coût en capital des biens amortissables de cette catégorie par l'effet de l'élément D.1 de

Leasing
Properties

(5) Subsection (1) applies to any disposition that occurs in a taxation year that ends after 1997.

(6) Subsection (2) applies after February 23, 1998.

(7) Subsection (3) applies to amounts that become payable after February 23, 1998.

(8) Subsection (4) applies to amounts that are received after February 23, 1998.

7. (1) The portion of subsection 16.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

16.1 (1) Where a taxpayer (in this section referred to as the "lessee") leases tangible property (other than prescribed property) that would, if the lessee acquired the property, be depreciable property of the lessee, from a person resident in Canada other than a person whose taxable income is exempt from tax under this Part, or from a non-resident person who holds the lease in the course of carrying on a business through a permanent establishment in Canada, as defined by regulation, any income from which is subject to tax under this Part, who owns the property and with whom the lessee was dealing at arm's length (in this section referred to as the "lessor") for a term of more than one year, if the lessee and the lessor jointly elect in prescribed form filed with their returns of income for their respective taxation years that include the particular time when the lease began, the following rules apply for the purpose of computing the income of the lessee for the taxation year that includes the particular time and for all subsequent taxation years:

(2) Subsection (1) applies to leases entered into by a taxpayer or partnership after 3:30 p.m., Eastern Daylight Saving Time, August 18, 1998, other than such leases entered into after that time pursuant to an agreement in writing

la formule figurant à la présente définition.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions effectuées au cours d'une année d'imposition se terminant après 1997. 5

(6) Le paragraphe (2) s'applique à compter du 24 février 1998.

(7) Le paragraphe (3) s'applique aux montants qui deviennent payables après le 23 février 1998. 10

(8) Le paragraphe (4) s'applique aux montants reçus après le 23 février 1998.

7. (1) Le passage du paragraphe 16.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

16.1 (1) Lorsqu'un contribuable (appelé « preneur » au présent article) prend à bail d'une personne résidant au Canada (sauf une personne dont le revenu imposable est exonéré de l'impôt prévu à la présente partie) ou d'une personne non-résidente qui détient le bail dans le cadre d'une entreprise exploitée par l'entremise d'un établissement stable au Canada, au sens du règlement, dont le revenu est assujetti à l'impôt prévu à la présente partie, avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance (appelée « bailleur » au présent article), pour une durée de plus d'un an, un bien corporel, sauf un bien visé par règlement, dont le bailleur est propriétaire et qui, si le preneur l'avait acquis, aurait constitué un bien amortissable pour lui, les présomptions suivantes s'appliquent au calcul du revenu du preneur pour l'année d'imposition qui comprend le moment donné où le bail a commencé et pour les années d'imposition postérieures si le preneur et le bailleur en font le choix conjoint sur le formulaire prescrit présenté avec leur déclaration de revenu pour leur année d'imposition respective qui comprend ce moment :

Biens de location

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux baux passés par un contribuable ou une société de personnes après 15 heures 30, heure avancée de l'Est, le 18 août 1998, à l'exception des baux passés après ce moment conformément à une convention écrite, à la fois :

(a) made before that time under which the taxpayer or partnership was required to enter into the lease, and

(b) in respect of which there is no agreement or other arrangement under which the obligation of the taxpayer or partnership to enter into the lease can be changed, reduced or waived if there is a change to the Act or if there is an adverse assessment under the Act,

and for the purpose of this subsection, a lease in respect of which a material change has been agreed to by the parties to the lease, effective at any particular time that is after 3:30 p.m., Eastern Daylight Saving Time, August 18, 1998, is deemed to have been entered into at that particular time.

8. (1) Section 17 of the Act is replaced by the following:

Amount owing
by non-resident

17. (1) Where, at any time in a taxation year of a corporation resident in Canada, a non-resident person owes an amount to the corporation, that amount remains outstanding for more than a year and the total determined under paragraph (b) for the year is less than the amount of interest that would be included in computing the corporation's income for the year in respect of the amount owing if that interest were computed at a reasonable rate for the period in the year during which the amount was owing, there shall be included in computing the corporation's income for the year an amount equal to the amount, if any, by which

(a) the amount of interest that would be included in computing the corporation's income for the year in respect of the amount owing if that interest were computed at the prescribed rate for the period in the year during which the amount was owing exceeds

(b) the total of all amounts each of which is

(i) an amount included in computing the corporation's income for the year as, on account of, in lieu of or in satisfaction

a) conclue avant ce moment et aux termes de laquelle le contribuable ou la société de personnes était tenu de passer le bail;

b) relativement à laquelle il n'existe pas de convention ou autre mécanisme qui prévoit la modification, la réduction ou l'extinction de l'obligation du contribuable ou de la société de personnes de passer le bail en cas de modification de la même loi ou d'établissement d'une cotisation défavorable sous son régime.

Pour l'application du présent paragraphe, le bail auquel les parties ont convenu d'apporter un changement important devant entrer en vigueur à un moment postérieur à 15 heures 30, heure avancée de l'Est, le 18 août 1998 est réputé avoir été passé à ce moment postérieur.

8. (1) L'article 17 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Sommes dues
par les non-
résidents

17. (1) Lorsque, au cours de l'année d'imposition d'une société résidant au Canada, une personne non-résidente est débitrice d'une créance de la société qui demeure impayée pendant plus d'une année et que le total déterminé selon l'alinéa b) pour l'année est inférieur aux intérêts qui seraient inclus dans le calcul du revenu de la société pour l'année relativement à la créance si ceux-ci étaient calculés à un taux raisonnable pour la période de l'année pendant laquelle la créance était due, la société est tenue d'inclure dans le calcul de son revenu pour l'année un montant égal à l'excédent éventuel des intérêts visés à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

a) les intérêts qui seraient inclus dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à la créance s'ils étaient calculés au taux prescrit pour la période de l'année pendant laquelle la créance était due;

b) le total des montants représentant chacun :

(i) un montant inclus dans le calcul du revenu de la société pour l'année au titre ou en règlement total ou partiel des intérêts sur la créance,

Anti-avoidance
rule — indirect
loan

of, interest in respect of the amount owing,	
(ii) an amount received or receivable by the corporation from a trust that is included in computing the corporation's income for the year or a subsequent year and that can reasonably be attributed to interest on the amount owing for the period in the year during which the amount was owing, or	5 (ii) un montant reçu ou à recevoir par la société d'une fiducie qui est inclus dans le calcul du revenu de la société pour l'année ou pour une année ultérieure et qu'il est raisonnable d'imputer aux intérêts sur la créance pour la période de l'année pendant laquelle elle était due,
(iii) an amount that is included in computing the corporation's income for the year or a subsequent year under subsection 91(1) and that can reasonably be attributed to interest on the amount owing for the period in the year during which the amount was owing.	10 (iii) un montant qui est inclus dans le calcul du revenu de la société pour l'année ou pour une année ultérieure en vertu du paragraphe 91(1) et qu'il est raisonnable d'imputer aux intérêts sur la créance pour la période de l'année pendant laquelle elle était due.
(2) For the purpose of this section and subject to subsection (3), where	
(a) a non-resident person owes an amount at any time to a particular person or partnership (other than a corporation resident in Canada), and	15 (2) Pour l'application du présent article et Règle anti-évitement — sous réserve du paragraphe (3), dans le cas prêt indirect où les conditions suivantes sont réunies :
(b) it is reasonable to conclude that the particular person or partnership entered into the transaction under which the amount became owing or the particular person or partnership permitted the amount owing to remain outstanding because	20 a) une personne non-résidente est débitrice, à un moment donné, d'une créance d'une personne ou société de personnes donnée (sauf une société résidant au Canada),
(i) a corporation resident in Canada loaned or transferred property, or	25 b) il est raisonnable de conclure que la personne ou société de personnes donnée a conclu l'opération dans le cadre de laquelle la créance est devenue due, ou a permis que la créance demeure impayée,
(ii) the particular person or partnership anticipated that a corporation resident in Canada would loan or transfer property,	30 du fait qu'une société résidant au Canada a prêté ou transféré un bien, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à une personne ou à une société de personnes, ou pour le compte de l'une ou l'autre, ou du fait que la personne ou société de personnes donnée a prévu qu'une société résidant au Canada prêterait ou
either directly or indirectly, in any manner whatever, to or for the benefit of any person or partnership (other than a loan or transfer of property that would be determined to be a loan or transfer of property by the corporation to a person or partnership with which the corporation deals at arm's length made under terms or conditions that persons dealing at arm's length would have been willing to enter into if that determination were made without reference to any other loan or transfer of	35 transférerait ainsi un bien à une personne ou à une société de personnes, ou pour le compte de l'une ou l'autre; le présent alinéa ne s'applique pas dans le cas où le prêt ou le transfert de biens s'avérerait être un prêt ou un transfert de biens qui est effectué par la société au profit d'une personne ou d'une société de personnes avec laquelle elle n'a aucun lien de dépendance et dont les modalités sont telles que des personnes sans lien de dépendance seraient

Exception to
anti-avoidance
rule — indirect
loan

property to a person that does not deal at arm's length with the corporation),
the non-resident person is deemed to owe at that time to the corporation an amount equal to the amount owing to the particular person or partnership. 5

(3) Subsection (2) does not apply to an amount owing at any time by a non-resident person to a particular person or partnership where 10

(a) at that time, the non-resident person and the particular person or each member of the particular partnership, as the case may be, are controlled foreign affiliates of the corporation resident in Canada; or 15

(b) at that time,

(i) the non-resident person and the particular person or each member of the particular partnership, as the case may be, are persons that deal with each other at arm's length, 20

(ii) the terms or conditions made or imposed in respect of the amount owing, determined without reference to any loan or transfer of property by a corporation resident in Canada described in paragraph (2)(b) in respect of the amount owing, are such that persons dealing at arm's length would have been willing to enter into them at the time that they were entered into, and 30

(iii) if there were an amount of interest payable on the amount owing at that time that would be required to be included in computing the income of a foreign affiliate of the corporation resident in Canada for a taxation year, that amount of interest would not be required to be included in computing the foreign accrual property income of the affiliate for that year. 40

prêtes à les conclure, si la question de savoir si le prêt ou le transfert constitue un tel prêt ou transfert était déterminée indépendamment de tout autre prêt ou transfert de biens effectué au profit d'une personne ayant un lien de dépendance avec la société, 5

la personne non-résidente est réputée, à ce moment, être débitrice d'une somme, due à la société, égale à la créance de la personne ou société de personnes donnée. 10

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la créance d'une personne ou société de personnes donnée dont une personne non-résidente est débitrice à un moment donné si, 15

Exception

selon le cas :

a) à ce moment, la personne non-résidente et la personne donnée ou chaque associé de la société de personnes donnée, selon le cas, sont des sociétés étrangères affiliées 20 contrôlées de la société résidant au Canada;

b) les faits suivants se vérifient à ce moment :

(i) la personne non-résidente et la personne donnée ou chaque associé de la société de personnes donnée, selon le cas, sont des personnes qui n'ont entre elles aucun lien de dépendance, 25

(ii) les modalités conclues ou imposées 30 relativement à la créance, déterminées compte non tenu d'un prêt ou transfert de biens visé à l'alinéa (2)b) effectué par une société résidant au Canada relativement à la créance, sont telles que des 35 personnes n'ayant entre elles aucun lien de dépendance auraient été prêtes à les conclure au moment où elles l'ont été,

(iii) si des intérêts, à inclure dans le calcul du revenu d'une société étrangère 40 affiliée de la société résidant au Canada pour une année d'imposition, étaient payables sur la créance à ce moment, ils ne seraient pas à inclure dans le calcul du revenu étranger accumulé, tiré de 45 biens de la société affiliée pour cette année.

Anti-avoidance
rule — loan
through
partnership

(4) For the purpose of this section, where a non-resident person owes an amount at any time to a partnership and subsection (2) does not deem the non-resident person to owe an amount equal to that amount to a corporation resident in Canada, the non-resident person is deemed at that time to owe to each member of the partnership, on the same terms as those that apply in respect of the amount owing to the partnership, that proportion of the amount owing to the partnership at that time that

(a) the fair market value of the member's interest in the partnership at that time

is of

(b) the fair market value of all interests in the partnership at that time.

Anti-avoidance
rule — loan
through trust

(5) For the purpose of this section, where a non-resident person owes an amount at any time to a trust and subsection (2) does not deem the non-resident person to owe an amount equal to that amount to a corporation resident in Canada,

(a) where the trust is a non-discretionary trust at that time, the non-resident person is deemed to owe at that time to each beneficiary of the trust, on the same terms as those that apply in respect of the amount owing to the trust, that proportion of the amount owing to the trust that

30

(i) the fair market value of the beneficiary's interest in the trust at that time

is of

(ii) the fair market value of all the beneficial interests in the trust at that time; and

35

(b) in any other case, the non-resident person is deemed to owe at that time to each settlor in respect of the trust, on the same terms as those that apply in respect of the amount owing to the trust, an amount equal to the amount owing to the trust.

(4) Pour l'application du présent article, la personne non-résidente qui, à un moment donné, est débitrice d'une créance d'une société de personnes sans être réputée, par le paragraphe (2), être débitrice d'une somme, égale à cette créance, due à une société résidant au Canada est réputée, à ce moment, être débitrice, selon les mêmes modalités que celles qui s'appliquent à la créance de la société de personnes, d'une somme, due à chaque associé de la société de personnes, égale au produit de la multiplication de la créance de la société de personnes à ce moment par le rapport entre :

a) d'une part, la juste valeur marchande de la participation de l'associé dans la société de personnes à ce moment;

b) d'autre part, la juste valeur marchande de l'ensemble des participations dans la société de personnes à ce moment. 20

(5) Pour l'application du présent article, la personne non-résidente qui, à un moment donné, est débitrice d'une créance d'une fiducie sans être réputée, par le paragraphe (2), être débitrice d'une somme, égale à cette créance, due à une société résidant au Canada est réputée, à ce moment :

a) si la fiducie est une fiducie non discrétionnaire à ce moment, être débitrice, selon les mêmes modalités que celles qui s'appliquent à la créance de la fiducie, d'une somme, due à chaque bénéficiaire de la fiducie, égale au produit de la multiplication de la créance de la fiducie par le rapport entre : 35

(i) d'une part, la juste valeur marchande de la participation du bénéficiaire dans la fiducie à ce moment,

(ii) d'autre part, la juste valeur marchande de l'ensemble des participations des bénéficiaires de la fiducie à ce moment;

b) dans les autres cas, être débitrice, selon les mêmes modalités que celles qui s'appliquent à la créance de la fiducie, d'une somme, égale à cette créance, due à chaque auteur de la fiducie. 45

Règle anti-
évitement —
prêt par l'inter-
médiaire d'une
société de
personnes

5

Règle anti-
évitement —
prêt par l'inter-
médiaire d'une
fiducie

20

25

30

35

40

45

Anti-avoidance
rule — loan to
partnership

(6) For the purpose of this section, where a particular partnership owes an amount at any time to any person or any other partnership (in this subsection referred to as the "lender"), each member of the particular partnership is deemed to owe at that time to the lender, on the same terms as those that apply in respect of the amount owing by the particular partnership to the lender, that proportion of the amount owing to the lender that

(a) the fair market value of the member's interest in the particular partnership at that time

is of

(b) the fair market value of all interests in the particular partnership at that time.

Exception

(7) Subsection (1) does not apply in respect of an amount owing to a corporation resident in Canada by a non-resident person if a tax has been paid under Part XIII on the amount.

Exception

(8) Subsection (1) does not apply to a corporation resident in Canada for a taxation year of the corporation in respect of an amount owing to the corporation by a non-resident person if the non-resident person is a controlled foreign affiliate of the corporation throughout the period in the year during which the amount is owing and it is established that the amount owing

(a) arose as a loan or advance of money to the affiliate that the affiliate has used, throughout the period that began when the loan or advance was made and that ended at the earlier of the end of the year and the time at which the amount was repaid, for the purpose of earning

(i) income from an active business, as defined in subsection 95(1), of the affiliate, or

(ii) income that was included under subsection 95(2) in computing the affiliate's income from an active business of the affiliate; or

(6) Pour l'application du présent article, dans le cas où une société de personnes donnée est débitrice, à un moment donné, d'une créance d'une personne ou d'une autre société de personnes (appelées « prêteur » au présent paragraphe), chaque associé de la société de personnes donnée est réputé être débiteur à ce moment, selon les mêmes modalités que celles qui s'appliquent à la créance du prêteur dont est débitrice la société de personnes donnée, d'une somme, due au prêteur, égale au produit de la multiplication de la créance par le rapport entre :

a) d'une part, la juste valeur marchande de la participation de l'associé dans la société de personnes donnée à ce moment;

b) d'autre part, la juste valeur marchande de l'ensemble des participations dans la société de personnes donnée à ce moment.

(7) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la somme qu'une personne non-résidente doit à une société résidant au Canada si l'impôt prévu à la partie XIII a été payé sur la somme.

(8) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une société résidant au Canada pour une année d'imposition de celle-ci relativement à une somme qu'une personne non-résidente lui doit si cette personne est une société étrangère affiliée contrôlée de la société tout au long de la période de l'année pendant laquelle la somme est due et s'il est établi que cette somme :

a) soit est attribuable à un prêt ou à une avance d'argent consenti à la société affiliée et dont elle s'est servi, tout au long de la période ayant commencé au moment où le prêt ou l'avance a été consenti et s'étant terminée à la fin de l'année ou, s'il est antérieur, au moment où la somme a été remboursée, à l'une des fins suivantes :

(i) tirer un revenu d'une entreprise exploitée activement, au sens du paragraphe 95(1), par elle,

(ii) gagner un revenu qui a été inclus, en vertu du paragraphe 95(2), dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise exploitée activement par elle;

Règle anti-
évitement —
prêt à une
société de
personnes

5

Exception

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

10

(b) arose in the course of an active business, as defined in subsection 95(1), carried on by the affiliate throughout the period that began when the amount owing arose and that ended at the earlier of the 5 end of the year and the time at which the amount was repaid.

(9) For the purpose of this section, in determining whether a non-resident corporation is a controlled foreign affiliate of a 10 corporation resident in Canada at any time,

(a) each member of a partnership is deemed to own at that time that proportion of the number of shares of a class of the capital stock of a corporation owned at 15 that time by the partnership that

(i) the fair market value of the member's 15 interest in the partnership at that time

is of

(ii) the fair market value of all interests 20 in the partnership at that time;

(b) each beneficiary of a non-discretionary trust is deemed to own at that time that proportion of the number of shares of a 25 class of the capital stock of a corporation owned by the trust at that time that

(i) the fair market value of the benefici- 25 ary's interest in the trust at that time

is of

(ii) the fair market value of all the bene- 30 ficial interests in the trust at that time; and

(c) each settlor in respect of a trust, other than a non-discretionary trust, is deemed to own at that time that proportion of the 35 number of shares of a class of the capital stock of a corporation owned by the trust at that time that

(i) one

is of

(ii) the number of settlors in respect of 40 the trust at that time.

b) soit est attribuable à l'exploitation d'une entreprise exploitée activement, au sens du paragraphe 95(1), par la société affiliée tout au long de la période ayant commencé au moment où la somme est devenue due et s'étant terminée à la fin de l'année ou, s'il est antérieur, au moment où la somme a été remboursée. 5

(9) Pour l'application du présent article, pour déterminer si une société non-résidente 10 est une société étrangère affiliée contrôlée d'une société résidant au Canada à un moment donné, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) chaque associé d'une société de per- 15 sonnes est réputé être propriétaire à ce moment de la proportion d'actions d'une catégorie du capital-actions d'une société appartenant à la société de personnes à ce moment que représente le produit de la 20 multiplication du nombre de ces actions par le rapport entre :

(i) d'une part, la juste valeur marchande de la participation de l'associé dans la 25 société de personnes à ce moment,

(ii) d'autre part, la juste valeur mar- 30 chande de l'ensemble des participations dans la société de personnes à ce moment;

b) chaque bénéficiaire d'une fiducie non 35 discrétionnaire est réputé être propriétaire à ce moment de la proportion d'actions d'une catégorie du capital-actions d'une société appartenant à la fiducie à ce moment que représente le produit de la multi- 35 plication du nombre de ces actions par le rapport entre :

(i) d'une part, la juste valeur marchande de la participation du bénéficiaire dans la fiducie à ce moment,

(ii) d'autre part, la juste valeur mar- 40 chande de l'ensemble des participations dans la fiducie à ce moment;

c) chaque auteur d'une fiducie, sauf une fiducie non discrétionnaire, est réputé être 45 propriétaire à ce moment de la proportion d'actions d'une catégorie du capital-ac- tions d'une société appartenant à la fiducie

Definitions

“controlled foreign affiliate”
“société étrangère affiliée contrôlée”

“non-discretionary trust”
“fiducie non discrétaire”

“settlor”
“auteur”

(10) The definitions in this subsection apply in this section.

“controlled foreign affiliate” has the meaning that would be assigned by the definition “controlled foreign affiliate” in subsection 95(1) if paragraphs (d) and (e) of that definition read as follows:

(d) one or more persons resident in Canada with whom the taxpayer does not deal at arm’s length, or

(e) the taxpayer and one or more persons resident in Canada with whom the taxpayer does not deal at arm’s length;

“non-discretionary trust”, at any time, means a trust in which all interests were vested 15 indefeasibly at the beginning of the trust’s taxation year that includes that time.

“settlor”, in respect of a trust at any time, means any person or partnership that has made a loan or transfer of property, either 20 directly or indirectly, in any manner whatever, to or for the benefit of the trust at or before that time, other than, where the person or partnership deals at arm’s length with the trust at that time,

(a) a loan made by the person or partnership to the trust at a reasonable rate of interest; or

(b) a transfer made by the person or partnership to the trust for fair market 30 value consideration.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after February 23, 1998.

à ce moment que représente le produit de la multiplication du nombre de ces actions par le rapport entre :

(i) d’une part, un,

(ii) d’autre part, le nombre d’auteurs de 5 la fiducie à ce moment.

(10) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

Définitions

« auteur » Quant à une fiducie à un moment donné, personne ou société de personnes 10 qui a consenti un prêt ou effectué un transfert de biens, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à la fiducie ou pour son compte à ce moment ou antérieurement, sauf, dans le cas où la 15 personne ou la société de personnes n’a aucun lien de dépendance avec la fiducie à ce moment, s’il s’agit d’un des prêts ou transferts suivants consentis ou effectués par la personne ou la société de personnes 20 à la fiducie :

a) un prêt consenti à un taux d’intérêt raisonnable;

b) un transfert effectué pour une contre-partie égale à la juste valeur marchande.

« fiducie non discrétaire » Est une fiducie non discrétaire à un moment donné la fiducie dont l’ensemble des participations étaient dévolues irrévocablement au début de son année d’imposition com- 30 prenant ce moment.

« fiducie non discrétaire »
“non-discretionary trust”

« société étrangère affiliée contrôlée » S’entend au sens de « société étrangère affiliée contrôlée » au paragraphe 95(1), à supposer que les alinéas d) et e) de cette définition soient remplacés par ce qui suit :

“société étrangère affiliée contrôlée”
“controlled foreign affiliate”

d) soit une ou plusieurs personnes résidant au Canada avec lesquelles le contribuable a un lien de dépendance;

e) soit le contribuable et une ou plusieurs personnes résidant au Canada avec lesquelles il a un lien de dépendance.

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition commençant après le 23 45 février 1998.

9. (1) Subsection 20(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (tt), by adding the word "and" at the end of paragraph (uu) and by adding the following after paragraph (uu):

(vv) an amount paid in the year by the taxpayer as or on account of an existing or proposed countervailing or anti-dumping duty in respect of property (other than de- 10
preciable property).

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following after subsection (12):

(12.1) In computing a taxpayer's income for a taxation year from a business, there 15
may be deducted the amount that the taxpayer claims not exceeding the lesser of

(a) the amount of foreign tax (within the meaning assigned by subsection 126(4.1)) that 20

(i) is in respect of a property used in the business for a period of ownership by the taxpayer or in respect of a related transaction (as defined in subsection 126(7)), 25

(ii) is paid by the taxpayer for the year,

(iii) is, because of subsection 126(4.1), not included in computing the taxpayer's business-income tax or non-business-income tax, and 30

(iv) where the taxpayer is a corporation, is not an amount that can reasonably be regarded as having been paid in respect of income from a share of the capital stock of a foreign affiliate of the taxpayer, and 35

(b) the portion of the taxpayer's income for the year from the business that is attributable to the property for the period or to a related transaction (as defined in sub- 40
section 126(7)).

9. (1) Le paragraphe 20(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa uu, de ce qui suit :

5

vv) un montant payé par le contribuable au cours de l'année au titre d'un droit compensateur ou antidumping en vigueur ou proposé sur des biens (sauf des biens amortissables).

(2) L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (12), de 10
ce qui suit :

(12.1) Est déductible dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition tiré d'une entreprise le montant que le contribuable demande, ne dépassant pas le 15
moins élevé des montants suivants :

a) le montant d'impôt étranger, au sens du paragraphe 126(4.1), qui, à la fois :

(i) est attribuable soit à un bien utilisé dans le cadre de l'entreprise pour une 20
période pendant laquelle le contribuable était propriétaire du bien, soit à une opération connexe au sens du paragraphe 126(7),

(ii) est payé par le contribuable pour 25
l'année,

(iii) n'est pas inclus, par l'effet du paragraphe 126(4.1), dans le calcul de l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise du contribuable ou de son impôt sur le re- 30
venu ne provenant pas d'une entreprise,

(iv) si le contribuable est une société, n'est pas un montant qu'il est raisonnable de considérer comme ayant été payé au titre du revenu tiré d'une action du 35
capital-actions d'une société étrangère affiliée du contribuable;

b) la partie du revenu du contribuable pour l'année tiré de l'entreprise qui est attribuable au bien pour la période ou à des opérations connexes au sens du paragraphe 126(7). 40

Countervailing or anti-dumping duty

Droit compensateur ou antidumping

Foreign tax where no economic profit

Impôt étranger en cas d'absence de profit économique

(3) Subsection (1) applies to amounts that become payable after February 23, 1998.

(4) Subsection (2) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

10. (1) The Act is amended by adding the following after section 20:

20.01 (1) Notwithstanding paragraphs 18(1)(a) and (h) and subject to subsection (2), there may be deducted in computing an individual's income for a taxation year from 10 a business carried on by the individual and in which the individual is actively engaged on a regular and continuous basis, directly or as a member of a partnership, an amount payable by the individual or partnership in respect of 15 the year as a premium, contribution or other consideration under a private health services plan in respect of the individual, the individual's spouse or any person who is a member of the individual's household if

(a) in the year or in the preceding taxation year

(i) the total of all amounts each of which is the individual's income from such a business for a fiscal period that ends in 25 the year exceeds 50% of the individual's income for the year, or

(ii) the individual's income for the year does not exceed the total of \$10,000 and the total referred to in subparagraph (i) 30 in respect of the individual for the year,

on the assumption that the individual's income from any business is computed without reference to this subsection and the individual's income is computed without 35 reference to this subsection and subdivision e; and

(b) the amount is payable under a contract between the individual and

(i) a person licensed or otherwise au- 40 thorized under the laws of Canada or a province to carry on in Canada an insurance business or the business of offering to the public its services as trustee,

(ii) a person or partnership engaged in 45 the business of offering to the public its

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux montants qui deviennent payables après le 23 février 1998.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

5

5 10. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 20, de ce qui suit :

20.01 (1) Malgré les alinéas 18(1)a) et h) et sous réserve du paragraphe (2), un particulier peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition tiré d'une entreprise qu'il exploite et à laquelle il prend une part active de façon régulière et continue, directement ou comme associé d'une société de personnes, un montant payable par 15 lui ou par la société de personnes pour l'année à titre de prime, cotisation ou autre contrepartie à un régime privé d'assurance-maladie à l'égard du particulier, de son conjoint ou d'une personne habitant chez le particulier, si les conditions suivantes sont réunies :

a) au cours de l'année ou de l'année d'imposition précédente, l'un ou l'autre des faits suivants se vérifie :

(i) le total des montants représentant chacun son revenu tiré d'une telle entreprise pour un exercice se terminant dans l'année dépasse le montant représentant 50 % de son revenu pour l'année,

(ii) son revenu pour l'année ne dépasse pas la somme de 10 000 \$ et du total visé au sous-alinéa (i) à son égard pour l'année,

à supposer que son revenu tiré d'une entreprise soit calculé compte non tenu du présent paragraphe et que son revenu soit calculé compte non tenu du présent paragraphe et de la sous-section e;

b) le montant est payable aux termes d'un contrat qu'il a conclu avec l'une des entités suivantes :

(i) une personne autorisée par licence ou autrement, en vertu de la législation fédérale ou provinciale, à exploiter au Canada une entreprise d'assurance ou

Primes versées
à un régime
privé
d'assurance-
maladie

Limit

services as an administrator of private health services plans, or

(iii) a person the taxable income of which is exempt under section 149 and that is a business or professional organization of which the individual is a member or a trade union of which the individual or a majority of the individual's employees are members.

(2) For the purpose of calculating the amount deductible under subsection (1) in computing an individual's income for a taxation year from a particular business,

(a) no amount may be deducted to the extent that

(i) it is deducted under this section in computing another individual's income for any taxation year, or

(ii) it is included in calculating a deduction under section 118.2 in computing an individual's tax payable under this Part for any taxation year;

(b) where an amount payable under a private health services plan relates to a period in the year throughout which

(i) each of one or more persons

(A) is employed on a full-time basis (other than on a temporary or seasonal basis) in the particular business or in another business carried on by

(I) the individual (otherwise than as a member of a partnership),

(II) a partnership of which the individual is a majority interest partner, or

(III) a corporation affiliated with the individual, and

(B) has accumulated not less than three months of service in that employment since the person last became so employed, and

une entreprise consistant à offrir ses services au public en tant que fiduciaire,

(ii) une personne ou une société de personnes dont l'entreprise consiste à offrir ses services au public en tant qu'administrateur de régimes privés d'assurance-maladie,

(iii) une personne dont le revenu imposable est exonéré en vertu de l'article 149 et qui est soit une organisation commerciale ou professionnelle dont le particulier est membre, soit un syndicat dont le particulier ou la majorité de ses employés sont membres.

(2) Pour le calcul du montant qui est déductible en application du paragraphe (1) dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition tiré d'une entreprise donnée, les règles suivantes s'appliquent :

a) un montant n'est pas déductible dans la mesure où, selon le cas :

(i) il est déduit en application du présent article dans le calcul du revenu d'un autre particulier pour une année d'imposition,

(ii) il entre dans le calcul de la déduction prévue à l'article 118.2 dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition;

b) lorsqu'un montant payable dans le cadre d'un régime privé d'assurance-maladie se rapporte à une période de l'année tout au long de laquelle les circonstances suivantes existent :

(i) une ou plusieurs personnes :

(A) occupent chacune un emploi à temps plein (mais non à titre temporaire ou saisonnier) dans l'entreprise donnée ou une autre entreprise exploitée par l'une des entités suivantes :

(I) le particulier (autrement qu'à titre d'associé d'une société de personnes),

<p>(ii) the total number of persons employed in a business described in clause (i)(A), with whom the individual deals at arm's length and to whom coverage is extended under the plan, is not less than 50% of the total number of persons each of whom is a person</p>	5	<p>(II) une société de personnes dont le particulier est l'associé détenant une participation majoritaire,</p>
		<p>(III) une société affiliée au particulier,</p>
<p>(A) who carries on the particular business or is employed in a business described in clause (i)(A), and</p>	10	<p>(B) comptent chacune au moins trois mois de service depuis leur dernier embauchage par l'entreprise,</p>
<p>(B) to whom coverage is extended under the plan,</p>		<p>(ii) le nombre total de personnes employées dans une entreprise visée à la division (i)(A), avec lesquelles le particulier n'a aucun lien de dépendance et qui sont couvertes par le régime, compte pour au moins 50 % du nombre total de personnes dont chacune, à la fois :</p>
<p>the amount so deductible in relation to the period shall not exceed the individual's cost of equivalent coverage under the plan in respect of any employed person who deals at arm's length with the individual and who is described in subparagraph (i) in relation to the period; and</p>		<p>(A) exploite l'entreprise donnée ou occupe un emploi dans une entreprise visée à la division (i)(A),</p>
<p>(c) where an amount payable under a private health services plan relates to a particular period in the year, other than a period described in paragraph (b), the amount so deductible in relation to the particular period shall not exceed the lesser of</p>		<p>(B) est couverte par le régime,</p>
<p>(i) the amount determined by the formula</p>		<p>le montant ainsi déductible pour la période ne peut dépasser le coût pour le particulier d'une protection équivalente dans le cadre du régime à l'égard d'une personne occupant un emploi qui est visée au sous-alinéa (i) pour la période et qui n'a aucun lien de dépendance avec le particulier;</p>
<p>(A/365) x (B + C)</p>		<p>c) lorsqu'un montant payable dans le cadre d'un régime privé d'assurance-maladie se rapporte à une période de l'année, sauf la période visée à l'alinéa b), le montant ainsi déductible pour la période ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants :</p>
<p>where</p>	30	<p>(i) le montant obtenu par la formule suivante :</p>
<p>A is the number of days in the year that are included in the particular period,</p>		<p>35</p>
<p>B is the product obtained when \$1,500 is multiplied by the number of persons each of whom is covered under the plan and</p>		<p>(A/365) x (B + C)</p>
<p>(A) is the individual or the individual's spouse, or</p>		<p>où :</p>
<p>(B) is a member of the individual's household and has attained the age of 18 years before the beginning of the particular period, and</p>		<p>A représente le nombre de jours de l'année qui font partie de la période,</p>
<p>C is the product obtained when \$750 is multiplied by the number of members of the individual's household who, but for the fact that they have not attained the age of 18 years before the</p>		<p>B le produit de la multiplication de 1 500 \$ par le nombre de personnes dont chacune est couverte par le régime et, selon le cas :</p>
		<p>(A) est le particulier ou son conjoint,</p>
		<p>45</p>

Equivalent coverage

<p>particular period began, would be included in computing the product under the description of B, and</p>	<p>(B) habite chez le particulier et a atteint l'âge de 18 ans avant le début de la période,</p>
<p>(ii) if one or more persons with whom the individual deals at arm's length are described in subparagraph (b)(i) in relation to the particular period, an amount not exceeding the individual's cost of equivalent coverage in respect of any such person in relation to the particular period.</p>	<p>C le produit de la multiplication de 750 \$ par le nombre de personnes qui, si ce n'était le fait qu'elles n'ont pas atteint l'âge de 18 ans avant le début de la période, seraient prises en compte dans le calcul du produit visé à l'élément B,</p>
<p>(3) For the purpose of subsection (2), an amount payable in respect of an individual under a private health services plan in relation to a period does not exceed the individual's cost of equivalent coverage under the plan in respect of another person in relation to the period to the extent that, in relation to the period, the amount does not exceed the product obtained when</p>	<p>(ii) dans le cas où une ou plusieurs personnes avec lesquelles le particulier n'a aucun lien de dépendance sont visées au sous-alinéa b)(i) pour la période, un montant ne dépassant pas le coût, pour le particulier, d'une protection équivalente à l'égard d'une telle personne pour la période.</p>
<p>(a) the amount that would be the individual's cost of coverage under the plan if the benefits and coverage in respect of the individual, the individual's spouse and the members of the individual's household were identical to the benefits and coverage made available in respect of the other person, the other person's spouse and the members of the other person's household is multiplied by</p>	<p>(3) Pour l'application du paragraphe (2), le montant payable à l'égard d'un particulier dans le cadre d'un régime privé d'assurance-maladie pour une période ne dépasse pas le coût, pour lui, d'une protection équivalente dans le cadre du régime à l'égard d'une autre personne pour la période dans la mesure où, pour la période, le montant ne dépasse pas le produit de la multiplication des montants suivants :</p>
<p>(b) the percentage of the cost of coverage under the plan in respect of the other person that is payable by the individual or a partnership of which the individual is a member.</p>	<p>a) le montant qui représenterait le coût, pour le particulier, d'une protection dans le cadre du régime si les prestations et la protection relatives au particulier, à son conjoint et aux personnes habitant chez le particulier étaient identiques à celles offertes à l'égard de l'autre personne, de son conjoint et des personnes habitant chez elle;</p>
<p>(2) Subsection (1) applies to amounts that become payable after 1997.</p>	<p>b) le pourcentage du coût d'une protection dans le cadre du régime à l'égard de l'autre personne qui est payable par le particulier ou par une société de personnes dont il est un associé.</p>
<p>11. (1) Subsection 37(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants qui deviennent payables après 1997.</p>
<p>11. (1) Le paragraphe 37(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c.1), de ce qui suit :</p>	<p>11. (1) Le paragraphe 37(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c.1), de ce qui suit :</p>

the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c.1):

(c.2) all amounts added because of subsection 127(27) or (29) to the taxpayer's tax otherwise payable under this Part for any preceding taxation year, and

(c.3) in the case of a partnership, all amounts each of which is an excess referred to in subsection 127(30) in respect of the partnership for any preceding fiscal 10 period,

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

12. (1) Subsection 44(5) of the Act is amended by striking out the word "and" at 15 the end of paragraph (b) and by replacing paragraph (c) with the following:

(c) where the former property was a taxable Canadian property of the taxpayer, the particular capital property is a taxable Canadian property of the taxpayer; and

(d) where the former property was a taxable Canadian property (other than treaty-protected property) of the taxpayer, the particular capital property is a taxable Canadian property (other than treaty-protected property) of the taxpayer.

(2) Subsection (1) applies to dispositions that occur in taxation years that end after 1997.

13. (1) Subsection 52(8) of the Act is replaced by the following:

(8) Notwithstanding any other provision of this Act, where at any time a corporation becomes resident in Canada, the cost to any shareholder who is not at that time resident in Canada of any share of the corporation's capital stock, other than a share that was taxable Canadian property immediately before that time, is deemed to be equal to the fair market value of the share at that time.

(2) Subsection (1) applies in respect of corporations that become resident in Canada after February 23, 1998.

c.2) les montants ajoutés, par l'effet des paragraphes 127(27) ou (29), à l'impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition antérieure,

c.3) dans le cas d'une société de personnes, le total des montants représentant chacun l'excédent visé au paragraphe 127(30) relativement à la société de personnes pour un exercice antérieur,

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

12. (1) L'alinéa 44(5)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) si l'ancien bien était un bien canadien imposable, l'immobilisation en est un;

d) si l'ancien bien était un bien canadien imposable (sauf un bien protégé par traité), l'immobilisation en est un (sauf un bien protégé par traité).

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions effectuées au cours d'une année 30 d'imposition se terminant après 1997.

13. (1) Le paragraphe 52(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré les autres dispositions de la présente loi, dans le cas où une société devient un résident du Canada à un moment donné, le coût d'une action de son capital-actions, sauf une action qui était un bien canadien imposable immédiatement avant ce moment, pour un actionnaire qui ne réside pas au Canada à ce moment est réputé égal à la juste valeur marchande de l'action à ce moment.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux sociétés qui deviennent des résidents du Canada après le 23 février 1998.

14. (1) Subsection 53(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) where the property is a share of the capital stock of a corporation, the amount of any dividend deemed by paragraph 128.1(1)(c.2) to have been received in respect of the share by the taxpayer before that time and while the taxpayer was resident in Canada; 10

(2) Paragraph 53(1)(e) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (xi), by adding the word “and” at the end of subparagraph (xii) and by adding the following after subparagraph (xii):

(xiii) any amount required by subsection 127(30) to be added to the taxpayer’s tax otherwise payable under this Part for a taxation year that ended before that time;

(3) Paragraph 53(1)(j) of the Act is replaced by the following:

(j) if the property is a share or unit and, in respect of its acquisition by the taxpayer, a benefit was deemed by section 7 to have been received in any taxation year that ends after 1971 and begins before that time by the taxpayer or by a person that did not deal at arm’s length with the taxpayer, the amount of the benefit so deemed to have been received;

(4) Paragraph 53(2)(c) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (x), by adding the word “and” at the end of subparagraph (xi) and by adding the following after subparagraph (xi):

(xii) any amount payable by the partnership, to the extent that the amount is deductible under subsection 20.01(1) in computing the taxpayer’s income for a taxation year that began before that time;

(5) Paragraph 53(2)(t) of the Act is replaced by the following:

14. (1) Le paragraphe 53(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

5 b.1) lorsque le bien est une action du capital-actions d’une société, le montant d’un dividende que le contribuable est réputé par l’alinéa 128.1(1)c.2) avoir reçu au titre de l’action avant ce moment et à un moment où il résidait au Canada;

(2) L’alinéa 53(1)e) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (xii), de ce qui suit :

(xiii) tout montant à ajouter, en application du paragraphe 127(30), à l’impôt payable par ailleurs par le contribuable en vertu de la présente partie pour une année d’imposition s’étant terminée avant ce moment;

(3) L’alinéa 53(1)j) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

j) lorsque le bien est une action ou une part et que son acquisition par le contribuable a donné lieu à un avantage réputé par l’article 7 avoir été reçu, au cours d’une année d’imposition commençant avant ce moment et se terminant après 1971, par le contribuable ou par une personne avec qui celui-ci avait un lien de dépendance, le montant de cet avantage;

(4) L’alinéa 53(2)c) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (xi), de ce qui suit :

(xii) tout montant payable par la société de personnes, dans la mesure où il est déductible en application du paragraphe 20.01(1) dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d’imposition ayant commencé avant ce moment;

(5) L’alinéa 53(2)t) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(t) if the property is a right to acquire shares or units under an agreement, any amount required by paragraph 164(6.1)(b) to be deducted in computing the adjusted cost base to the taxpayer of the right;

(6) Subsection (1) applies after February 23, 1998.

(7) Subsection (2) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

(8) Subsection (3) applies in computing the adjusted cost base of a share acquired after 1984 and of a unit acquired after February 1998.

(9) Subsection (4) applies after 1997.

(10) Subsection (5) applies after February 1998.

15. (1) Subsection 56(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (h.1):

(h.2) amounts required by section 146.02 to be included in computing the taxpayer's income for the year;

(2) Subsection (1) applies to the 1999 and subsequent taxation years.

16. (1) Subparagraph 60(v)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) the amount, if any, by which

(A) the total of all amounts each of which is a contribution made in the year, or within 60 days after the end of the year, by the taxpayer to the account of the taxpayer, or of the taxpayer's spouse, under a prescribed provincial pension plan

exceeds

5 t) lorsque le bien consiste en un droit d'acquérir des actions ou des parts en vertu d'une convention, tout montant qui est à déduire en application de l'alinéa 164(6.1)b) dans le calcul du prix de base rajusté du droit pour le contribuable;

(6) Le paragraphe (1) s'applique à compter du 24 février 1998.

(7) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes. 10

(8) Le paragraphe (3) s'applique au calcul du prix de base rajusté d'une action acquise après 1984 et au calcul du prix de base rajusté d'une part acquise après février 1998.

(9) Le paragraphe (4) s'applique à compter de 1998. 15

(10) Le paragraphe (5) s'applique à compter de mars 1998.

15. (1) Le paragraphe 56(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 20 h.1), de ce qui suit :

h.2) les sommes à inclure, en application de l'article 146.02, dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1999 et suivantes. 25

16. (1) Le sous-alinéa 60v(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) l'excédent éventuel du total visé à la division (A) sur le montant visé à la division (B) :

(A) le total des montants représentant chacun une cotisation que le contribuable a versée au cours de l'année, ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année, à son compte, ou au compte de son conjoint, dans le cadre d'un régime provincial de pensions visé par règlement,

(B) la fraction du total visé à la division (A) qui a été déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition précédente,

Lifelong learning plan
Régime d'éducation permanente

(2) Section 60 of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (v.1), by adding the word "and" at the end of paragraph (w) and by adding the following after paragraph (w):

CESG
repayment

(x) the total of all amounts each of which is an amount paid by the taxpayer in the year as a repayment under Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act* of an amount included because of subsection 146.1(7) in computing the taxpayer's income for the year or a preceding taxation year.

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 1998 and subsequent taxation years.

Moving
expenses

17. (1) Subsections 62(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

62. (1) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year amounts paid by the taxpayer as or on account of moving expenses incurred in respect of an eligible relocation, to the extent that

(a) they were not paid on the taxpayer's behalf in respect of, in the course of or because of, the taxpayer's office or employment;

(b) they were not deductible because of this section in computing the taxpayer's income for the preceding taxation year;

(c) the total of those amounts does not exceed

(i) in any case described in subparagraph (a)(i) of the definition "eligible relocation" in subsection 248(1), the taxpayer's income for the year from the taxpayer's employment at a new work location or from carrying on the business at the new work location, as the case may be, and

(ii) in any case described in subparagraph (a)(ii) of the definition "eligible relocation" in subsection 248(1), the total of amounts included in computing the taxpayer's income for the year be-

(2) L'article 60 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa w), de ce qui suit :

5

x) le total des montants représentant chacun un montant versé par le contribuable au cours de l'année au titre du remboursement, prévu par la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*, d'un montant inclus par l'effet du paragraphe 146.1(7) dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année antérieure.

Rembourse-
ment de la
subvention
pour l'épargne-
études

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes.

15

17. (1) Les paragraphes 62(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

62. (1) Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition les sommes qu'il a payées au titre des frais de déménagement engagés relativement à une réinstallation admissible dans la mesure où, à la fois :

Frais de
déménagement

a) elles n'ont pas été payées en son nom relativement à sa charge ou à son emploi ou dans le cadre ou en raison de sa charge ou de son emploi;

b) elles n'étaient pas déductibles par l'effet du présent article dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente;

c) leur total ne dépasse pas le montant applicable suivant :

(i) dans le cas visé au sous-alinéa a)(i) de la définition de « réinstallation admissible » au paragraphe 248(1), le revenu du contribuable pour l'année tiré de son emploi au nouveau lieu de travail ou de l'exploitation de l'entreprise au nouveau lieu de travail, selon le cas,

40

(ii) dans le cas visé au sous-alinéa a)(ii) de cette définition, le total des montants inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année par l'effet des alinéas 56(1)n et o);

45

Moving expenses of students

Frais de déménagement d'étudiants

cause of paragraphs 56(1)(n) and (o); and

(d) all reimbursements and allowances received by the taxpayer in respect of those expenses are included in computing the 5 taxpayer's income.

(2) There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year the amount, if any, that the taxpayer would be entitled to deduct under subsection (1) if the 10 definition "eligible relocation" in subsection 248(1) were read without reference to subparagraph (a)(i) of that definition and if the word "both" in paragraph (b) of that definition were read as "either or both".

d) les remboursements et allocations qu'il a reçus relativement à ces frais sont inclus dans le calcul de son revenu.

(2) Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition la somme éventuelle qu'il pourrait déduire en application du paragraphe (1) s'il n'était pas tenu compte du sous-alinéa a)(i) de la définition de « réinstallation admissible » au paragraphe 248(1) et si l'alinéa b) de 10 cette définition était remplacé par ce qui suit :

b) la résidence que le contribuable habitait ordinairement avant la réinstallation (appelée « ancienne résidence » à l'article 62 15 et au présent paragraphe) et celle qu'il habitait ordinairement après la réinstallation (appelée « nouvelle résidence » à l'article 62 et au présent paragraphe), ou l'une de ces résidences, sont situées au Canada; 20

(2) Le paragraphe 62(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

(2) Subsection 62(3) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (f):

(g) interest, property taxes, insurance premiums and the cost of heating and utilities in respect of the old residence, to the extent of the lesser of \$5,000 and the total of such expenses of the taxpayer for the period

g) des intérêts, impôts fonciers, primes d'assurance et coûts du chauffage et des 25 services publics relativement à l'ancienne résidence, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ ou, s'il est moins élevé, du total des dépenses de cette nature engagées par le contribuable pour la période, à la fois : 30

(i) throughout which the old residence is neither ordinarily occupied by the taxpayer or by any other person who ordinarily resided with the taxpayer at the old residence immediately before the 30 move nor rented by the taxpayer to any other person, and

(i) tout au long de laquelle l'ancienne résidence n'est ni ordinairement occupée par le contribuable ou par une autre personne qui y résidait habituellement avec lui immédiatement avant le déménagement, ni louée par le contribuable à une autre personne, 35

(ii) in which reasonable efforts are made to sell the old residence, and

(ii) au cours de laquelle des efforts sérieux sont faits en vue de vendre l'ancienne résidence; 40

(h) the cost of revising legal documents to 35 reflect the address of the taxpayer's new residence, of replacing drivers' licenses and non-commercial vehicle permits (excluding any cost for vehicle insurance)

h) du coût de la révision de documents juridiques pour tenir compte de l'adresse de la nouvelle résidence du contribuable, du remplacement des permis de conduire

and of connecting or disconnecting utilities,

(3) Subsection (1) applies after 1997.

(4) Subsection (2) applies to expenses incurred after 1997.

18. (1) The portion of clause 63(1)(e)(ii)(A) of the Act before subclause (I) is replaced by the following:

(A) the product obtained when \$7,000 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year each of whom

(2) Clause 63(1)(e)(ii)(B) of the Act is replaced by the following:

(B) the product obtained when \$4,000 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year (other than children referred to in clause (A))

(3) Paragraph 63(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the amount determined by the formula

$$(A + B) \times C$$

where

A is the product obtained when \$175 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year each of whom

(i) is under 7 years of age at the end of the year, or

(ii) is a person in respect of whom an amount may be deducted under section 118.3 in computing a taxpayer's tax payable under this Part for the year,

30

et des certificats d'immatriculation de véhicules non commerciaux (à l'exclusion du coût de l'assurance-véhicule) et des connexion et déconnexion des services publics;

5

(3) Le paragraphe (1) s'applique à compter de 1998.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux dépenses engagées après 1997.

18. (1) La division 63(1)e)(ii)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(A) le produit de 7 000 \$ par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année qui sont âgés de moins de 7 ans à la fin de l'année ou qui sont des personnes pour lesquelles un montant est déductible en application de l'article 118.3 dans le calcul de l'impôt payable par un contribuable en vertu de la présente partie pour l'année,

(2) La division 63(1)e)(ii)(B) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(B) le produit de 4 000 \$ par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année, à l'exception des enfants visés à la division (A),

(3) L'alinéa 63(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le montant obtenu par la formule suivante :

$$(A + B) \times C$$

où :

A représente le produit de 175 \$ par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année qui sont âgés de moins de 7 ans à la fin de l'année ou qui sont des personnes pour lesquelles un montant est déductible en application de l'article 118.3 dans le calcul de l'impôt payable par un contribuable en vertu de la présente partie pour l'année,

B le produit de 100 \$ par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour

35

B is the product obtained when \$100 is multiplied by the number of the taxpayer's eligible children for the year (other than children referred to in the description of A), and

5

C is the total of

(i) the number of weeks in the year during which the child care expenses were incurred and throughout which the supporting person was

10

(A) a student in attendance at a designated educational institution or a secondary school and enrolled in a program of the institution or school of not less than 3 consecutive weeks duration that provides that each student in the program spend not less than 10 hours per week on courses or work in the program,

(B) a person certified by a medical doctor to be a person who

(I) was incapable of caring for children because of the person's mental or physical infirmity and confinement throughout a period of not less than 2 weeks in the year to bed, to a wheelchair or as a patient in a hospital, an asylum or other similar institution, or

(II) was in the year, and is likely to be for a long, continuous and indefinite period, incapable of caring for children, because of the person's mental or physical infirmity,

35

(C) a person confined to a prison or similar institution throughout a period of not less than 2 weeks in the year, or

(D) a person who, because of a breakdown of the person's marriage, was living separate and apart from the taxpayer at the end of the year and for a period of at least 90 days that began in the year, and

45

(ii) the number of months in the year (other than a month that includes all or part of a week included in the num-

l'année, à l'exception des enfants visés à l'élément A,

C la somme des nombres suivants :

(i) le nombre de semaines de l'année au cours desquelles les frais de garde d'enfants ont été engagés et tout au long desquelles la personne assumant les frais d'entretien était :

(A) soit un étudiant qui fréquente un établissement d'enseignement agréé ou une école secondaire et y est inscrit à un programme d'une durée d'au moins trois semaines consécutives, aux cours ou aux travaux duquel chaque étudiant doit consacrer au moins dix heures par semaine,

(B) soit une personne qu'un médecin en titre atteste être quelqu'un qui, selon le cas :

(I) a été dans l'incapacité de s'occuper de ses enfants en raison de l'infirmité mentale ou physique qu'elle a et de l'obligation, tout au long d'une période d'au moins deux semaines de l'année, de garder le lit, de demeurer dans un fauteuil roulant ou d'effectuer un séjour dans un hôpital, un asile ou tout autre établissement semblable,

(II) a été au cours de l'année et sera vraisemblablement, pendant une longue période indéfinie, dans l'incapacité de s'occuper de ses enfants en raison de l'infirmité mentale ou physique qu'elle a,

(C) soit une personne qui a été détenue dans une prison ou dans un établissement semblable tout au long d'une période d'au moins deux semaines de l'année,

(D) soit une personne qui, pour cause d'échec de son mariage, vit séparée du contribuable à la fin de l'année et pendant une période d'au

ber of weeks referred to in subparagraph (i)), each of which is a month during which the child care expenses were incurred and the supporting person was a student in attendance at a designated educational institution or a secondary school and enrolled in a program of the institution or school that is not less than 3 consecutive weeks duration and that provides that each student in the program spend not less than 12 hours in the month on courses in the program.

moins 90 jours ayant commencé au cours de l'année,

(ii) le nombre de mois de l'année (sauf un mois qui comprend tout ou partie d'une semaine comprise dans le nombre de semaines visé au sous-alinéa (i)), dont chacun est un mois au cours duquel les frais de garde d'enfants ont été engagés et la personne assumant les frais d'entretien était un étudiant qui fréquente un établissement d'enseignement agréé ou une école secondaire et y est inscrit à un programme d'une durée d'au moins trois semaines consécutives, aux cours duquel chaque étudiant doit consacrer au moins douze heures par mois.

(4) Paragraph 63(2.2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the taxpayer is, at any time in the year, a student in attendance at a designated educational institution or a secondary school and enrolled in a program of the institution or school of not less than 3 consecutive weeks duration that provides that each student in the program spend not less than

(4) L'alinéa 63(2.2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le contribuable est, au cours de l'année, un étudiant qui fréquente un établissement d'enseignement agréé ou une école secondaire et y est inscrit à un programme d'une durée d'au moins trois semaines consécutives, selon le cas :

- (i) 10 hours per week on courses or work in the program, or
- (ii) 12 hours per month on courses in the program;

(i) aux cours ou aux travaux duquel chaque étudiant doit consacrer au moins dix heures par semaine,

(ii) aux cours duquel chaque étudiant doit consacrer au moins douze heures par mois;

(5) The portion of the description of A in paragraph 63(2.3)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

A is the product obtained when \$175 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year each of whom is

(5) Le passage de l'élément A de la formule figurant à l'alinéa 63(2.3)c) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

A représente le produit de la multiplication de 175 \$ par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année dont chacun est :

(6) The description of B in paragraph 63(2.3)(c) of the Act is replaced by the following:

B is the product obtained when \$100 is multiplied by the number of the taxpayer's eligible children for the year, (oth-

(6) L'élément B de la formule figurant à l'alinéa 63(2.3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

B le produit de la multiplication de 100 \$ par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année (sauf ceux visés à l'élément A),

er than children referred to in the description of A), and

(7) Subparagraphs (i) and (ii) of the description of C in paragraph 63(2.3)(c) of the Act are replaced by the following:

(i) if there is a supporting person of an eligible child of the taxpayer for the year,

(A) the number of weeks, in the year, in which both the taxpayer and the supporting person were students who would be described in paragraph (2.2)(a) if that paragraph were read without reference to subparagraph (ii), and

(B) the number of months in the year (other than a month that includes all or part of a week included in the number of weeks referred to in clause (A)), in which both the taxpayer and the supporting person were students described in paragraph (2.2)(a), and

(ii) in any other case,

(A) the number of weeks, in the year, in which the taxpayer was a student who would be described in paragraph (2.2)(a) if that paragraph were read without reference to subparagraph (ii), and

(B) the number of months in the year (other than a month that includes all or part of a week included in the number of weeks referred to in clause (A)), in which the taxpayer was a student described in paragraph (2.2)(a),

(8) Subparagraph (a)(v) of the definition "child care expense" in subsection 63(3) of the Act is replaced by the following:

(v) to attend a designated educational institution or a secondary school, where the taxpayer is enrolled in a program of the institution or school of not less than three consecutive weeks duration that provides that each stu-

(7) Les sous-alinéas (i) et (ii) de l'élément C de la formule figurant à l'alinéa 63(2.3)c) 5 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) s'il existe une personne assumant les frais d'entretien d'un enfant admissible du contribuable pour l'an-née :

(A) le nombre de semaines de l'an-née au cours desquelles le contri- 10 buable et cette personne étaient des étudiants qui seraient visés à l'ali- néa (2.2)a) en l'absence de son sous-alinéa (ii),

(B) le nombre de mois de l'année 15 (sauf celui qui comprend tout ou partie d'une semaine comprise dans le nombre de semaines visé à la di- vision (A)), au cours desquels le contribuable et cette personne 20 étaient des étudiants visés à l'alinéa (2.2)a),

(ii) dans les autres cas :

(A) le nombre de semaines de l'an-née au cours desquelles le contri- 25 buable était un étudiant qui serait visé à l'alinéa (2.2)a) en l'absence de son sous-alinéa (ii),

(B) le nombre de mois de l'année (sauf celui qui comprend tout ou 30 partie d'une semaine comprise dans le nombre de semaines visé à la di- vision (A)), au cours desquels le contribuable était un étudiant visé à l'alinéa (2.2)a);

(8) Le sous-alinéa a)(v) de la définition de « frais de garde d'enfants », au paragraphe 40 63(3) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(v) fréquenter un établissement d'en- 40 seignement agréé ou une école secon- daire où il est inscrit à un programme d'une durée d'au moins trois se- maines consécutives, selon le cas :

dent in the program spend not less than

(A) 10 hours per week on courses or work in the program, or

(B) 12 hours per month on courses in the program, and

(9) Subparagraphs (c)(i) and (ii) of the definition "child care expense" in subsection 63(3) of the Act are replaced by the following:

(i) in the case of a child of the taxpayer who

(A) is under 7 years of age at the end of the year, or

(B) is a person in respect of whom 15 an amount may be deducted under section 118.3 in computing a taxpayer's tax payable under this Part for the year,

\$175, and

20

(ii) in any other case, \$100

(10) Paragraph (b) of the definition "eligible child" in subsection 63(3) of the Act is replaced by the following:

(b) a child dependent on the taxpayer or the taxpayer's spouse for support and whose income for the year does not exceed the total of \$500 and the amount used under paragraph (c) of the description of B in subsection 118(1) for the 30 year

(11) Subsections (1) to (10) apply to the 1998 and subsequent taxation years.

19. (1) The portion of section 64.1 of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

64.1 In applying sections 63 and 64 in respect of a taxpayer who is, throughout all or part of a taxation year, absent from but resident in Canada, the following rules apply for 40

(A) aux cours ou aux travaux duquel chaque étudiant doit consacrer au moins dix heures par semaine,

(B) aux cours duquel chaque étudiant doit consacrer au moins 5 douze heures par mois;

(9) Les sous-alinéas c)(i) et (ii) de la définition de « frais de garde d'enfants », au paragraphe 63(3) de la même loi, sont remplacés 10 par ce qui suit :

(i) 175 \$, s'il s'agit d'un enfant du contribuable qui est âgé de moins de 7 ans à la fin de l'année ou qui est quelqu'un pour qui un montant est déductible en application de l'article 118.3 15 dans le calcul de l'impôt payable par un contribuable en vertu de la présente partie pour l'année,

(ii) 100 \$, dans les autres cas;

(10) La définition de « enfant admissible », au paragraphe 63(3) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« enfant admissible » Quant à une année d'imposition, enfant d'un contribuable ou du conjoint de celui-ci ou enfant à la charge d'un contribuable ou de ce conjoint et dont le revenu pour l'année ne dépasse pas la somme de 500 \$ et du montant applicable pour l'année selon l'alinéa 118(1)c), si, à un moment quelconque de l'année, l'enfant est soit âgé de moins de 16 ans, soit à la charge du contribuable ou du conjoint de celui-ci et a une infirmité mentale ou physique.

« enfant admissible »
"eligible child"

(11) Les paragraphes (1) à (10) s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes.

19. (1) Le passage de l'article 64.1 de la même loi précédent l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

64.1 Pour l'application des articles 63 et 64 au contribuable qui, tout au long d'une année d'imposition ou d'une partie d'année d'imposition, est absent du Canada mais y

the year or that part of the year, as the case may be:

(a) the definition "child care expense" in subsection 63(3), and section 64, shall be read without reference to the words "in Canada";

(2) Subsection (1) applies after 1997.

20. (1) Paragraphs 67.1(2)(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

(d) is required to be included in computing any taxpayer's income because of the application of section 6 in respect of food or beverages consumed or entertainment enjoyed by the taxpayer or a person with whom the taxpayer does not deal at arm's length, or would be so required but for subparagraph 6(6)(a)(ii); 10

(e) is an amount that

(i) is not paid or payable in respect of a conference, convention, seminar or similar event, 20

(ii) would, but for subparagraph 6(6)(a)(i), be required to be included in computing any taxpayer's income for a taxation year because of the application 25 of section 6 in respect of food or beverages consumed or entertainment enjoyed by the taxpayer or a person with whom the taxpayer does not deal at arm's length, and 30

(iii) is paid or payable in respect of the taxpayer's duties performed at a work site in Canada that is

(A) outside any urban area, as defined by the last Census Dictionary published by Statistics Canada before the year, that has a population of at least 40,000 individuals as determined in the last census published by Statistics Canada before the year, and 35

(B) at least 30 kilometres from the nearest point on the boundary of the nearest such urban area; or

(f) is in respect of one of 6 or fewer special events held in a calendar year at which the 45

résidente, les règles suivantes s'appliquent à l'année ou à la partie d'année, selon le cas :

a) il n'est pas tenu compte des mots « au Canada » dans la définition de « frais de garde d'enfants » au paragraphe 63(3), et à 5 l'article 64;

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter de 1998.

20. (1) Les alinéas 67.1(2)d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 10

d) le montant est à inclure dans le calcul du revenu d'un contribuable en raison de l'application de l'article 6 relativement aux aliments, boissons ou divertissements pris par le contribuable ou par une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, ou serait ainsi à inclure si ce n'était le sous-alinéa 6(6)a)(ii); 15

e) le montant, à la fois :

(i) n'est pas payé ou payable relativement à une conférence, à un congrès, à un colloque ou à un événement semblable, 20

(ii) serait à inclure, si ce n'était le sous-alinéa 6(6)a)(i), dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition en raison de l'application de l'article 6 relativement aux aliments, boissons ou divertissements pris par le contribuable ou par une personne avec 30 laquelle il a un lien de dépendance, 25

(iii) est payé ou payable au titre du travail accompli par le contribuable sur un chantier qui est situé au Canada et, à la fois : 35

(A) à l'extérieur d'une région urbaine, au sens du dernier dictionnaire du recensement publié par Statistique Canada avant l'année, qui compte une population d'au moins 40 000 personnes selon le dernier recensement publié par Statistique Canada avant l'année, 40

(B) à au moins 30 kilomètres du point le plus rapproché de la limite de la 45 région urbaine la plus proche visée à la division (A);

food, beverages or entertainment is generally available to all individuals employed by the person at a particular place of business of the person and consumed or enjoyed by those individuals.

(2) Paragraph 67.1(2)(d) of the Act, as enacted by subsection (1), applies to the 1987 and subsequent taxation years.

(3) Paragraphs 67.1(2)(e) and (f) of the Act, as enacted by subsection (1), apply to expenses incurred after February 23, 1998.

21. (1) The definition "excluded property" in subsection 80(1) of the Act is replaced by the following:

"excluded property" means property of a non-resident debtor that is treaty-protected property or that is not taxable Canadian property;

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

22. (1) Section 80.4 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) A loan or debt is deemed to have been received or incurred because of an individual's office or employment, or because of services performed by a corporation that carries on a personal services business, as the case may be, if it is reasonable to conclude that, but for an individual's previous, current or intended office or employment, or the services performed or to be performed by the corporation,

(a) the terms of the loan or debt would have been different; or

(b) the loan would not have been received or the debt would not have been incurred.

(2) Subsection (1) applies to loans received and debts incurred after February 23, 1998 except that, in its application to a loan received or a debt incurred after February 23, 1998 in respect of an eligible relo-

5 f) le montant se rapporte à l'un d'un maximum de six événements spéciaux tenus au cours d'une année civile et à l'occasion desquels des aliments, des boissons ou des divertissements sont offerts, de façon générale, à l'ensemble des employés de la personne affectés à un lieu d'affaires donné de celle-ci et pris par ces employés.

(2) L'alinéa 67.1(2)d) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux 10 années d'imposition 1987 et suivantes.

(3) Les alinéas 67.1(2)e) et f) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux dépenses engagées après le 23 février 1998.

15 21. (1) La définition de « bien exclu », au paragraphe 80(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

15 « bien exclu » Bien d'un débiteur non-résident qui est un bien protégé par traité ou qui n'est pas un bien canadien imposable.

« bien exclu »
"excluded property"

20 (2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

22. (1) L'article 80.4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Un prêt est réputé avoir été reçu, ou une dette contractée, en raison de la charge ou de l'emploi d'un particulier ou en raison de services exécutés par une société qui exploite une entreprise de services personnels, selon le cas, s'il est raisonnable de conclure que, n'eût été la charge ou l'emploi précédent, courant ou projeté d'un particulier ou les services exécutés ou à exécuter par la société :

a) les conditions du prêt ou de la dette auraient été différentes;

b) le prêt n'aurait pas été reçu ou la dette, contractée.

40

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux prêts reçus et aux dettes contractées après le 23 février 1998. Toutefois, pour son application à un prêt reçu ou à une dette contractée après cette date relativement à la

Présomption

"excluded property"
"bien exclu"

Interpretation

cation of an individual in connection with which the individual begins employment at the new work location before October 1998, subsection (1) does not apply to taxation years that end before 2001.

23. (1) Subsection 84(7) of the Act is replaced by the following:

(7) A dividend that is deemed by this subsection or section 84.1, 128.1 or 212.1 to have been paid at a particular time is deemed, for the purposes of this subdivision and sections 131 and 133, to have become payable at that time.

(2) Subsection (1) applies after February 23, 1998.

24. (1) Subsection 87(8) of the Act is replaced by the following:

(8) Where there has been a foreign merger in which a taxpayer's shares or options to acquire shares of the capital stock of a corporation that was a predecessor foreign corporation immediately before the merger were exchanged for or became shares or options to acquire shares of the capital stock of the new foreign corporation or the foreign parent corporation, unless the taxpayer elects in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which the foreign merger took place not to have this subsection apply, subsections (4) and (5) apply to the taxpayer as if the references in those subsections to

(a) "amalgamation" were read as "foreign merger";

(b) "predecessor corporation" were read as "predecessor foreign corporation"; and

(c) "new corporation" were read as "new foreign corporation or the foreign parent corporation".

(2) Paragraph 87(8.1)(c) of the Act is replaced by the following:

réinstallation admissible d'un particulier à l'occasion de laquelle débute son emploi dans un nouveau lieu de travail avant octobre 1998, ce paragraphe ne s'applique pas aux années d'imposition se terminant avant 2001.

23. (1) Le paragraphe 84(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Le dividende qui est réputé par le présent paragraphe ou par les articles 84.1, 128.1 ou 212.1 avoir été versé à un moment donné est réputé, pour l'application de la présente sous-section et des articles 131 et 133, être devenu payable à ce moment.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter du 24 février 1998.

24. (1) Le paragraphe 87(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) En cas de fusion étrangère dans le cadre de laquelle les actions, appartenant à un contribuable, du capital-actions d'une société qui était une société étrangère remplacée immédiatement avant la fusion, ou les options d'acquisition de telles actions appartenant au contribuable, ont été échangées contre des actions du capital-actions de la nouvelle société étrangère ou de la société mère étrangère, ou contre des options d'acquisition de telles actions, ou sont devenues de telles actions ou options, les paragraphes (4) et (5) s'appliquent au contribuable, avec les modifications suivantes, sauf s'il choisit de ne pas se prévaloir du présent paragraphe dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de la fusion :

- a) les mentions de « fusion » valent mention de « fusion étrangère »;
- b) les mentions de « société remplacée » valent mention de « société étrangère remplacée »;
- c) les mentions de « nouvelle société » valent mention de « nouvelle société étrangère ou de la société mère étrangère ».

(2) L'alinéa 87(8.1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Moment
priséumé du
paiement d'un
dividende

Fusion
étrangère

(c) all or substantially all of the shares of the capital stock of the predecessor foreign corporations (except any shares or options owned by any predecessor foreign corporation) are exchanged for or become, because of the merger or combination,

(i) shares of the capital stock of the new foreign corporation, or

(ii) if, immediately after the merger, the new foreign corporation was controlled by another foreign corporation (in this section referred to as the "foreign parent corporation") that was resident in the same country as the new foreign corporation, shares of the capital stock of the foreign parent corporation,

(3) The portion of subsection 87(10) of the Act after paragraph (f) is replaced by the following:

the new share is deemed, for the purposes of subsections 115(1) and 116(6) and the definitions "qualified investment" in subsections 146(1), 146.1(1) and 146.3(1) and in section 204, to be listed on the exchange until the earliest time at which it is so redeemed, acquired or cancelled.

(4) Subsections (1) and (2) apply to a taxpayer in respect of a merger or combination of foreign corporations

(a) that occurs after February 24, 1998, 30 or

(b) that occurred

(i) before February 25, 1998 and in a taxation year of the taxpayer for which the taxpayer's normal reassessment period, as defined in subsection 152(3.1) of the Act, has not ended before 1999, or

(ii) after 1994 and before February 25, 1998 and in a taxation year of the taxpayer in which the taxpayer was exempt from tax under section 149 of the Act,

unless the taxpayer elects by notifying the Minister of National Revenue in writing, 45

c) la totalité ou la presque totalité des actions du capital-actions des sociétés étrangères remplacées (à l'exception des actions ou options appartenant à une société étrangère remplacée) soient échangées contre les actions suivantes, ou deviennent de telles actions, par suite de l'unification ou de la combinaison :

(i) soit des actions du capital-actions de la nouvelle société étrangère, 10

(ii) soit, dans le cas où, immédiatement après l'unification, la nouvelle société étrangère était contrôlée par une autre société étrangère (appelée « société mère étrangère » au présent article) résidant dans le même pays qu'elle, des actions du capital-actions de la société mère étrangère,

(3) Le passage du paragraphe 87(10) de la même loi suivant l'alinéa f) est remplacé par ce qui suit :

la nouvelle action est réputée, pour l'application des paragraphes 115(1) et 116(6) et de la définition de « placement admissible » aux paragraphes 146(1), 146.1(1) et 146.3(1) et à 25 l'article 204, être cotée à la bourse jusqu'au premier en date des moments où elle est ainsi rachetée, acquise ou annulée.

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à un contribuable relativement à l'unification ou à la combinaison de sociétés étrangères se produisant à l'un des moments ci-après, sauf si le contribuable choisit, par avis écrit adressé au ministre du Revenu national avant la fin du sixième mois se terminant après le mois de la sanction de la présente loi, de ne pas se prévaloir de ces paragraphes relativement à l'unification ou à la combinaison :

a) après le 24 février 1998; 40

b) selon le cas :

(i) avant le 25 février 1998 et au cours d'une année d'imposition du contribuable pour laquelle la période normale de nouvelle cotisation, au sens du paragraphe 152(3.1) de la même loi, ne s'est pas terminée avant 1999,

before the end of the sixth month that ends after the month in which this Act is assented to, that subsections (1) and (2) not apply to the taxpayer in respect of the merger or combination.

5

(ii) après 1994 et avant le 25 février 1998 et au cours d'une année d'imposition du contribuable pour laquelle il était exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la même loi.

5

(5) Subsection (3) applies after 1997.

25. (1) Paragraph 95(2)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) where there has been a foreign merger in which the shares owned by a foreign 10 affiliate of a taxpayer of the capital stock of a corporation that was a predecessor foreign corporation immediately before the merger were exchanged for or became shares of the capital stock of the new foreign corporation or the foreign parent corporation, subsection 87(4) applies to the foreign affiliate as if the references in that subsection to

- (i) "amalgamation" were read as "foreign merger",
- (ii) "predecessor corporation" were read as "predecessor foreign corporation",
- (iii) "new corporation" were read as "new foreign corporation or the foreign parent corporation", and
- (iv) "adjusted cost base" were read as "relevant cost base";

(2) Subsection 95(4.1) of the Act is replaced by the following:

(4.1) In this section, the expressions "foreign merger", "predecessor foreign corporation", "new foreign corporation" and "foreign parent corporation" have the meanings assigned by subsection 87(8.1).

30

35

Application du par. 87(8.1)

(3) Subsections (1) and (2) apply to a taxpayer in respect of a merger or combination of foreign corporations

- (a) that occurs after February 24, 1998, or
- (b) that occurred

40

45

Application du par. 87(8.1)

(5) Le paragraphe (3) s'applique à compter de 1998.

25. (1) L'alinéa 95(2)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) en cas de fusion étrangère dans le cadre de laquelle les actions, appartenant à une société étrangère affiliée d'un contribuable, du capital-actions d'une société qui était une société étrangère remplacée immédiatement avant la fusion ont été échangées contre des actions du capital-actions de la nouvelle société étrangère ou de la société mère étrangère, ou sont devenues de telles actions, le paragraphe 87(4) s'applique à la société étrangère affiliée, avec les modifications suivantes :

- (i) les mentions de « fusion » valent mention de « fusion étrangère »,*
- (ii) les mentions de « société remplacée » valent mention de « société étrangère remplacée »,*
- (iii) les mentions de « nouvelle société » valent mention de « nouvelle société étrangère ou de la société mère étrangère »,*
- (iv) les mentions de « prix de base rajeuni » valent mention de « prix de base approprié »;*

(2) Le paragraphe 95(4.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

30

35

(4.1) Pour l'application du présent article, les termes « fusion étrangère », « nouvelle société étrangère », « société étrangère remplacée » et « société mère étrangère » s'entendent au sens du paragraphe 87(8.1).

40

Application du par. 87(8.1)

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à un contribuable relativement à l'unification ou à la combinaison de sociétés étrangères se produisant à l'un des moments ci-après, sauf si le contribuable choisit, par avis écrit adressé au ministre du Revenu national avant la fin du sixième

(i) before February 25, 1998 and in a taxation year of the taxpayer for which the taxpayer's normal reassessment period, as defined in subsection 152(3.1) of the Act, has not ended before 1999, or

(ii) after 1994 and before February 25, 1998 and in a taxation year of the taxpayer in which the taxpayer was exempt from tax under section 149 of the Act,

unless the taxpayer elects by notifying the Minister of National Revenue in writing, before the end of the sixth month that ends after the month in which this Act is assented to, that subsections (1) and (2) not apply to the taxpayer in respect of the merger or combination.

26. (1) Paragraph 110(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) an amount equal to 1/4 of the amount of the benefit deemed by subsection 7(1) to have been received by the taxpayer in the year in respect of a security that a particular qualifying person has agreed after February 15, 1984 to sell or issue under an agreement, or in respect of the transfer or other disposition of rights under the agreement, if

(i) the security

30

(A) is a prescribed share at the time of its sale or issue, as the case may be,

(B) would have been a prescribed share if it were issued or sold to the taxpayer at the time the taxpayer disposed of rights under the agreement,

(C) would have been a unit of a mutual fund trust at the time of its sale or issue if those units issued by the trust that were not identical to the security had not been issued, or

(D) would have been a unit of a mutual fund trust if

(I) it were issued or sold to the taxpayer at the time the taxpayer disposed of rights under the agreement, and

Employee options

mois se terminant après le mois de la sanction de la présente loi, de ne pas se prévaloir de ces paragraphes relativement à l'unification ou à la combinaison :

5 a) après le 24 février 1998;

5

b) selon le cas :

(i) avant le 25 février 1998 et au cours d'une année d'imposition du contribuable pour laquelle la période normale de nouvelle cotisation, au sens du paragraphe 152(3.1) de la même loi, ne s'est pas terminée avant 1999,

(ii) après 1994 et avant le 25 février 1998 et au cours d'une année d'imposition du contribuable pendant laquelle il 15 était exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la même loi.

26. (1) L'alinéa 110(1)d) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

d) le quart de la valeur de l'avantage que le 20 Options d'employés contribuable est réputé par le paragraphe 7(1) avoir reçu au cours de l'année relativement à un titre qu'une personne admissible donnée est convenue, après le 15 février 1984, d'émettre ou de vendre aux 25 termes d'une convention, ou relativement au transfert ou à une autre forme de disposition des droits prévus par la convention, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

30 (i) le titre, selon le cas :

(A) est une action visée par règlement au moment de sa vente ou de son émission,

(B) aurait été une action visée par règlement s'il avait été vendu au contribuable, ou émis en sa faveur, au moment où il a disposé de ses droits prévus par la convention,

(C) aurait été une part d'une fiducie de fonds commun de placement au moment de sa vente ou de son émission si les parts émises par la fiducie qui n'étaient pas identiques au titre n'avaient pas été émises,

45

<p>(II) those units issued by the trust that were not identical to the security had not been issued,</p>	<p>(D) aurait été une part d'une fiducie de fonds commun de placement si, à la fois :</p>
<p>(ii) where rights under the agreement were not acquired by the taxpayer as a result of the disposition of rights to which subsection 7(1.4) applied,</p>	<p>(I) il avait été vendu au contribuable, ou émis en sa faveur, au moment où celui-ci a disposé de ses droits prévus par la convention,</p>
<p>(A) the amount payable by the taxpayer to acquire the <u>security</u> under the <u>agreement</u> (determined without reference to any change in the value of a currency of a country other than Canada relative to Canadian currency during the period between the time the <u>agreement</u> was made and the time the <u>security</u> was acquired) is not less than the amount by which</p>	<p>(II) les parts émises par la fiducie qui n'étaient pas identiques au titre n'avaient pas été émises,</p>
<p>(I) the fair market value of the <u>security</u> at the time the <u>agreement</u> was made</p>	<p>(ii) dans le cas où les droits prévus par la convention n'ont pas été acquis par le contribuable par suite de la disposition de droits à laquelle le paragraphe 7(1.4) s'applique :</p>
<p>exceeds</p>	<p>(A) le montant que le contribuable doit payer pour acquérir le titre aux termes de la convention (déterminé compte non tenu d'un changement de la valeur de la monnaie d'un pays étranger par rapport à la valeur du dollar canadien entre la conclusion de la convention et l'acquisition du titre) est au moins égal à l'excédent de la juste valeur marchande du titre au moment de la conclusion de la convention sur le montant éventuel que le contribuable a payé pour acquérir le droit d'acquérir le titre,</p>
<p>(II) the amount, if any, paid by the taxpayer to acquire the right to acquire the <u>security</u>, and</p>	<p>(B) immédiatement après la conclusion de la convention, le contribuable n'avait de lien de dépendance ni avec la personne donnée ni avec aucune autre personne admissible avec laquelle celle-ci avait un lien de dépendance,</p>
<p>(B) immediately after the agreement was made, the taxpayer was dealing at arm's length with the particular person and <u>with each qualifying person with which the particular person was not dealing at arm's length</u>, and</p>	<p>(iii) si le contribuable a acquis les droits prévus par la convention par suite d'une ou de plusieurs dispositions auxquelles le paragraphe 7(1.4) s'applique :</p>
<p>(iii) where rights under the <u>agreement</u> were acquired by the taxpayer as a result of one or more dispositions to which subsection 7(1.4) applied,</p>	<p>(A) le montant qu'il doit payer pour acquérir l'ancien titre aux termes de l'option échangée relativement à la première de ces dispositions (déterminé compte non tenu d'un changement de la valeur de la monnaie d'un pays étranger par rapport à la valeur du dollar canadien entre la conclusion de la convention et l'acquisition du</p>
<p>(A) the amount payable by the taxpayer, to acquire the old <u>security</u> under the <u>exchanged</u> option <u>in respect of the first of those dispositions</u> (determined without reference to any change in the value of a currency of a country other than Canada relative to Canadian currency during the period between the time the agreement was made and the time the <u>security</u> was acquired), was not less than the amount by which</p>	<p>40</p>
<p>(I) the fair market value of the old <u>security</u> at the time the agreement</p>	<p>45</p>

in respect of the exchanged option was made exceeds

(II) the amount, if any, paid by the taxpayer to acquire the right to acquire the old security, and

(B) immediately after each of those dispositions, the taxpayer was dealing at arm's length with

(I) the qualifying person with whom the taxpayer entered into an agreement to receive consideration in respect of the disposition, and

(II) each qualifying person with which the qualifying person described in subclause (I) did not deal at arm's length;

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

27. (1) The portion of subsection 110.7(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) The amount determined under subparagraph (1)(b)(ii) for a particular area for a taxpayer for a taxation year shall not exceed the amount by which the amount otherwise determined under that subparagraph for the particular area for the year exceeds the value of, or an allowance in respect of expenses incurred by the taxpayer for, the taxpayer's board and lodging in the particular area (other than at a work site described in paragraph 67.1(2)(e)) that

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

28. (1) The portion of subsection 111(9) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

the taxpayer had no income other than income described in any of subparagraphs 115(1)(a)(i) to (vi), the taxpayer's only taxable capital gains, allowable capital losses and allowable business investment losses were from dispositions of taxable Canadian property (other than treaty-protected proper-

titre) est au moins égal à l'excédent de la juste valeur marchande de l'ancien titre au moment de la conclusion de la convention visant l'option échangée sur le montant éventuel que le contribuable a payé pour acquérir le droit d'acquérir l'ancien titre,

(B) immédiatement après chacune de ces dispositions, le contribuable n'avait de lien de dépendance avec au- 10 cune des personnes suivantes :

(I) la personne admissible avec laquelle il a convenu de recevoir une contrepartie relativement à la disposition,

(II) chaque personne admissible avec laquelle la personne admissible visée à la subdivision (I) avait un lien de dépendance;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux an- 20 nées d'imposition 1998 et suivantes.

27. (1) Le passage du paragraphe 110.7(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4) Le total déterminé selon le sous-alinéa 25 (1)b)(ii) pour un contribuable pour une an- née d'imposition relativement à une région ne peut dépasser l'excédent du total détermi- né par ailleurs selon ce sous-alinéa pour l'an- née relativement à la région sur la valeur de 30 la pension et du logement du contribuable dans la région (ailleurs que sur un chantier visé à l'alinéa 67.1(2)e)), ou l'allocation pour les frais qu'il supporte à cet égard, qui, à la fois :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux an- 35 nées d'imposition 1998 et suivantes.

28. (1) Le passage du paragraphe 111(9) de la même loi suivant l'alinéa b) est rem- placé par ce qui suit :

le seul revenu du contribuable était celui visé à l'un des sous-alinéas 115(1)a)(i) à (vi), ses seuls gains en capital imposables, seules pertes en capital déductibles et seules pertes déductibles au titre de placements d'entre- 45 prise résultant de la disposition de biens canadiens imposables (sauf des biens pro-

ty) and the taxpayer's only other losses were losses from the duties of an office or employment performed by the taxpayer in Canada and businesses (other than treaty-protected businesses) carried on by the taxpayer in Canada.

(2) Subsection (1) applies for the purpose of computing taxable income and taxable income earned in Canada for the 1998 and subsequent taxation years.

29. (1) The portion of subsection 115(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

115. (1) For the purposes of this Act, the taxable income earned in Canada for a taxation year of a person who at no time in the year is resident in Canada is the amount, if any, by which the amount that would be the non-resident person's income for the year under section 3 if

(2) Subsection 115(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) and by replacing paragraphs (c) to (e) with the following:

(b.1) notwithstanding paragraph (b), the taxable capital gains and allowable capital losses referred to in paragraph 3(b) did not include taxable capital gains and allowable capital losses from dispositions at any time in the year of taxable Canadian property that was treaty-protected property of the non-resident at that time, and

(c) the only losses for the year referred to in paragraph 3(d) were losses from duties of an office or employment performed by the person in Canada and businesses (other than treaty-protected businesses) carried on by the person in Canada and allowable business investment losses in respect of property any gain from the disposition of which would, because of this subsection, be included in computing the person's taxable income earned in Canada,

exceeds the total of

(d) the deductions permitted by subsection 111(1) and, to the extent that they relate to amounts included in computing the amount determined under any of

tégés par traité) et ses seules autres pertes étaient des pertes résultant des fonctions d'une charge ou d'un emploi qu'il exerce au Canada et d'entreprises (sauf des entreprises protégées par traité) qu'il y exploite.

5

(2) Le paragraphe (1) s'applique au calcul du revenu imposable et du revenu imposable gagné au Canada pour les années d'imposition 1998 et suivantes.

29. (1) Le passage du paragraphe 115(1) de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

115. (1) Pour l'application de la présente loi, le revenu imposable gagné au Canada pour une année d'imposition d'une personne qui ne réside au Canada à aucun moment de l'année correspond à l'excédent éventuel du montant qui représenterait son revenu pour l'année selon l'article 3 :

(2) Les alinéas 115(1)c) à e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b.1) si, malgré l'alinéa b), les gains en capital imposables et les pertes en capital déductibles visés à l'alinéa 3b) ne comprenaient pas de tels gains ou de telles pertes résultant de la disposition, à un moment donné de l'année, de biens canadiens imposables qui étaient des biens protégés par traité de la personne à ce moment,

c) si les seules pertes pour l'année visées à l'alinéa 3d) étaient des pertes résultant des fonctions d'une charge ou d'un emploi que la personne exerce au Canada et d'entreprises (sauf des entreprises protégées par traité) qu'elle y exploite et des pertes déductibles au titre de placements d'entreprise relatives à des biens dont la disposition donnerait naissance à des gains qui, par l'effet du présent paragraphe, seraient inclus dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada,

sur le total des montants suivants :

d) les déductions permises par le paragraphe 111(1) et, dans la mesure où elles se rapportent à des montants inclus dans le

paragraphs (a) to (c), the deductions permitted by any of paragraphs 110(1)(d), (d.1), (d.2) and (f) and subsection 110.1(1),

(e) the deductions permitted by any of subsections 112(1) and (2) and 138(6) in respect of a dividend received by the non-resident person, to the extent that the dividend is included in computing the non-resident person's taxable income earned in Canada for the year, and

(3) Paragraph 115(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) an individual

(i) who had, in any previous year, 15 ceased to be resident in Canada,

(ii) who received, in the taxation year, salary or wages or other remuneration in respect of an office or employment that was paid to the individual directly or 20 indirectly by a person resident in Canada, and

(iii) who was, under an agreement or a convention with one or more countries that has the force of law in Canada, entitled to an exemption from an income tax otherwise payable in any of those countries in respect of the salary or wages or other remuneration, or

(4) Subparagraphs 115(2)(f)(i) to (iii) of 30 the Act are replaced by the following:

(i) the definition "eligible relocation" in subsection 248(1) were read without reference to subparagraph (a)(i) of that definition, and

(ii) the amounts described in subparagraph 62(1)(c)(ii) were the amounts described in subparagraph (e)(ii) of this subsection.

(5) Subsections (1) to (3) apply to the 40 1998 and subsequent taxation years.

(6) Subsection (4) applies after 1997.

30. (1) Paragraph 117.1(1)(b) of the Act is replaced by the following:

calcul du montant déterminé selon l'un des alinéas a) à c), les déductions permises par l'un des alinéas 110(1)d), d.1), d.2) et f) ou par le paragraphe 110.1(1);

e) les déductions permises par l'un des paragraphes 112(1) et (2) et 138(6) au titre d'un dividende reçu par la personne, dans la mesure où il est inclus dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année;

(3) L'alinéa 115(2)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) un particulier qui, à la fois :

(i) avait cessé, au cours d'une année antérieure, de résider au Canada,

(ii) recevait, au cours de l'année d'imposition, relativement à une charge ou à un emploi un traitement, un salaire ou autre rémunération que lui versait directement ou indirectement une personne 20 résidant au Canada,

(iii) avait droit, aux termes d'un accord ou d'une convention conclu avec un ou plusieurs pays étrangers et ayant force de loi au Canada, à une exemption de l'impôt sur le revenu payable par ailleurs dans l'un de ces pays relativement au traitement, salaire ou autre rémunération;

(4) Les sous-alinéas 115(2)f)(i) à (iii) de la 30 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) il n'était pas tenu compte du sous-alinéa a)(i) de la définition de « réinstallation admissible » au paragraphe 248(1),

(ii) les montants visés au sous-alinéa 62(1)c)(ii) étaient les sommes visées au sous-alinéa e)(ii) du présent paragraphe.

(5) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes.

(6) Le paragraphe (4) s'applique à compter de 1998.

30. (1) L'alinéa 117.1(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the amounts expressed in dollars in subsection 117(2), paragraphs (b.1) to (d) of the description of B in subsection 118(1), subsections 118(2), 118.2(1) and 118.3(1) and Part I.2 in relation to tax payable under this Part or Part I.2 for a taxation year,

5

b) les sommes exprimées en dollars visées au paragraphe 117(2), aux alinéas 118(1)b.1 à d), aux paragraphes 118(2), 118.2(1) et 118.3(1) et à la partie I.2 relativement à l'impôt payable en vertu de la présente partie ou de la partie I.2 pour une année d'imposition,

(2) Subsection (1) applies

(a) to the 2000 and subsequent taxation years for amounts referred to in paragraph (b.1) of the description of B in subsection 118(1) of the Act, as enacted by subsection 31(1); and

(b) to the 1999 and subsequent taxation years for amounts referred to in paragraph (c.1) of the description of B in subsection 118(1) of the Act, as enacted by subsection 31(2).

31. (1) The description of B in subsection 118(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

Supplementary amount

(b.1) for each individual (other than a trust), the amount, if any, by which the total of

(i) \$500, and 25

(ii) if an amount is deducted under paragraph (a) or (b) by the individual for the year in respect of another individual (or would be so deducted if the other individual had no income for the year), the lesser of

(A) \$500, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the total of \$500 and the amount used under paragraph (c) 35 for the year

exceeds

(II) the other individual's income for the year or, where the other individual is the individual's 40 spouse and both persons are living separate and apart at the end of the year by reason of a breakdown of their marriage, the other individual's income for the year 45

(2) Le paragraphe (1) s'applique :

a) aux années d'imposition 2000 et suivantes pour ce qui est des sommes visées à l'alinéa 118(1)b.1 de la même loi, édicté par le paragraphe 31(1);

b) aux années d'imposition 1999 et suivantes pour ce qui est des sommes visées à l'alinéa 118(1)c.1) de la même loi, édicté par le paragraphe 31(2).

31. (1) Le paragraphe 118(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) pour chaque particulier (sauf les fiducies), l'excédent éventuel du total des montants suivants :

(i) 500 \$,

(ii) dans le cas où le particulier déduit un montant pour l'année en application des alinéas a) ou b) relativement à un autre particulier (ou le ferait si ce dernier n'avait pas de revenu pour l'année), le moins élevé des montants suivants :

(A) 500 \$, 30

(B) l'excédent éventuel de la somme visée à la subdivision (I) sur le montant visé à la subdivision (II) :

(I) la somme de 500 \$ et du montant applicable pour l'année selon l'alinéa c),

(II) le revenu de l'autre particulier pour l'année ou, si ce dernier est le conjoint du particulier et les deux personnes vivent séparées à la fin de l'année en raison de l'échec de leur mariage, son revenu pour l'année pendant qu'il était marié et n'était pas ainsi séparé,

<p>while married and not so separated</p> <p>exceeds</p> <p style="text-align: right;">5</p> <p>(iii) 4% of the amount, if any, by which</p> <p style="text-align: right;">5</p> <p>(A) the individual's income for the year</p> <p>exceeds</p> <p>(B) the total of \$500, the amount used under paragraph (c) for the 10 year and, if subparagraph (ii) applies for the year to the individual, the amount determined under clause (ii)(B) for the year,</p>	<p>sur :</p> <p>(iii) le montant représentant 4 % de l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur la somme visée à la division (B):</p> <p style="text-align: right;">5</p> <p>(A) le revenu du particulier pour l'année,</p> <p>(B) la somme de 500 \$, du montant applicable pour l'année selon l'alinéa c) et, si le sous-alinéa (ii) s'applique 10 au particulier pour l'année, du montant déterminé selon la division (ii)(B) pour l'année;</p>
<p>(2) The description of B in subsection 15 118(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):</p> <p>In-home care of relative</p> <p>(c.1) in the case of an individual who, at any time in the year alone or jointly with one or more persons, maintains a self-contained domestic establishment which is the ordinary place of residence of the individual and of a particular person</p> <p>(i) who has attained the age of 18 years before that time,</p> <p style="text-align: right;">25</p> <p>(ii) who is</p> <p style="text-align: right;">25</p> <p>(A) the individual's child or grandchild, or</p> <p>(B) resident in Canada and is the individual's parent, grandparent, brother, sister, aunt, uncle, nephew or niece, and</p> <p>(iii) who is</p> <p style="text-align: right;">30</p> <p>(A) the individual's parent or grandparent and has attained the age of 65 years before that time, or</p> <p>(B) dependent on the individual because of the particular person's mental or physical infirmity,</p> <p>the amount determined by the formula</p> <p style="text-align: right;">40</p> <p>\$13,853 - D.1</p> <p>where</p> <p>D.1 is the greater of \$11,500 and the particular person's income for the year,</p> <p style="text-align: right;">45</p>	<p>(2) Le paragraphe 118(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), 15 de ce qui suit :</p> <p>Soins à domicile d'un proche</p> <p>c.1) dans le cas où le particulier tient à un moment de l'année, seul ou avec une ou plusieurs autres personnes, un établissement domestique autonome qui est son lieu habituel de résidence et celui d'une personne qui remplit les conditions suivantes :</p> <p>(i) elle a atteint l'âge de 18 ans avant ce moment,</p> <p style="text-align: right;">25</p> <p>(ii) elle est :</p> <p style="text-align: right;">25</p> <p>(A) soit l'enfant ou le petit-enfant du particulier,</p> <p>(B) soit le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, le frère, la sœur, l'oncle, la tante, le neveu ou la nièce du particulier, résidant au Canada,</p> <p>(iii) elle est :</p> <p style="text-align: right;">30</p> <p>(A) soit la mère, le père, la grand-mère ou le grand-père du particulier, ayant atteint l'âge de 65 ans avant ce moment,</p> <p>(B) soit à la charge du particulier en raison d'une déficience mentale ou physique,</p> <p style="text-align: right;">40</p> <p>le montant obtenu par la formule suivante :</p> <p style="text-align: right;">40</p> <p>13 853 \$ - D.1</p> <p>où :</p>

Additional amount

Montant supplémentaire

(3) Paragraph (e) of the description of B in subsection 118(1) of the Act is replaced by the following:

(e) in the case of an individual entitled to a deduction in respect of a person because of paragraph (b) and who would also be entitled, but for paragraph (4)(c), to a deduction because of paragraph (c.1) or (d) in respect of the person, the amount by which the amount that would be determined under paragraph (c.1) or (d), as the case may be, exceeds the amount determined under paragraph (b) in respect of the person.

(4) Subsection 118(4) of the Act is 15 amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) no amount may be deducted under subsection (1) because of paragraph (b) of the description of B in subsection (1) by an individual for a taxation year for a person in respect of whom an amount is deducted because of paragraph (a) of that description by another individual for the year if, throughout the year, the person and that other individual are married to each other and are not living separate and apart because of a breakdown of their marriage;

(5) Paragraphs 118(4)(c) and (e) of the Act are replaced by the following:

(c) where an individual is entitled to a deduction under subsection (1) because of paragraph (b) of the description of B in subsection (1) for a taxation year in respect of any person, no amount may be deducted because of paragraph (c.1) or (d) of that description by any individual for the year in respect of the person;

(d) where an individual is entitled to a deduction under subsection (1) because of paragraph (c.1) of the description of B in subsection (1) for a taxation year in respect of any person, the person is deemed not to be a dependant of any individual for

D.1 représente 11 500 \$ ou, s'il est plus élevé, le revenu de la personne pour l'année;

(3) L'alinéa 118(1)e de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5

e) dans le cas où le particulier a droit à une déduction pour une personne par l'effet de l'alinéa b) et aurait droit à une déduction pour la même personne par l'effet des alinéas c.1 ou d) si ce n'était l'alinéa (4)c), l'excédent du montant qui serait déterminé selon les alinéas c.1 ou d), selon le cas, sur celui déterminé selon l'alinéa b), relativement à la personne.

(4) Le paragraphe 118(4) de la même loi 15 est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) aucun montant n'est déductible en application du paragraphe (1) par l'effet de l'alinéa (1)b) par un particulier pour une année d'imposition relativement à une personne à l'égard de laquelle un montant est déduit par l'effet de l'alinéa (1)a) par un autre particulier pour l'année si, tout au long de l'année, la personne et l'autre particulier sont mariés l'un à l'autre et ne vivent pas séparés en raison de l'échec de leur mariage;

(5) Les alinéas 118(4)c et e de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

30

c) si un particulier a droit, pour une année d'imposition, à la déduction prévue au paragraphe (1) par l'effet de l'alinéa (1)b) à l'égard d'une personne, aucun montant n'est déductible par l'effet des alinéas 35 118(1)c.1) ou d) par un particulier pour l'année à l'égard de la personne;

d) si un particulier a droit, pour une année d'imposition, à la déduction prévue au paragraphe (1) par l'effet de l'alinéa (1)c.1) 40 à l'égard d'une personne, la personne est réputée ne pas être une personne à charge pour l'année pour l'application de l'alinéa (1)d);

the year for the purpose of paragraph (d) of that description; and

(e) where more than one individual is entitled to a deduction under subsection (1) because of paragraph (c.1) or (d) of the 5 description of B in subsection (1) for a taxation year in respect of the same person,

(i) the total of all amounts so deductible for the year shall not exceed the maximum amount that would be so deductible for the year by any one of those individuals for that person if that individual were the only individual entitled to deduct an amount for the year be- 15 cause of that paragraph for that person, and

(ii) if the individuals cannot agree as to what portion of the amount each can so deduct, the Minister may fix the portions. 20

(6) Subsections (1) to (5) apply to the 1998 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1998 taxation year, the reference to "the amount" in the 25 portion of paragraph (b.1) of the description of B in subsection 118(1) of the Act before subparagraph (i), as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to "50% of the amount".

32. (1) Section 118.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (10):

(10.1) For the purposes of subparagraph 69(1)(b)(ii), subsection 70(5), section 110.1 35 and this section, where at any time the Canadian Cultural Property Export Review Board determines or redetermines an amount to be the fair market value of a property that is the subject of a gift described in paragraph 40 110.1(1)(a) or in the definition "total cultural gifts" in subsection (1) made by a taxpayer within the two-year period that begins at that time, the last amount so determined or redetermined within the period is deemed to be 45 the fair market value of the property at the time the gift was made and, subject to subsection 110.1(3) and subsections (6) and (7),

e) si plus d'un particulier a droit, pour une année d'imposition, à la déduction prévue au paragraphe (1) par l'effet des alinéas (1)c.1) ou d) à l'égard de la même personne, le total des montants ainsi déductibles pour l'année ne peut dépasser le maximum qu'un seul de ces particuliers pourrait déduire pour l'année pour cette personne; si ces particuliers ne s'entendent pas sur la répartition de ce maximum 10 entre eux, le ministre peut faire cette répartition. 5

(6) Les paragraphes (1) à (5) s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes. Toutefois, pour l'application du paragraphe (1) à l'année d'imposition 1998, le passage « l'excédent éventuel » dans le passage de l'alinéa 118(1)b.1) de la même loi précédant le sous-alinéa (i), édicté par le paragraphe (1), est remplacé par « le montant 20 30 représentant 50 % de l'excédent éventuel ». 25

32. (1) L'article 118.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (10), de ce qui suit :

(10.1) Pour l'application du sous-alinéa 25 69(1)b)(ii), du paragraphe 70(5), de l'article 110.1 et du présent article, dans le cas où la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels fixe ou fixe de nouveau le montant qui représente la juste 30 valeur marchande d'un bien qui fait l'objet d'un don visé à l'alinéa 110.1(1)a) ou à la définition de « total des dons de biens culturels » au paragraphe (1) qu'un contribuable fait dans la période de deux ans commençant 35 au moment où le montant est fixé ou fixé de nouveau, le dernier montant ainsi fixé ou fixé de nouveau au cours de la période est réputé représenter la juste valeur marchande du bien au moment du don et, sous réserve du 40

to be the taxpayer's proceeds of disposition of the property.

(2) Subsection (1) applies to determinations and redeterminations made after February 23, 1998.

33. For the purposes of the Act, if

(a) a taxpayer made a gift at any particular time before February 1998, and after the end of a taxation year that ended after November 15, 1997 and before 1998, that 10 would be deductible under section 110.1 or 118.1 of the Act in computing the taxpayer's taxable income or tax payable under Part I of the Act for the year if it were made immediately before the end of 15 the year,

(b) the gift was a gift of tangible property (other than real property) or a gift by cash, cheque, credit card or money order,

(c) the gift was not made 20

(i) through a payroll deduction, or

(ii) where the taxpayer died after 1997, by the taxpayer's will, and

(d) the taxpayer so elects in the taxpayer's return of income under the Act for the 25 year or by notifying the Minister of National Revenue in writing before 1999,

the taxpayer is deemed to have made the gift and, in the case of a gift of tangible property, to have disposed of the property 30 immediately before the end of the taxpayer's taxation year that ended before 1998 and not to have done so at the particular time.

34. (1) Paragraph (b) of the description 35 of D in subsection 118.2(1) of the Act is replaced by the following:

(b) the total of \$500 and the amount used under paragraph (c) of the description of B in subsection 118(1) for the 40 year.

(2) Subsection 118.2(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (1.7):

paragraphe 110.1(3) et des paragraphes (6) et (7), son produit de disposition pour le contribuable.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants fixés ou fixés de nouveau après le 5 23 février 1998.

33. Pour l'application de la même loi, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) un contribuable fait, avant février 1998 10 et après la fin d'une année d'imposition s'étant terminée après le 15 novembre 1997 et avant 1998, un don qui serait déductible en application des articles 110.1 ou 118.1 de la même loi dans le calcul de 15 son revenu imposable, ou de son impôt payable en vertu de la partie I de la même loi, pour l'année s'il était fait immédiatement avant la fin de l'année,

b) il s'agit d'un don de bien corporel (sauf 20 un bien immeuble) ou d'un don au comptant ou par chèque, carte de crédit ou mandat,

c) il ne s'agit d'un don fait par retenue sur le salaire ni, dans le cas où le contribuable décède après 1997, par testament,

d) le contribuable en fait le choix dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la même loi pour l'année ou dans un avis écrit envoyé au ministre du Revenu 30 national avant 1999,

le contribuable est réputé avoir fait le don et, s'il s'agit d'un don de bien corporel, avoir disposé du bien immédiatement avant la fin de son année d'imposition s'étant terminée avant 1998 et non au moment du don.

34. (1) L'alinéa b) de l'élément D de la formule figurant au paragraphe 118.2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la somme de 500 \$ et du montant 40 applicable pour l'année selon l'alinéa 118(1)c).

(2) Le paragraphe 118.2(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa 1.7), de ce qui suit :

(l.8) for reasonable expenses (other than amounts paid to a person who was at the time of the payment the individual's spouse or a person under 18 years of age) to train the individual, or a person related to the individual, if the training relates to the mental or physical infirmity of a person who

- 5 (i) is related to the individual, and
- (ii) is a member of the individual's 10 household or is dependent on the individual for support;

(3) Paragraph 118.2(2)(q) of the Act is replaced by the following:

(q) as a premium, contribution or other 15 consideration under a private health services plan in respect of one or more of the individual, the individual's spouse and any member of the individual's household with whom the individual is connected by 20 blood relationship, marriage or adoption, except to the extent that the premium, contribution or consideration is deducted under subsection 20.01(1) in computing an individual's income from a business for 25 any taxation year.

(4) Subsections (1) to (3) apply to the 1998 and subsequent taxation years.

35. (1) Paragraph 118.3(1)(a.2) of the Act is amended by striking out the word "and" 30 at the end of subparagraph (ii) and by replacing subparagraph (iii) with the following:

- (iii) an impairment with respect to an individual's ability in feeding and 35 dressing themself, or in walking, a medical doctor or an occupational therapist,
- (iv) an impairment with respect to an individual's ability in perceiving, thinking and remembering, a medical doctor 40 or a psychologist, and
- (v) an impairment not referred to in any of subparagraphs (i) to (iv), a medical doctor

(2) Paragraph 118.3(2)(a) of the Act is re- 45 placed by the following:

l.8) pour les frais raisonnables (sauf les sommes versées à une personne qui, au moment du versement, était le conjoint du particulier ou une personne âgée de moins de 18 ans) consacrés à la formation du particulier, ou d'une personne qui lui est liée, dans le cas où la formation a trait à la déficience mentale ou physique d'une personne qui, à la fois :

- 5 (i) est liée au particulier,
- (ii) habite chez le particulier ou est à sa charge;

(3) L'alinéa 118.2(2)q) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

q) à un régime privé d'assurance-maladie, 15 à titre de prime, cotisation ou autre contrepartie à l'égard du particulier, de son conjoint ou d'une personne habitant chez le particulier et avec laquelle le particulier est uni par les liens du sang, du mariage ou 20 de l'adoption ou à l'égard de plusieurs de ces personnes, sauf dans la mesure où la prime, cotisation ou autre contrepartie est déduite en application du paragraphe 20.01(1) dans le calcul du revenu du parti- 25 culier tiré d'une entreprise pour une année d'imposition.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes.

35. (1) L'alinéa 118.3(1)a.2) de la même 30 loi est modifié par adjonction, après le sous- alinéa (iii), de ce qui suit :

- (iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité à marcher ou à s'alimenter et à s'habiller, un médecin en titre ou un 35 ergothérapeute,
- (v) s'il s'agit d'une déficience sur le plan de la perception, de la réflexion et de la mémoire, un médecin en titre ou un psychologue;

(2) L'alinéa 118.3(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) an individual has, in respect of a person (other than a person in respect of whom the person's spouse deducts for a taxation year an amount under section 118 or 118.8) who is resident in Canada at any time in the year and who is entitled to deduct an amount under subsection (1) for the year,

(i) claimed for the year a deduction under subsection 118(1) because of 10

(A) paragraph (b) of the description of B in that subsection, or

(B) paragraph (c.1) or (d) of that description where the person is the individual's parent, grandparent, child 15 or grandchild, or

(ii) could have claimed for the year a deduction referred to in subparagraph (i) in respect of the person if

(A) the person had no income for the 20 year and had attained the age of 18 years before the end of the year, and

(B) in the case of a deduction referred to in clause (i)(A), the individual were not married, and 25

(3) Subsection (1) applies to certifications made after February 24, 1998.

(4) Subsection (2) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

36. (1) The portion of subsection 118.4(2) 30 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) For the purposes of sections 63, 118.2, 118.3 and 118.6, a reference to an audiologist, dentist, medical doctor, medical practitioner, nurse, occupational therapist, optometrist, pharmacist or psychologist is a reference to a person authorized to practise as such,

(2) Subsection (1) applies after February 24, 1998.

37. (1) The portion of subsection 118.6(1) of the Act before the definition "designated educational institution" is replaced by the following:

a) d'une part, le particulier demande pour l'année, pour cette personne, une déduction prévue au paragraphe 118(1), soit par application de l'alinéa 118(1)b), soit, si la personne est le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, un enfant ou un petit-enfant du particulier, par application des alinéas 118(1)c.1) ou d), ou aurait pu demander une telle déduction pour l'année si cette personne n'avait eu aucun revenu 10 pour l'année et avait atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année et, dans le cas de la déduction prévue à l'alinéa 118(1)b), si le particulier n'avait pas été marié;

Reference to
medical practi-
tioners, etc.

Professionnels
de la santé
titulaires d'un
permis
d'exercice

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux at- 15 testations délivrées après le 24 février 1998.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

36. (1) Le passage du paragraphe 118.4(2) de la même loi précédant l'alinéa a) 20 est remplacé par ce qui suit :

(2) Tout audiologue, dentiste, ergothérapeute, infirmier, infirmière, médecin, médecin en titre, optométriste, pharmacien ou psychologue visé aux articles 63, 118.2, 25 118.3 et 118.6 doit être autorisé à exercer sa profession :

(2) Le paragraphe (1) s'applique à comp-
ter du 25 février 1998.

37. (1) Le passage du paragraphe 30 118.6(1) de la même loi précédant la définition de « établissement d'enseignement agréé » est remplacé par ce qui suit :

Definitions

118.6 (1) For the purposes of section 63 and this subdivision,

(2) Subsection 118.6(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“specified educational program”
“programme de formation déterminé”

“specified educational program” means a program that would be a qualifying educational program if the definition “qualifying educational program” were read without reference to the words “that provides that each student taking the program spend not less than 10 hours per week on courses or work in the program”.

(3) Subsection 118.6(2) of the Act is replaced by the following:

(2) There may be deducted in computing an individual's tax payable under this Part for a taxation year the amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the appropriate percentage for the year; and

B is the total of the products obtained when

(a) \$200 is multiplied by the number of 25 months in the year during which the individual is enrolled in a qualifying educational program as a full-time student at a designated educational institution, and

(b) \$60 is multiplied by the number of months in the year (other than months described in paragraph (a)), each of which is a month during which the individual is enrolled at a designated educational institution in a specified educational program that provides that each student in the program spend not less than 12 hours in the month on courses in the program,

if the enrolment is proved by filing with the Minister a certificate in prescribed form issued by the designated educational institution and containing prescribed information and, in respect of a designated educational institution described in subparagraph (a)(ii)

118.6 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à l'article 63 et à la présente sous-section.

(2) Le paragraphe 118.6(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« programme de formation déterminé » Programme qui serait un programme de formation admissible s'il n'était pas tenu compte du passage « aux cours ou aux travaux duquel l'étudiant doit consacrer 10 heures par semaine au moins » dans la définition de « programme de formation admissible ».

(3) Le paragraphe 118.6(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le montant obtenu par la formule suivante est déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

$$A \times B$$

où :

A représente le taux de base pour l'année;

B la somme des produits suivants :

a) 200 \$ multipliés par le nombre de 25 mois de l'année pendant lesquels le particulier est inscrit à un programme de formation admissible comme étudiant à temps plein d'un établissement d'enseignement agréé,

b) 60 \$ multipliés par le nombre de mois de l'année (sauf ceux visés à l'alinéa a)) dont chacun est un mois pendant lequel le particulier est inscrit à un programme de formation déterminé d'un établissement d'enseignement agréé, aux cours duquel l'étudiant doit consacrer au moins 12 heures par mois.

Pour que le montant soit déductible, l'inscription du particulier doit être attestée par un certificat délivré par l'établissement — sur le formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits — et présenté au ministre et, s'il s'agit d'un établissement d'enseignement agréé visé au sous-alinéa 45 a)(ii) de la définition de cette expression au paragraphe (1), le particulier doit être inscrit

Définitions

« programme de formation déterminé »
“specified educational program”

Crédit d'impôt pour études

of the definition "designated educational institution" in subsection (1), the individual is enrolled in the program to obtain skills for, or improve the individual's skills in, an occupation.

(4) Subsection 118.6(3) of the Act is replaced by the following:

(3) In calculating the amount deductible under subsection (2) in computing an individual's tax payable under this Part for a taxation year, the reference in that subsection to "full-time student" shall be read as "student" if either

(a) an amount may be deducted under section 118.3 in respect of the individual for 15 the year; or

(b) the individual has in the year a mental or physical impairment the effects of which on the individual have been certified in writing, to be such that the individual cannot reasonably be expected to be enrolled as a full-time student while so impaired, by a medical doctor or, where the impairment is

(i) an impairment of sight, by a medical doctor or an optometrist,

(ii) a hearing impairment, by a medical doctor or an audiologist,

(iii) an impairment with respect to the individual's ability in feeding and 30 dressing themself, or in walking, by a medical doctor or an occupational therapist, or

(iv) an impairment with respect to the individual's ability in perceiving, thinking and remembering, by a medical doctor or a psychologist.

(5) Subsections (1) to (3) apply to the 1998 and subsequent taxation years.

(6) Subsection (4) applies to certifications 40 made

(a) after February 18, 1997, in the case of a hearing impairment referred to in subparagraph 118.6(3)(b)(ii) of the Act, as enacted by subsection (4); and

au programme en vue d'acquérir ou d'améliorer sa compétence à exercer une activité professionnelle.

5

(4) Le paragraphe 118.6(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour le calcul du montant qui est déductible en application du paragraphe (2) 10 dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, l'expression « étudiant à temps plein » dans ce paragraphe est remplacée par « étudiant » si, selon le cas :

a) un montant est déductible en application de l'article 118.3 relativement au particulier pour l'année; 15

b) le particulier a, au cours de l'année, une déficience mentale ou physique dont les effets, selon l'attestation écrite d'une des personnes suivantes, sont tels qu'il est vraisemblable de s'attendre à ce que le 20 particulier ne puisse être inscrit comme étudiant à temps plein tant qu'il a cette déficience :

(i) un médecin en titre,

(ii) s'il s'agit d'une déficience visuelle, un médecin en titre ou un optométriste,

(iii) s'il s'agit d'une déficience auditive, un médecin en titre ou un audiologue,

(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité à marcher ou à s'alimenter et 30 à s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,

(v) s'il s'agit d'une déficience sur le plan de la perception, de la réflexion et de la mémoire, un médecin en titre ou un psychologue.

(5) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes.

(6) Le paragraphe (4) s'applique aux attestations délivrées :

a) après le 18 février 1997, dans le cas d'une déficience auditive visée au sous-alinéa 118.6(3)(b)(iii) de la même loi, édicté par le paragraphe (4);

(b) after February 24, 1998, in any other case.

38. (1) The Act is amended by adding the following after section 118.61:

Credit for interest on student loan

118.62 For the purpose of computing an individual's tax payable under this Part for a taxation year, there may be deducted the amount determined by the formula

A x B

where

10

A is the appropriate percentage for the year; and

B is the total of all amounts each of which is an amount of interest paid in the year (or in any of the five preceding taxation years 15 that are after 1997, to the extent that it was not included in computing a deduction under this section for any other taxation year) by the individual or a person related to the individual on a loan made 20 to, or other amount owing by, the individual under the *Canada Student Loans Act*, the *Canada Student Financial Assistance Act* or a law of a province governing the granting of financial assistance to stu- 25 dents at the post-secondary school level.

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

39. (1) Paragraph (a) of the description of C in section 118.8 of the Act is replaced by the following:

(a) the amount that would be the spouse's tax payable under this Part for the year if no amount were deductible under this Division (other than an 35 amount deductible under subsection 118(1) because of paragraph (b.1) or (c) of the description of B in that subsection or under section 118.61 or 118.7)

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and 40 subsequent taxation years.

b) après le 24 février 1998, dans les autres cas.

38. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 118.61, de ce qui suit :

118.62 Le montant obtenu par la formule suivante est déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

10

A x B

où :

A représente le taux de base pour l'année; B le total des montants représentant chacun un montant d'intérêt payé au cours de 15 l'année (ou d'une des cinq années d'imposition précédentes postérieures à 1997, dans la mesure où il n'a pas été inclus, pour une autre année d'imposition, dans le calcul de la déduction prévue par le présent article) par le particulier ou une personne qui lui est liée sur un prêt consenti au particulier, ou tout autre montant dont il est débiteur, en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*, de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* ou d'une loi provinciale régissant l'octroi d'aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

39. (1) L'alinéa a) de l'élément C de la formule figurant à l'article 118.8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le montant qui représenterait l'impôt payable par le conjoint en vertu de la présente partie pour l'année si aucun montant n'était déductible en application de la présente section (sauf s'il s'agit d'un montant déductible en application du paragraphe 118(1) par l'effet des alinéas 118(1)b.1) ou c), ou en application des articles 118.61 ou 118.7),

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

5

Crédit pour intérêts sur les prêts aux étudiants

40. (1) Subparagraph 118.91(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) such of the deductions permitted under subsection 118(3) and sections 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 and 118.7 as can reasonably be considered wholly applicable, and

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

41. (1) Section 118.92 of the Act is replaced by the following:

118.92 In computing an individual's tax payable under this Part, the following provisions shall be applied in the following order: subsections 118(1) and (2), section 118.7, subsection 118(3) and sections 118.3, 118.61, 118.5, 118.6, 118.9, 118.8, 118.2, 118.1, 118.62 and 121.

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

42. (1) Paragraph 118.95(a) of the Act is replaced by the following:

(a) such of the deductions as the individual is entitled to under subsection 118(3) and sections 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 and 118.7 as can reasonably be considered wholly applicable to the taxation year, and

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

43. (1) Paragraph (b) of the definition "tax otherwise payable under this Part" in subsection 120(4) of the Act is replaced by the following:

(b) the amount that, but for this section 35 and subsection 117(6), would be the tax payable under this Part by the individual for the year if this Part were read without reference to any of sections 126, 127 and 127.4.

40. (1) Le sous-alinéa 118.91b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) les déductions que permettent le paragraphe 118(3) et les articles 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 et 118.7 et qu'il est raisonnable de considérer comme entièrement applicables à la ou aux périodes de l'année tout au long desquelles il réside au Canada, calculées comme si cette période ou ces périodes constituaient l'année d'imposition entière,

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

41. (1) L'article 118.92 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

118.92 Pour le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie, les dispositions suivantes sont appliquées dans l'ordre suivant: paragraphes 20 118(1) et (2), article 118.7, paragraphe 118(3) et articles 118.3, 118.61, 118.5, 118.6, 118.9, 118.8, 118.2, 118.1, 118.62 et 121.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

42. (1) L'alinéa 118.95a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les déductions auxquelles il a droit aux termes du paragraphe 118(3) et des articles 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 et 118.7 et qu'il est raisonnable de considérer comme entièrement applicables à l'année d'imposition;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

43. (1) L'alinéa b) de la définition de « impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie », au paragraphe 120(4) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) le montant qui, si ce n'était le présent article et le paragraphe 117(6), correspondrait à l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année compte non tenu des articles 126, 127 et 127.4.

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

44. (1) Paragraph (c) of the definition "eligible individual" in section 122.6 of the Act is replaced by the following:

(c) is resident in Canada or, where the person is the cohabiting spouse of a person who is deemed under subsection 250(1) to be resident in Canada throughout the taxation year that includes that time, was resident in Canada in any preceding taxation year,

(2) Subsection (1) applies after February 23, 1998.

45. (1) Paragraph 123.2(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the tax payable under this Part by the corporation for the year determined without reference to this section, sections 123.2 and 125 to 126 and subsections 20 127(3), (5), and (27) to (31) and 137(3) and as if subsection 124(1) did not contain the words "in a province"

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

46. (1) The definition "assistance" in subsection 125.4(1) of the Act is replaced by the following:

"assistance" means an amount, other than a prescribed amount or an amount deemed under subsection (3) to have been paid, that would be included under paragraph 12(1)(x) in computing a taxpayer's income for any taxation year if that paragraph were read without reference to subparagraphs (v) to (vii).

(2) Subsection (1) applies to amounts received after February 23, 1998.

47. (1) The portion of subparagraph 126(1)(b)(i) of the Act before clause (C) is replaced by the following:

(i) the amount, if any, by which the total of the taxpayer's qualifying incomes exceeds the total of the taxpayer's qualifying losses

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

44. (1) L'alinéa c) de la définition de « particulieradmissible », à l'article 122.6 de la même loi, est remplacé par ce qui suit : 5

c) elle réside au Canada ou, si elle est le conjoint visé d'une personne qui est réputée, par le paragraphe 250(1), résider au Canada tout au long de l'année d'imposition qui comprend ce moment, y a 10 résidé au cours d'une année d'imposition antérieure;

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter du 24 février 1998.

45. (1) L'alinéa 123.2a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) de l'impôt payable par la société en vertu de la présente partie pour l'année, calculé compte non tenu du présent article, des articles 123.3 et 125 à 126 et des paragraphes 127(3), (5) et (27) à (31) et 137(3), ni du passage « dans une province » au paragraphe 124(1),

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes. 25

46. (1) La définition de « montant d'aide », au paragraphe 125.4(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« montant d'aide » Montant, sauf un montant prévu par règlement ou un montant réputé 30 payé par le paragraphe (3), qui serait inclus, en application de l'alinéa 12(1)x), dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, compte non tenu des sous-alinéas 12(1)x)(v) à (vii). 35

« montant d'aide » assistance

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants reçus après le 23 février 1998.

47. (1) Le passage du sous-alinéa 126(1)b)(i) de la même loi précédant la division (C) est remplacé par ce qui suit : 40

(i) l'excédent éventuel du total des revenus admissibles du contribuable provenant de sources situées dans ce pays sur le total de ses pertes admissibles résultant de telles sources : 45

(A) for the year, if the taxpayer is resident in Canada throughout the year, and

(B) for the part of the year throughout which the taxpayer is resident in Canada, if the taxpayer is non-resident at any time in the year, 5

from sources in that country, on the assumption that

(2) **Subparagraph 126(2.1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:**

(i) the amount, if any, by which the total of the taxpayer's qualifying incomes exceeds the total of the taxpayer's qualifying losses 15

(A) for the year, if the taxpayer is resident in Canada throughout the year, and

(B) for the part of the year throughout which the taxpayer is resident in Canada, if the taxpayer is non-resident at any time in the year, 20

from businesses carried on by the taxpayer in that country

(3) **Subparagraph 126(2.1)(b)(i) of the Act is replaced by the following:**

(i) the amount determined under subparagraph (a)(i) in respect of the country

(4) **Section 126 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):**

(4.1) If a taxpayer acquires a property, other than a capital property, at any time after February 23, 1998 and it is reasonable to expect at that time that the taxpayer will not realize an economic profit in respect of the property for the period that begins at that time and ends when the taxpayer next disposes of the property, the total amount of all income or profits taxes (referred to as the "foreign tax" for the purpose of subsection 20(12.1)) in respect of the property for the period, and in respect of related transactions, paid by the taxpayer for any year to the government of any country other than Canada or to the government of a state, province or oth- 45

(A) pour l'année, s'il réside au Canada tout au long de l'année,

(B) pour la partie de l'année tout au long de laquelle il réside au Canada, s'il est un non-résident à un moment de l'année, 5

à supposer :

(2) **Le sous-alinéa 126(2.1)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(i) d'une part, l'excédent éventuel du total des revenus admissibles du contribuable tiré d'entreprises qu'il exploite dans ce pays sur le total de ses pertes admissibles résultant de telles entreprises : 15

(A) pour l'année, s'il réside au Canada tout au long de l'année,

(B) pour la partie de l'année tout au long de laquelle il réside au Canada, s'il est un non-résident à un moment de l'année, 20

(3) **Le sous-alinéa 126(2.1)b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(i) d'une part, le montant déterminé selon le sous-alinéa a)(i) relativement à ce pays, 25

(4) **L'article 126 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

(4.1) Lorsqu'un contribuable acquiert un bien, sauf une immobilisation, après le 23 février 1998 et qu'il est raisonnable de s'attendre, au moment de l'acquisition, à ce qu'il ne réalise pas de profit économique relativement au bien pour la période commençant à ce moment et se terminant au moment de la disposition subséquente du bien par le contribuable, le total des impôts sur le revenu ou sur les bénéfices (appelés « impôt étranger » pour l'application du paragraphe 20(12.1)) relatifs au bien pour la période, et relatifs aux opérations connexes, payés par le contribuable pour une année au gouvernement d'un pays étranger, ou au gouvernement d'un 30 Aucun profit économique

er political subdivision of such a country, is not included in computing taxpayer's business-income tax or non-business-income tax for any taxation year.

Short-term securities acquisitions

(4.2) If at any particular time a taxpayer disposes of a property that is a share or debt obligation and the period that began at the time the taxpayer last acquired the property and ended at the particular time is one year or less, the amount included in business-income tax or non-business-income tax paid by the taxpayer for a particular taxation year on account of all taxes (referred to in this subsection and subsections (4.3) and 161(6.1) as the "foreign tax") that are

(a) paid by the taxpayer in respect of dividends or interest in respect of the period that are included in computing the taxpayer's income from the property for any taxation year,

(b) otherwise included in business-income tax or non-business-income tax for any taxation year, and

(c) similar to the tax levied under Part XIII shall, subject to subsection (4.3), not exceed the amount determined by the formula

$$A \times (B - C) \times D/E$$

where

A is 40%, if the foreign tax would otherwise be included in business-income tax, and 30 30%, if the foreign tax would otherwise be included in non-business-income tax,

B is the total of the taxpayer's proceeds from the disposition of the property at the particular time and the amount of all dividends or interest from the property in respect of the period included in computing the taxpayer's income for any taxation year,

C is the total of the cost at which the taxpayer last acquired the property and any outlays or expenses made or incurred by the taxpayer for the purpose of disposing of the property at the particular time,

État, d'une province ou d'une autre subdivision politique d'un tel pays, n'est pas inclus dans le calcul de l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise du contribuable, ou de son impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise, pour une année d'imposition.

(4.2) Lorsqu'un contribuable dispose d'un bien — action ou titre de créance — à un moment donné et que la période ayant commencé au moment où il a acquis le bien pour 10 la dernière fois et s'étant terminée au moment donné est d'une durée d'une année ou moins, le montant inclus dans l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise, ou dans l'impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise, payé par le contribuable pour une année d'imposition donnée au titre des impôts (appelés « impôt étranger » au présent paragraphe et aux paragraphes (4.3) et 161(6.1)) qui sont, à la fois :

a) payés par le contribuable relativement à des dividendes ou des intérêts pour la période qui sont inclus dans le calcul de son revenu tiré du bien pour une année d'imposition,

b) inclus par ailleurs dans l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise ou l'impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise pour une année d'imposition,

c) semblables à l'impôt perçu en vertu de la partie XIII,

ne peut dépasser, sous réserve du paragraphe (4.3), le montant obtenu par la formule suivante :

$$A \times (B - C) \times D/E$$

où :

A représente 40 %, dans le cas où l'impôt étranger serait inclus par ailleurs dans l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise, ou 30 %, dans le cas où il serait inclus par ailleurs dans l'impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise;

B la somme du produit de disposition du bien pour le contribuable au moment donné et du montant des dividendes et intérêts relatifs au bien pour la période inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition;

Acquisition de titres à court terme

	D is the amount of foreign tax that would otherwise be included in computing the taxpayer's business-income tax or non-business-income tax for the particular year, and	C la somme du coût auquel le contribuable a acquis le bien la dernière fois et des dépenses qu'il a engagées ou effectuées en vue de disposer du bien au moment donné;
5	E is the total amount of foreign tax that would otherwise be included in computing the taxpayer's business-income tax or non-business-income tax for all taxation years.	D le montant d'impôt étranger qui serait inclus par ailleurs dans le calcul de l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise du contribuable, ou dans le calcul de son impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise, pour l'année donnée;
10		E le montant total d'impôt étranger qui serait inclus par ailleurs dans le calcul de l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise du contribuable, ou dans le calcul de son impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise, pour toutes les années d'imposition.
15		(4.3) Le paragraphe (4.2) ne s'applique pas au bien d'un contribuable à l'égard duquel l'un des faits suivants se vérifie :
20		a) il s'agit d'une immobilisation;
25		b) il s'agit d'un titre de créance d'une durée d'une année ou moins qui est émis au contribuable et qui n'est détenu par nulle autre personne que lui;
30		c) le contribuable l'a acquis pour la dernière fois avant le 24 février 1998;
35		d) un montant d'impôt étranger n'a pas été inclus à son égard, par l'effet du paragraphe (4.1), dans le calcul de l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise du contribuable ou de son impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise.
40		(4.4) Pour l'application des paragraphes (4.1) et (4.2) et de la définition de « profit économique » au paragraphe (7), les règles suivantes s'appliquent :
45		a) la disposition ou l'acquisition d'un bien qui est réputée être effectuée par le paragraphe 45(1), les articles 70 ou 128.1, l'a-40 linéa 132.2(1)f, les paragraphes 138(11.3) ou 142.5(2), l'alinéa 142.6(1)b ou le paragraphe 149(10) n'est pas une disposition ou une acquisition, selon le cas;
50		b) les dispositions suivantes n'en sont pas :

Exceptions

Exception

Exceptions

(4.3) Subsection (4.2) does not apply to a property of a taxpayer

- (a) that is a capital property;
- (b) that is a debt obligation issued to the taxpayer that has a term of one year or less and that is held by no one other than the taxpayer at any time;
- (c) that was last acquired by the taxpayer before February 24, 1998; or
- (d) in respect of which any foreign tax is, because of subsection (4.1), not included in computing the taxpayer's business-income tax or non-business-income tax.

Dispositions ignored

Présomptions inapplicables

(4.4) For the purposes of subsections (4.1) and (4.2) and the definition "economic profit" in subsection (7),

- (a) a disposition or acquisition of property deemed to be made by subsection 45(1), section 70 or 128.1, paragraph 132.2(1)f, subsection 138(11.3) or 142.5(2), paragraph 142.6(1)b or subsection 149(10) is not a disposition or acquisition, as the case may be; and
- (b) a disposition

(4.4) Pour l'application des paragraphes (4.1) et (4.2) et de la définition de « profit économique » au paragraphe (7), les règles suivantes s'appliquent :

a) la disposition ou l'acquisition d'un bien qui est réputée être effectuée par le paragraphe 45(1), les articles 70 ou 128.1, l'a-40 linéa 132.2(1)f, les paragraphes 138(11.3) ou 142.5(2), l'alinéa 142.6(1)b ou le paragraphe 149(10) n'est pas une disposition ou une acquisition, selon le cas;

b) les dispositions suivantes n'en sont pas :

(i) to which section 51.1 applies, of a convertible obligation in exchange for a new obligation,

(ii) to which subsection 86(1) applies, of old shares in exchange for new 5 shares, or

(iii) to which subsections 87(4) and (8) apply, of old shares in exchange for new shares,

is not a disposition, and the convertible 10 obligation and the new obligation, or the old shares and the new shares, as the case may be, are deemed to be the same property.

(5) The portion of the definition “business-income tax” in subsection 126(7) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

“business-income tax” paid by a taxpayer for a taxation year in respect of businesses 20 carried on by the taxpayer in a country other than Canada (in this definition referred to as the “business country”) means, subject to subsections (4.1) and (4.2), the portion of any income or profits 25 tax paid by the taxpayer for the year to the government of any country other than Canada or to the government of a state, province or other political subdivision of any such country that can reasonably be 30 regarded as tax in respect of the income of the taxpayer from any business carried on by the taxpayer in the business country, but does not include a tax, or the portion of a tax, that can reasonably be regarded as 35 relating to an amount that

(6) The portion of the definition “non-business-income tax” in subsection 126(7) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

“non-business-income tax” paid by a taxpayer for a taxation year to the government of a country other than Canada means, subject to subsections (4.1) and (4.2), the portion of any income or profits tax paid by 45

(i) celle, à laquelle l’article 51.1 s’applique, d’un titre convertible en échange d’un nouveau titre,

(ii) celle, à laquelle le paragraphe 86(1) s’applique, d’anciennes actions en 5 échange de nouvelles actions,

(iii) celle, à laquelle les paragraphes 87(4) et (8) s’appliquent, d’anciennes actions en échange de nouvelles actions;

de plus, le titre convertible et le nouveau 10 titre, ou les anciennes actions et les nouvelles actions, sont réputés être le même bien.

(5) Le passage de la définition de « impôt sur le revenu tiré d'une entreprise », au paragraphe 126(7) de la même loi, précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

« impôt sur le revenu tiré d'une entreprise » S’agissant de l’impôt sur le revenu tiré d'une entreprise payé par un contribuable 20 pour une année d'imposition relativement à des entreprises qu'il exploite dans un pays étranger, s’entend, sous réserve des paragraphes (4.1) et (4.2), de la fraction de l’impôt sur le revenu ou sur les bénéfices 25 qu'il a payé pour l'année au gouvernement d'un autre pays que le Canada ou au gouvernement d'un État, d'une province ou d'une autre subdivision politique d'un tel pays, qu'il est raisonnable de considérer 30 comme un impôt frappant son revenu tiré d'une entreprise qu'il exploite dans le pays étranger; est exclu de l’impôt sur le revenu tiré d'une entreprise l’impôt, ou la partie d’impôt, qu'il est raisonnable de 35 considérer comme se rapportant à un montant :

(6) Le passage de la définition de « impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise », au paragraphe 126(7) de la même 40 loi, précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

« impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise » S’agissant de l’impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise 45 payé par un contribuable pour une année d'imposition au gouvernement d'un pays

“business-income tax”
“impôt sur le revenu tiré d'une entreprise”

“impôt sur le revenu tiré d'une entreprise”
“business-income tax”

“non-business-income tax”
“impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise”

“impôt sur le revenu ne provenant pas d'une entreprise”
“non-business-income tax”

the taxpayer for the year to the government of that country, or to the government of a state, province or other political subdivision of that country, that

étranger, s'entend, sous réserve des paragraphes (4.1) et (4.2), de la fraction de l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices qu'il a payé pour l'année au gouvernement de ce pays ou au gouvernement d'un État, d'une province ou d'une autre subdivision politique de ce pays, qui remplit les conditions suivantes : 5

(7) Subsection 126(7) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

5 (7) Le paragraphe 126(7) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«opérations connexes» Quant à la propriété d'un bien par un contribuable pour une période, opérations qu'il a conclues dans le cadre de l'arrangement visant la propriété 15 du bien.

«pertes admissibles» Les pertes d'un contribuable résultant de sources situées dans un pays, déterminées compte non tenu des montants suivants : 20

a) tout montant de revenu qui était déductible en application du sous-alinéa 110(1)f(i) dans le calcul du revenu imposable du contribuable;

b) pour l'application du sous-alinéa 25 126(1)b(i), tout montant de revenu relativement auquel un montant a été déduit par le contribuable en application de l'article 110.6;

c) toute perte provenant d'une source située dans le pays, dans le cas où un revenu du contribuable provenant de cette source serait un revenu exonéré d'impôt.

«profit économique» S'agissant du profit 35 économique d'un contribuable relatif à un bien pour une période, la partie des bénéfices du contribuable, provenant de l'entreprise dans laquelle le bien est utilisé, qui est attribuable au bien pour la période 40 ou à des opérations connexes, déterminée comme si les seuls montants déduits dans le calcul de cette partie de bénéfices étaient les suivants :

a) les intérêts et les frais de financement 45 engagés par le contribuable et attribuables à l'acquisition ou à la détention

“economic profit”
“profit économique”

“opérations connexes”
“related transactions”

“qualifying incomes”
“revenus admissibles”

“profit économique”
“economic profit”

"qualifying losses"
"pertes admissibles"

"related transactions"
"opérations connexes"

"tax-exempt income"
"revenu exonéré d'impôt"

ed under section 110.6 by the taxpayer, and

(c) any income from a source in the country if any income of the taxpayer from the source would be tax-exempt income;

"qualifying losses" of a taxpayer from sources in a country means losses from sources in the country, determined without reference to

(a) any portion of income that was deductible under subparagraph 110(1)(f)(i) in computing the taxpayer's taxable income,

(b) for the purpose of subparagraph 126(1)(b)(i), any portion of income in respect of which an amount was deducted by the taxpayer under section 110.6, and

(c) any loss from a source in the country if any income of the taxpayer from the source would be tax-exempt income;

"related transactions", in respect of a taxpayer's ownership of a property for a period, means transactions entered into by the taxpayer as part of the arrangement under which the property was owned;

"tax-exempt income" means income of a taxpayer from a source in a country in respect of which

(a) the taxpayer is, because of a tax treaty with that country, entitled to an exemption from all income or profits taxes, imposed in that country, to which the treaty applies, and

(b) no income or profits tax to which the treaty does not apply is imposed in any country other than Canada;

du bien pour la période ou à une opération connexe;

b) les impôts sur le revenu ou sur les bénéfices payables par le contribuable pour une année au gouvernement d'un pays étranger, ou au gouvernement d'un État, d'une province ou d'une autre subdivision politique d'un tel pays, relativement au bien pour la période ou relativement à une opération connexe;

c) les autres dépenses engagées ou effectuées qui sont directement attribuables à l'acquisition, à la détention ou à la disposition du bien pour la période ou à une opération connexe.

« revenu exonéré d'impôt » Le revenu d'un contribuable provenant d'une source située dans un pays, dans le cas où, à la fois :

a) le contribuable a droit relativement au revenu, par l'effet d'un traité fiscal conclu avec ce pays, à une exemption des impôts sur le revenu ou sur les bénéfices prélevés dans ce pays et auxquels le traité s'applique;

b) aucun impôt sur le revenu ou sur les bénéfices auquel le traité ne s'applique pas n'est prélevé sur le revenu dans un pays autre que le Canada.

« revenus admissibles » Les revenus d'un contribuable tirés de sources situées dans un pays, déterminés compte non tenu des montants suivants :

a) toute partie de revenu qui était déductible en application du sous-alinéa 110(1)f(i) dans le calcul du revenu imposable du contribuable;

b) pour l'application du sous-alinéa 126(1)b(i), toute partie de revenu relativement à laquelle un montant a été déduit par le contribuable en application de l'article 110.6;

c) tout revenu provenant d'une source située dans le pays, dans le cas où un revenu du contribuable provenant de cette source serait un revenu exonéré d'impôt.

« revenu exonéré d'impôt »
"tax-exempt income"

« revenus admissibles »
"qualifying incomes"

(8) Subsection 126 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):

Deemed separate source

(8) For the purpose of this section, if any income from a source in a particular country would be tax-exempt income but for the fact that a portion of the income is subject to an income or profits tax imposed by the government of a country other than Canada or of a state, province or other political subdivision of such a country, the portion is deemed to be income from a separate source in the particular country.

(9) Subsections (1) to (3), the definitions “qualifying incomes”, “qualifying losses” and “tax-exempt income” in subsection 126(7) of the Act, as enacted by subsection (7), and subsection (8) apply to taxation years that begin after February 24, 1998.

(10) Subsections (4) to (6) and the definitions “economic profit” and “related transactions” in subsection 126(7) of the Act, as enacted by subsection (7), apply to the 1998 and subsequent taxation years.

48. (1) The portion of subsection 127(8) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Investment tax credit of partnership

(8) Subject to subsection (28), where, in a particular taxation year of a taxpayer who is a member of a partnership, an amount would be determined in respect of the partnership, for its taxation year that ends in the particular year, under paragraph (a), (a.1), (b) or (e.1) of the definition “investment tax credit” in subsection (9), if

(2) Section 127 of the Act is amended by adding the following after subsection (26):

Recapture of investment tax credit

(27) Where

(a) a taxpayer acquired a particular property in a taxation year of the taxpayer or in any of the 10 preceding taxation years,

(8) L’article 126 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :

(8) Pour l’application du présent article, dans le cas où le revenu tiré d’une source située dans un pays donné serait un revenu exonéré d’impôt si ce n’était le fait qu’une partie du revenu est assujettie à un impôt sur le revenu ou sur les bénéfices prélevé par le gouvernement d’un pays étranger ou par le gouvernement d’un État, d’une province ou d’une autre subdivision politique d’un tel pays, cette partie est réputée être un revenu tiré d’une source distincte située dans le pays donné.

Présomption

15

(9) Les paragraphes (1) à (3), les définitions de « pertes admissibles », « revenu exonéré d’impôt » et « revenus admissibles » au paragraphe 126(7) de la même loi, édictées par le paragraphe (7), et le paragraphe (8) s’appliquent aux années d’imposition commençant après le 24 février 1998.

(10) Les paragraphes (4) à (6) et les définitions de « opérations connexes » et « profit économique » au paragraphe 126(7) de la même loi, édictées par le paragraphe (7), s’appliquent aux années d’imposition 1998 et suivantes.

48. (1) Le passage du paragraphe 127(8) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(8) Sous réserve du paragraphe (28), dans le cas où, au cours d’une année d’imposition donnée d’un contribuable qui est l’associé d’une société de personnes, un montant serait déterminé à l’égard de celle-ci selon les alinéas a), a.1), b) ou e.1) de la définition de « crédit d’impôt à l’investissement », au paragraphe (9), pour son année d’imposition qui se termine dans l’année donnée si, à la fois :

Crédit d’impôt à l’investissement d’une société de personnes

Récupération du crédit d’impôt à l’investissement

(2) L’article 127 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (26), de ce qui suit :

(27) Un montant est ajouté à l’impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente partie pour son année d’imposition si les conditions suivantes sont réunies :

45

(b) the cost of the particular property was a qualified expenditure to the taxpayer,

(c) the cost of the particular property is included in an amount, a percentage of which can reasonably be considered to be included in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the taxation year, and

(d) in the year and after February 23, 1998, the taxpayer converts to commercial use, 10 or disposes of, without having previously converted to commercial use, the particular property or another property that incorporates the particular property,

there shall be added to the taxpayer's tax 15 otherwise payable under this Part for the year the lesser of the amount that can reasonably be considered to be included in computing the taxpayer's investment tax credit in respect of the particular property and the 20 amount that is the percentage (described in paragraph (c)) of

(e) if the particular property or the other property is disposed of to a person who deals at arm's length with the taxpayer, the 25 proceeds of disposition of that property, and

(f) in any other case, the fair market value of the particular property or the other property at the time of the conversion or 30 disposition.

(28) For the purpose of computing the amount determined under subsection (8) in respect of a partnership at the end of a particular fiscal period, where

(a) a particular property, the cost of which is a qualified expenditure, is acquired by the partnership from a person or partnership in the particular fiscal period or in any of the 10 preceding fiscal periods of 40 the partnership,

(b) the cost of the particular property is included in an amount, a percentage of which can reasonably be considered to have been included in computing the 45

a) le contribuable acquiert un bien donné au cours de l'année ou de l'une des dix années d'imposition précédentes;

b) le coût du bien donné représente une dépense admissible pour le contribuable; 5

c) le coût du bien donné est compris dans un montant dont un pourcentage a été inclus, selon ce qu'il est raisonnable de considérer, dans le crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin 10 de l'année;

d) au cours de l'année et après le 23 février 1998, le contribuable affecte à un usage commercial le bien donné ou un autre bien auquel il est incorporé, ou dispose du bien 15 donné ou de cet autre bien sans l'avoir affecté à cet usage.

Le montant ainsi ajouté correspond au montant qu'il est raisonnable de considérer comme étant inclus dans le calcul du crédit 20 d'impôt à l'investissement du contribuable relativement au bien donné ou, s'il est moins élevé, au produit de la multiplication du pourcentage visé à l'alinéa c) par le montant applicable suivant : 25

e) s'il est disposé du bien donné ou de l'autre bien en faveur d'une personne sans lien de dépendance avec le contribuable, le produit de disposition du bien;

f) dans les autres cas, la juste valeur marchande du bien donné ou de l'autre bien au moment de son affectation à un usage commercial ou de sa disposition.

(28) Un montant est déduit dans le calcul du montant déterminé selon le paragraphe 35 (8) à l'égard d'une société de personnes à la fin d'un exercice donné si les conditions suivantes sont réunies :

a) la société de personnes acquiert d'une personne ou d'une société de personnes, 40 au cours de l'exercice donné ou d'un de ses dix exercices précédents, un bien donné dont le coût représente une dépense admissible;

b) le coût du bien donné est compris dans 45 un montant dont un pourcentage a été inclus, selon ce qu'il est raisonnable de con-

amount determined under subsection (8) in respect of the partnership at the end of a fiscal period, and

(c) in the particular fiscal period and after February 23, 1998, the partnership converts to commercial use, or disposes of, without having previously converted to commercial use, the particular property or another property that incorporates the particular property,

there shall be deducted in computing the amount determined under subsection (8) in respect of the partnership at the end of the particular fiscal period the lesser of

(d) the amount that can reasonably be considered to have been included in respect of the particular property in computing the amount determined under subsection (8) in respect of the partnership, and

(e) the percentage (described in paragraph 20 (b)) of

(i) where the particular property or the other property is disposed of to a person who deals at arm's length with the partnership, the proceeds of disposition of 25 that property, and

(ii) in any other case, the fair market value of the particular property or the other property at the time of the conversion or disposition.

30

(29) Where

(a) a taxpayer acquired a particular property in a taxation year or in any of the 10 preceding taxation years,

(b) the cost of the particular property was 35 a qualified expenditure to the taxpayer,

(c) all or part of the qualified expenditure can reasonably be considered to have been the subject of an agreement made under subsection (13) by the taxpayer and another taxpayer (in this subsection referred to as the "transferee"), and

(d) in the year and after February 23, 1998, the taxpayer converts to commercial use, or disposes of, without having previously 45 converted to commercial use, the particu-

sidérer, dans le calcul du montant déterminé selon le paragraphe (8) à l'égard de la société de personnes à la fin d'un exercice;

c) au cours de l'exercice donné et après le 5 23 février 1998, la société de personnes affecte à un usage commercial le bien donné ou un autre bien auquel il est incorporé, ou dispose du bien donné ou de cet autre bien sans l'avoir affecté à cet usage. 10

Le montant ainsi déduit correspond au moins élevé des montants suivants :

d) le montant qu'il est raisonnable de considérer comme ayant été inclus relativement au bien donné dans le calcul du 15 montant déterminé selon le paragraphe (8) à l'égard de la société de personnes;

e) le pourcentage visé à l'alinéa b) multiplié par le montant applicable suivant :

(i) s'il est disposé du bien donné ou de 20 l'autre bien en faveur d'une personne sans lien de dépendance avec la société de personnes, le produit de disposition du bien,

(ii) dans les autres cas, la juste valeur 25 marchande du bien donné ou de l'autre bien au moment de son affectation à un usage commercial ou de sa disposition.

(29) Un montant est ajouté à l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu 30 de la présente partie pour une année d'imposition si les conditions suivantes sont réunies :

a) le contribuable acquiert un bien donné au cours de l'année ou de l'une des dix 35 années d'imposition précédentes;

b) le coût du bien donné représente une dépense admissible pour le contribuable;

c) il est raisonnable de considérer que la totalité ou une partie de la dépense admisible a fait l'objet d'une convention conclue aux termes du paragraphe (13) entre le contribuable et un autre contribuable (appelé « cessionnaire » au présent paragraphe);

Récupération
du crédit
d'impôt à
l'investisse-
ment du contri-
buable cédant

45

lar property or another property that incorporates the particular property,
there shall be added to the taxpayer's tax otherwise payable under this Part for the year the lesser of

(e) the amount that can reasonably be considered to have been included in computing the transferee's investment tax credit in respect of the qualified expenditure that was the subject of the agreement, and

(f) the amount determined by the formula

$$A \times B - C$$

where

A is the percentage applied by the transferee in determining its investment tax credit in respect of the qualified expenditure that was the subject of the agreement,

B is

(i) where the particular property or the other property is disposed of to a person who deals at arm's length with the taxpayer, the proceeds of disposition of that property, and

(ii) in any other case, the fair market value of the particular property or the other property at the time of the conversion or disposition, and

C is the amount, if any, added to the taxpayer's tax payable under subsection (27) in respect of the particular property.

Addition to tax

(30) Where a taxpayer is a member of a partnership and the total of all amounts each of which is the lesser of the amounts described in paragraphs (28)(d) and (e) in respect of a property of the partnership exceeds the amount that would be determined in respect of the partnership under subsection (8) if that subsection were read without reference to subsection (28), the portion of the excess that can reasonably be considered to be the taxpayer's share of the

d) au cours de l'année et après le 23 février 1998, le contribuable affecte à un usage commercial le bien donné ou un autre bien auquel il est incorporé, ou dispose du bien donné ou de cet autre bien sans l'avoir affecté à cet usage.

Le montant ainsi ajouté correspond au moins élevé des montants suivants :

e) le montant qu'il est raisonnable de considérer comme ayant été inclus dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du cessionnaire au titre de la dépense admissible qui a fait l'objet de la convention;

f) le résultat du calcul suivant :

$$A \times B - C$$

15

où :

A représente le pourcentage appliqué par le cessionnaire dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement au titre de la dépense admissible qui a fait l'objet de la convention,

B :

(i) s'il est disposé du bien donné ou de l'autre bien en faveur d'une personne sans lien de dépendance avec le contribuable, le produit de disposition du bien,

(ii) dans les autres cas, la juste valeur marchande du bien donné ou de l'autre bien au moment de son affectation à un usage commercial ou de sa disposition,

C le montant éventuel qui est ajouté, en application du paragraphe (27) relativement au bien donné, à l'impôt payable par le contribuable.

(30) Lorsqu'un contribuable est l'associé d'une société de personnes et que le total des montants représentant chacun le moins élevé des montants visés aux alinéas (28)d) et e) relativement à un bien de la société de personnes excède le montant qui serait déterminé selon le paragraphe (8) à l'égard de celle-ci s'il n'était pas tenu compte du renvoi, dans ce paragraphe, au paragraphe (28), la partie de l'excédent qu'il est raisonnable de considérer comme la part du contribuable est

Montant à ajouter à l'impôt

Tiered partnership

excess shall be added to the taxpayer's tax otherwise payable under this Part for the year.

(31) Where a taxpayer is a member of a particular partnership that is a member of another partnership and an amount would be added to the particular partnership's tax payable under this Part for the year pursuant to subsection (30) if the particular partnership were a person and its fiscal period were its taxation year, that amount is deemed to be an amount that is the lesser of the amounts described in paragraphs (28)(d) and (e), in respect of a property of the particular partnership, that is required by subsection (28) to be deducted in computing the amount under subsection (8) in respect of the particular partnership at the end of the fiscal period.

(3) Subsections (1) and (2) apply to dispositions and conversions of property that occur after February 23, 1998.

49. (1) The definition "qualifying trust" in subsection 127.4(1) of the Act is replaced by the following:

"qualifying trust" for an individual in respect of a share means

(a) a trust governed by a registered retirement savings plan, under which the individual is the annuitant, that is not a spousal plan (in this definition having the meaning assigned by subsection 146(1)) in relation to another individual, or

(b) a trust governed by a registered retirement savings plan, under which the individual or the individual's spouse is the annuitant, that is a spousal plan in relation to the individual or the individual's spouse, if the individual and no other person claims a deduction under subsection 127.4(2) in respect of the share;

(2) Subsection 127.4(2) of the Act is replaced by the following:

(2) There may be deducted from the tax otherwise payable by an individual (other than a trust) for a taxation year such amount

ajoutée à son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour l'année.

(31) Dans le cas où un contribuable est l'associé d'une société de personnes donnée qui est l'associé d'une autre société de personnes et où un montant serait ajouté à l'impôt payable par la société de personnes donnée en vertu de la présente partie pour l'année conformément au paragraphe (30) si elle était une personne et son exercice, son année d'imposition, ce montant est réputé constituer le moins élevé des montants visés aux alinéas (28)d et e), relativement à l'un de ses biens, qui est à déduire en application du paragraphe (28) dans le calcul du montant déterminé selon le paragraphe (8) à son égard à la fin de l'exercice.

Sociétés de personnes multiples

5

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux dispositions et affectations de biens effectuées après le 23 février 1998.

20

49. (1) La définition de « fiducie admissible », au paragraphe 127.4(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

25

« fiducie admissible » Quant à un particulier relativement à une action :

a) fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite, dont le particulier est le rentier, qui n'est pas un régime au profit du conjoint, au sens du paragraphe 146(1), quant à un autre particulier;

b) fiducie régie par un fonds enregistré de revenu de retraite, dont le particulier ou son conjoint est le rentier, qui est un régime au profit du conjoint, au sens du paragraphe 146(1), quant au particulier ou à son conjoint, pourvu que le particulier, et aucune autre personne, demande la déduction prévue au paragraphe 127.4(2) relativement à l'action.

40

(2) Le paragraphe 127.4(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Est déductible de l'impôt payable par ailleurs par un particulier, sauf une fiducie, pour une année d'imposition un montant ne

Crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs

45

"qualifying trust"
« fiducie admissible »

as the individual claims not exceeding the individual's labour-sponsored funds tax credit limit for the year.

(3) Subsections 127.4(3) and (4) of the Act are repealed.

(4) Paragraph 127.4(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) \$750, and

(5) Section 127.4 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(5.1) If the Minister so directs, an original acquisition of an approved share that occurs in an individual's taxation year (other than in the first 60 days of the year) is deemed for the purpose of this section to have occurred 15 at the beginning of the year and not at the time it actually occurred.

(6) The portion of subsection 127.4(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(6) For the purpose of subsection (5), an individual's labour-sponsored funds tax credit in respect of an original acquisition of an approved share is equal to the least of

(7) Subsections (1) to (4) and (6) apply to 25 the 1998 and subsequent taxation years.

(8) Subsection (5) applies to acquisitions that are made after 1997.

50. (1) Where an individual's tax payable under Part I of the Act for a particular taxation year that began after 1993 and before 1998 is greater than the tax that would have been so payable if the Act were read without reference to paragraph 127.52(1)(a) and the individual was resident in Canada throughout, and was not a bankrupt at any time in, the period that began immediately after the end of the particular year and that ended at the end of 1997, the individual's minimum amount for the particular year under section 127.51 of the Act is deemed to be equal to the amount, if any, by which

dépassant pas le plafond du crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs qui lui est applicable pour l'année.

(3) Les paragraphes 127.4(3) et (4) de la 5 même loi sont abrogés.

(4) L'alinéa 127.4(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) 750 \$;

(5) L'article 127.4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 10 (5), de ce qui suit :

(5.1) Si le ministre l'ordonne, l'acquisition initiale d'une action approuvée qui est effectuée au cours de l'année d'imposition d'un particulier (sauf les 60 premiers jours 15 de l'année) est réputée, pour l'application du présent article, avoir été effectuée au début de l'année et non au moment où elle a réellement été effectuée.

(6) Le passage du paragraphe 127.4(6) de 20 la même loi précédant l'alinéa a) est rem- 20 placé par ce qui suit :

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs d'un particulier au titre de l'acquisition 25 initiale d'une action approuvée correspond au moins élevé des montants suivants :

(7) Les paragraphes (1) à (4) et (6) s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes.

(8) Le paragraphe (5) s'applique aux ac- 30 quisitions effectuées après 1997.

50. (1) Lorsque l'impôt payable par un 30 particulier en vertu de la partie I de la même loi pour une année d'imposition donnée 35 ayant commencé après 1993 et avant 1998 est plus élevé que l'impôt qui aurait été ainsi payable n'eût été l'alinéa 127.52(1)a) de la même loi et que le particulier a résidé au Canada tout au long de la période ayant 40 commencé immédiatement après la fin de l'année donnée et s'étant terminée à la fin de 1997 et n'a été un failli à aucun moment 45 de cette période, l'impôt minimum du particulier pour l'année donnée en vertu de l'article 127.51 de la même loi est réputé égal à

Deemed
original
acquisition

Labour-
sponsored
funds tax credit

Présomption
d'acquisition
initiale

Crédit d'impôt
relatif à un
fonds de
travailleurs

<p>(a) the amount that would be the individual's minimum amount for the particular year determined without reference to this subsection</p>	<p>l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :</p>
<p>exceeds</p>	<p>a) le montant qui correspondrait à son impôt minimum pour l'année donnée en l'absence du présent paragraphe;</p>
<p>(b) the part of the individual's additional tax for the particular year determined under subsection 120.2(3) of the Act that can reasonably be considered to be attributable to the application of paragraph 127.52(1)(a) of the Act and not deductible in computing the individual's tax payable under Part I of the Act for any of the taxation years that began after the end of the particular year and before 1998.</p>	<p>b) la partie de son supplément d'impôt pour l'année donnée, déterminé selon le paragraphe 120.2(3) de la même loi, qu'il est raisonnable de considérer comme étant imputable à l'application de l'alinéa 127.52(1)a) de la même loi et comme n'étant pas déductible dans le calcul de son impôt payable en vertu de la partie I de la même loi pour les années d'imposition ayant commencé après la fin de l'année 15 donnée et avant 1998.</p>
<p>(2) Paragraph 127.52(1)(a) of the Act is repealed.</p>	<p>(2) L'alinéa 127.52(1)a) de la même loi est abrogé.</p>
<p>(3) Subsection (1) applies to the 1994 and subsequent taxation years and, notwithstanding subsections 152(4) to (5) of the Act, such assessment of an individual's tax payable under the Act for any taxation year shall be made as is necessary to take into account the application of subsection (1).</p>	<p>(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1994 et suivantes. Malgré les paragraphes 152(4) à (5) de la même loi, le ministre du Revenu national peut établir toute cotisation concernant l'impôt payable par un particulier en vertu de la même loi pour une année d'imposition nécessaire à l'application du paragraphe (1).</p>
<p>(4) Subsection (2) applies to the 1998 and subsequent taxation years.</p>	<p>(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.</p>
<p>51. (1) Paragraph 128(2)(d) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>51. (1) L'alinéa 128(2)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>
<p>(d) except for the purposes of subsections 146(1), 146.01(4) and <u>146.02(4)</u> and Part X.1,</p>	<p>d) sauf pour l'application des paragraphes 146(1), 146.01(4) et <u>146.02(4)</u> et de la partie X.1 :</p>
<p>(i) a taxation year of the individual is deemed to have begun at the beginning of the day on which the individual became a bankrupt, and</p>	<p>(i) l'année d'imposition du particulier est réputée avoir commencé <u>au début du jour où il est mis en faillite</u>,</p>
<p>(ii) the individual's last taxation year that began before that day is deemed to have ended immediately before that day;</p>	<p>(ii) <u>sa dernière année d'imposition ayant commencé avant ce jour</u> est réputée avoir pris fin <u>immédiatement avant ce jour</u>;</p>
<p>(2) Subparagraph 128(2)(e)(iii) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of clause (B) and by adding the following after that clause:</p>	<p>(2) Le sous-alinéa 128(2)e)(iii) de la même loi est modifié par adjonction, après la division (B), de ce qui suit :</p>

<p>(B.1) under section 118.62 with respect to interest paid on or after the day on which the individual became bankrupt, and</p>	<p>(B.1) de l'article 118.62 au titre des intérêts payés le jour de sa faillite ou postérieurement,</p>
<p>(3) Subparagraph 128(2)(f)(iv) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>5 (3) Le sous-alinéa 128(2)f(iv) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>
<p>(iv) in computing the individual's tax payable under this Part for the year, no amount were deductible under</p>	<p>(iv) dans le calcul de l'impôt payable par le particulier pour l'année en vertu de la présente partie, aucun montant n'était déductible selon <u>les dispositions suivantes</u> :</p>
<p><u>(A)</u> section 118.1 in respect of a gift made before the day <u>on which</u> the individual became bankrupt,</p>	<p><u>(A)</u> l'article 118.1 au titre d'un don effectué avant <u>le jour</u> de la faillite du particulier,</p>
<p><u>(B)</u> section 118.62 in respect of interest paid before the day on which the individual became bankrupt, or</p>	<p><u>(B)</u> l'article 118.62 au titre des intérêts payés avant sa faillite,</p>
<p><u>(C)</u> section 118.61 or 120.2 or subsection 127(5),</p>	<p><u>(C)</u> les articles 118.61 ou 120.2 ou le paragraphe 127(5);</p>
<p>(4) Subparagraph 128(2)(g)(ii) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of clause (B) and by adding the following after that clause:</p>	<p>15 (4) Le sous-alinéa 128(2)g(ii) de la même loi est modifié par adjonction, après la division (B), de ce qui suit :</p>
<p>(B.1) no amount shall be deducted under section 118.62 in respect of interest paid before the day on which the individual became bankrupt, and</p>	<p><u>(B.1)</u> aucun montant ne peut être déduit en application de l'article 118.62 au titre des intérêts payés avant le jour de la faillite du particulier,</p>
<p>(5) Subsection (1) applies to the 1999 and subsequent taxation years.</p>	<p>20 (5) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1999 et suivantes.</p>
<p>(6) Subsections (2) to (4) apply to bankruptcies that occur after 1997.</p>	<p>25 (6) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent aux faillites qui surviennent après 1997.</p>
<p>52. (1) The portion of paragraph 128.1(1)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:</p>	<p>30 52. (1) Le passage de l'alinéa 128.1(1)b de la même loi précédent le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :</p>
<p><i>(b)</i> the taxpayer <u>is</u> deemed to have disposed, at the time (in this subsection referred to as the "time of disposition") that is immediately before the time that is immediately before the particular time, of each property owned by the taxpayer, other than, <u>if the taxpayer is an individual,</u></p>	<p><i>b)</i> le contribuable est réputé avoir disposé, au moment (appelé « moment de la disposition » au présent paragraphe) immédiatement avant le moment immédiatement avant le moment donné, de chaque bien lui appartenant, à l'exception, <u>s'il est un particulier</u>, des biens suivants, pour un produit égal à la juste valeur marchande du bien au moment de la disposition :</p>
<p>(2) Subsection 128.1(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after that paragraph:</p>	<p>35 40 (2) Le paragraphe 128.1(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :</p>

Deemed disposition

Présomption de disposition

Deemed
dividend to
immigrating
corporation

(c.1) if the taxpayer is a particular corporation that immediately before the time of disposition owned a share of the capital stock of another corporation resident in Canada, a dividend is deemed to have been paid by the other corporation, and received by the particular corporation, immediately before the time of disposition, equal to the amount, if any, by which the fair market value of the share immediately before the time of disposition exceeds the total of

- (i) the paid-up capital in respect of the share immediately before the time of disposition, and
- (ii) if the share immediately before the time of disposition was taxable Canadian property that is not treaty-protected property, the amount by which, at the time of disposition, the fair market value of the share exceeds its cost amount;

Deemed
dividend to
shareholder of
immigrating
corporation

(c.2) if the taxpayer is a corporation and an amount has been added to the paid-up capital in respect of a class of shares of the corporation's capital stock because of paragraph (2)(b),

- (i) the corporation is deemed to have paid, immediately before the time of disposition, a dividend on the issued shares of the class equal to the amount of the paid-up capital adjustment in respect of the class, and
- (ii) a dividend is deemed to have been received, immediately before the time of disposition, by each person (other than a person in respect of whom the corporation is a foreign affiliate) who held any of the issued shares of the class equal to that proportion of the dividend so deemed to have been paid that the number of shares of the class held by the person immediately before the time of disposition is of the number of issued shares of the class outstanding immediately before the time of disposition; and

c.1) lorsque le contribuable est une société donnée qui, immédiatement avant le moment de la disposition, était propriétaire d'une action du capital-actions d'une autre société résidant au Canada, est réputé avoir été versé par cette dernière, et reçu par la société donnée, immédiatement avant le moment de la disposition, un dividende égal à l'excédent éventuel de la juste valeur marchande de l'action immédiatement avant le moment de la disposition sur le total des montants suivants :

- (i) le capital versé au titre de l'action immédiatement avant le moment de la disposition,
- (ii) si l'action était, immédiatement avant le moment de la disposition, un bien canadien imposable qui n'est pas un bien protégé par traité, l'excédent, au moment de la disposition, de la juste valeur marchande de l'action sur son coût indiqué;

c.2) lorsque le contribuable est une société et qu'un montant ait été ajouté, par l'effet de l'alinéa (2)b), au capital versé au titre d'une catégorie d'actions de son capital-actions :

- (i) la société est réputée avoir versé, immédiatement avant le moment de la disposition, sur les actions émises de la catégorie un dividende égal au montant de redressement du capital versé au titre de la catégorie,
- (ii) chaque personne (sauf une personne à l'égard de laquelle la société est une société étrangère affiliée) qui détenait des actions émises de la catégorie est réputée avoir reçu, immédiatement avant le moment de la disposition, un dividende égal au produit de la multiplication du montant du dividende ainsi réputé avoir été versé par le rapport entre le nombre d'actions de la catégorie détenues par la personne immédiatement avant le moment de la disposition et le nombre d'actions émises de la catégorie qui étaient en circulation immédiatement avant le moment de la disposition;

Dividende
réputé versé à
une société
arrivant au
Canada

5

15

20

Dividende
réputé versé à
l'actionnaire
d'une société
arrivant au
Canada

25

30

35

40

45

Paid-up capital
adjustment**(3) Subsections 128.1(2) and (3) of the Act are replaced by the following:**

(2) If a corporation becomes resident in Canada at a particular time,

(a) for the purposes of subsection (1) and this subsection, the "paid-up capital adjustment" in respect of a particular class of shares of the corporation's capital stock in respect of that acquisition of residence is the positive or negative amount determined by the formula

$$(A \times B/C) - D$$

where

A is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts each of which is an amount deemed by paragraph (1)(c) to be the cost to the corporation of property deemed under that paragraph to have been acquired by the corporation at the particular time

exceeds

(ii) the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the corporation, or any other obligation of the corporation to pay an amount, that is outstanding at the particular time,

B is the fair market value at the particular time of all of the shares of the particular class,

C is the total of all amounts each of which is the fair market value at the particular time of all of the shares of a class of shares of the corporation's capital stock, and

D is the paid-up capital at the particular time, determined without reference to this subsection, in respect of the particular class; and

(b) for the purposes of this Act, in computing the paid-up capital in respect of a class of shares of the corporation's capital stock at any time after the particular time and before the time, if any, at which the corporation next becomes resident in Canada, there shall be

(3) Les paragraphes 128.1(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Lorsqu'une société devient un résident du Canada à un moment donné, les règles suivantes s'appliquent:

a) pour l'application du paragraphe (1) et du présent paragraphe, le « montant de redressement du capital versé » au titre d'une catégorie donnée d'actions du capital-actions de la société relativement à cette acquisition de résidence correspond au montant positif ou négatif obtenu par la formule suivante :

$$(A \times B/C) - D$$

où :

15

A représente l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des montants représentant chacun un montant réputé par l'alinéa 20 (1)c) être le coût pour la société d'un bien réputé par cet alinéa avoir été acquis par elle à ce moment,

(ii) le total des montants représentant chacun une dette de la société, ou un autre montant qu'elle est tenue de payer, qui est impayé à ce moment,

B la juste valeur marchande à ce moment de l'ensemble des actions de la catégorie donnée,

30

C le total des montants représentant chacun la juste valeur marchande à ce moment de l'ensemble des actions d'une catégorie d'actions du capital-actions de la société,

35

D le capital versé à ce moment, déterminé compte non tenu du présent paragraphe, au titre de la catégorie donnée;

b) pour l'application de la présente loi, le capital versé au titre d'une catégorie d'actions du capital-actions de la société, à un moment postérieur au moment donné et antérieur au moment subséquent éventuel où la société redevient un résident du Canada, fait l'objet des opérations suivantes :

Montant de
redressement
du capital versé

5

Paid-up capital adjustment	<p>(i) added the amount of the paid-up capital adjustment in respect of the particular class, if that amount is positive and the corporation so elects for all such classes in respect of that acquisition of residence by notifying the Minister in writing within 90 days after the particular time, and</p> <p>(ii) deducted, if the amount of the paid-up capital adjustment in respect of the particular class is negative, the absolute value of that amount.</p>	<p>(i) il est ajouté dans le calcul de ce capital versé le montant de redressement du capital versé au titre de la catégorie donnée, si ce montant est positif et si la société en fait le choix, par avis écrit adressé au ministre dans les 90 jours suivant le moment donné, pour toutes les catégories d'actions du capital-actions de la société relativement à cette acquisition de résidence.</p>
		<p>(ii) il est déduit dans le calcul de ce capital versé, si le montant de redressement du capital versé au titre de la catégorie donnée est négatif, la valeur absolue de ce montant.</p>
	<p>(3) In computing the paid-up capital at any time in respect of a class of shares of the corporation's capital stock, there shall be deducted an amount equal to the lesser of A and B, and added an amount equal to the lesser of A and C, where</p>	<p>(3) La valeur de l'élément A ou, si elle est moins élevée, la valeur de l'élément B est déduite dans le calcul du capital versé, à un moment donné, au titre d'une catégorie d'actions du capital-actions de la société, et la valeur de l'élément A ou, si elle est moins élevée, la valeur de l'élément C est ajoutée dans ce calcul, où :</p>
	<p>A is the absolute value of the difference between</p>	<p>A représente la valeur absolue de la différence entre les totaux suivants :</p>
	<p>(a) the total of all amounts deemed by subsection 84(3), (4) or (4.1) to be a dividend on shares of the class paid before that time by the corporation, and</p> <p>(b) the total that would be determined under paragraph (a) if this Act were read without reference to subsection (2),</p>	<p><u>a)</u> le total des montants réputés par les paragraphes 84(3), (4) ou (4.1) être des dividendes sur des actions de la catégorie <u>versées avant ce moment par la société</u>.</p>
	<p>B is the total of all amounts required by subsection (2) to be added in computing the paid-up capital in respect of the class before that time, and</p>	<p><u>b)</u> le total qui serait déterminé selon l'<u>alinéa a)</u> compte non tenu du paragraphe (2);</p>
	<p>C is the total of all amounts required by subsection (2) to be subtracted in computing the paid-up capital in respect of the class before that time.</p>	<p>B le total des montants à ajouter aux termes du paragraphe (2) dans le calcul du capital versé au titre de la catégorie avant ce moment;</p>
		<p>35 C le total des montants à déduire aux termes du paragraphe (2) dans le calcul du capital versé au titre de la catégorie avant ce moment.</p>
	<p>(4) Subsections (1) to (3) apply to corporations that become resident in Canada after February 23, 1998, except that an election made under subparagraph 128.1(2)(b)(i) of the Act, as enacted by subsection (3), is deemed to have been made in a timely manner if it is made by the corpora-</p>	<p>(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux sociétés qui deviennent des résidents du Canada après le 23 février 1998. Toutefois, le choix prévu au sous-alinéa 128.1(2)(b)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est réputé avoir été fait dans le délai impartis à la société, avec le consentement de toutes</p>

tion, with the consent of all who were shareholders of the corporation immediately before the time of disposition (within the meaning assigned by paragraph 128.1(1)(b) of the Act), before April 1, 1999.

53. (1) Paragraph 130.1(6)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) there were 20 or more shareholders of the corporation and no person would have been a specified shareholder of the corporation at any time in the year if

(i) the portion of the definition "specified shareholder" in subsection 248(1) before paragraph (a) were read as follows:

"specified shareholder" of a corporation at any time means a taxpayer who owns, directly or indirectly, at that time, more than 25% of the issued shares of any class of the capital stock of the corporation and, for the purposes of this definition,

(ii) paragraph (a) of that definition were read as follows:

(a) a taxpayer is deemed to own 25 each share of the capital stock of a corporation owned at that time by a person related to the taxpayer,

(iii) that definition were read without reference to paragraph (d) of that definition, and

(iv) paragraph 251(2)(a) were read as follows:

(a) an individual and

(i) the individual's child (as defined in subsection 70(10)) who is under 18 years of age, or

(ii) the individual's spouse;

(2) Subsection 130.1(7) of the Act is replaced by the following:

(7) In paragraph (6)(d), a trust governed by a registered pension plan or deferred profit sharing plan by which shares of the capital

les personnes qui étaient ses actionnaires immédiatement avant le moment de la disposition au sens de l'alinéa 128.1(1)b) de la même loi, le fait avant le 1^{er} avril 1999.

5

53. (1) L'alinéa 130.1(6)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) elle compte au moins vingt actionnaires, et aucune personne ne serait son actionnaire déterminé au cours de l'année si, à la fois :

(i) le passage de la définition de « actionnaire déterminé », au paragraphe 248(1), précédant l'alinéa a) était remplacé par ce qui suit :

« actionnaire déterminé » S'agissant de l'actionnaire déterminé d'une société à un moment donné, contribuable qui, directement ou indirectement, est propriétaire à ce moment de plus de 25 % des actions émises d'une catégorie du capital-actions de la société; pour l'application de la présente définition :

(ii) l'alinéa a) de cette définition était remplacé par ce qui suit :

a) un contribuable est réputé être propriétaire de chaque action du capital-actions d'une société appartenant à ce moment à une personne qui lui est liée;

(iii) il n'était pas tenu compte de l'alinéa d) de cette définition,

(iv) l'alinéa 251(2)a) était remplacé par ce qui suit :

a) le particulier et les personnes suivantes :

(i) son enfant, au sens du paragraphe 70(10), âgé de moins de 18 ans,

(ii) son conjoint;

(2) Le paragraphe 130.1(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) À l'alinéa (6)d), la fiducie régie par un régime de pension agréé ou un régime de participation différée aux bénéfices qui dé-

Calcul du nombre d'actionnaires

stock of a corporation are held shall be counted as four shareholders of the corporation for the purpose of determining the number of shareholders of the corporation, but as one shareholder for the purpose of determining whether any person is a specified shareholder (as defined for the purpose of that paragraph).

(3) Subsections (1) and (2) apply in determining whether a corporation is a mortgage investment corporation for a taxation year that begins after January 14, 1998, except that subsections (1) and (2) apply to the corporation, with respect to a particular person and persons related to the particular person, only as provided in subsections (4) to (10) if

(a) the corporation was a mortgage investment corporation at the end of January 14, 1998;

(b) the particular person is a specified shareholder of the corporation at any time in the year; and

(c) the particular person

(i) was a specified shareholder of the corporation at the end of January 14, 1998, or

(ii) both

(A) was a specified shareholder of the corporation at any time after January 14, 1998 and before August 14, 1998, and

(B) would have been a specified shareholder of the corporation at the end of January 14, 1998 if paragraph 130.1(6)(d) of the Act, as enacted by subsection (1), were read without reference to subparagraphs (ii) and (iv).

(4) Subsections (1) and (2) apply to a corporation that was a mortgage investment corporation at the end of January 14, 1998 for a taxation year that begins after that day if a person who at any time in the year is a specified shareholder of the corporation contributes capital to the corporation, or acquires a share of the corporation's capital

tient des actions du capital-actions d'une société compte pour quatre actionnaires lorsqu'il s'agit de déterminer le nombre d'actionnaires de la société et pour un seul 5 actionnaire lorsqu'il s'agit de déterminer si une personne est un actionnaire déterminé, au sens de cet alinéa.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux fins de déterminer si une société est une société de placement hypothécaire pour une année d'imposition commençant après le 14 janvier 1998. Toutefois, ces paragraphes ne s'appliquent à la société, en ce qui concerne une personne donnée et les personnes qui lui sont liées, que dans la mesure prévue aux paragraphes (4) à (10) dans le cas où, à la fois :

a) la société était une société de placement hypothécaire à la fin du 14 janvier 1998;

b) la personne est un actionnaire déterminé de la société au cours de l'année;

c) la personne :

(i) soit était un tel actionnaire à la fin du 14 janvier 1998,

(ii) soit :

(A) d'une part, était un tel actionnaire après le 14 janvier 1998 et avant le 14 août 1998,

(B) d'autre part, aurait été un tel actionnaire à la fin du 14 janvier 1998 en l'absence des sous-alinéas 130.1(6)d)(ii) et (iv) de la même loi, édictés par le paragraphe (1).

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à la société qui était une société de placement hypothécaire à la fin du 14 janvier 1998, pour une année d'imposition commençant après cette date si, après cette date et avant la fin de l'année, une personne qui est l'actionnaire déterminé de la société au cours de l'année fait un apport de capital

stock other than by a permitted acquisition, at any time after January 14, 1998 and before the end of the year.

(5) Subsections (1) and (2) apply to a corporation that was a mortgage investment corporation at the end of January 14, 1998 for a taxation year that begins after that day if a newly related person in respect of a person who at any time in the year is a specified shareholder of the corporation

(a) contributes capital to the corporation, or

(b) holds property (in this paragraph referred to as an "ineligible investment") that is

(i) a share of the capital stock of the corporation, or

(ii) a share of the capital stock of a corporation that holds an ineligible investment

at any time after January 14, 1998 and before the end of the year.

(6) Subsections (1) and (2) apply to a corporation that was a mortgage investment corporation at the end of January 14, 1998 for a taxation year that ends after that day if

(a) at any particular time after January 14, 1998 and before the end of the year, a mortgage lender is a specified shareholder of the corporation; and

(b) at any time that is in the taxation year that includes the particular time and that is after January 14, 1998, any person contributes capital to the corporation or acquires from the corporation a share of the corporation's capital stock, other than a share that was issued to the person as a stock dividend.

(7) Subsections (1) and (2) apply to a corporation that was a mortgage investment corporation at the end of January 14, 1998 for a taxation year that ends after 2007 if a mortgage lender is a specified shareholder of the corporation at any time in the year or in a taxation year that ends before the year and after 2007.

à celle-ci ou acquiert une action de son capital-actions autrement que par une acquisition autorisée.

(5) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à la société qui était une société de placement hypothécaire à la fin du 14 janvier 1998, pour une année d'imposition commençant après cette date si, après cette date et avant la fin de l'année, une personne nouvellement liée quant à une personne qui est l'actionnaire déterminé de la société au cours de l'année :

a) soit fait un apport de capital à la société;

b) soit détient un des biens suivants (appelés « placements inadmissibles » au présent alinéa) :

(i) une action du capital-actions de la société,

(ii) une action du capital-actions d'une société qui détient un placement inadmissible.

(6) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à la société qui était une société de placement hypothécaire à la fin du 14 janvier 1998, pour une année d'imposition se terminant après cette date si les conditions suivantes sont réunies :

a) à un moment donné après cette date et avant la fin de l'année, un créancier hypothécaire est un actionnaire déterminé de la société;

b) à un moment quelconque, postérieur à cette date, de l'année d'imposition qui comprend le moment donné, une personne fait un apport de capital à la société ou acquiert de celle-ci une action de son capital-actions, sauf une action qui lui est émise à titre de dividende en actions.

(7) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à la société qui était une société de placement hypothécaire à la fin du 14 janvier 1998, pour une année d'imposition se terminant après 2007 si un créancier hypothécaire est l'actionnaire déterminé de la société au cours de l'année ou d'une année

(8) For the purposes of subsections (4) to (7),

(a) if at a particular time

(i) a trust distributes a share of the capital stock of a corporation to a person who was a beneficiary under the trust throughout the period from the end of January 14, 1998 to the particular time in satisfaction of all or any part of the beneficiary's capital interest in the trust, or

(ii) a partnership distributes, to a person who was a member of the partnership throughout the period from the end of January 14, 1998 to the particular time, on the partnership ceasing to exist or on the ceasing of the person to be a member of the partnership, a share of the capital stock of a corporation or an interest in such a share,

the share is deemed to have been owned by the beneficiary or member throughout the period that begins at the later of the end of January 14, 1998 and the time the share was last acquired by the trust or partnership and that ends at the particular time; and

(b) if a person who is a beneficiary under a trust or who is a member of a partnership is deemed by paragraph (b), (c) or (e) of the definition "specified shareholder" in subsection 248(1) of the Act to own a share owned by the trust or partnership, the person is deemed to own the share and to have acquired the share at the later of the time the share was acquired by the trust or partnership and the time the person last became a beneficiary under the trust or a member of the partnership.

(9) At any time after the death of a person described in paragraph (3)(c) in respect of a corporation and before the first anniversary of the day on which the person died,

d'imposition se terminant avant l'année et après 2007.

(8) Les présomptions suivantes s'appliquent dans le cadre des paragraphes (4) à (7) :

a) dans le cas où, à un moment donné :

(i) une fiducie attribue une action du capital-actions d'une société à une personne qui était son bénéficiaire tout au long de la période allant de la fin du 14 janvier 1998 jusqu'au moment donné en règlement de tout ou partie de la participation du bénéficiaire à son capital,

(ii) une société de personnes attribue à une personne qui était son associé tout au long de la période allant de la fin du 14 janvier 1998 jusqu'au moment donné, au moment où elle cesse d'exister ou au moment où la personne cesse d'être son associé, une action du capital-actions d'une société ou un droit sur une telle action,

l'action est réputée avoir appartenu au bénéficiaire ou à l'associé tout au long de la période commençant à la fin du 14 janvier 1998 ou, s'il est postérieur, au moment où la fiducie ou la société de personnes l'a acquise pour la dernière fois et se terminant au moment donné;

b) la personne — bénéficiaire d'une fiducie ou associée d'une société de personnes — qui est réputée, par les alinéas b), c) ou e) de la définition de « actionnaire déterminé » au paragraphe 248(1) de la même loi, être propriétaire d'une action appartenant à la fiducie ou à la société de personnes est réputée être propriétaire de l'action et l'avoir acquise au moment où la fiducie ou la société de personnes l'a acquise ou, s'il est postérieur, au moment où elle est devenue bénéficiaire de la fiducie ou associée de la société de personnes pour la dernière fois.

(9) À tout moment après le décès de la personne visée à l'alinéa (3)c) quant à une société et avant le premier anniversaire de

(a) the estate of the deceased person is deemed to be a person described in paragraphs (3)(b) and (c) who is related to each person who, throughout the period that begins at the beginning of January 15, 1998 and ends at the time of death, was related to the deceased person; 5

(b) notwithstanding subsection (10),

(i) the estate is deemed not to be a newly related person in respect of the corporation, and 10

(ii) the acquisition of shares of the corporation's capital stock by the estate from the deceased person is deemed to be a permitted acquisition; and 15

(c) the estate is deemed not to be a trust for the purposes of subparagraph (8)(a)(i) and paragraphs (b) and (e) of the definition "specified shareholder" in subsection 248(1) of the Act. 20

(10) The definitions in this subsection apply in subsections (3) to (9) and this subsection.

"mortgage lender" means a particular corporation where the ordinary business of

(a) the particular corporation, or
 (b) a corporation (other than a mortgage investment corporation) or partnership affiliated with the particular corporation

includes the holding of debts that are secured, whether by mortgage or in any other manner, on houses (as defined in section 2 of the *National Housing Act*) or on property included within a housing project (as defined in that section).

"newly related persons" means persons who are related to each other and who became so related after January 14, 1998. 40

"mortgage
lender"
"créancier
hypothécaire",

"newly related
persons"
"personnes
nouvellement
liées",

son décès, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la succession de la personne décédée est réputée être une personne visée aux alinéas (3)b) et c) qui est liée à chaque personne qui, tout au long de la période commençant au début du 15 janvier 1998 et se terminant au moment du décès, était liée à la personne décédée; 5

b) malgré le paragraphe (10) : 10

(i) d'une part, la succession est réputée ne pas être une personne nouvellement liée quant à la société,
 (ii) d'autre part, l'acquisition d'actions du capital-actions de la société par la succession auprès de la personne décédée est réputée être une acquisition autorisée; 15

c) la succession est réputée ne pas être une fiducie pour l'application du sous-alinéa (8)a)(i) et des alinéas b) et e) de la définition de « actionnaire déterminé » au paragraphe 248(1) de la même loi. 20

(10) Les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (3) à (9) ainsi qu'au présent paragraphe.

« acquisition autorisée » Acquisition, par une personne donnée, d'une action d'une catégorie du capital-actions d'une société qui a été, selon le cas : 30

a) détenue, à chaque moment donné après le 14 janvier 1998 et avant son acquisition par la personne donnée, par cette personne ou une personne qui lui était liée tout au long de la période commençant au début du 15 janvier 1998 et se terminant au moment donné, 35
 b) émise par la société après le 14 janvier 1998 à titre de dividende en actions et détenue, à chaque moment donné après son émission et avant son acquisition par la personne donnée, par cette personne ou une personne qui lui était liée tout au long de la période commençant au début du 15 40
 45

« acquisition
autorisée »
"permitted
acquisition"

“permitted acquisition”
“acquisition autorisée”

“permitted acquisition” means an acquisition by a particular person of a share of a class of the capital stock of a corporation that was

(a) held, at each particular time after January 14, 1998 and before the time at which the particular person acquired it, or

(b) issued after January 14, 1998 by the corporation as a stock dividend and held, at each particular time after the time the share was issued and before the time at which the particular person acquired it,

by the particular person or by a person who was related to the particular person throughout the period that began at the beginning of January 15, 1998 and that ends at the particular time if, immediately after the time at which the particular person acquires the share, the percentage of the issued shares of that class held by the particular person and persons related to the particular person (or in the case of acquisitions before August 14, 1998, by the particular person and persons with whom the particular person did not deal at arm's length immediately after the acquisition) does not exceed the permitted percentage for the particular person in respect of that class of shares.

“permitted percentage”
“pourcentage autorisé”

“permitted percentage” for a particular person in respect of a class of shares of the capital stock of a corporation means

(a) in respect of acquisitions of shares before August 14, 1998, the percentage of the issued shares of that class held at the end of January 14, 1998 by the particular person and persons with whom the particular person did not at that time deal at arm's length; and

(b) in any other case, the greater of

(i) the percentage of the issued shares of that class held at the end of January 14, 1998 by the particular person and persons related at

janvier 1998 et se terminant au moment donné,

pourvu que, immédiatement après l'acquisition de l'action par la personne donnée, le pourcentage des actions émises de cette catégorie détenues soit par la personne donnée et des personnes qui lui sont liées, soit, s'il s'agit d'une acquisition effectuée avant le 14 août 1998, par la personne donnée et des personnes avec lesquelles elle avait un lien de dépendance immédiatement après l'acquisition, ne dépasse pas le pourcentage autorisé quant à la personne donnée pour cette catégorie d'actions.

15

“actionnaire déterminé”
“specified shareholder”

“actionnaire déterminé” S'entend au sens de l'alinéa 130.1(6)d) de la même loi, édicté par le paragraphe (1).

“créancier hypothécaire”

“créancier hypothécaire”
“mortgage lender”

a) Société dont l'entreprise habituelle consiste notamment à détenir des créances garanties par des maisons, au sens de l'article 2 de la *Loi nationale sur l'habitation*, ou par des biens compris dans un ensemble d'habitation au sens de cet article, soit sous la forme d'hypothèques, soit de toute autre manière;

b) société à qui est affiliée une société (sauf une société de placement hypothécaire) ou une société de personnes dont l'entreprise habituelle consiste notamment à détenir de telles créances sous une telle forme.

“personnes liées”
“related persons”

“personnes liées” Sauf lorsqu'il s'agit d'appliquer les définitions de “acquisition autorisée” et “pourcentage autorisé” aux acquisitions d'actions effectuées avant le 14 août 1998, s'entend au sens de l'article 251 de la même loi, compte tenu du remplacement de l'alinéa 251(2)a) de la même loi par ce qui suit :

a) le particulier et l'une des personnes suivantes :

(i) son enfant, au sens du paragraphe 70(10), âgé de moins de 19 ans,
(ii) son conjoint;

that time to the particular person, and

(ii) the percentage of the issued shares of that class held at the beginning of August 14, 1998 by the particular person and persons related at that time to the particular person.

“related persons”
“personnes liées”

“related persons” and persons related to each other have, for purposes other than applying the definitions “permitted acquisition” and “permitted percentage” in respect of acquisitions of shares before August 14, 1998, the meaning that would be assigned by section 251 of the Act if paragraph 251(2)(a) of the Act were read as follows:

(a) an individual and

(i) the individual’s child (as defined in subsection 70(10)) who is under 19 years of age, or
(ii) the individual’s spouse;

“specified shareholder”
“actionnaire déterminé”

“specified shareholder” has the meaning assigned by paragraph 130.1(6)(d) of the Act, as enacted by subsection (1). 25

54. (1) Subsection 132(6.1) of the Act is replaced by the following:

Election to be mutual fund

(6.1) Where a trust becomes a mutual fund trust at any particular time before the 91st day after the end of its first taxation year, and the trust so elects in its return of income for that year, the trust is deemed to have been a mutual fund trust from the beginning of that year until the particular time.

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and 35 subsequent taxation years.

55. (1) The Act is amended by adding the following after section 132.1:

Taxation year of mutual fund trust

132.11 (1) Notwithstanding any other provision of this Act, where a trust (other than a prescribed trust) that was a mutual fund trust on the 74th day after the end of a particular calendar year so elects in writing filed with

“personnes nouvellement liées” Personnes qui sont liées les unes aux autres depuis un moment postérieur au 14 janvier 1998.

“personnes nouvellement liées”
“newly related persons”

5 « pourcentage autorisé » Quant à une personne donnée pour une catégorie d’actions du capital-actions d’une société :

5 “pourcentage autorisé”
“permitted percentage”

a) en ce qui concerne les acquisitions d’actions effectuées avant le 14 août 1998, le pourcentage des actions émises de cette catégorie détenues à la fin du 14 janvier 1998 par la personne donnée et des personnes avec lesquelles elle avait un lien de dépendance à ce moment; 15

b) dans les autres cas, le plus élevé des pourcentages suivants :

(i) le pourcentage des actions émises de cette catégorie détenues à la fin du 14 janvier 1998 par la personne donnée et des personnes qui lui sont liées à ce moment,

(ii) le pourcentage des actions émises de cette catégorie détenues au début du 14 août 1998 par la personne donnée et des personnes qui lui sont liées à ce moment.

54. (1) Le paragraphe 132(6.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6.1) La fiducie qui devient une fiducie de fonds commun de placement à un moment 30 avant le quatre-vingt-onzième jour suivant la fin de sa première année d’imposition est réputée avoir été une telle fiducie depuis le début de cette année jusqu’à ce moment si 35 elle en fait le choix dans sa déclaration de revenu pour cette année.

Choix de devenir une fiducie de fonds commun de placement

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1998 et suivantes.

55. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 132.1, de ce qui suit :

132.11 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, les règles suivantes s’appliquent à la fiducie (sauf celle qui est visée 45 par règlement) qui est une fiducie de fonds commun de placement le soixante-quatorze

Année d’imposition d’une fiducie de fonds commun de placement

the Minister with the trust's return of income for the trust's taxation year that includes December 15 of the particular year,

(a) the trust's taxation year that began before December 16 of the particular year and, but for this paragraph, would end at the end of the particular year (or, where the first taxation year of the trust began after December 15 of the preceding calendar year and no return of income was filed for a taxation year of the trust that ended at the end of the preceding calendar year, at the end of the preceding calendar year) is deemed to end at the end of December 15 of the particular year; 15

(b) where the trust's taxation year ends on December 15 because of paragraph (a), each subsequent taxation year of the trust is deemed to be the period that begins at the beginning of December 16 of a calendar year and ends at the end of December 15 of the following calendar year or at such earlier time as is determined under paragraph 132.2(1)(b) or subsection 142.6(1); and 25

(c) each fiscal period of the trust that begins in a taxation year of the trust that ends on December 15 because of paragraph (a) or that ends in a subsequent taxation year of the trust shall end no later than the end 30 of the year or the subsequent year, as the case may be. 25

Electing trust's share of partnership income and losses

(2) Where a trust is a member of a partnership a fiscal period of which ends in a calendar year after December 15 of the year and a particular taxation year of the trust ends on December 15 of the year because of subsection (1), each amount otherwise determined under paragraph 96(1)(f) or (g) to be the trust's income or loss for a subsequent taxation year of the trust is deemed to be the trust's income or loss determined under paragraph 96(1)(f) or (g) for the particular year and not for the subsequent year. 40

zième jour après la fin d'une année civile donnée si elle en fait le choix dans un document présenté au ministre avec sa déclaration de revenu pour son année d'imposition qui comprend le 15 décembre de l'année 5 donnée :

a) son année d'imposition qui a commencé avant le 16 décembre de l'année donnée et qui, n'eût été le présent alinéa, se serait terminée à la fin de cette année (ou, si sa première année d'imposition a commencé après le 15 décembre de l'année civile précédente et qu'elle n'ait produit aucune déclaration de revenu pour une année d'imposition s'étant terminée à la fin de 15 l'année civile précédente, à la fin de l'année civile précédente) est réputée se terminer à la fin du 15 décembre de l'année donnée;

b) si son année d'imposition se termine le 20 15 décembre par l'effet de l'alinéa a), chacune de ses années d'imposition ultérieures est réputée correspondre à la période commençant au début du 16 décembre d'une année civile et se terminant 25 à la fin du 15 décembre de l'année civile subséquente ou à tout moment antérieur déterminé selon l'alinéa 132.2(1)b) ou le paragraphe 142.6(1);

c) chacun des exercices de ses entreprises 30 ou biens commençant dans une de ses années d'imposition qui se termine soit le 15 décembre par l'effet de l'alinéa a), soit dans une de ses années d'imposition ultérieures se termine au plus tard à la fin de 35 l'année ou de l'année ultérieure, selon le cas.

(2) Lorsqu'une fiducie est l'associé d'une société de personnes et que l'exercice d'une entreprise ou d'un bien de cette dernière se termine dans une année civile, après le 15 décembre de cette année, et qu'une année d'imposition donnée de la fiducie se termine le 15 décembre de l'année par l'effet du paragraphe (1), chaque montant qui constitue 45 par ailleurs, selon les alinéas 96(1)f) ou g), le revenu ou la perte de la fiducie pour une année d'imposition ultérieure de celle-ci est réputé correspondre au revenu ou à la perte

Part de la fiducie sur le revenu ou la perte d'une société de personnes

Electing trust's income from other trusts

(3) Where a particular trust is a beneficiary under another trust a taxation year of which (in this subsection referred to as the "other year") ends in a calendar year after December 15 of the year and a particular taxation year of the trust ends on December 15 of the year because of subsection (1), each amount determined or designated under subsection 104(13), (19), (21), (22) or (29) for the other year that would otherwise be included, or taken into account, in computing the income of the particular trust for a subsequent taxation year of the trust shall

(a) be included, or taken into account, in computing the particular trust's income for the particular year; and

(b) not be included, or taken into account, in computing the particular trust's income for the subsequent year.

Amounts paid or payable to beneficiaries

(4) For the purposes of subsections 52(6) and 104(6) and (13) and subsections (5) and (6) and notwithstanding subsection 104(24), each amount that is paid, or that becomes payable, by a trust to a beneficiary after the end of a particular taxation year of the trust that ends on December 15 of a calendar year because of subsection (1) and before the end of that calendar year is deemed to have been paid or to have become payable, as the case may be, to the beneficiary at the end of the particular taxation year and not at any other time.

Special rules where change in status of beneficiary

(5) Where an amount is deemed by subsection (4) to have been paid or to have become payable at the end of December 15 of a calendar year by a trust to a beneficiary who was not a beneficiary under the trust at that time,

(a) notwithstanding any other provision of this Act, where the beneficiary did not exist at that time, except for the purpose of this paragraph, the first taxation year of the beneficiary is deemed to include the period that begins at that time and ends

de la fiducie déterminé selon ces alinéas pour l'année donnée et non pour l'année ultérieure.

(3) Lorsqu'une fiducie donnée est bénéficiaire d'une autre fiducie dont l'une des années d'imposition (appelée « autre année » au présent paragraphe) se termine dans une année civile, après le 15 décembre de cette année, et qu'une année d'imposition donnée de la fiducie se termine le 15 décembre de l'année par l'effet du paragraphe (1), chaque montant déterminé ou attribué en application des paragraphes 104(13), (19), (21), (22) ou (29) pour l'autre année qui serait par ailleurs inclus ou pris en compte dans le calcul du revenu de la fiducie donnée pour une de ses années d'imposition ultérieures :

a) doit être inclus ou pris en compte dans le calcul de son revenu pour l'année donnée;

b) ne peut être inclus ni pris en compte dans le calcul de son revenu pour l'année ultérieure.

(4) Pour l'application des paragraphes 52(6) et 104(6) et (13) et des paragraphes (5) et (6) et malgré le paragraphe 104(24), chaque montant qui est payé ou qui devient payable par une fiducie à un bénéficiaire après la fin d'une année d'imposition donnée de la fiducie qui se termine le 15 décembre d'une année civile par l'effet du paragraphe (1) et avant la fin de cette année civile est réputé avoir été payé ou être devenu payable, selon le cas, au bénéficiaire à la fin de l'année donnée et à aucun autre moment.

Montants payés ou payables aux bénéficiaires

(5) Lorsqu'un montant est réputé par le paragraphe (4) avoir été payé ou être devenu payable à la fin du 15 décembre d'une année civile par une fiducie à un bénéficiaire qui n'était pas son bénéficiaire à ce moment, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) malgré les autres dispositions de la présente loi, si le bénéficiaire n'existe pas à ce moment, sa première année d'imposition est réputée, sauf pour l'application du présent alinéa, comprendre la période commençant à ce moment et se terminant

Règles spéciales en cas de changement d'état

Revenu de la fiducie provenant d'autres fiducies

Additional income of electing trust

immediately before the beginning of the first taxation year of the beneficiary;

(b) the beneficiary is deemed to exist throughout the period described in paragraph (a); and

(c) where the beneficiary was not a beneficiary under the trust at that time, the beneficiary is deemed to have been a beneficiary under the trust at that time.

(6) Where a particular amount is designated under this subsection by a trust in its return of income for a particular taxation year that ends on December 15 because of subsection (1) or throughout which the trust was a mutual fund trust and the trust does not designate an amount under subsection 104(13.1) or (13.2) for the particular year,

(a) the particular amount shall be added in computing its income for the particular year;

(b) for the purposes of subsections 104(6) and (13), each portion of the particular amount that is allocated under this paragraph to a beneficiary under the trust in the trust's return of income for the particular year in respect of an amount paid or payable to the beneficiary in the particular year shall be considered to be additional income of the trust for the particular year (determined without reference to subsection 104(6)) that was paid or payable, as the case may be, to the beneficiary at the end of the particular year; and

(c) for the purpose of subsection 52(6), where a portion of the particular amount is allocated to a beneficiary under paragraph (b) in respect of an amount that became payable to the beneficiary in the particular year, the right to the amount so payable shall be considered to be a right to enforce payment by the trust to the beneficiary out of the trust's income (determined without reference to the provisions of this Act) for the particular year.

(7) Subject to subsection (8), the lesser of 45 the amount designated under subsection (6) by a trust for a taxation year and the total of

immédiatement avant le début de sa première année d'imposition;

b) le bénéficiaire est réputé exister tout au long de la période visée à l'alinéa a);

c) s'il n'était pas bénéficiaire de la fiducie 5 à ce moment, le bénéficiaire est réputé l'avoir été à ce moment.

(6) Lorsqu'une fiducie attribue un montant donné en application du présent paragraphe dans sa déclaration de revenu pour une année 10 d'imposition donnée qui se termine le 15 décembre par l'effet du paragraphe (1) ou tout au long de laquelle elle est une fiducie de fonds commun de placement et qu'elle n'attribue pas de montant en application des paragraphes 104(13.1) ou (13.2) pour l'année donnée, les règles suivantes s'appliquent :

a) le montant donné est ajouté dans le calcul de son revenu pour l'année donnée;

b) pour l'application des paragraphes 20 104(6) et (13), chaque partie du montant donné qui est attribuée en application du présent alinéa à un bénéficiaire de la fiducie dans la déclaration de revenu de celle-ci pour l'année donnée au titre d'un montant payé ou payable au bénéficiaire au cours de cette année est considéré comme un revenu supplémentaire de la fiducie pour l'année donnée (déterminé compte non tenu du paragraphe 104(6)) qui a été 30 payé ou était payable, selon le cas, au bénéficiaire à la fin de l'année donnée;

c) pour l'application du paragraphe 52(6), lorsqu'une partie du montant donné est attribuée à un bénéficiaire en application de 35 l'alinéa b) au titre d'un montant qui est devenu payable à celui-ci au cours de l'année donnée, le droit au montant ainsi payable est considéré comme le droit du bénéficiaire d'exiger de la fiducie qu'elle 40 lui fasse un paiement sur son revenu (déterminé compte non tenu des dispositions de la présente loi) pour l'année donnée.

(7) Sous réserve du paragraphe (8), le 45 montant qu'une fiducie attribue pour une année d'imposition en application du para-

Revenu supplémentaire de la fiducie

Deduction

Dédiction

all amounts each of which is allocated by the trust under paragraph (6)(b) in respect of the year shall be deducted in computing the trust's income for the following taxation year.

Anti-avoidance

(8) Subsection (7) does not apply in computing the income of a trust for a taxation year where it is reasonable to consider that the designation under subsection (6) for the preceding taxation year was part of a series of transactions or events that includes a change in the composition of beneficiaries under the trust.

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

56. (1) Paragraph 132.2(1)(k) of the Act is replaced by the following:

(k) where a share to which paragraph (j) applies would, but for this paragraph, cease to be a qualified investment (within the meaning assigned by subsection 146(1), 146.1(1) or 146.3(1) or section 204) as a consequence of the qualifying exchange, the share is deemed to be a qualified investment until the earlier of the day that is 60 days after the transfer time and the time at which it is disposed of in accordance with paragraph (j);

(2) Subsection (1) applies after 1997.

57. (1) Subparagraph (a)(i) of the definition "financial institution" in subsection 142.2(1) of the Act is replaced by the following:

(i) a corporation referred to in any of paragraphs (a) to (e.1) of the definition "restricted financial institution" in subsection 248(1),

(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after 1998.

58. (1) Subparagraph 142.6(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) except for the purpose of subsection 132(6.1), the taxpayer's taxation year that would otherwise have included the

graphe (6) ou, s'il est moins élevé, le total des montants dont chacun est attribué par la fiducie en application de l'alinéa (6)b) pour l'année doit être déduit dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année d'imposition subséquente. 5

(8) Le paragraphe (7) ne s'applique pas au calcul du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition s'il est raisonnable de considérer que l'attribution effectuée en application du paragraphe (6) pour l'année d'imposition précédente fait partie d'une série d'opérations ou d'événements qui comporte un changement dans la composition des bénéficiaires de la fiducie. 15

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

56. (1) L'alinéa 132.2(1)k) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

k) l'action à laquelle s'applique l'alinéa j) qui cesserait, si ce n'était le présent alinéa, d'être un placement admissible, au sens des paragraphes 146(1), 146.1(1) ou 146.3(1) ou de l'article 204, par suite de l'échange admissible est réputée être un tel placement jusqu'au soixantième jour suivant le moment du transfert ou, s'il est antérieur, jusqu'au moment où elle fait l'objet d'une disposition en conformité avec l'alinéa j); 30

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter de 1998.

57. (1) Le sous-alinéa a)(i) de la définition de « institution financière », au paragraphe 142.2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(i) une société visée à l'un des alinéas a) à e.1) de la définition de « institution financière véritable » au paragraphe 248(1), 40

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après 1998.

58. (1) Le sous-alinéa 142.6(1)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) sauf pour l'application du paragraphe 132(6.1), l'année d'imposition du contribuable qui aurait par ailleurs compris

Anti-évitement

particular time is deemed to have ended immediately before that time and a new taxation year of the taxpayer is deemed to have begun at that time, and

(2) Subsection (1) applies after 1997.

59. (1) The portion of the definition “premium” in subsection 146(1) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

but, except for the purposes of paragraph (b) of the definition “benefit” in this subsection, paragraph (2)(b.3), subsection (22) and the definition “excluded premium” in subsection 146.02(1), does not include a repayment to which paragraph (b) of the definition “excluded withdrawal” in either subsection 146.01(1) or 146.02(1) applies or an amount that is designated under subsection 146.01(3) or 146.02(3);

(2) The portion of the definition “refund of premiums” in subsection 146(1) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

and for the purpose of paragraph (b), it is assumed, unless the contrary is established, that a dependant was not financially dependent on the annuitant for support at the time of the annuitant’s death if the dependant’s income for the year preceding the taxation year in which the annuitant died exceeded the total of \$500 and the amount used under paragraph (c) of the description of B in subsection 118(1) for that preceding year;

(3) Subparagraph 146(5)(a)(iv.1) of the Act is replaced by the following:

(iv.1) that would be considered to be withdrawn by the taxpayer as an eligible amount (as defined in subsection 146.01(1) or 146.02(1)) less than 90 days after it was paid, if earnings in respect of a registered retirement savings plan were considered to be withdrawn before premiums paid under that plan

le moment donné est réputée s’être terminée immédiatement avant ce moment, et une nouvelle année d’imposition du contribuable est réputée avoir commencé à ce moment,

5

5 (2) Le paragraphe (1) s’applique à compter de 1998.

59. (1) Le passage de la définition de « prime », au paragraphe 146(1) de la même loi, suivant l’alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

toutefois, les montants remboursés auxquels s’applique l’alinéa b) de l’une ou l’autre des définitions de « retrait exclu » aux paragraphes 146.01(1) et 146.02(1) et 15 les montants indiqués dans un formulaire prescrit en application des paragraphes 146.01(3) ou 146.02(3) ne sont pas des primes, sauf pour l’application de l’alinéa b) de la définition de « prestation » au précédent paragraphe, de l’alinéa (2)b.3), du paragraphe (22) et de la définition de « prime exclue » au paragraphe 146.02(1).

(2) Le passage de la définition de « remboursement de primes », au paragraphe 146(1) de la même loi, suivant l’alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

pour l’application de l’alinéa b), il faut supposer, sauf preuve du contraire, qu’une personne à charge n’était pas financièrement à la charge du rentier au moment du décès de celui-ci si le revenu de la personne à charge pour l’année d’imposition précédent l’année d’imposition du décès du rentier dépassait la somme de 500 \$ et 35 du montant applicable pour cette année précédente selon l’alinéa 118(1)c).

(3) Le sous-alinéa 146(5)a)(iv.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iv.1) de la fraction de la prime qui se- 40 rait considérée comme retirée par lui à titre de montant admissible, au sens des paragraphes 146.01(1) ou 146.02(1), moins de 90 jours après son versement si les gains relatifs à un régime enregistré d’épargne-retraite étaient considérés comme retirés avant les primes versées

and premiums were considered to be withdrawn in the order in which they were paid

(4) Subparagraph 146(5.1)(a)(iv) of the Act is replaced by the following:

(iv) that would be considered to be withdrawn by the taxpayer's spouse as an eligible amount (as defined in subsection 146.01(1) or 146.02(1)) less than 90 days after it was paid, if earnings in respect of a registered retirement savings plan were considered to be withdrawn before premiums paid under that plan and premiums were considered to be withdrawn in the order in which they were paid, and

(5) Subsections 146(8) and (8.01) of the Act are replaced by the following:

(8) There shall be included in computing a taxpayer's income for a taxation year the total of all amounts received by the taxpayer in the year as benefits out of or under registered retirement savings plans, other than excluded withdrawals (as defined in subsection 146.01(1) or 146.02(1)) of the taxpayer and amounts that are included under paragraph (12)(b) in computing the taxpayer's income.

Benefits taxable

Subsequent re-calculation

Prescribed provincial pension plans

(8.01) If a designated withdrawal (as defined in subsection 146.01(1)) or an amount referred to in paragraph (a) of the definition "eligible amount" in subsection 146.02(1) is received by a taxpayer in a taxation year and, at any time after that year, it is determined that the amount is not an excluded withdrawal (as defined in subsection 146.01(1) or 146.02(1)), notwithstanding subsections 152(4) to (5), such assessments of tax, interest and penalties shall be made as are necessary to give effect to the determination.

(6) Subsection 146(21) of the Act is replaced by the following:

(21) Where

(a) an amount (other than an amount that is part of a series of periodic payments) is transferred directly from an individual's

dans le cadre de ce régime et si les primes étaient considérées comme retirées suivant l'ordre dans lequel elles ont été versées,

(4) Le sous-alinéa 146(5.1)a(iv) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iv) de la fraction de la prime qui serait considérée comme retirée par son conjoint à titre de montant admissible, au sens des paragraphes 146.01(1) ou 146.02(1), moins de 90 jours après son versement si les gains relatifs à un régime enregistré d'épargne-retraite étaient considérés comme retirés avant les primes versées dans le cadre de ce régime et si les primes étaient considérées comme retirées suivant l'ordre dans lequel elles ont été versées;

(5) Les paragraphes 146(8) et (8.01) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(8) Est inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition le total des montants qu'il a reçus au cours de l'année à titre de prestations dans le cadre de régimes enregistrés d'épargne-retraite, à l'exception des retraits exclus au sens des paragraphes 146.01(1) ou 146.02(1), et des montants qui sont inclus, en application de l'alinéa (12)b), dans le calcul de son revenu.

Prestations imposables

Redressement

(8.01) Malgré les paragraphes 152(4) à (5), le ministre établit les cotisations voulues concernant l'impôt, les intérêts et les pénalités pour tenir compte du cas où un contribuable reçoit au cours d'une année d'imposition un retrait déterminé, au sens du paragraphe 146.01(1), ou un montant visé à l'alinéa a) de la définition de « montant admissible » au paragraphe 146.02(1) qui, après cette année, s'avère ne pas être un retrait exclu, au sens des paragraphes 146.01(1) ou 146.02(1).

(6) Le paragraphe 146(21) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(21) Dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) un montant (sauf un montant qui fait partie d'une série de paiements péri-

Régime provincial de pensions visé par règlement

account under a provincial pension plan prescribed for the purpose of paragraph 60(v)

(i) to a registered retirement savings plan or registered retirement income fund under which the individual, or a spouse or former spouse of the individual, is the annuitant, 5

(ii) to acquire from a licensed annuities provider an annuity that would be described in subparagraph 60(l)(ii) if the individual, or a spouse or former spouse of the individual, were the taxpayer referred to in that subparagraph and if that subparagraph were read without reference to clause 60(l)(ii)(B), or 10

(iii) to an account under the plan of a spouse or former spouse of the individual, and

(b) if the transfer is in respect of a spouse or former spouse of the individual, 20

(i) the individual and the spouse or former spouse are living separate and apart and the transfer is made under a decree, order or judgment of a competent tribunal, or under a written separation agreement, relating to a division of property in settlement of rights arising out of, or on the breakdown of, their marriage, or 25

(ii) the amount is transferred as a consequence of the individual's death, 30

the following rules apply:

(c) the amount shall not, solely because of the transfer, be included because of subparagraph 56(1)(a)(i) in computing the income of a taxpayer, and 35

(d) no deduction may be made under any provision of this Act in respect of the transfer in computing the income of a taxpayer. 40

diques) est transféré directement du compte d'un particulier dans le cadre d'un régime provincial de pensions visé par règlement pour l'application de l'alinéa 60v) :

(i) soit à un régime enregistré d'épargne-retraite, ou à un fonds enregistré de revenu de retraite, dont le particulier, ou son conjoint ou ancien conjoint, est rentier, 5

(ii) soit en vue d'acquérir d'un fournisseur de rentes autorisé une rente qui serait visée au sous-alinéa 60l)(ii) si le particulier, ou son conjoint ou ancien conjoint, était le contribuable visé à ce sous-alinéa et s'il n'était pas tenu compte de la division 60l)(ii)(B), 10

(iii) soit au compte du conjoint ou de l'ancien conjoint du particulier dans le cadre du régime, 15

b) si le montant est transféré relativement au conjoint ou à l'ancien conjoint du particulier, l'un des faits suivants se vérifie :

(i) le particulier et le conjoint ou l'ancien conjoint vivent séparément et le transfert est effectué conformément à une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, visant à partager des biens en règlement des droits découlant de leur mariage ou de son échec, 25

(ii) le montant est transféré par suite du décès du particulier, 30

les règles suivantes s'appliquent :

c) le montant n'est pas, du seul fait du transfert, inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable par l'effet du sous-alinéa 56(1)a)(i); 35

d) nul montant n'est déductible aux termes de la présente loi relativement au transfert dans le calcul du revenu d'un contribuable. 40

Deemed payment of
RRSP premiums and
provincial pension plan
contributions

(22) If the Minister so directs,

(a) except for the purposes of subparagraphs (5)(a)(iv.1) and (5.1)(a)(iv), an amount paid by an individual in a taxation year (other than an amount paid in the first 60 days of the year) as a contribution to an account under a prescribed provincial pension plan or as a premium is deemed to have been paid at the beginning of the year 10 and not at the time it was actually paid;

(b) all or part of the amount may be designated in writing by the individual for the purpose of paragraph 60(j), (j.1) or (l) or subsection 146.01(3) or 146.02(3); and 15

(c) the designation is deemed to have been made in the individual's return of income for the preceding taxation year or in a prescribed form filed with that return, as the case may be. 20

(7) Subsection (1) applies to the 1997 and subsequent taxation years.

(8) Subsections (2) and (5) apply to the 1999 and subsequent taxation years.

(9) Subsections (3) and (4) apply to the 1998 and subsequent taxation years. 25

(10) Subsection 146(21) of the Act, as enacted by subsection (6), applies to transfers made after 1994.

(11) Subsection 146(22) of the Act, as enacted by subsection (6), applies to amounts paid after 1997. 30

60. (1) The definition "eligible amount" in subsection 146.01(1) of the Act is replaced by the following:

"eligible amount" of an individual is a regular eligible amount or supplemental eligible amount of the individual;

"eligible amount"
"montant admissible"

(22) Si le ministre l'ordonne :

a) sauf pour l'application des sous-alinéas (5)a)(iv.1) et (5.1)a)(iv), le montant qu'un particulier verse au cours d'une année d'imposition (sauf celui versé au cours des 60 premiers jours de l'année) à titre de cotisation à un compte d'un régime provincial de pensions visé par règlement ou à titre de prime est réputé avoir été versé au 10 début de l'année et non au moment où il a réellement été versé;

b) le particulier peut indiquer la totalité ou une partie du montant dans une déclaration pour l'application des alinéas 60j), j.1) ou 15 l) ou dans un formulaire prescrit pour l'application des paragraphes 146.01(3) ou 146.02(3);

c) le montant ou la partie de montant est réputé avoir été indiqué dans la déclaration de revenu du particulier pour l'année d'imposition précédente ou dans un formulaire prescrit joint à cette déclaration, selon le cas. 20

(7) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1997 et suivantes. 25

(8) Les paragraphes (2) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1999 et suivantes.

(9) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes. 30

(10) Le paragraphe 146(21) de la même loi, édicté par le paragraphe (6), s'applique aux transferts effectués après 1994. 35

(11) Le paragraphe 146(22) de la même loi, édicté par le paragraphe (6), s'applique aux montants versés après 1997.

60. (1) La définition de « montant admissible », au paragraphe 146.01(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« montant admissible » Montant admissible principal ou montant admissible supplémentaire.

Présomption de versement de primes de REER et de cotisations de régime provincial de pensions

« montant admissible »
"eligible amount".

(2) The definition "excluded withdrawal" in subsection 146.01(1) of the Act is replaced by the following:

"excluded withdrawal"
"retrait exclu"

"excluded withdrawal" of an individual means

(a) an eligible amount received by the individual,

(b) a particular amount (other than an eligible amount) received while the individual was resident in Canada and in a 10 calendar year if

(i) the particular amount would be an eligible amount of the individual if the definition "regular eligible amount" were read without reference 15 to paragraphs (c) and (g) of that definition and the definition "supplemental eligible amount" were read without reference to paragraphs (d) and (f) of that definition, 20

(ii) a payment (other than an excluded premium) equal to the particular amount is made by the individual under a retirement saving plan that is, at the end of the taxation year of the 25 payment, a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant,

(iii) the payment is made before the particular time that is 30

(A) if the individual was not resident in Canada at the time the individual filed a return of income for the taxation year in which the particular amount was received, the 35 earlier of

(I) the end of the following calendar year, and

(II) the time at which the individual filed the return, 40

(B) where clause (A) does not apply and the particular amount would, but for subclause (2)(c)(ii)(A)(II), be an eligible amount, the end of the second following calendar year, and 45

(2) La définition de « retrait exclu », au paragraphe 146.01(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« retrait exclu » Retrait d'un particulier qui 5 constitue :

« retrait exclu »
"excluded withdrawal"

a) soit un montant admissible qu'il a reçu;

b) soit un montant donné, sauf un montant admissible, qu'il a reçu au cours d'une année civile pendant qu'il résidait 10 au Canada, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) le montant donné serait un montant admissible pour lui en l'absence des alinéas c) et g) de la définition de 15 « montant admissible principal » et des alinéas d) et f) de la définition de « montant admissible supplémentaire »,

(ii) il effectue un paiement, sauf une 20 prime exclue, égal au montant donné dans le cadre d'un régime d'épargne-retraite qui, à la fin de l'année d'imposition du paiement, est un régime enregistré d'épargne-retraite dont il 25 est le rentier,

(iii) le paiement est effectué avant le moment donné suivant :

(A) si le particulier ne résidait pas au Canada au moment où il a pro- 30 duit une déclaration de revenu pour l'année d'imposition de la réception du montant donné, le premier en date des moments suivants :

(I) la fin de l'année civile sui- 35 vante,

(II) le moment de la production de la déclaration,

(B) dans le cas où la division (A) ne s'applique pas et où le montant 40 donné serait un montant admissible si ce n'était la subdivision (2)c)(ii)(A)(II), la fin de la deuxième année civile suivante,

(C) dans les autres cas, la fin de 45 l'année civile suivante,

(iv) selon le cas :

<p>(C) in any other case, the end of the following calendar year, and</p> <p>(iv) either</p>	<p>(A) si le moment donné est antérieur à 2000, le paiement est effectué en remboursement du montant donné à l'émetteur du régime enregistré d'épargne-retraite duquel le 5 montant donné a été reçu, aucun autre paiement n'est effectué en remboursement du montant donné et l'émetteur en question est avisé du paiement sur le formulaire prescrit qui lui est présenté au moment du paiement,</p>
<p>(A) if the particular time is before 2000, the payment is made, as a repayment of the particular amount, to the issuer of the registered retirement savings plan from which the particular amount was received, no other payment is made as a repayment of the particular amount and that issuer is notified of the payment in prescribed form submitted to the issuer at the time the payment is made, or</p>	<p>(B) le paiement est effectué après 1999 et avant le moment donné et est le seul paiement qui est indiqué 15 en application de la présente division à titre de remboursement du montant donné dans un formulaire prescrit présenté au ministre à ce moment ou antérieurement (ou 20 avant tout moment postérieur que celui-ci estime acceptable) à titre de remboursement du montant donné;</p>
<p>(B) the payment is made after 1999 and before the particular time and the payment (and no other payment) is designated under this clause as a repayment of the particular amount in prescribed form filed with the Minister on or before the particular time (or before such later time as is acceptable to the Minister), or</p>	<p>c) soit un montant, sauf un montant admissible, <u>reçu au cours d'une année civile antérieure à 1999 qui serait un montant admissible du particulier en l'absence des alinéas c) et e)</u> de la définition de « montant admissible », <u>dans sa</u> 30 <u>version applicable aux montants reçus avant 1999, dans le cas où le particulier, à la fois :</u></p>
<p>(c) an amount (other than an eligible amount) that is received in a calendar year before 1999 and that would be an eligible amount of the individual if the definition "eligible amount", as it applied to amounts received before 1999, were read without reference to paragraphs (c) and (e) of that definition, where the individual</p>	<p>(i) est décédé avant la fin de l'année civile <u>suivante</u>, 35</p>
<p>(i) died before the end of the following calendar year, and</p> <p>(ii) was resident in Canada throughout the period that began immediately after the amount was received and ended at the time of the death;</p>	<p>(ii) <u>résidait au Canada tout au long de la période ayant commencé immédiatement après la réception du montant et s'étant terminée au moment du décès.</u> 40</p>
<p>(3) The definition "replacement property" in subsection 146.01(1) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(3) La définition de « bien de remplacement », au paragraphe 146.01(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :</p>
<p>"replacement property" for a particular qualifying home in respect of an individual, or 45 of a specified disabled person in respect of the individual, means another qualifying home that</p>	<p>« bien de remplacement » Habitation admissible qui remplace une autre habitation admissible relativement à un particulier ou à une personne handicapée déterminée 45 « bien de remplacement » "replacement property"</p>

"replacement property"
"bien de remplacement"

"bien de remplacement"
"replacement property"

(a) the individual or the specified disabled person agrees to acquire, or begins the construction of, at a particular time that is after the latest time that the individual made a request described in the definition "designated withdrawal" in respect of the particular qualifying home,

(b) at the particular time, the individual intends to be used by the individual or the specified disabled person as a principal place of residence not later than one year after its acquisition, and

(c) none of the individual, the individual's spouse, the specified disabled person or that person's spouse had acquired before the particular time;

(4) Subsection 146.01(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"designated withdrawal"
"retrait déterminé"

"designated withdrawal" of an individual is an amount received by the individual, as a benefit out of or under a registered retirement savings plan, pursuant to the individual's written request in the prescribed form referred to in paragraph (a) of the definition "eligible amount" (as that definition read in its application to amounts received before 1999), paragraph (a) of the definition "regular eligible amount" or 30 paragraph (a) of the definition "supplemental eligible amount";

"HBP balance"
"solde RAP"

"HBP balance" of an individual at any time means the amount, if any, by which the total of all eligible amounts received by the individual at or before that time exceeds the total of

(a) all amounts designated under subsection (3) by the individual for taxation years that ended before that time, and

(b) all amounts each of which is included under subsection (4) or (5) in computing the individual's income for a taxation year that ended before that time;

45

quant à celui-ci, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le particulier ou la personne handicapée déterminée est convenu d'acquérir l'habitation, ou en a commencé la construction, à un moment postérieur à sa plus récente demande visée à la définition de « retrait déterminé » relative à l'autre habitation;

b) à ce moment, le particulier a l'intention que l'habitation lui serve de lieu principal de résidence, ou serve ainsi à la personne handicapée déterminée, au plus tard un an après son acquisition;

c) ni le particulier, ni la personne handicapée déterminée, ni leur conjoint respectif n'ont acquis l'habitation avant ce moment.

(4) Le paragraphe 146.01(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« montant admissible principal » Montant qu'un particulier reçoit à un moment donné à titre de prestation dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite, 25 si les conditions suivantes sont réunies :

« montant admissible principal »
"regular eligible amount"

a) le particulier reçoit le montant à sa demande écrite présentée sur le formulaire prescrit dans lequel il indique l'emplacement de l'habitation admissible qu'il a commencé à utiliser comme lieu principal de résidence ou qu'il a l'intention de commencer à utiliser ainsi au plus tard un an après son acquisition;

b) le particulier a conclu une convention écrite avant le moment donné visant l'acquisition de l'habitation ou sa construction;

c) le particulier :

(i) soit acquiert l'habitation ou un bien de remplacement y afférent avant la date de clôture relative au montant,

(ii) soit décède avant la fin de l'année civile qui comprend cette date;

45

“participation period”
“période de participation”

“participation period” of an individual means each period

(a) that begins at the beginning of a calendar year in which the individual receives an eligible amount, and

(b) that ends immediately before the beginning of the first subsequent calendar year at the beginning of which the individual’s HBP balance is nil;

5

“regular eligible amount”
“montant admissible principal”

“regular eligible amount” of an individual means an amount received at a particular time by the individual as a benefit out of or under a registered retirement savings plan if

(a) the amount is received pursuant to the individual’s written request in a prescribed form in which the individual sets out the location of a qualifying home that the individual has begun, or intends not later than one year after its acquisition by the individual to begin, using as a principal place of residence,

(b) the individual entered into an agreement in writing before the particular time for the acquisition of it or with respect to its construction,

(c) the individual

(i) acquires the qualifying home (or a replacement property for the qualifying home) before the completion date in respect of the amount, or

(ii) dies before the end of the calendar year that includes the completion date in respect of the amount,

(d) neither the individual nor the individual’s spouse acquired the qualifying home more than 30 days before the particular time,

(e) the individual did not have an owner-occupied home in the period

40

(i) that began at the beginning of the fourth preceding calendar year that ended before the particular time, and

(ii) that ended on the 31st day before the particular time,

45

d) ni le particulier ni son conjoint n’ont acquis l’habitation plus de 30 jours avant le moment donné;

e) le particulier ne possédait pas d’habitation à titre de propriétaire-occupant au cours de la période :

(i) ayant commencé au début de la quatrième année civile précédente qui a pris fin avant le moment donné,

(ii) s’étant terminée le trente et unième jour précédent ce moment;

f) le conjoint du particulier ne possédait pas d’habitation à titre de propriétaire-occupant au cours de la période visée à l’alinéa e) qui était :

(i) soit une habitation que le particulier occupait pendant leur mariage,

(ii) soit une part du capital social d’une coopérative d’habitation se rattachant à un logement que le particulier occupait pendant leur mariage;

g) le particulier :

(i) soit a acquis l’habitation avant le moment donné et réside au Canada à ce moment,

(ii) soit réside au Canada tout au long de la période commençant au moment donné et se terminant à son décès ou, s’il est antérieur, au moment où il a acquis l’habitation ou un bien de remplacement pour la première fois;

h) la somme du montant et des autres montants admissibles reçus par le particulier au cours de l’année civile qui comprend le moment donné n’excède pas 20 000 \$;

i) le solde RAP du particulier au début de l’année civile qui comprend le moment donné est nul.

“montant admissible supplémentaire” Mon-
tant qu’un particulier reçoit à un moment donné à titre de prestation dans le cadre d’un régime enregistré d’épargne-retraite, si les conditions suivantes sont réunies :

“montant admissible supplémentaire”
“supplemental eligible amount”

a) le particulier reçoit le montant à sa demande écrite présentée sur le formu-

"specified disabled person"
"personne handicapée déterminée"

(f) the individual's spouse did not, in the period referred to in paragraph (e), have an owner-occupied home

(i) that was inhabited by the individual during the spouse's marriage to the individual, or

(ii) that was a share of the capital stock of a cooperative housing corporation that relates to a housing unit inhabited by the individual during the spouse's marriage to the individual,

(g) the individual

(i) acquired the qualifying home before the particular time and is resident in Canada at the particular time, or

(ii) is resident in Canada throughout the period that begins at the particular time and ends at the earlier of the time of the individual's death and the earliest time at which the individual acquires the qualifying home or a replacement property for it,

(h) the total of the amount and all other eligible amounts received by the individual in the calendar year that includes the particular time does not exceed \$20,000, and

(i) the individual's HBP balance at the beginning of the calendar year that includes the particular time is nil;

"specified disabled person", in respect of an individual at any time, means a person who

(a) is the individual or is related at that time to the individual, and

(b) would be entitled to a deduction under subsection 118.3(1) in computing tax payable under this Part for the person's taxation year that includes that time if that subsection were read without reference to paragraph (c) of that subsection;

laire prescrit dans lequel il indique le nom d'une personne handicapée déterminée quant à lui ainsi que l'emplacement de l'habitation admissible :

(i) soit que cette personne a commencé à utiliser comme lieu principal de résidence,

(ii) soit qu'il a l'intention de faire servir de lieu principal de résidence à cette personne au plus tard un an après le moment où elle est acquise pour la première fois après le moment donné;

b) le montant est reçu afin de permettre à la personne handicapée déterminée de vivre :

(i) soit dans une habitation qui lui est plus facile d'accès ou dans laquelle elle peut se déplacer ou accomplir les tâches de la vie quotidienne plus facilement,

(ii) soit dans un milieu qui est mieux adapté à ses besoins personnels et aux soins qu'elle requiert;

c) le particulier ou la personne handicapée déterminée a conclu une convention écrite avant le moment donné visant l'acquisition de l'habitation ou sa construction;

d) selon le cas :

(i) le particulier ou la personne handicapée déterminée acquiert l'habitation ou un bien de remplacement y afférent après 1998 et avant la date de clôture relative au montant,

(ii) le particulier décède avant la fin de l'année civile qui comprend cette date;

e) ni le particulier, ni la personne handicapée déterminée, ni leur conjoint respectif n'ont acquis l'habitation plus de 30 jours avant le moment donné;

f) selon le cas :

(i) le particulier ou la personne handicapée déterminée a acquis l'habitation avant le moment donné et le

“supplemental eligible amount”
“montant admissible supplémentaire”

“supplemental eligible amount” of an individual means an amount received at a particular time by the individual as a benefit out of or under a registered retirement savings plan if

5

(a) the amount is received pursuant to the individual’s written request in a prescribed form identifying a specified disabled person in respect of the individual and setting out the location of a qualifying home

(i) that has begun to be used by that person as a principal place of residence, or

(ii) that the individual intends to be used by that person as a principal place of residence not later than one year after its first acquisition after the particular time,

(b) the purpose of receiving the amount is to enable the specified disabled person to live

(i) in a dwelling that is more accessible by that person or in which that person is more mobile or functional, or

(ii) in an environment better suited to the personal needs and care of that person,

(c) the individual or the specified disabled person entered into an agreement in writing before the particular time for the acquisition of the qualifying home or with respect to its construction,

(d) either

35

(i) the individual or the specified disabled person acquires the qualifying home (or a replacement property for it) after 1998 and before the completion date in respect of the amount, or

40

(ii) the individual dies before the end of the calendar year that includes the completion date in respect of the amount,

(e) none of the individual, the spouse of the individual, the specified disabled person or the spouse of that person ac-

particulier réside au Canada à ce moment,

(ii) le particulier réside au Canada tout au long de la période commençant au moment donné et se terminant à son décès ou, s’il est antérieur, au moment où, selon le cas :

(A) il a acquis l’habitation ou un bien de remplacement pour la première fois,

(B) la personne handicapée déterminée a acquis l’habitation ou un bien de remplacement pour la première fois;

g) la somme du montant et des autres montants admissibles reçus par le particulier au cours de l’année civile qui comprend le moment donné n’excède pas 20 000 \$;

h) le solde RAP du particulier au début de l’année civile qui comprend le moment donné est nul.

« période de participation »
“participation period”

« période de participation » Quant à un particulier, chaque période qui commence au début d’une année civile au cours de laquelle il reçoit un montant admissible et se termine immédiatement avant le début de la première année civile suivante au début de laquelle son solde RAP est nul.

« personne handicapée déterminée » Est une personne handicapée déterminée, quant à un particulier à un moment donné, la personne qui, à la fois :

“personne handicapée déterminée”
“specified disabled person”

a) est le particulier ou est liée au particulier à ce moment;

35

b) aurait droit à la déduction prévue au paragraphe 118.3(1) dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour son année d’imposition qui comprend ce moment s’il était fait abstraction de l’alinéa 118.3(1)c).

“retrait déterminé”
“designated withdrawal”

« retrait déterminé » Montant qu’un particulier reçoit à titre de prestation dans le cadre d’un régime enregistré d’épargne-retraite à sa demande écrite présentée sur le formulaire prescrit visé à l’alinéa a) de la définition de « montant admissible »

quired the qualifying home more than 30 days before the particular time,

(f) either

(i) the individual or the specified disabled person acquired the qualifying home before the particular time and the individual is resident in Canada at the particular time, or

(ii) the individual is resident in Canada throughout the period that begins at the particular time and ends at the earlier of the time of the individual's death and the earliest time at which

(A) the individual acquires the qualifying home or a replacement property for it, or

(B) the specified disabled person acquires the qualifying home or a replacement property for it,

(g) the total of the amount and all other eligible amounts received by the individual in the calendar year that includes the particular time does not exceed \$20,000, and

(h) the individual's HBP balance at the beginning of the calendar year that includes the particular time is nil.

(5) Paragraphs 146.01(2)(c) to (f) of the Act are replaced by the following:

(c) except for the purposes of subparagraph (g)(ii) of the definition "regular eligible amount" and subparagraph (f)(ii) of the definition "supplemental eligible amount", an individual or a specified disabled person in respect of the individual is deemed to have acquired, before the completion date in respect of a designated withdrawal received by the individual, the qualifying home in respect of which the designated withdrawal was received if

(i) neither the qualifying home nor a replacement property for it was acquired by the individual or the specified disabled person before that completion date, and

(ii) either

(dans sa version applicable aux montants reçus avant 1999), à l'alinéa a) de la définition de « montant admissible principal » ou à l'alinéa a) de la définition de « montant admissible supplémentaire ».

5

« solde RAP » Quant à un particulier à un moment donné, l'excédent éventuel du total des montants admissibles qu'il a reçus à ce moment ou antérieurement sur le total des montants suivants :

10

a) les montants qu'il a indiqués en application du paragraphe (3) pour les années d'imposition s'étant terminées avant ce moment;

b) les montants dont chacun est inclus en application des paragraphes (4) ou (5) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition s'étant terminée avant ce moment.

25

(5) Les alinéas 146.01(2)c) à f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) sauf pour l'application du sous-alinéa g)(ii) de la définition de « montant admissible principal » et du sous-alinéa f)(ii) de la définition de « montant admissible supplémentaire », le particulier ou une personne handicapée déterminée quant à lui est réputé avoir acquis une habitation admissible avant la date de clôture relative à un retrait déterminé qu'il a reçu relative- 30 ment à l'habitation, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) ni le particulier, ni la personne handicapée déterminée n'ont acquis l'habitation, ni un bien de remplacement y 35 afférent, avant la date de clôture en question,

« solde RAP »
"HBP balance"

(A) the individual or the specified disabled person

(I) is obliged under the terms of a written agreement in effect on that completion date to acquire the 5 qualifying home (or a replacement property for it) on or after that date, and

(II) acquires the qualifying home or a replacement property for it before 10 the day that is one year after that completion date, or

(B) the individual or the specified disabled person made payments, the total of which equalled or exceeded the 15 total of all designated withdrawals that were received by the individual in respect of the qualifying home,

(I) to persons with whom the individual was dealing at arm's length, 20

(II) in respect of the construction of the qualifying home or a replacement property for it, and

(III) in the period that begins at the time the individual first received a 25 designated withdrawal in respect of the qualifying home and that ends before that completion date; and

(d) an amount received by an individual in a particular calendar year is deemed to 30 have been received by the individual at the end of the preceding calendar year and not at any other time if

(i) the amount is received in January of the particular year (or at such later time 35 as is acceptable to the Minister),

(ii) the amount would not be an eligible amount if this section were read without reference to this paragraph, and

(iii) the amount would be an eligible 40 amount if the definition "regular eligible amount" in subsection (1) were read without reference to paragraph (i) of that definition and the definition "supplementary eligible amount" were read 45 without reference to paragraph (h) of that definition.

(ii) l'une ou l'autre des situations suivantes se présente :

(A) le particulier ou la personne handicapée déterminée, à la fois :

(I) est tenu, par convention écrite 5 en vigueur à la date de clôture en question, d'acquérir l'habitation ou le bien de remplacement à cette date ou postérieurement,

(II) acquiert l'habitation ou le bien 10 de remplacement avant le jour qui suit d'un an la date de clôture en question,

(B) le particulier ou la personne handicapée déterminée a fait des 15 paiements — dont le total est au moins égal au total des retraits déterminés que le particulier a reçus relativement à l'habitation — qui répondent aux conditions suivantes :

(I) ils ont été faits à des personnes avec lesquelles le particulier n'a aucun lien de dépendance,

(II) ils se rapportent à la construction de l'habitation ou du bien de 25 remplacement,

(III) ils ont été faits au cours de la période commençant au moment où le particulier a reçu son premier retrait déterminé relativement à l'habitation et se terminant avant la date de clôture en question;

d) le montant que le particulier reçoit au cours d'une année civile donnée est réputé avoir été reçu à la fin de l'année civile 35 précédente et à aucun autre moment si les conditions suivantes sont réunies :

(i) le particulier le reçoit en janvier de l'année donnée ou à tout moment postérieur que le ministre estime acceptable, 40

(ii) il ne serait pas un montant admissible en l'absence du présent alinéa,

(iii) il serait un montant admissible en l'absence de l'alinéa i) de la définition de « montant admissible principal » au 45 paragraphe (1) et de l'alinéa h) de la

Repayment of eligible amount

(6) The portion of subsection 146.01(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) An individual may designate a single amount for a taxation year in a prescribed form filed with the individual's return of income for the year if the amount does not exceed the lesser of

(7) Paragraph 146.01(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the total of all amounts (other than excluded premiums, repayments to which paragraph (b) of the definition "excluded withdrawal" in subsection (1) applies and amounts paid by the individual in the first 60 days of the year that can reasonably be considered to have been deducted in computing the individual's income, or designated under this subsection, for the preceding taxation year) paid by the individual in the year or within 60 days after the end of the year under a retirement savings plan that is at the end of the year or the following taxation year a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant, and

(8) The portion of subsection 146.01(4) of the Act before the formula is replaced by the following:

(4) There shall be included in computing an individual's income for a particular taxation year included in a particular participation period of the individual the amount determined by the formula

(9) Paragraph (b) of the description of A in subsection 146.01(4) of the Act is replaced by the following:

(b) in any other case, the total of all eligible amounts received by the individual in preceding taxation years included in the particular period,

définition de « montant admissible supplémentaire » à ce même paragraphe.

(6) Le passage du paragraphe 146.01(3) de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) Le particulier peut indiquer, pour une année d'imposition, dans un formulaire prescrit joint à sa déclaration de revenu pour l'année un montant unique ne dépassant pas le moins élevé des montants suivants :

5

Remboursement du montant admissible

10

(7) L'alinéa 146.01(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le total des montants (sauf les primes exclues, les remboursements auxquels s'applique l'alinéa b) de la définition de « retrait exclu » au paragraphe (1) et les montants que le particulier a versés au cours des 60 premiers jours de l'année et qu'il est raisonnable de considérer comme étant soit déduits dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente, soit indiqués en application du présent paragraphe pour cette même année) versés par le particulier au cours de l'année ou des 60 jours suivant la fin de cette année dans le cadre d'un régime d'épargne-retraite qui, à la fin de l'année ou de l'année d'imposition suivante, est un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est le rentier;

30

(8) Le passage du paragraphe 146.01(4) de la même loi précédent la formule est remplacé par ce qui suit :

(4) Est inclus dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition donnée comprise dans sa période de participation le montant obtenu par la formule suivante :

Non-remboursement

(9) L'alinéa b) de l'élément A de la formule figurant au paragraphe 146.01(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le total des montants admissibles que le particulier a reçus au cours des années d'imposition antérieures comprises dans la période, dans les autres cas;

45

(10) The descriptions of B and C in subsection 146.01(4) of the Act are replaced by the following:

B is

(a) nil, if the completion date in respect of an eligible amount received by the individual was in the preceding taxation year, and

(b) in any other case, the total of all amounts each of which is designated under subsection (3) by the individual for a preceding taxation year included in the particular period;

C is the total of all amounts each of which is included under this subsection or subsection (5) in computing the individual's income for a preceding taxation year included in the particular period;

(11) The description of E in subsection 146.01(4) of the Act is replaced by the following:

E is

(a) if the completion date in respect of an eligible amount received by the individual was in the preceding taxation year, the total of all amounts each of which is designated under subsection (3) by the individual for the particular year or any preceding taxation year included in the particular period, and

(b) in any other case, the amount designated under subsection (3) by the individual for the particular year.

(12) Paragraph 146.01(5)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) all amounts included under subsection (4) or this subsection in computing the individual's income for preceding taxation years.

(13) Paragraph 146.01(6)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the total of all excluded withdrawals in respect of the individual received before

(10) Les éléments B et C de la formule figurant au paragraphe 146.01(4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

B :

5 a) zéro, si la date de clôture relative à un montant admissible reçu par le particulier fait partie de l'année d'imposition précédente,

b) le total des montants dont chacun est indiqué par le particulier en application du paragraphe (3) pour une année d'imposition antérieure comprise dans la période, dans les autres cas;

C le total des montants dont chacun est inclus en application du présent paragraphe ou du paragraphe (5) dans le calcul du revenu du particulier pour une année d'imposition antérieure comprise dans la période;

(11) L'élément E de la formule figurant au paragraphe 146.01(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

E :

a) le total des montants dont chacun est indiqué par le particulier en application du paragraphe (3) pour l'année donnée ou pour une année d'imposition antérieure comprise dans la période, si la date de clôture relative à un montant admissible reçu par le particulier fait partie de l'année d'imposition précédente,

b) le montant que le particulier a indiqué en application du paragraphe (3) pour l'année donnée, dans les autres cas.

(12) L'alinéa 146.01(5)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) les montants inclus en application du paragraphe (4) ou du présent paragraphe dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures.

(13) Le passage du paragraphe 146.01(6) de la même loi précédent l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(6) Est inclus dans le calcul du revenu d'un particulier pour l'année d'imposition de

that time (other than excluded withdrawals in respect of the individual that were repaid as described in the definition "excluded withdrawal" in subsection (1))

son décès l'excédent éventuel du total de ses retraits exclus reçus avant le moment de son décès (sauf ceux qu'il a remboursés conformément à la définition de « retrait exclu » au paragraphe (1)) sur le total des montants suivants :

(14) Subsection 146.01(6) of the Act, as amended by subsection (13), is replaced by the following:

(6) If an individual dies at any time in a taxation year, there shall be included in computing the individual's income for the year 10 the amount, if any, by which

(a) the individual's HBP balance immediately before that time

exceeds

(b) the amount designated under subsection (3) by the individual for the year.

(15) Subsection 146.01(7) of the Act is replaced by the following:

(7) If a spouse of an individual was resident in Canada immediately before the individual's death at a particular time in a taxation year and the spouse and the individual's legal representatives jointly so elect in writing in the individual's return of income for the year,

(a) subsection (6) does not apply to the individual;

(b) the spouse is deemed to have received a particular eligible amount at the particular time equal to the amount that, but for 30 this subsection, would be determined under subsection (6) in respect of the individual;

(c) for the purposes of subsection (4) and paragraph (d), the completion date in respect of the particular amount is deemed to be

(i) if the spouse received an eligible amount before the death (other than an eligible amount received in a participation period of the spouse that ended before the beginning of the year), the completion date in respect of that amount, and

5 **5 (14) Le paragraphe 146.01(6) de la même loi, modifié par le paragraphe (13), est remplacé par ce qui suit :**

(6) Est inclus dans le calcul du revenu 10 ^{Décès} d'un particulier pour l'année d'imposition de son décès l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) son solde RAP immédiatement avant 15 son décès;

b) le montant qu'il a indiqué pour l'année en application du paragraphe (3).

(15) Le paragraphe 146.01(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Dans le cas où le conjoint d'un particulier résidait au Canada immédiatement avant le décès de ce dernier au cours d'une année d'imposition, les règles suivantes s'appliquent s'il en fait le choix conjointement avec 25 le représentant légal du particulier dans un document joint à la déclaration de revenu du particulier pour l'année :

a) le paragraphe (6) ne s'applique pas au particulier;

b) le conjoint est réputé avoir reçu au moment du décès un montant admissible donné égal au montant qui serait calculé à l'égard du particulier en application du paragraphe (6) en l'absence du présent paragraphe;

c) pour l'application du paragraphe (4) et de l'alinéa d), la date de clôture relative au montant donné est réputée correspondre à la date suivante :

(i) si le conjoint a reçu un montant admissible avant le décès (sauf un tel montant reçu au cours d'une de ses périodes de participation terminées avant le début de l'année), la date de clôture relative à ce montant,

Death of individual

Exception

Exception

(ii) in any other case, the completion date in respect of the last eligible amount received by the individual; and

(d) for the purpose of subsection (4), the completion date in respect of each eligible amount received by the spouse, after the death and before the end of the spouse's participation period that includes the time of the death, is deemed to be the completion date in respect of the particular 10 amount.

(16) Subsection (1), the definitions "regular eligible amount" and "supplemental eligible amount" in subsection 146.01(1) of the Act, as enacted by subsection (4), and subsection (5) apply to amounts received after 1998.

(17) Subsection (2) applies to amounts received after 1996, except that the portion of paragraph (b) of the definition "excluded withdrawal" in subsection 146.01(1) of the Act before subparagraph (ii), as enacted by subsection (2), shall in its application to amounts received before 1999 be read as follows:

(b) a particular amount (other than an eligible amount), received in a calendar year, that would be an eligible amount of the individual if

(i) the definition "eligible amount" 30 were read without reference to paragraphs (c) and (e) of that definition,

(18) Subsection (3) and the definitions "designated withdrawal", "HBP balance", "participation period" and "specified disabled person" in subsection 146.01(1) of the Act, as enacted by subsection (4), apply after 1998.

(19) Subsections (6) and (8) to (12) apply 40 to the 1999 and subsequent taxation years.

(20) Subsection (7) applies to the 1996 and subsequent taxation years.

(ii) dans les autres cas, la date de clôture relative au dernier montant admissible reçu par le particulier;

d) pour l'application du paragraphe (4), la date de clôture relative à chaque montant admissible reçu par le conjoint après le décès et avant la fin de sa période de participation qui comprend le moment du décès est réputée être la date de clôture relative au montant donné. 10

(16) Le paragraphe (1), les définitions de « montant admissible principal » et « montant admissible supplémentaire » au paragraphe 146.01(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (4), et le paragraphe (5) 15 s'appliquent aux montants reçus après 1998.

(17) Le paragraphe (2) s'applique aux montants reçus après 1996. Toutefois, le 20 passage de l'alinéa b) de la définition de 20 « retrait exclu » au paragraphe 146.01(1) de la même loi précédant le sous-alinéa (ii), édicté par le paragraphe (2), est remplacé par ce qui suit pour ce qui est de son application aux montants reçus avant 1999 : 25

b) soit un montant donné (sauf un montant admissible), reçu au cours d'une année civile, qui serait un montant admissible pour lui si, à la fois :

(i) il n'était pas tenu compte des ali- 30 néas c) et e) de la définition de « montant admissible »,

(18) Le paragraphe (3) et les définitions de « période de participation », « personne handicapée déterminée », « retrait déterminé » et « solde RAP » au paragraphe 146.01(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (4), s'appliquent à compter de 35 1999.

(19) Les paragraphes (6) et (8) à (12) s'appliquent aux années d'imposition 1999 et suivantes.

(20) Le paragraphe (7) s'applique aux années d'imposition 1996 et suivantes.

(21) Subsection (13) applies to the 1997 to 1999 taxation years.

(22) Subsection (14) applies to the 2000 and subsequent taxation years.

(23) Subsection (15) applies to deaths that occur after 1998 except that, for deaths that occur in 1999, subparagraph 146.01(7)(c)(ii) of the Act, as enacted by subsection (15), shall be read as follows:

(ii) in any other case,

(A) the completion date in respect of an eligible amount, if any, received by the individual in a participation period of the individual that includes the time of the death, or

(B) if clause (A) does not apply, October 1, 2000; and

61. (1) The Act is amended by adding the following after section 146.01:

Lifelong Learning Plan

146.02 (1) The definitions in this subsection apply in this section.

“annuitant” has the meaning assigned by subsection 146(1).

“benefit” has the meaning assigned by subsection 146(1).

“eligible amount” of an individual means a particular amount received at a particular time in a calendar year by the individual as a benefit out of or under a registered retirement savings plan if

(a) the particular amount is received after 1998 pursuant to the individual’s written request in a prescribed form;

(b) in respect of the particular amount, the individual designates in the form a 35 person (in this definition referred to as the “designated person”) who is the individual or the individual’s spouse;

(c) the total of the particular amount and all other eligible amounts received by 40 the individual at or before the particular

(21) Le paragraphe (13) s’applique aux années d’imposition 1997 à 1999.

(22) Le paragraphe (14) s’applique aux années d’imposition 2000 et suivantes.

5 (23) Le paragraphe (15) s’applique aux décès survenus après 1998. Toutefois, dans le cas d’un décès survenu en 1999, le sousalinéa 146.01(7)c(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (15), est remplacé par ce qui suit :

10

10 (ii) dans les autres cas :

(A) la date de clôture relative à un montant admissible reçu par le particulier au cours de sa période de participation qui comprend le moment du 15 décès,

(B) en cas d’inapplication de la division (A), le 1^{er} octobre 2000;

61. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 146.01, de ce qui suit :

Régime d’éducation permanente

146.02 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

Définitions

« étudiant à temps plein » Quant à une année d’imposition, s’entend notamment du particulier auquel le paragraphe 118.6(3) s’applique aux fins du calcul de l’impôt payable en vertu de la présente partie pour l’année ou pour l’année d’imposition suivante.

30

« montant admissible » Montant qu’un particulier reçoit à un moment donné d’une année civile à titre de prestation dans le cadre d’un régime enregistré d’épargne-retraite, si les conditions suivantes sont réunies :

« montant admissible »
“eligible amount”

a) le particulier reçoit le montant après 1998 à sa demande écrite présentée sur le formulaire prescrit;

b) une personne — le particulier ou son conjoint — est désignée dans le formulaire relativement au montant;

c) la somme du montant et des autres montants admissibles reçus par le particulier au cours de l’année jusqu’au mo-

45

time and in the year does not exceed \$10,000;

(d) the total of the particular amount and all other eligible amounts received by the individual at or before the particular time (other than amounts received in participation periods of the individual that ended before the year) does not exceed \$20,000; 5

(e) the individual did not receive an eligible amount at or before the particular time in respect of which someone other than the designated person was designated (other than an amount received in a participation period of the individual that ended before the year); 10

(f) the designated person

(i) is enrolled at the particular time as a full-time student in a qualifying educational program, or 20

(ii) has received written notification before the particular time that the designated person is absolutely or contingently entitled to enrol before March of the following year as a full-time student in a qualifying educational program; 25

(g) the individual is resident in Canada throughout the period that begins at the particular time and ends immediately before the earlier of 30

(i) the beginning of the following year, and

(ii) the time of the individual's death;

(h) except where the individual dies after the particular time and before April of the following year, the designated person is enrolled as a full-time student in a qualifying educational program after the particular time and before March 40 of the following year and

(i) the designated person completes the program before April of the following year,

(ii) the designated person does not withdraw from the program before April of the following year, or 45

ment donné inclusivement n'excède pas 10 000 \$;

d) la somme du montant et des autres montants admissibles reçus par le particulier au moment donné ou antérieurement (sauf les montants reçus au cours de ses périodes de participation terminées avant l'année) n'excède pas 20 000 \$; 5

e) le particulier n'a pas reçu, au moment donné ou antérieurement, un montant admissible relativement auquel une personne autre que la personne désignée était désignée (sauf un montant reçu au cours d'une période de participation du 15 particulier terminée avant l'année);

f) la personne désignée :

(i) soit est inscrite au moment donné à un programme de formation admissible comme étudiant à temps plein, 20

(ii) soit a reçu avant le moment donné un avis écrit portant qu'elle peut, avec ou sans condition, s'inscrire avant mars de l'année suivante à un programme de formation admissible 25 comme étudiant à temps plein;

g) le particulier réside au Canada tout au long de la période commençant au moment donné et se terminant immédiatement avant le début de l'année suivante 30 ou, s'il est antérieur, le moment de son décès;

h) sauf dans le cas où le particulier décède après le moment donné et avant avril de l'année suivante, la personne 35 désignée est inscrite à un programme de formation admissible comme étudiant à temps plein après le moment donné et avant mars de l'année suivante et, selon le cas : 40

(i) elle termine le programme avant avril de l'année suivante,

(ii) elle ne se retire pas du programme avant avril de l'année suivante,

(iii) moins de 75 % des frais de scolarité payés pour son compte, après le début de l'année et avant avril de 45

"excluded premium"
"prime exclue"

<p>(iii) less than 75% of the tuition paid, after the beginning of the year and before April of the following year, in respect of the designated person and the program is refundable; and</p>	5	<p>l'année suivante, relativement au programme sont remboursables;</p>
<p>(i) if an eligible amount was received by the individual before the year, the particular time is neither</p>		<p>i) dans le cas où le particulier a reçu un montant admissible avant l'année, le moment donné :</p>
<p>(i) in the individual's repayment period for the individual's participation period that includes the particular time, nor</p>	10	<p>(i) d'une part, ne fait pas partie de la période de remboursement du particulier pour sa période de participation qui le comprend,</p>
<p>(ii) after January (or a later month where the Minister so permits) of the fifth calendar year of that participation period.</p>	15	<p>(ii) d'autre part, n'est pas postérieur à 10 janvier (ou tout mois postérieur autorisé par le ministre) de la cinquième année civile de cette période de participation.</p>
<p>"excluded premium" of an individual means a premium that</p>		<p>« période de participation » Quant à un particulier, chaque période qui commence au début d'une année civile au cours de laquelle il reçoit un montant admissible et au début de laquelle son solde REP est nul et se termine immédiatement avant le début de la première année civile suivante au début de laquelle son solde REP est nul.</p>
<p>(a) was designated by the individual for the purpose of paragraph 60(j), (j.1) or 20(l) or subsection 146.01(3);</p>	20	<p>« période de participation » Quant à un particulier, chaque période qui commence au début d'une année civile au cours de laquelle il reçoit un montant admissible et au début de laquelle son solde REP est nul et se termine immédiatement avant le début de la première année civile suivante au début de laquelle son solde REP est nul.</p>
<p>(b) was a repayment to which paragraph (b) of the definition "excluded withdrawal" in subsection 146.01(1) applies;</p>	25	<p>« période de remboursement » Quant à un particulier pour sa période de participation relativement à une personne désignée en vertu de l'alinéa b) de la définition de « montant admissible », la période suivante qui fait partie de la période de participation et qui :</p>
<p>(c) was an amount transferred directly from a registered retirement savings plan, registered pension plan, registered retirement income fund, deferred profit sharing plan or a provincial pension plan prescribed for the purpose of paragraph 60(v); or</p>	30	<p>a) commence :</p>
<p>(d) was deductible under subsection 146(6.1) in computing the individual's income for any taxation year.</p>	35	<p>(i) au début de la troisième année civile de la période de participation, dans le cas où la personne n'aurait pas le droit de déduire un montant en application du paragraphe 118.6(2) pour au moins trois mois de chacune des deuxièmes et troisièmes années civiles de cette période en l'absence de l'alinéa b) de l'élément B de la formule figurant à ce paragraphe,</p>
<p>"excluded withdrawal" of an individual means</p>	40	<p>(ii) au début de la quatrième année civile de la période de participation, dans le cas où le sous-alinéa (i) ne s'applique pas et où la personne n'aurait pas le droit de déduire un montant en application du paragraphe 118.6(2) pour au moins trois mois de chacune des troisièmes et quatrièmes années ci-</p>
<p>(a) an eligible amount received by the individual; or</p>	45	<p>(i) au début de la troisième année civile de la période de participation, dans le cas où la personne n'aurait pas le droit de déduire un montant en application du paragraphe 118.6(2) pour au moins trois mois de chacune des deuxièmes et troisièmes années civiles de cette période en l'absence de l'alinéa b) de l'élément B de la formule figurant à ce paragraphe,</p>
<p>(b) a particular amount (other than an eligible amount) received while the individual was resident in Canada and in a calendar year if</p>	50	<p>(ii) au début de la quatrième année civile de la période de participation, dans le cas où le sous-alinéa (i) ne s'applique pas et où la personne n'aurait pas le droit de déduire un montant en application du paragraphe 118.6(2) pour au moins trois mois de chacune des troisièmes et quatrièmes années ci-</p>
<p>(i) the particular amount would be an eligible amount of the individual if the definition "eligible amount" were</p>	55	<p>(i) au début de la troisième année civile de la période de participation, dans le cas où la personne n'aurait pas le droit de déduire un montant en application du paragraphe 118.6(2) pour au moins trois mois de chacune des deuxièmes et troisièmes années civiles de cette période en l'absence de l'alinéa b) de l'élément B de la formule figurant à ce paragraphe,</p>

"période de participation"
"participation period"

"période de remboursement"
"repayment period"

"excluded withdrawal"
"retrait exclu"

<p>read without reference to paragraphs (g) and (h) of that definition,</p> <p>(ii) a payment (other than an excluded premium) equal to the particular amount is paid by the individual under a retirement savings plan that is, at the end of the taxation year of payment, a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant, 5</p> <p>(iii) the payment is made before the particular time that is,</p> <p>(A) if the individual was not resident in Canada at the time the individual filed a return of income for the taxation year in which the particular amount was received, the earlier of</p> <p style="margin-left: 20px;">(I) the end of the following calendar year, and 20</p> <p style="margin-left: 20px;">(II) the time at which the individual filed the return, and</p> <p>(B) in any other case, the end of the following calendar year, and</p> <p>(iv) the payment (and no other payment) is designated under this subparagraph as a repayment of the particular amount in prescribed form filed with the Minister on or before the particular time (or before such later time as is acceptable to the Minister). 25</p> <p>“full-time student” in a taxation year includes an individual to whom subsection 118.6(3) applies for the purpose of computing tax payable under this Part for the year or the following taxation year. 30</p> <p>“LLP balance” of an individual at any time means the amount, if any, by which the total of all eligible amounts received by the individual at or before that time exceeds the total of</p> <p style="margin-left: 20px;">(a) all amounts designated under subsection (3) by the individual for taxation years that ended before that time, and 40</p> <p style="margin-left: 20px;">(b) all amounts each of which is included under subsection (4) or (5) in com-</p>	<p>viles de cette période en l'absence de l'alinéa b) de l'élément B de la formule figurant à ce paragraphe,</p> <p>(iii) au début de la cinquième année civile de la période de participation, 5 dans le cas où les sous-alinéas (i) et (ii) ne s'appliquent pas et où la personne n'aurait pas le droit de déduire un montant en application du paragraphe 118.6(2) pour au moins trois mois de chacune des quatrième et cinquième années civiles de cette période en l'absence de l'alinéa b) de l'élément B de la formule figurant à ce paragraphe, 10 15</p> <p>(iv) au début de la sixième année civile de la période de participation, dans les autres cas;</p> <p>b) se termine à la fin de la période de participation. 20</p> <p>« prestation » S'entend au sens du paragraphe 146(1). 25</p> <p>« prime » S'entend au sens du paragraphe 146(1). 30</p> <p>« prime exclue » Prime d'un particulier qui, selon le cas : 35</p> <p style="margin-left: 20px;">a) a été indiquée par le particulier dans sa déclaration de revenu pour l'application des alinéas 60j), j.1) ou l) ou dans un formulaire prescrit pour l'application du paragraphe 146.01(3);</p> <p style="margin-left: 20px;">b) représente un remboursement auquel s'applique l'alinéa b) de la définition de « retrait exclu » au paragraphe 146.01(1); 40</p> <p style="margin-left: 20px;">c) est un montant transféré directement d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un régime de pension agréé, d'un fonds enregistré de revenu de retraite, d'un régime de participation différée aux bénéfices ou d'un régime provincial de pensions visé par règlement pour l'application de l'alinéa 60v);</p> <p style="margin-left: 20px;">d) était déductible en application du paragraphe 146(6.1) dans le calcul du revenu du particulier pour une année d'imposition. 45</p>
---	---

“full-time student”
“étudiant à temps plein”

“LLP balance”
“solde REP”

“participation period”
“période de participation”

“premium”
“prime”

“qualifying educational program”
“programme de formation admissible”

“repayment period”
“période de remboursement”

puting the individual’s income for a taxation year that ended before that time.

“participation period” of an individual means each period

(a) that begins at the beginning of a calendar year

(i) in which the individual receives an eligible amount, and

(ii) at the beginning of which the individual’s LLP balance is nil; and

(b) that ends immediately before the beginning of the first subsequent calendar year at the beginning of which the individual’s LLP balance is nil.

“premium” has the meaning assigned by subsection 146(1).

“qualifying educational program” means a qualifying educational program (as defined in subsection 118.6(1)) at a designated educational institution (as defined in subsection 118.6(1)), except that the definition “qualifying educational program” in subsection 118.6(1) shall be read

(a) without reference to paragraphs (a) and (b) of that definition; and

(b) as if the expression “3 consecutive weeks” were “3 consecutive months”.

“repayment period” of an individual for a participation period of the individual in respect of a person designated under paragraph (b) of the definition “eligible amount” means the period, if any, within the participation period

(a) that begins

(i) at the beginning of the third calendar year within the participation period, if the person would not be entitled to claim an amount under subsection 118.6(2) in respect of at least three months in each of the second and third calendar years within the participation period, if that subsection were read without reference to paragraph (b) of the description of B in that subsection,

« programme de formation admissible » Programme de formation admissible, au sens du paragraphe 118.6(1), d’un établissement d’enseignement agréé, au sens du même paragraphe, compte tenu des modifications suivantes apportées à la définition de « programme de formation admissible » à ce paragraphe :

a) il n’est pas tenu compte des alinéas a) et b) de cette définition;

b) le passage « 3 semaines consécutives » est remplacé par « 3 mois consécutifs ».

« rentier » S’entend au sens du paragraphe 146(1).

« retrait exclu » Retrait d’un particulier qui constitue :

a) soit un montant admissible qu’il a reçu;

b) soit un montant donné, sauf un montant admissible, qu’il a reçu au cours d’une année civile pendant qu’il résidait au Canada, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) le montant donné serait un montant admissible pour lui en l’absence des alinéas g) et h) de la définition de « montant admissible »,

(ii) il effectue un paiement, sauf une prime exclue, égal au montant donné dans le cadre d’un régime d’épargne-retraite qui, à la fin de l’année d’imposition du paiement, est un régime enregistré d’épargne-retraite dont il est le rentier,

(iii) le paiement est effectué avant le moment donné suivant :

(A) si le particulier ne résidait pas au Canada au moment où il a produit une déclaration de revenu pour l’année d’imposition de la réception du montant donné, le premier en date des moments suivants :

(I) la fin de l’année civile suivante,

(II) le moment de la production de la déclaration,

« programme de formation admissible »
“qualifying educational program”

5

« rentier »
“annuitant”

15

« retrait exclu »
“excluded withdrawal”

20

35

30

40

45

<p>(ii) at the beginning of the fourth calendar year within the participation period, if subparagraph (i) does not apply and the person would not be entitled to claim an amount under subsection 118.6(2) in respect of at least three months in each of the third and fourth calendar years within the participation period, if that subsection were read without reference to paragraph (b) of the description of B in that subsection,</p>	<p>(B) dans les autres cas, la fin de l'année civile suivante,</p> <p>(iv) le paiement (et aucun autre) est indiqué en application du présent sous-alinéa à titre de remboursement du montant donné dans un formulaire prescrit présenté au ministre au moment visé au sous-alinéa (iii) ou antérieurement (ou avant tout moment postérieur que celui-ci estime acceptable).</p>
<p>(iii) at the beginning of the fifth calendar year within the participation period, if subparagraphs (i) and (ii) do not apply and the person would not be entitled to claim an amount under subsection 118.6(2) in respect of at least three months in each of the fourth and fifth calendar years within that period, if that subsection were read without reference to paragraph (b) of the description of B in that subsection, and</p>	<p>« solde REP » Quant à un particulier à un moment donné, l'excédent éventuel du total des montants admissibles qu'il a reçus à ce moment ou antérieurement sur le total des montants suivants :</p>
<p>(iv) in any other case, at the beginning of the sixth calendar year within the participation period; and</p>	<p>a) les montants qu'il a indiqués en application du paragraphe (3) pour les années d'imposition s'étant terminées avant ce moment;</p>
<p>(b) that ends at the end of the participation period.</p>	<p>b) les montants dont chacun est inclus en application des paragraphes (4) ou (5) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition s'étant terminée avant ce moment.</p>
<p>(2) For the purpose of the definition “eligible amount” in subsection (1), a particular person is deemed to be the only person in respect of whom a particular amount was designated under paragraph (b) of that definition if</p>	<p>(2) Pour l'application de la définition de « montant admissible » au paragraphe (1), une personne est réputée être la seule personne désignée relativement à un montant pour l'application de l'alinéa b) de cette définition dans le cas où, à la fois :</p>
<p>(a) an individual received the particular amount;</p>	<p>a) un particulier a reçu le montant;</p>
<p>(b) the individual files a prescribed form with the Minister in which the particular person is specified in connection with the receipt of the particular amount;</p>	<p>b) le particulier présente au ministre un formulaire prescrit dans lequel le nom de la personne est indiqué relativement à la réception du montant;</p>
<p>(c) the particular amount would be an eligible amount of the individual if</p>	<p>c) le montant serait un montant admissible pour le particulier si, à la fois :</p>
<p>(i) that definition were read without reference to paragraphs (b) and (e) of that definition, and</p>	<p>(i) il n'était pas tenu compte des alinéas b) et e) de cette définition,</p>
<p>(ii) each reference in the portion of that definition after paragraph (d) to “desig-</p>	<p>40 (ii) les mentions de « personne désignée » après l'alinéa d) de cette définition étaient remplacées par « particulier » ou « conjoint du particu-</p>

Repayment of eligible amount

nated person" were read as "individual" or "individual's spouse"; and

(d) the Minister so permits.

(3) An individual may designate a single amount for a taxation year in prescribed form filed with the individual's return of income for the year if the amount does not exceed the lesser of

(a) the total of all amounts (other than excluded premiums, repayments to which paragraph (b) of the definition "excluded withdrawal" in subsection (1) applies and amounts paid by the individual in the first 60 days of the year that can reasonably be considered to have been deducted in computing the individual's income, or designated under this subsection, for the preceding taxation year) paid by the individual in the year or within 60 days after the end of the year under a retirement savings plan that is at the end of the year or the following taxation year a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant, and

(b) the individual's LLP balance at the end of the year.

If portion of eligible amount not repaid

(4) There shall be included in computing an individual's income for a particular taxation year that begins after 2000 the amount determined by the formula

$$[(A - B - C)/(10 - D)] - E$$

where

A is

(a) nil, if

(i) the individual died or ceased to be resident in Canada in the particular year, or

(ii) the beginning of the particular year is not included in a repayment period of the individual, and

(b) in any other case, the total of all eligible amounts received by the individual in preceding taxation years (other than taxation years in participation peri-

lier », avec les adaptations grammaticales nécessaires;

d) le ministre le permet.

(3) Le particulier peut indiquer, pour une année d'imposition, dans un formulaire prescrit joint à sa déclaration de revenu pour l'année un montant unique ne dépassant pas le moins élevé des montants suivants :

a) le total des montants (sauf les primes exclues, les remboursements auxquels s'applique l'alinéa b) de la définition de « retrait exclu » au paragraphe (1) et les montants que le particulier a versés au cours des 60 premiers jours de l'année et qu'il est raisonnable de considérer comme étant soit déduits dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente, soit indiqués en application du présent paragraphe pour cette même année) versés par le particulier au cours de l'année ou des 60 jours suivant la fin de cette année dans le cadre d'un régime d'épargne-retraite qui, à la fin de l'année ou de l'année d'imposition suivante, est un régime enregistré d'épargne-retraite dont il est le rentier;

b) le solde REP du particulier à la fin de l'année.

(4) Est inclus dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition donnée qui commence après 2000 le montant obtenu par la formule suivante :

$$[(A - B - C)/(10 - D)] - E$$

où :

A représente :

Non-remboursement

35

a) zéro, si, selon le cas :

(i) le particulier est décédé ou a cessé de résider au Canada au cours de l'année donnée,

(ii) le début de l'année donnée ne fait pas partie d'une période de remboursement du particulier,

b) le total des montants admissibles que le particulier a reçus au cours des années d'imposition antérieures (sauf les années d'imposition qui font partie de

Remboursement du montant admissible

5

ods of the individual that ended before the particular year);	périodes de participation du particulier s'étant terminées avant l'année donnée), dans les autres cas;
B is (a) nil, if the particular year is the first taxation year in a repayment period of the individual, and	5 B : a) zéro, si l'année donnée est la première année d'imposition d'une période de remboursement du particulier,
(b) in any other case, the total of all amounts designated under subsection (3) by the individual for preceding taxation years (other than taxation years in 10 participation periods of the individual that ended before the particular year);	b) le total des montants que le particulier a indiqués en application du paragraphe (3) pour les années d'imposition 10 antérieures (sauf les années d'imposition qui font partie de périodes de participation du particulier s'étant terminées avant l'année donnée), dans les autres cas;
C is the total of all amounts each of which is included under this subsection or subsection (5) in computing the individual's income for a preceding taxation year (other than a taxation year included in a participation period of the individual that ended before the particular year);	15 C le total des montants dont chacun est inclus en application du présent paragraphe ou du paragraphe (5) dans le calcul du revenu du particulier pour une année d'imposition antérieure (sauf une année 20 d'imposition comprise dans une période de participation du particulier s'étant terminée avant l'année donnée);
D is the lesser of nine and the number of 20 taxation years of the individual that end in the period that	20 D neuf ou, s'il est moins élevé, le nombre d'années d'imposition du particulier qui 25 se terminent dans la période :
(a) begins at the beginning of the individual's last repayment period that began at or before the beginning of the 25 particular year, and	25 a) commençant au début de sa dernière période de remboursement ayant commencé au début de l'année donnée ou antérieurement,
(b) ends at the beginning of the particular year; and	30 b) se terminant au début de l'année donnée;
E is (a) if the particular year is the first taxation year within a repayment period of the individual, the total of the amount designated under subsection (3) by the individual for the particular year and all amounts so designated for preceding 35 taxation years (other than taxation years in participation periods of the individual that ended before the particular year), and	35 E : a) le total des montants que le particulier a indiqués en application du paragraphe (3) pour l'année donnée et des montants ainsi indiqués pour les années d'imposition antérieures (sauf les années d'imposition qui font partie de périodes de participation du particulier 40 s'étant terminées avant l'année donnée), si l'année donnée est la première année d'imposition d'une période de remboursement du particulier,
(b) in any other case, the amount designated under subsection (3) by the individual for the particular year.	45 b) le montant que le particulier a indiqué en application du paragraphe (3) pour l'année donnée, dans les autres cas.

Ceasing
residence in
Canada

(5) If at any time in a taxation year an individual ceases to be resident in Canada, there shall be included in computing the individual's income for the period in the year during which the individual was resident in Canada the amount, if any, by which

(a) the total of all amounts each of which is an eligible amount received by the individual in the year or a preceding taxation year

10

exceeds the total of

(b) all amounts designated under subsection (3) by the individual in respect of amounts paid not later than 60 days after that time and before the individual files a return of income for the year, and

20

(c) all amounts included under subsection (4) or this subsection in computing the individual's income for preceding taxation years.

(5) Le particulier qui cesse de résider au Canada à un moment donné d'une année d'imposition doit inclure dans le calcul de son revenu pour la période de l'année où il y résidait l'excédent éventuel du total des montants admissibles qu'il a reçus au cours de l'année et des années d'imposition antérieures sur le total des montants suivants :

a) les montants qu'il a indiqués en application du paragraphe (3) relativement à 10 des montants versés au plus tard 60 jours après le moment donné et avant qu'il ne produise une déclaration de revenu pour l'année;

b) les montants inclus en application du paragraphe (4) ou du présent paragraphe dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures.

Death of
individual

(6) If an individual dies at any time in a taxation year, there shall be included in computing the individual's income for the year the amount, if any, by which

(a) the individual's LLP balance immediately before that time

25

exceeds

(b) the amount designated under subsection (3) by the individual for the year.

(6) Est inclus dans le calcul du revenu d'un particulier pour l'année d'imposition de son décès l'excédent éventuel de son solde REP immédiatement avant son décès sur le montant qu'il a indiqué en application du paragraphe (3) pour l'année.

Exception

(7) If a spouse of an individual was resident in Canada immediately before the individual's death at a particular time in a taxation year and the spouse and the individual's legal representatives jointly so elect in writing in the individual's return of income for the year,

(a) subsection (6) does not apply to the individual;

(b) the spouse is deemed to have received a particular eligible amount at the particular time equal to the amount that, but for this subsection, would be determined under subsection (6) in respect of the individual;

(c) subject to paragraph (d), for the purpose of applying this section after the par-

(7) Dans le cas où le conjoint d'un particulier résidait au Canada immédiatement avant le décès de ce dernier au cours d'une année d'imposition, les règles suivantes s'appliquent s'il en fait le choix conjointement avec le représentant légal du particulier dans un document joint à la déclaration de revenu du particulier pour l'année :

a) le paragraphe (6) ne s'applique pas au particulier;

b) le conjoint est réputé avoir reçu au moment du décès un montant admissible donné égal au montant qui serait calculé à l'égard du particulier en application du paragraphe (6) en l'absence du présent paragraphe;

40

Cessation de
résidence

Décès

Exception

ticular time, the spouse is deemed to be the person designated under paragraph (b) of the definition "eligible amount" in subsection (1) in respect of the particular amount; and

(d) where the spouse received an eligible amount before the particular time in the spouse's participation period that included the particular time and the particular individual designated under paragraph (b) of 10 the definition "eligible amount" in subsection (1) in respect of that eligible amount was not the spouse, for the purpose of applying this section after the particular time the particular individual is deemed to be 15 the person designated under that paragraph in respect of the particular amount.

(2) Subsection (1) applies after 1998.

62. (1) The definition "accumulated income payment" in subsection 146.1(1) of the 20 Act is replaced by the following:

"accumulated income payment" under an education savings plan means any amount paid out of the plan, other than a payment described in any of paragraphs (a) and (c) 25 to (e) of the definition "trust", to the extent that the amount so paid exceeds the fair market value of any consideration given to the plan for the payment of the amount;

(2) The definition "trust" in subsection 146.1(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

(c.1) the repayment of amounts under Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act*,

(3) Subsection 146.1(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"contribution" into an education savings 40 plan does not include an amount paid into the plan by the Minister of Human Re-

c) sous réserve de l'alinéa d) et pour l'application du présent article après le moment du décès, le conjoint est réputé être la personne désignée en application de l'alinéa b) de la définition de « montant admissible » au paragraphe (1) relativement au montant donné;

d) si le conjoint a reçu un montant admissible avant le moment du décès au cours de sa période de participation comprenant ce 10 moment, mais que le particulier qui est désigné en application de l'alinéa b) de la définition de « montant admissible » relativement à ce montant n'est pas le conjoint, le particulier ainsi désigné est réputé, pour 15 l'application du présent article après le moment du décès, être la personne désignée en application de cet alinéa relativement au montant donné.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter de 1999.

62. (1) La définition de « paiement de revenu accumulé », au paragraphe 146.1(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« paiement de revenu accumulé » Montant 25 « paiement de revenu accumulé »
payé sur un régime d'épargne-études, à l'exception d'un paiement visé à l'un des alinéas a) et c) à e) de la définition de « fiducie », dans la mesure où il dépasse la juste valeur marchande de toute contrepartie donnée au régime pour le paiement du montant.

« paiement de revenu accumulé »
“accumulated income payment”

(2) La définition de « fiducie », au paragraphe 146.1(1) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) le remboursement de montants aux termes de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*;

40

(3) Le paragraphe 146.1(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« cotisation » N'est pas une cotisation à un régime d'épargne-études le montant que le 45 ministre du Développement des ressources

« cotisation »
“contribution”

"accumulated income payment"
“paiement de revenu accumulé”

"contribution"
“cotisation”

“qualified investment”
“placement admissible”

sources Development under Part III.1 of the *Department of Human Resources Development Act*;

“qualified investment” for a trust governed by a registered education savings plan means

(a) an investment that would be described in any of paragraphs (a), (b), (d) and (f) to (h) of the definition “qualified investment” in section 204 if the reference in that definition to “a trust governed by a deferred profit sharing plan or revoked plan” were read as a reference to “a trust governed by a registered education savings plan”,

15

(b) a bond, debenture, note or similar obligation of a corporation the shares of which are listed on a prescribed stock exchange in Canada,

(c) a contract for an annuity issued by a 20 licensed annuities provider where

(i) the trust is the only person who, disregarding any subsequent transfer of the contract by the trust, is or may become entitled to any annuity payments under the contract, and

(ii) the holder of the contract has a right to surrender the contract at any time for an amount that would, if reasonable sales and administration 30 charges were ignored, approximate the value of funds that could otherwise be applied to fund future periodic payments under the contract,

(d) an investment that was acquired by 35 the trust before October 28, 1998, and

(e) a prescribed investment;

(4) Subsection 146.1(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) application for registration of the plan is made by the promoter in prescribed form containing prescribed information;

humaines verse au régime aux termes de la partie III.1 de la *Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines*.

“placement admissible” Dans le cas d’une fiducie régie par un régime d’épargne-études :

“placement admissible”
“qualified investment”

a) placement qui serait visé à l’un des alinéas a), b), d) et f) à h) de la définition de « placement admissible » à l’article 204 si la mention de « fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfices ou un régime dont l’agrement est retiré » y était remplacée par « fiducie régie par un régime d’épargne-études »;

15

b) obligation, billet ou autre titre semblable d’une société dont les actions sont cotées à une bourse de valeurs au Canada visée par règlement;

c) contrat relatif à une rente établi par 20 un fournisseur de rentes autorisé, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) la fiducie est la seule personne qui, s’il est fait abstraction d’un transfert subséquent du contrat par la fiducie, a 25 droit ou peut avoir droit à des paiements de rente dans le cadre du contrat,

(ii) le titulaire du contrat a le droit d’exiger le rachat de celui-ci à tout 30 moment pour un montant qui, s’il n’était pas tenu compte de frais de vente et d’administration raisonnables, correspondrait à peu près à la valeur des fonds qui pourraient servir par ailleurs à financer des paiements périodiques futurs dans le cadre du contrat;

d) placement acquis par la fiducie avant le 28 octobre 1998;

e) placement visé par règlement. 40

(4) Le paragraphe 146.1(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), 40 de ce qui suit :

b.1) la demande d’enregistrement du régime est présentée par le promoteur sur le 45 formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits;

(5) The portion of paragraph 146.1(2)(d.1) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(d.1) subject to subsection (2.2), the plan does not allow accumulated income payments under the plan, or the plan allows an accumulated income payment at a particular time only if

(6) Paragraph 146.1(2)(g.1) of the Act is replaced by the following:

(g.1) the plan does not allow for the payment of an educational assistance payment to or for an individual at any time after 1996 unless

(i) either

(A) the individual is at that time enrolled as a full-time student in a qualifying educational program at a post-secondary educational institution, or

(B) the individual is at that time enrolled as a student in a qualifying educational program at a post-secondary educational institution and has at that time a mental or physical impairment the effects of which on the individual have been certified in writing, by a person described in paragraph 118.3(1)(a.2) in relation to the individual's impairment, to be such that the individual cannot reasonably be expected to be enrolled as a full-time student, and

(ii) either

(A) the individual has been enrolled in the program during at least 13 consecutive weeks in the 12-month period before that time, or

(B) the total of the payment and all other educational assistance payments made under the plan to or for the individual before that time in respect of the individual's enrolment in the program does not exceed \$5,000 or such greater amount as the Minister of Human Resources Development

(5) Le passage de l'alinéa 146.1(2)d.1) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

d.1) sous réserve du paragraphe (2.2), il n'est pas permis d'effectuer des paiements de revenu accumulé dans le cadre du régime; dans le cas contraire, un tel paiement ne peut être effectué à un moment donné que si les conditions suivantes sont réunies :

(6) L'alinéa 146.1(2)g.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g.1) il n'est permis de verser un paiement d'aide aux études dans le cadre du régime après 1996 qu'au particulier qui répond 15 aux conditions suivantes :

(i) au moment du versement, il est :

(A) soit inscrit à un programme de formation admissible comme étudiant à temps plein dans un établissement 20 d'enseignement postsecondaire,

(B) soit inscrit à un programme de formation admissible comme étudiant dans un établissement d'enseignement postsecondaire et a une déficience mentale ou physique dont les effets, selon l'attestation écrite d'une personne visée à l'alinéa 118.3(1)a.2) relativement à la déficience en question, sont tels qu'il est vraisemblable 30 de s'attendre à ce que le particulier ne puisse être inscrit comme étudiant à temps plein,

(ii) selon le cas :

(A) il a été inscrit au programme pendant au moins treize semaines consécutives au cours de la période de douze mois précédent le moment du versement,

(B) la somme du paiement et des autres paiements d'aide aux études versés au particulier, ou pour son compte, dans le cadre du régime avant le moment du versement au titre de son inscription au programme ne dépasse pas 5 000 \$ ou tout montant supérieur approuvé par écrit par le ministre du Développement des res-

approves in writing with respect to the individual;

(7) Paragraph 146.1(2)(j) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (i) and by replacing subparagraph (ii) with the following:

(ii) that a contribution into the plan in respect of a beneficiary is permitted to be made only if

(A) the beneficiary had not attained 10 21 years of age before the time of the contribution, or

(B) the contribution is made by way of transfer from another registered education savings plan that allows 15 more than one beneficiary at any one time, and

(iii) that an individual is permitted to become a beneficiary under the plan at any particular time only if

(A) the individual had not attained 21 years of age before the particular time, or

(B) the individual was, immediately before the particular time, a beneficiary under another registered education savings plan that allows more than one beneficiary at any one time;

(8) Subsection 146.1(2) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (l), by adding the word "and" at the end of paragraph (m) and by adding the following after paragraph (m):

(n) the Minister has no reasonable basis to believe that the plan will become revocable.

(9) Section 146.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) For the purposes of paragraphs (2)(n) and (12.1)(d), a registered education savings plan is revocable at any time after October 27, 1998 at which

sources humaines relativement au particulier;

(7) Le sous-alinéa 146.1(2)j)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) qu'une cotisation ne peut être versée 5 au régime relativement à un bénéficiaire que si l'un des faits suivants se vérifie :

(A) le bénéficiaire n'avait pas atteint 21 ans avant le moment du versement de la cotisation, 10

(B) la cotisation est effectuée au moyen d'un transfert d'un autre régime enregistré d'épargne-études qui peut compter plus d'un bénéficiaire à un moment donné, 15

(iii) qu'un particulier ne peut devenir bénéficiaire du régime à un moment quelconque que si, selon le cas :

(A) il n'avait pas atteint 21 ans avant ce moment, 20

(B) immédiatement avant ce moment, il était bénéficiaire d'un autre régime enregistré d'épargne-études qui peut compter plus d'un bénéficiaire à un moment donné; 25

(8) Le paragraphe 146.1(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa m), de ce qui suit :

n) le ministre n'a pas de raison de croire que le régime deviendra révocable. 30

(9) L'article 146.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Pour l'application des alinéas (2)n) et (12.1)d), un régime enregistré d'épargne- 35 études est révocable à tout moment, postérieur au 27 octobre 1998, auquel l'un des faits suivants se vérifie :

(a) a trust governed by the plan acquires property that is not a qualified investment for the trust;	a) une fiducie régie par le régime acquiert un bien qui n'est pas un placement admissible pour elle;
(b) property held by a trust governed by the plan ceases to be a qualified investment for the trust and the property is not disposed of by the trust within 60 days after that time;	b) un bien détenu par une fiducie régie par le régime cesse d'être un placement admissible pour la fiducie et celle-ci n'en dispose pas dans les 60 jours suivant ce moment;
(c) a trust governed by the plan begins carrying on a business; or	c) une fiducie régie par le régime commence à exploiter une entreprise;
(d) a trustee that holds property in connection with the plan borrows money for the purposes of the plan, except where	d) un fiduciaire qui détient un bien dans le cadre du régime emprunte de l'argent pour les fins du régime, sauf si les conditions suivantes sont réunies :
(i) the money is borrowed for a term not exceeding 90 days,	(i) la durée de l'emprunt ne dépasse pas 90 jours,
(ii) the money is not borrowed as part of a series of loans or other transactions and repayments, and	(ii) l'emprunt ne fait pas partie d'une série de prêts, de remboursements ou d'autres opérations,
(iii) none of the property of the trust is used as security for the borrowed money.	(iii) aucun des biens de la fiducie ne sert à garantir l'emprunt.
(2.2) The Minister may, on written application of the promoter of a registered education savings plan, waive the application of the conditions in subparagraphs (2)(d.1)(v) and (vi) in respect of the plan where a beneficiary under the plan suffers from a severe and prolonged mental impairment that prevents, or can reasonably be expected to prevent, the beneficiary from enrolling in a qualifying educational program at a post-secondary educational institution.	(2.2) Le ministre peut, sur demande écrite du promoteur d'un régime enregistré d'épargne-études, renoncer à appliquer les conditions énoncées aux sous-alinéas (2)d.1)(v) et (vi) relativement au régime si le bénéficiaire du régime a une déficience mentale grave et prolongée qui l'empêche, ou pourrait vraisemblablement l'empêcher, de s'inscrire à un programme de formation admissible dans un établissement d'enseignement postsecondaire.
(10) Subsection 146.1(12.1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (c):	(10) Le paragraphe 146.1(12.1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :
(d) a day on which a registered education savings plan is revocable, or	d) le jour où le régime est révocable;
(e) a day on which a person fails to comply with a condition or obligation imposed under Part III.1 of the <i>Department of Human Resources Development Act</i> that applies with respect to a registered education savings plan,	e) le jour où une personne ne remplit pas une des conditions ou obligations imposées par la partie III.1 de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i> à l'égard d'un régime enregistré d'épargne-études.
(11) Subsections (1) to (3), (5) and (8) to (10) apply after 1997.	(11) Les paragraphes (1) à (3), (5) et (8) à (10) s'appliquent à compter de 1998.

(12) Subsections (4) and (7) apply to plans entered into after 1998.

(13) Subsection (6) applies to plans entered into after February 20, 1990, except that

(a) for plans entered into before 1998, references in that subsection to "individual" shall be read as "beneficiary"; and

(b) subparagraph 146.1(2)(g.1)(ii) of the Act, as enacted by subsection (6), does not apply to plans entered into before 1999.

63. (1) The portion of subsection 150(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

150. (1) Subject to subsection (1.1), a return of income that is in prescribed form and that contains prescribed information shall be filed with the Minister, without notice or demand for the return, for each taxation year of a taxpayer,

(a) in the case of a corporation, by or on behalf of the corporation within six months after the end of the year if

(i) at any time in the year the corporation

(A) is resident in Canada,
(B) carries on business in Canada,
(C) has a taxable capital gain, or
(D) disposes of a taxable Canadian property, or

(ii) tax under this Part is, or but for a tax treaty would be, payable by the corporation for the year;

(2) Section 150 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) Subsection (1) does not apply to a taxation year of a taxpayer if

(a) the taxpayer is a corporation that was a registered charity throughout the year; or

(12) Les paragraphes (4) et (7) s'appliquent aux régimes conclus après 1998.

(13) Le paragraphe (6) s'applique aux régimes conclus après le 20 février 1990. Tou

5

tefois :
a) en ce qui concerne les régimes conclus avant 1998, les mentions de « particulier » dans ce paragraphe valent mention de « bénéficiaire »;

b) le sous-alinéa 146.1(2)g.1(ii) de la même loi, édicté par ce paragraphe, ne s'applique pas aux régimes conclus avant 1999.

63. (1) Le passage du paragraphe 150(1) de la même loi précédent l'alinéa b) est rem

15 placé par ce qui suit :

150. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), une déclaration de revenu sur le formulaire prescrit et contenant les renseignements prescrits doit être présentée au ministre, sans avis ni mise en demeure, pour chaque année d'imposition d'un contribuable :

a) dans le cas d'une société, par la société, ou en son nom, dans les six mois suivant la fin de l'année si, selon le cas :

Sociétés

25

(i) au cours de l'année, l'un des faits suivants se vérifie :

(A) la société réside au Canada,
(B) elle exploite une entreprise au Canada,
(C) elle a un gain en capital imposable,
(D) elle dispose d'un bien canadien imposable,

(ii) l'impôt prévu à la présente partie est payable par la société pour l'année, ou le serait si ce n'était un traité fiscal;

30

35

40

(2) L'article 150 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'année d'imposition d'un contribuable dans les cas suivants :

Exception

40

Filing returns of income — general rule

Corporations

Exception

Déclarations — règle générale

<p>(b) the taxpayer is an individual unless</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) tax is payable under this Part by the individual for the year, (ii) where the individual is resident in Canada at any time in the year, the individual has a taxable capital gain or disposes of capital property in the year, 5 (iii) where the individual is non-resident throughout the year, the individual has a taxable capital gain or disposes of a taxable Canadian property in the year, or (iv) at the end of the year the individual's HBP balance or LLP balance (as defined in subsection 146.01(1) or 146.02(1)) is a positive amount. 15 	<p>a) le contribuable est une société qui a été un organisme de bienfaisance enregistré tout au long de l'année;</p> <p>b) le contribuable est un particulier, sauf si, selon le cas : 5</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un impôt est payable par lui pour l'année en vertu de la présente partie, (ii) dans le cas où il réside au Canada au cours de l'année, il a un gain en capital imposable ou dispose d'une immobilisation au cours de l'année, 10 (iii) dans le cas où il ne réside au Canada à aucun moment de l'année, il a un gain en capital imposable ou dispose d'un bien canadien imposable au cours 15 de l'année, (iv) à la fin de l'année, son solde RAP ou solde REP, au sens des paragraphes 146.01(1) et 146.02(1) respectivement, est positif. 20
---	--

(3) Subsections (1) and (2) apply to taxation years that begin after 1998.

64. (1) Subsection 161(6.1) of the Act is replaced by the following:

(6.1) Notwithstanding any other provision 20 in this section, where the tax payable under this Part by a taxpayer for a particular taxation year is increased because of

(a) an adjustment of an income or profits tax payable by the taxpayer to the government of a country other than Canada or to the government of a state, province or other political subdivision of such a country, or 25

(b) a reduction in the amount of foreign 30 tax deductible under subsection 126(1) or (2) in computing the taxpayer's tax otherwise payable under this Part for the particular year, as a result of the application of subsection 126(4.2) in respect of a share or 35 debt obligation disposed of by the taxpayer in the taxation year following the particular year,

no interest is payable, in respect of the increase in the taxpayer's tax payable, for the 40 period

Foreign tax credit adjustment

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 1998.

64. (1) Le paragraphe 161(6.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

(6.1) Malgré les autres dispositions du présent article, lorsque l'impôt payable par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition donnée est majoré en raison : 30

a) soit d'un rajustement de l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices payable par lui au gouvernement d'un pays étranger ou au gouvernement d'un État, d'une province ou d'une autre subdivision politique d'un 35 tel pays,

b) soit d'une réduction du montant d'impôt étranger déductible en application des paragraphes 126(1) ou (2) dans le calcul de son impôt payable par ailleurs en vertu 40 de la présente partie pour l'année donnée, par suite de l'application du paragraphe 126(4.2) à une action ou un titre de créance dont il a disposé au cours de l'année d'imposition suivant l'année donnée, 45

Rajustement du crédit pour impôt étranger

(c) that ends 90 days after the day on which the taxpayer is first notified of the amount of the adjustment, if paragraph (a) applies, and

(d) before the date of the disposition, if paragraph (b) applies.

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

65. (1) Section 162 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) Notwithstanding subsections (1) and (2), if a non-resident corporation is liable to a penalty under subsection (1) or (2) for failure to file a return of income for a taxation year, the amount of the penalty is the greater of

(a) the amount computed under subsection (1) or (2), as the case may be, and

(b) an amount equal to the greater of

(i) \$100, and

(ii) \$25 times the number of days, not exceeding 100, from the day on which the return was required to be filed to the day on which the return is filed.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after 1998.

66. (1) The portion of subsection 164(6.1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(6.1) Notwithstanding any other provision of this Act, if a right to acquire securities (as defined in subsection 7(7)) under an agreement in respect of which a benefit was deemed by paragraph 7(1)(e) to have been received by a taxpayer (in this subsection referred to as "the right") is exercised or disposed of by the taxpayer's legal representative within the first taxation year of the estate of the taxpayer and the repre-

aucun intérêt n'est payable à l'égard de la majoration pour la période applicable suivante :

c) en cas d'application de l'alinéa a), la période se terminant 90 jours après la date où le contribuable est avisé pour la première fois du montant du rajustement;

d) en cas d'application de l'alinéa b), la période antérieure à la date de la disposition.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

65. (1) L'article 162 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Malgré les paragraphes (1) et (2), la pénalité dont une société non-résidente est passible pour défaut de produire une déclaration de revenu pour une année d'imposition aux termes de ces paragraphes correspond au plus élevé des montants suivants :

a) le montant déterminé selon les paragraphes (1) ou (2), selon le cas;

b) le plus élevé des montants suivants :

(i) 100 \$,

(ii) le produit de 25 \$ par le nombre de jours, jusqu'à concurrence de 100, depuis le jour où la déclaration devait être produite jusqu'au jour où elle est produite.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après 1998.

66. (1) Le passage du paragraphe 164(6.1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(6.1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, lorsque le représentant légal d'un contribuable décédé lève, au cours de la première année d'imposition de la succession du contribuable, un droit d'acquérir des titres, au sens du paragraphe 7(7), en vertu d'une convention relativement à laquelle le contribuable est réputé par l'alinéa 7(1)e) avoir reçu un avantage, ou dispose d'un tel droit au cours de cette année, les règles suivantes s'appliquent si le représentant en fait

Failure to file
— non-resident
corporation

Défaut de
déclaration par
une société
non-résidente

Realization of
deceased
employees'
options

Réalisation
d'options
d'employés
décédés

sentative so elects in prescribed manner and on or before a prescribed day,

(2) Subsection (1) applies to deaths that occur after February 1998.

67. (1) Paragraph 180.1(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the amount, if any, by which

(i) 3% of the individual's tax payable under Part I for the year

exceeds

10

(ii) the amount, if any, by which

(A) \$250

exceeds

(B) 6% of the amount, if any, by which

15

(I) the individual's tax payable under Part I for the year

exceeds

(II) \$8,333, and

(2) Subsection (1) applies to the 1998 and subsequent taxation years except that, in its application to the 1998 taxation year, the portion of subparagraph 180.1(1)(a)(ii) of the Act before clause (B), as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(ii) 50% of the amount, if any, by which

(A) the lesser of \$250 and the amount that would, but for this subparagraph, be the individual's tax payable under this Part for the year

30

exceeds

68. (1) The description of C in subsection 190.1(1.2) of the Act is replaced by the following:

C is the number of days in the year that are after February 27, 1995 and before November 1999.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after February 27, 1995.

le choix selon les modalités et dans le délai réglementaires :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux décès survenus après février 1998.

5 67. (1) L'alinéa 180.1(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) sur le montant visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le montant correspondant à 3 % de 10 son impôt payable en vertu de la partie I pour l'année,

(ii) l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le montant visé à la division (B) :

(A) 250 \$,

(B) le montant correspondant à 6 % de l'excédent éventuel, sur 8 333 \$, de son impôt payable en vertu de la partie I pour l'année;

15

20

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 1998, le passage du sous-alinéa 180.1(1)a)(ii) de la même loi précédant la 25 division (B), édicté par le paragraphe (1), est division (B), édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(ii) le montant correspondant à 50 % de l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le montant visé à la division (B) :

(A) 250 \$ ou, s'il est moins élevé, le montant qui, si ce n'était le présent sous-alinéa, représenterait son impôt payable en vertu de la présente partie 35 pour l'année,

68. (1) L'élément C de la formule figurant au paragraphe 190.1(1.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

C le nombre de jours de l'année qui sont postérieurs au 27 février 1995 et antérieurs à novembre 1999.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après le 27 février 1995.

45

69. (1) The formula in subsection 204.82(2.1) of the Act is replaced by the following:

A - B - C

(2) Paragraphs (a) and (b) of the description of A in subsection 204.82(2.1) of the Act are replaced by the following:

(a) the amount, if any, by which the amount of the shareholders' equity in the corporation at the end of the preceding taxation year exceeds the specified adjustment in respect of the shareholders' equity in the corporation at the end of that year, and

(b) the amount, if any, by which the amount of the shareholders' equity in the corporation at the end of the particular taxation year exceeds the specified adjustment in respect of the shareholders' equity in the corporation at the end of the particular year;

(3) Subsection 204.82(2.1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of the description of A, by adding the word "and" at the end of the description of B and by adding the following after the description of B:

C is 60% of the amount, if any, by which

(a) the total of all amounts each of which is a tax or penalty under subsection (3) or (4), or a prescribed tax or penalty, paid before that time by the corporation (other than the portion, if any, of that tax or penalty the liability for which resulted in a reduction in the amount of the shareholders' equity at the end of any preceding taxation year)

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is a refund before that time of any portion of the total described in paragraph (a).

69. (1) La formule figurant au paragraphe 204.82(2.1) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

A - B - C

5 (2) Les alinéas a) et b) de l'élément A de la formule figurant au paragraphe 204.82(2.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) l'excédent éventuel de l'avoir des actionnaires dans la société à la fin de l'année d'imposition précédente sur le montant de redressement déterminé quant à cet avoir à la fin de cette année,

b) l'excédent éventuel de l'avoir des actionnaires dans la société à la fin de l'année donnée sur le montant de redressement déterminé quant à cet avoir à la fin de cette année;

(3) Le paragraphe 204.82(2.1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'élément B, de ce qui suit :

C le montant représentant 60 % de l'excédent éventuel du total visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b):

a) le total des montants représentant chacun un impôt ou une pénalité visé aux paragraphes (3) ou (4), ou un impôt ou une pénalité visé par règlement, payé par la société avant le moment donné (sauf la partie éventuelle de cet impôt ou de cette pénalité qui, du fait que la société en est redevable, donne lieu à une réduction de l'avoir des actionnaires à la fin d'une année d'imposition antérieure),

b) le total des montants représentant chacun le remboursement, avant le moment donné, de toute partie du total visé à l'alinéa a).

35

(4) The portion of subsection 204.82(2.2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2.2) For the purpose of this subsection and for the purpose of computing a corporation's investment shortfall under subsection (2.1) at any time in a taxation year (in this subsection referred to as the "relevant year"),

(5) Subsection 204.82(2.2) of the Act is 10 amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(c.1) the specified adjustment in respect of shareholders' equity in the corporation at 15 the end of a taxation year is the amount determined by the formula

$$(A \times (B/C)) - D$$

where

A is the shareholders' equity at the end of 20 the year,

B is the total of

(i) the fair market value at the end of the year of all Class A shares issued by it before March 6, 1996 and more 25 than five years before the end of the year,

(ii) the fair market value at the end of the year of all Class A shares issued by it after March 5, 1996 and more 30 than eight years before the end of the year,

(iii) the fair market value at the end of the year of all Class A shares issued by it in the last 60 days of the year, 35 and

(iv) if the corporation so elects in writing filed with the Minister not more than six months after the end of the year and is not a revoked corporation at the end of the year, the fair market value at the end of the year of all shares of classes, of the capital stock of the corporation, to which clause 204.81(1)(c)(ii)(C) applies, 45

(4) Le passage du paragraphe 204.82(2.2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2.2) Les règles suivantes s'appliquent 5 dans le cadre du présent paragraphe et aux fins du calcul de l'écart de placement d'une société selon le paragraphe (2.1) au cours d'une année d'imposition (appelée « année applicable » au présent paragraphe) :

(5) Le paragraphe 204.82(2.2) de la même 10 loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) le montant de redressement déterminé quant à l'avoir des actionnaires dans la société à la fin d'une année d'imposition 15 correspond au résultat du calcul suivant :

$$(A \times (B/C)) - D$$

où :

A représente l'avoir des actionnaires à la fin de l'année, 20

B la somme des montants suivants :

(i) la juste valeur marchande à la fin de l'année de l'ensemble des actions de catégorie A qu'elle a émises avant le 6 mars 1996 et plus de cinq ans 25 avant la fin de l'année,

(ii) la juste valeur marchande à la fin de l'année de l'ensemble des actions de catégorie A qu'elle a émises après le 5 mars 1996 et plus de huit ans 30 avant la fin de l'année,

(iii) la juste valeur marchande à la fin de l'année de l'ensemble des actions de catégorie A qu'elle a émises au cours des 60 derniers jours de l'an- 35 née,

(iv) si la société en fait le choix par écrit dans un document présenté au ministre au plus tard six mois après la fin de l'année et si elle n'est pas, à la 40 fin de l'année, une société dont l'agrément a été retiré, la juste valeur marchande à la fin de l'année de l'ensemble des actions des catégories de son capital-actions auxquelles la division 204.81(1)(c)(ii)(C) s'applique,

C is the fair market value at the end of the year of all shares issued by it, and
 D is the amount by which the shareholders' equity in the corporation at the end of the year has been reduced to take into account the expected subsequent redemption of shares of the capital stock of the corporation; and

(6) Subsections (1) to (5) apply to taxation years that begin after 1997.

70. (1) Subsection 204.83(1) of the Act is replaced by the following:

204.83 (1) If a corporation is required, under subsections 204.82(3) and (4), to pay a tax and a penalty under this Part for a taxation year, it has no monthly deficiency throughout any period of 12 consecutive months (in this section referred to as the "second period") that begins after the 12-month period in respect of which the tax became payable (in this section referred to as the "first period") and it so requests in an application filed with the Minister in prescribed form, the Minister shall refund to it an amount equal to the total of the amount that was paid under subsection 204.82(3) and 80% of the amount that was paid under subsection 204.82(4) in respect of the first period on or before the later of

- (a) the 30th day after receiving the application, and
- (b) the 60th day after the end of the second period.

(2) Subsection (1) applies on and after the day on which this Act is assented to, except that for the purpose of subsection 204.83(1) of the Act, as enacted by subsection (1), applications received by the Minister of National Revenue before that day are deemed to have been received on that day.

71. (1) Paragraph 204.9(4)(b) of the Act is replaced by the following:

- (b) except for the purpose of applying this subsection to a replacement of a beneficiary after the particular time, applying sub-

C la juste valeur marchande à la fin de l'année de l'ensemble des actions qu'elle a émises,

D le montant dont l'avoir des actionnaires dans la société à la fin de l'année a été réduit pour tenir compte du rachat sub-séquent attendu des actions de son capital-actions;

(6) Les paragraphes (1) à (5) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 10 1997.

70. (1) Le paragraphe 204.83(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

204.83 (1) Lorsqu'une société doit payer, aux termes des paragraphes 204.82(3) et (4), un impôt et une pénalité en vertu de la présente partie pour une année d'imposition et n'a aucune insuffisance mensuelle tout au long d'une période de 12 mois consécutifs (appelée « seconde période » au présent article) commençant après la période de 12 mois pour laquelle l'impôt est devenu payable (appelée « première période » au présent article), le ministre lui rembourse, si elle lui en fait la demande dans le formulaire prescrit, un montant égal à la somme du montant payé en application du paragraphe 204.82(3) et de 80 % du montant payé en application du paragraphe 204.82(4) pour la première période au plus tard au dernier en date des jours suivants :

- a) le trentième jour après la réception de la demande;
- b) le soixantième jour après la fin de la seconde période.

Remboursements aux sociétés à capital de risque de travailleurs sous régime fédéral

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter de la date de sanction de la présente loi. Toutefois, pour l'application du paragraphe 204.83(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), les demandes reçues par le ministre du Revenu national avant cette date sont réputées reçues à cette date.

71. (1) L'alinéa 204.9(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- b) sauf pour l'application du présent paragraphe à un remplacement de bénéficiaire effectué après le moment donné, du para-

section (5) to a distribution after the particular time and applying subsection 204.91(3) to events after the particular time, paragraph (a) does not apply as a consequence of the replacement at the particular time of the former beneficiary if

(i) the new beneficiary had not attained 21 years of age before the particular time and a parent of the new beneficiary was a parent of the former beneficiary, 10
or

(ii) both beneficiaries were connected by blood relationship or adoption to an original subscriber under the plan and neither had attained 21 years of age 15 before the particular time; and

(2) Subsection (1) applies to replacements of beneficiaries that occur after 1997.

72. (1) Paragraph (b) of the description of C in subsection 204.94(2) of the Act is 20 replaced by the following:

(b) the amount, if any, by which \$50,000 exceeds the total of all amounts each of which is an amount determined under paragraph (a) in respect of the 25 person for a preceding taxation year.

(2) Subsection (1) applies to the 1999 and subsequent taxation years.

73. (1) Section 207.1 of the Act is amended by adding the following after sub- 30 section (2):

(3) Every trust governed by a registered education savings plan shall, in respect of any month, pay a tax under this Part equal to 1% of the total of all amounts each of which 35 is the fair market value of a property, at the time it was acquired by the trust, that

(a) is not a qualified investment (as defined in subsection 146.1(1)) for the trust; and

(b) is held by the trust at the end of the month.

(2) Subsection (1) applies to the 1999 and subsequent taxation years.

Tax payable by
trust under
registered
education
savings plan

graphe (5) à un transfert effectué après ce moment et du paragraphe 204.91(3) à des faits s'étant produits après ce moment, l'alinéa a) ne s'applique pas par suite du remplacement de l'ancien bénéficiaire à ce 5 moment si, selon le cas :

(i) le nouveau bénéficiaire n'avait pas atteint 21 ans avant ce moment et son père ou sa mère était celui ou celle de l'ancien bénéficiaire, 10

(ii) les deux bénéficiaires étaient unis par les liens du sang ou de l'adoption à un souscripteur initial du régime et ni l'un ni l'autre n'avaient atteint 21 ans avant ce moment; 15

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux remplacements de bénéficiaires se produisant après 1997.

72. (1) L'alinéa b) de l'élément C de la formule figurant au paragraphe 204.94(2) 20 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) l'excédent éventuel de 50 000 \$ sur le total des montants représentant chacun un montant déterminé selon l'alinéa a) relativement à la personne pour une an- 25 née d'imposition antérieure.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1999 et suivantes.

73. (1) L'article 207.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le para- 30 graphe (2), de ce qui suit :

(3) La fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-études doit payer, pour un mois, en vertu de la présente partie, un impôt égal à 1 % du total des montants représentant 35 chacun la juste valeur marchande d'un bien, au moment de son acquisition par la fiducie, qui, à la fois :

a) n'est pas un placement admissible, au sens du paragraphe 146.1(1), pour la fiducie;

b) est détenu par la fiducie à la fin du mois.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1999 et suivantes. 45

Impôt payable
par les fiducies
régies par des
régimes
enregistrés
d'épargne-
études

74. (1) Section 207.3 of the Act is replaced by the following:

Tax payable by institution or public authority

207.3 Every institution or public authority that, at any time in a year, disposes of an object within 10 years after the object became an object described in subparagraph 39(1)(a)(i.1) shall pay a tax under this Part, in respect of the year, equal to 30% of the object's fair market value at that time, unless the disposition was made to another institution or public authority that was, at that time, designated under subsection 32(2) of the *Cultural Property Export and Import Act* either generally or for a specified purpose related to that object.

(2) Subsection (1) applies to dispositions made after February 23, 1998.

75. (1) Subparagraph 212(14)(c)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) a trust or corporation that is operated exclusively to administer or provide superannuation, pension, retirement or employee benefits, or

(2) Subsection (1) applies to applications for certificates of exemption under subsection 212(14) of the Act made after February 23, 1998 except that, with respect to applications submitted before 1999, the reference to "operated exclusively" in subparagraph 212(14)(c)(ii) of the Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to "operated principally".

76. (1) The portion of subsection 212.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Non-arm's length sales of shares by non-residents

212.1 (1) If a non-resident person, a designated partnership or a non-resident-owned investment corporation (in this section referred to as the "non-resident person") disposes of shares (in this section referred to as the "subject shares") of any class of the capital stock of a corporation resident in Canada (in this section referred to as the "subject corporation") to another corporation resident in Canada (in this section referred to as the "purchaser corporation") with which the

74. (1) L'article 207.3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

207.3 L'établissement ou l'administration qui, au cours d'une année, dispose d'un objet visé au sous-alinéa 39(1)a)(i.1) depuis moins de dix ans, doit payer pour cette année, en vertu de la présente partie, un impôt égal à 30 % de la juste valeur marchande de cet objet au moment de sa disposition, sauf si celle-ci a été faite au profit d'un autre établissement, ou d'une autre administration, alors désigné en application du paragraphe 32(2) de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels* à des fins générales ou à une fin particulière liée à cet objet.

Impôt payable par un établissement ou une administration

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions effectuées après le 23 février 1998.

75. (1) Le sous-alinéa 212(14)c)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) soit une fiducie ou une société administrée ou exploitée exclusivement pour assurer ou verser des prestations de retraite ou de pension ou des prestations à des employés,

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux demandes de certificats d'exemption prévus au paragraphe 212(14) de la même loi effectuées après le 23 février 1998. Toutefois, pour ce qui est des demandes présentées avant 1999, le passage « administrée ou exploitée exclusivement » au sous-alinéa 212(14)c)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par « administrée ou exploitée principalement ».

76. (1) Le passage du paragraphe 212.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

212.1 (1) Si une personne non-résidente, une société de personnes désignée ou une société de placement appartenant à des non-résidents (appelées « non-résident » au présent article) dispose d'actions (appelées « actions en cause » au présent article) d'une catégorie du capital-actions d'une société résidant au Canada (appelée « société en cause » au présent article) en faveur d'une autre société résidant au Canada (appelée « acheteur » au présent article) avec laquelle

Vente d'actions avec lien de dépendance par des non-résidents

non-resident person does not (otherwise than because of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) deal at arm's length and, immediately after the disposition, the subject corporation is connected (within the meaning that would be assigned by subsection 186(4) if the references in that subsection to "payer corporation" and "particular corporation" were read as "subject corporation" and "purchaser corporation", respectively) with the purchaser corporation,

(2) Paragraph 212.1(3)(b) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (ii), by adding the word "or" at the end of subparagraph (iii) 15 and by adding the following after subparagraph (iii):

(iv) a partnership of which the taxpayer or a person described in one of paragraphs (i) to (iii) is a majority interest partner or a member of a majority interest group of partners (as defined in subsection 251.1(3))

(3) Subsection 212.1(3) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (d):

(e) a "designated partnership" means a partnership of which either a majority interest partner or every member of a majority interest group of partners (as defined in subsection 251.1(3)) is a non-resident person or a non-resident-owned investment corporation; and

(f) in this subsection, a person includes a partnership.

(4) Subsections (1) to (3) apply after February 23, 1998.

77. (1) Section 215 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) Subsection (1) does not apply in respect of a dividend deemed to be paid under paragraph 128.1(1)(c.1) by a corporation to a

le non-résident a un lien de dépendance — autrement qu'en vertu d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b — et si, immédiatement après la disposition, la société en cause est rattachée (au sens du paragraphe 186(4), à supposer que les termes « société payante » et « société donnée » y soient remplacés respectivement par « société en cause » et « acheteur ») à l'acheteur, les règles suivantes 5 s'appliquent :

10

(2) L'alinéa 212.1(3)b de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (iii), de ce qui suit :

(iv) soit à une société de personnes dont le contribuable ou une personne visée à 15 l'un des sous-alinéas (i) à (iii) est un associé détenant une participation majoritaire ou un membre d'un groupe d'associés détenant une participation majoritaire au sens du paragraphe 20 251.1(3),

(3) Le paragraphe 212.1(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

e) « société de personnes désignée » s'entend d'une société de personnes dont un associé détenant une participation majoritaire ou chaque membre d'un groupe d'associés détenant une participation majoritaire, au sens du paragraphe 30 251.1(3), est une personne non-résidente ou une société de placement appartenant à des non-résidents;

f) au présent paragraphe, les sociétés de personnes sont assimilées à des personnes. 35

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent à compter du 24 février 1998.

77. (1) L'article 215 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit : 40 40

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au dividende qu'une société est réputée par l'alinéa 128.1(1)c.1) verser à une société

non-resident corporation with which the corporation was dealing at arm's length.

(2) Subsection (1) applies after February 23, 1998.

78. Subsection 220(3.21) of the Act is replaced by the following:

(3.21) For the purpose of subsection (3.2),

(a) a designation in any form prescribed for the purpose of paragraph 80(2)(i) or any of subsections 80(5) to (11) or 10 80.03(7) is deemed to be an election under a prescribed provision of this Act; and

(b) a designation or allocation under subsection 132.11(6) is deemed to be an election under a prescribed provision of this 15 Act.

non-résidente avec laquelle elle n'a aucun lien de dépendance.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter du 24 février 1998.

5 78. Le paragraphe 220(3.21) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3.21) Les présomptions suivantes s'appliquent dans le cadre du paragraphe (3.2) :

a) une indication de montant dans un formulaire prescrit pour l'application de l'alinéa 80(2)i) ou de l'un des paragraphes 80(5) à (11) ou 80.03(7) est réputée constituer un choix fait en vertu d'une disposition de la présente loi, visée par règlement; 15

b) une attribution effectuée en application du paragraphe 132.11(6) est réputée constituer un choix fait en vertu d'une disposition de la présente loi, visée par règlement.

79. (1) Le paragraphe 247(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Lorsqu'est débitrice d'une créance d'une société résidant au Canada, au cours d'une année d'imposition de celle-ci, une personne non-résidente qui est une société étrangère affiliée contrôlée de la société pour l'application de l'article 17 tout au long de la période de l'année au cours de laquelle la créance est due et qu'il est établi que la créance est une créance visée aux alinéas 17(8)a) ou b), le paragraphe (2) n'a pas pour effet de redresser les intérêts payés, payables ou courus sur la créance au cours de l'année. 30

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après le 23 février 1998. 35

80. (1) Les sous-alinéas e)(iv) et (v) de la définition de « obligation à intérêt conditionnel », au paragraphe 248(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit : 40

Designations and allocations

79. (1) Subsection 247(7) of the Act is replaced by the following:

Exclusion for loans to certain controlled foreign affiliates

(7) Where, in a taxation year of a corporation resident in Canada, a non-resident person owes an amount to the corporation, the non-resident person is a controlled foreign affiliate of the corporation for the purpose of section 17 throughout the period in the year during which the amount is owing and it is established that the amount owing is an amount owing described in paragraph 17(8)(a) or (b), subsection (2) does not apply to adjust the amount of interest paid, payable or accruing in the year on the amount owing. 30

(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after February 23, 1998.

80. (1) Subparagraphs (e)(iv) and (v) of the definition "income bond" or "income debenture" in subsection 248(1) of the Act are replaced by the following:

(iv) at a particular time a specified financial institution (or a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related to the 40 institution is a member or beneficiary) acquires a bond or debenture that

Montants indiqués ou attribués

Exclusion des prêts consentis à certaines sociétés étrangères affiliées contrôlées

(iv) à un moment donné, une institution financière déterminée (ou une société de personnes ou une fiducie dont une telle institution, ou une personne qui lui est liée, est un associé ou un 45 bénéficiaire) acquiert une obligation qui remplit les conditions suivantes :

(A) was issued before November 17, 1978 or under an established agreement,

(B) was issued to a person other than a corporation that was, at the time of issue,

(I) described in any of paragraphs (a) to (e) of the definition "specified financial institution", or

(II) a corporation that was controlled by one or more corporations described in subclause (I) and, for the purpose of this subclause, one corporation is controlled by another corporation if more than 50% of its issued share capital (having full voting rights under all circumstances) belongs to the other corporation, to persons with whom the other corporation does not deal at arm's length, or to the other corporation and persons with whom the other corporation does not deal at arm's length,

(C) was acquired from a person that was, at the time the person last acquired the bond or debenture and at the particular time, a person other than a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of that definition, and

(D) was acquired otherwise than under an agreement in writing made before October 24, 1979, or

(v) at a particular time after November 12, 1981, a specified financial institution (or a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related to the institution is a member or beneficiary) acquires a bond or debenture that

(A) was not a bond or debenture referred to in paragraph (c),

(B) was acquired from a person that was, at the particular time, a corporation described in any of

(A) elle a été émise avant le 17 novembre 1978 ou conformément à une convention établie,

(B) elle a été émise à une personne autre qu'une société qui, au moment de l'émission, était :

(I) soit visée à l'un des alinéas a) à e) de la définition de « institution financière déterminée »,

(II) soit contrôlée par une ou plusieurs sociétés visées à la subdivision (I); pour l'application de la présente subdivision, une société est contrôlée par une autre si plus de 50 % des actions émises de son capital-actions comportant plein droit de vote en toutes circonstances appartiennent à l'autre société, à des personnes avec lesquelles celle-ci a un lien de dépendance, ou à la fois à l'autre société et à des personnes avec lesquelles celle-ci a un lien de dépendance,

(C) elle a été acquise auprès d'une personne qui était, au moment où elle a acquis l'obligation pour la dernière fois et au moment donné, une personne autre qu'une société visée à l'un des alinéas a) à f) de cette définition,

(D) elle a été acquise autrement que conformément à une convention écrite conclue avant le 24 octobre 1979,

(v) à un moment donné après le 12 novembre 1981, une institution financière déterminée (ou une société de personnes ou une fiducie dont une telle institution, ou une personne qui lui est liée, est un associé ou un bénéficiaire) acquiert une obligation qui remplit les conditions suivantes :

(A) elle n'était pas une obligation visée à l'alinéa c),

(B) elle a été acquise auprès d'une personne qui était, au moment donné, une société visée à l'un des

paragraphs (a) to (f) of the definition "specified financial institution", and

(C) was acquired subject to or conditional on a guarantee agreement 5 (within the meaning that would be assigned by subsection 112(2.2) if the reference in that subsection to a "share" were read as a reference to an "income bond" or "income debt instrument") that was entered into after November 12, 1981,

(2) Paragraph (c) of the definition "private health services plan" in subsection 248(1) of the Act is replaced by the following:

(c) a law of a province that establishes a health care insurance plan as defined in section 2 of the *Canada Health Act*, or

(3) The definition "restricted financial institution" in subsection 248(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (e) and by replacing paragraph (f) with the following:

(e.1) a corporation described in paragraph (g) of the definition "financial institution" in subsection 181(1), or

(f) a corporation that is controlled by one or more corporations described in any of paragraphs (a) to (e.1); 30

(4) The portion of the definition "specified financial institution" in subsection 248(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

"specified financial institution", at any time, 35 means

"specified financial institution"
"institution financière déterminée"

alinéas a) à f) de la définition de « institution financière déterminée »,

(C) son acquisition est assujettie à un engagement, au sens du paragraphe 112(2.2) si le mot « action » y était remplacé par « obligation à intérêt conditionnel », donné après le 12 novembre 1981, 5

(2) L'alinéa a) de la définition de « régime privé d'assurance-maladie », au paragraphe 15 248(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

a) ni par une loi provinciale établissant un régime d'assurance-santé au sens de l'article 2 de la *Loi canadienne sur la santé*;

(3) L'alinéa f) de la définition de « institution financière véritable », au paragraphe 20 248(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

e.1) société visée à l'alinéa g) de la définition de « institution financière » au paragraphe 181(1);

f) société contrôlée par une ou plusieurs sociétés visées à l'un des alinéas a) à e.1).

(4) Le passage de la définition de « institution financière déterminée », au paragraphe 248(1) de la même loi, précédant l'alinéa f) 30 est remplacé par ce qui suit :

« institution financière déterminée » Sont des 35 institutions financières déterminées à un moment donné :

a) les banques;

b) les sociétés autorisées par licence ou autrement, en vertu de la législation fédérale ou provinciale, à exploiter au Canada une entreprise d'offre au public de services de fiduciaire; 40

c) les caisses de crédit;

d) les compagnies d'assurance;

« institution financière déterminée »
"specified financial institution"

35

e) les sociétés dont l'activité d'entreprise principale consiste à prêter de l'argent à des personnes avec lesquelles elles n'ont aucun lien de dépendance ou à acheter des titres de créance émis par ces personnes ou à faire les deux; 5

(5) Paragraphs (f) and (g) of the definition "specified financial institution" in subsection 248(1) of the Act are replaced by the following:

(e.1) a corporation described in paragraph (g) of the definition "financial institution" in subsection 181(1),

(f) a corporation that is controlled by one or more corporations described in any of paragraphs (a) to (e.1) and, for 10 the purpose of this paragraph, one corporation is controlled by another corporation if more than 50% of its issued share capital (having full voting rights under all circumstances) belongs to the 15 other corporation, to persons with whom the other corporation does not deal at arm's length, or to the other corporation and persons with whom the other corporation does not deal at arm's length, or 20

(g) a corporation that is related to a particular corporation described in any of paragraphs (a) to (f), other than a particular corporation described in paragraph (e) or (e.1) the principal business of 25 which is the factoring of trade accounts receivable that

(i) the particular corporation acquired from a related person,

(ii) arose in the course of an active 30 business carried on by a person (in this paragraph referred to as the "business entity") related at that time to the particular corporation, and

(iii) at no particular time before that 35 time were held by a person other than a person who was related to the business entity;

(6) The definition "specified future tax consequence" in subsection 248(1) of the

(5) Les alinéas f) et g) de la définition de « institution financière déterminée », au paragraphe 248(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

e.1) les sociétés visées à l'alinéa g) de la définition de « institution financière » au paragraphe 181(1);

f) les sociétés contrôlées par une ou plusieurs sociétés visées à l'un des alinéas a) à e.1); pour l'application du présent alinéa, une société est contrôlée par une autre si plus de 50 % des actions émises de son capital-actions comportant plein droit de vote en toutes circonstances appartiennent à l'autre société, à des personnes avec lesquelles celle-ci a un lien de dépendance, ou à la fois à l'autre société et à des personnes avec lesquelles celle-ci a un lien de dépendance; 25

g) les sociétés liées à une société donnée visée à l'un des alinéas a) à f), à l'exception d'une société donnée visée aux alinéas e) ou e.1) qui a pour activité d'entreprise principale l'affacturage de 30 comptes clients qui, à la fois :

(i) ont été acquis par la société donnée d'une personne liée,

(ii) découlent de l'exploitation d'une entreprise exploitée activement par 35 une personne (appelée « entité » au présent alinéa) qui est liée à la société donnée à ce moment,

(iii) n'ont pas été détenus avant ce moment par une personne autre 40 qu'une personne liée à l'entité.

(6) La définition de « conséquence fiscale future déterminée », au paragraphe 248(1)

Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a), by adding the word "and" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) the consequence of an adjustment or a reduction described in subsection 161(6.1);

(7) The portion of the definition "taxable Canadian property" in subsection 248(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

"taxable Canadian property" has the meaning assigned by subsection 115(1) except that, for the purposes only of sections 2, 15 128.1 and 150, the expression "taxable Canadian property" includes

(8) Subparagraph (b)(i) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) of the Act is replaced by the following:

(i) a corporation described in any of paragraphs (a) to (e.1) of the definition "specified financial institution",

(9) Subparagraph (h)(iv) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) of the Act is replaced by the following:

(iv) at a particular time after October 23, 1979 and before November 13, 1981, a specified financial institution (or a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related to the institution is a member or beneficiary) acquired a share that

(A) was issued before November 35 17, 1978 or under an established agreement,

(B) was issued to a person other than a corporation that was, at the time of issue, 40

(I) described in any of paragraphs (a) to (e) of the definition "specified financial institution", or

de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

5

c) la conséquence du rajustement ou de la réduction visés au paragraphe 161(6.1);

5

(7) Le passage de la définition de « bien canadien imposable », au paragraphe 248(1) de la même loi, précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

« bien canadien imposable » S'entend au sens du paragraphe 115(1); toutefois, pour la seule application des articles 2, 128.1 et 150, sont compris parmi les biens canadiens imposables :

« bien canadien imposable »
"taxable Canadian property"

(8) Le sous-alinéa b)(i) de la définition de 15 « action privilégiée à terme », au paragraphe 248(1) de la même loi, est remplacé 20 par ce qui suit :

(i) une société visée à l'un des alinéas a) à e.1 de la définition de « institution financière déterminée »,

(9) Le sous-alinéa h)(iv) de la définition de 25 « action privilégiée à terme », au paragraphe 248(1) de la même loi, est remplacé 30 par ce qui suit :

(iv) à un moment donné après le 23 octobre 1979 et avant le 13 novembre 1981, une institution financière déterminée (ou une société de personnes ou une fiducie dont une telle institution, ou une personne qui lui est liée, est un associé ou un bénéficiaire) a acquis une action qui remplit les conditions suivantes :

(A) elle a été émise avant le 17 novembre 1978 ou conformément à une convention établie,

(B) elle a été émise à une personne autre qu'une société qui, au moment de l'émission, était :

(I) soit visée à l'un des alinéas a) à e de la définition de « institution financière déterminée »,

40

(II) a corporation that was controlled by one or more corporations described in subclause (I) and, for the purpose of this subclause, one corporation is controlled by another corporation if more than 50% of its issued share capital (having full voting rights under all circumstances) belongs to the other corporation, to persons with whom the other corporation does not deal at arm's length, or to the other corporation and persons with whom the other corporation does not deal at arm's length,

(C) was acquired from a person that was, at the particular time, a person other than a corporation described in subclause (B)(I) or (II), and

(D) was acquired otherwise than under an agreement in writing made before October 24, 1979,

(10) Subparagraph (h)(vi) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) of the Act is replaced by the following:

(vi) at a particular time after November 12, 1981, a specified financial institution (or a partnership or trust of which a specified financial institution or a person related to the institution is a member or beneficiary) acquired a share (other than a share referred to in paragraph (e)) that

(A) was issued before November 13, 1981 or under a specified agreement,

(B) was acquired from a partnership or person, other than a person that was, at the particular time, a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition "specified financial institution" in this subsection,

(C) was acquired in an acquisition that was not subject to nor conditional on a guarantee agreement,

(II) soit contrôlée par une ou plusieurs sociétés visées à la subdivision (I); pour l'application de la présente subdivision, une société est contrôlée par une autre si plus de 50 % des actions émises de son capital-actions comportant plein droit de vote en toutes circonstances appartiennent à l'autre société, à des personnes avec lesquelles celle-ci a un lien de dépendance, ou à la fois à l'autre société et à des personnes avec lesquelles celle-ci a un lien de dépendance,

(C) elle a été acquise auprès d'une personne qui était, au moment donné, une personne autre qu'une société visée aux subdivisions (B)(I) ou (II),

(D) elle a été acquise autrement que conformément à une convention écrite conclue avant le 24 octobre 1979,

(10) Le sous-alinéa h)(vi) de la définition de « action privilégiée à terme », au paragraphe 248(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(vi) à un moment donné après le 12 novembre 1981, une institution financière déterminée (ou une société de personnes ou une fiducie dont une telle institution, ou une personne qui lui est liée, est un associé ou un bénéficiaire) a acquis une action (sauf une action visée à l'alinéa e)) qui remplit les conditions suivantes :

(A) elle a été émise avant le 13 novembre 1981 ou conformément à une convention déterminée,

(B) elle a été acquise auprès d'une société de personnes ou d'une personne, sauf une personne qui était, au moment donné, une société visée à l'un des alinéas a) à f) de la définition de « institution financière déterminée »,

(C) son acquisition n'est pas assujettie à un engagement, au sens du

within the meaning assigned by subsection 112(2.2), entered into after November 12, 1981, and

(D) was acquired otherwise than under an agreement in writing made before October 24, 1979 or a specified agreement,

(11) Subsection 248(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“eligible relocation”
“réinstallation admissible”

“eligible relocation” means a relocation of a taxpayer where

(a) the relocation occurs to enable the taxpayer

(i) to carry on a business or to be employed at a location in Canada (in section 62 and this subsection referred to as “the new work location”), or

(ii) to be a student in full-time attendance enrolled in a program at a post-secondary level at a location of a university, college or other educational institution (in section 62 and in this subsection referred to as “the new work location”),

25

(b) both the residence at which the taxpayer ordinarily resided before the relocation (in section 62 and this subsection referred to as “the old residence”) and the residence at which the taxpayer ordinarily resided after the relocation (in section 62 and this subsection referred to as “the new residence”) are in Canada, and

(c) the distance between the old residence and the new work location is not less than 40 kilometres greater than the distance between the new residence and the new work location

except that, in applying subsections 6(19) to (23) and section 62 in respect of a relocation of a taxpayer who is absent from but resident in Canada, this definition shall be read without reference to the words “in Canada” in subparagraph (a)(i), and without reference to paragraph (b);

paragraphe 112(2.2), donné après le 12 novembre 1981,

(D) elle a été acquise autrement que conformément à une convention écrite conclue avant le 24 octobre 1979 ou une convention déterminée,

(11) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

10

“bien protégé par traité”
“treaty-protected property”

“bien protégé par traité” À un moment donné, bien d'un contribuable dont la disposition par lui à ce moment donne naissance à un revenu ou à un gain qui serait exonéré, par l'effet d'un traité fiscal, de l'impôt prévu à la partie I.

“entreprise protégée par traité”
“treaty-protected business”

“entreprise protégée par traité” À un moment donné, entreprise relativement à laquelle le revenu d'un contribuable pour une période comprenant ce moment serait exonéré, par l'effet d'un traité fiscal, de l'impôt prévu à la partie I.

“réinstallation admissible” Réinstallation d'un contribuable relativement à laquelle les conditions suivantes sont réunies :

25

a) elle est effectuée afin de permettre au contribuable :

(i) soit d'exploiter une entreprise ou d'occuper un emploi à un endroit au Canada (appelé « nouveau lieu de travail » à l'article 62 et au présent paragraphe),

(ii) soit de fréquenter, comme étudiant à temps plein inscrit à un programme de niveau postsecondaire, un établissement d'une université, d'un collège ou d'un autre établissement d'enseignement (appelé « nouveau lieu de travail » à l'article 62 et au présent paragraphe);

40

b) la résidence que le contribuable habitait ordinairement avant la réinstallation (appelée « ancienne résidence » à l'article 62 et au présent paragraphe) et celle qu'il habitait ordinairement après la réinstallation (appelée « nouvelle résidence » à l'article 62 et au présent par-

“réinstallation admissible”
“eligible relocation”

“tax treaty”
“traité fiscal”

“treaty-protected business”
“entreprise protégée par traité”

“treaty-protected property”
“bien protégé par traité”

“tax treaty” with a country at any time means a comprehensive agreement or convention for the elimination of double taxation on income, between the Government of Canada and the government of the country, which has the force of law in Canada at that time; 5

“treaty-protected business” of a taxpayer at any time means a business in respect of which any income of the taxpayer for a 10 period that includes that time would, because of a tax treaty with another country, be exempt from tax under Part I;

“treaty-protected property” of a taxpayer at any time means property any income or 15 gain from the disposition of which by the taxpayer at that time would, because of a tax treaty with another country, be exempt from tax under Part I;

(12) Subsections (1), (3) and (7) to (9) apply to taxation years that begin after 1998 except that, in the application of subsection 20 (1) to a bond or debenture acquired from a corporation that last acquired the bond or debenture in a taxation year that began 25 before 1999,

(a) the expression “at the time the person last acquired the bond or debenture and at the particular time, a person other than a corporation described in any of 30 paragraphs (a) to (f) of that definition” in clause (e)(iv)(C) of the definition “income bond” or “income debenture” in subsection 248(1) of the Act, as enacted by subsection (1), shall be read as “at the time 35 the person last acquired the bond or debenture, a corporation described in sub-clause (B)(I) or (II), and at the particular time, a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of that definition”; 40 and

(b) the expression “a corporation described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition” in clause (e)(v)(B) of the definition “income bond” or “income debenture” in subsection 248(1) of the Act, as enacted by subsection (1), shall be read 45

graphe) sont toutes deux situées au Canada;

c) la distance entre l'ancienne résidence et le nouveau lieu de travail est supérieure d'au moins 40 kilomètres à la distance entre la nouvelle résidence et le nouveau lieu de travail. 5

Toutefois, pour l'application des paragraphes 6(19) à (23) et de l'article 62 à la réinstallation d'un contribuable qui est absent du Canada mais y réside, il n'est pas tenu compte des mots « au Canada » au sous-alinéa a)(i) de la présente définition ni de son alinéa b).

“traité fiscal” À un moment donné, accord 15 “traité fiscal” “tax treaty” ou convention général visant l'élimination de la double imposition du revenu, conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement d'un autre pays, qui a force de loi à ce moment. 20

(12) Les paragraphes (1), (3) et (7) à (9) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 1998. Toutefois, pour l'application du paragraphe (1) à l'obligation acquise auprès d'une société qui a ac- 25 quis l'obligation pour la dernière fois au cours d'une année d'imposition ayant commencé avant 1999 :

a) le passage « au moment où elle a acquis l'obligation pour la dernière fois et au 30 moment donné, une personne autre qu'une société visée à l'un des alinéas a) à f) de cette définition » à la division e)(iv)(C) de la définition de « obligation à intérêt conditionnel » au paragraphe 35 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), est remplacé par « au moment où elle a acquis l'obligation pour la dernière fois, une société visée aux subdivisions (B)(I) ou (II) et, au moment donné, 40 une société visée à l'un des alinéas a) à f) de cette définition »;

b) le passage « une société visée à l'un des alinéas a) à f) » à la division e)(v)(B) de la définition de « obligation à intérêt condi- 45 tionnel » au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (1),

as "a corporation described in subclause (iv)(B)(I) or (II) of the definition".

(13) Subsection (2) is deemed to have come into force on April 1, 1996.

(14) Subsections (4) and (5) apply for the purpose of determining the status of a particular corporation as a specified financial institution, for all purposes of the Act, for taxation years of the particular corporation that begin after 1998.

(15) Subsection (6) and the definitions "tax treaty", "treaty-protected business" and "treaty-protected property" in subsection 248(1) of the Act, as enacted by subsection (11), apply to the 1998 and subsequent taxation years.

(16) Subsection (10) applies to taxation years that begin after 1998 except that, in its application to a share acquired from a corporation that last acquired the share in a taxation year that began before 1999, the expression "described in any of paragraphs (a) to (f) of the definition "specified financial institution" in this subsection," in clause (h)(vi)(B) of the definition "term preferred share" in subsection 248(1) of the Act, as enacted by subsection (10), shall be read as "described in subclause (iv)(B)(I) or (II)".

(17) The definition "eligible relocation" in subsection 248(1) of the Act, as enacted by subsection (11), applies to all taxation years.

81. (1) Subparagraph 249.1(1)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) an individual (other than an individual to whom section 149 or 149.1 applies or a testamentary trust),

(i.1) a fiscal period of an *inter vivos* trust (other than a fiscal period to which paragraph 132.11(1)(c) applies),

est remplacé par « une société visée aux subdivisions (iv)(B)(I) ou (II) ».

(13) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1^{er} avril 1996.

5 (14) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent aux fins de déterminer si une société est, pour l'application de la même loi, une institution financière déterminée pour ses années d'imposition commençant après 10 1998. 10

(15) Le paragraphe (6) et les définitions de « bien protégé par traité », « entreprise protégée par traité » et « traité fiscal » au paragraphe 248(1) de la même loi, édictées 15 par le paragraphe (11), s'appliquent aux années d'imposition 1998 et suivantes.

(16) Le paragraphe (10) s'applique aux années d'imposition commençant après 1998. Toutefois, pour son application à l'acquisition acquise auprès d'une société qui a acquis l'action pour la dernière fois au cours d'une année d'imposition ayant commencé avant 1999, le passage « visée à l'un des alinéas a) à f) de la définition de « institution financière déterminée » à la division 25 h)(vi)(B) de la définition de « action privilégiée à terme » au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (10), est remplacé par « visée aux subdivisions (iv)(B)(I) ou (II) ». 30

(17) La définition de « réinstallation admissible » au paragraphe 248(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (11), s'applique à toutes les années d'imposition.

81. (1) Les alinéas 249.1(1)a) et b) de la 35 même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) dans le cas de l'exercice d'une entreprise ou d'un bien d'une société, au-delà de 53 semaines;

b) dans le cas des exercices suivants, au-delà de la fin de l'année civile où l'exercice a commencé, sauf s'il s'agit de l'exercice d'une entreprise qui n'est pas exploitée au Canada ou d'une entreprise visée par règlement : 40 45

(i) l'exercice d'une entreprise ou d'un bien d'un particulier autre qu'un parti-

culier auquel s'appliquent les articles 149 ou 149.1 et autre qu'une fiducie testamentaire,

(i.1) l'exercice d'une entreprise ou d'un bien d'une fiducie non testamentaire 5 (sauf un exercice auquel s'applique l'alinéa 132.11(1)c)),

(ii) l'exercice d'une entreprise ou d'un bien d'une société de personnes dont un particulier (autre qu'un particulier auquel s'appliquent les articles 149 ou 149.1 et autre qu'une fiducie testamentaire), une société professionnelle ou une société de personnes à laquelle s'applique le présent sous-alinéa serait 15 un associé au cours de l'exercice, si celui-ci se terminait à la fin de l'année civile dans laquelle il a commencé,

(iii) l'exercice d'une entreprise ou d'un bien d'une société professionnelle qui, 20 si l'exercice se terminait à la fin de l'année civile dans laquelle il a commencé, serait un associé, au cours de l'exercice, d'une société de personnes à laquelle s'applique le sous-alinéa (ii); 25

(2) Subsection (1) applies to fiscal periods that begin after December 15, 1997.

82. (1) Paragraph 250(1)(e) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 250(1)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) was at any time in the year a child of, and dependent for support on, an individual to whom paragraph (b), (c), (d) or (d.1) applies and the person's income for the 10 year did not exceed the total of \$500 and the amount used under paragraph (c) of the description of B in subsection 118(1) for the year;

(3) Subsection 250(1) of the Act is 15 amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (e), by adding the word "or" at the end of paragraph (f) and by adding the following after paragraph (f):

(g) was at any time in the year, under an 20 agreement or a convention with one or

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux exercices commençant après le 15 décembre 1997.

82. (1) L'alinéa 250(1)e de la même loi est abrogé. 30

5 (2) L'alinéa 250(1)f de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) elle était, au cours de l'année, l'enfant d'un particulier auquel s'appliquent les alinéas b), c), d) ou d.1), et financièrement 35 à la charge de celui-ci, et son revenu pour l'année n'a pas dépassé la somme de 500 \$ et du montant applicable pour l'année selon l'alinéa 118(1)c);

(3) Le paragraphe 250(1) de la même loi 40 est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

g) elle avait droit à un moment de l'année, aux termes d'un accord ou d'une conven-

more other countries that has the force of law in Canada, entitled to an exemption from an income tax otherwise payable in any of those countries in respect of income from any source (unless all or substantially all of the person's income from all sources was not so exempt), because at that time the person was related to or a member of the family of an individual (other than a trust) who was resident in Canada.

(4) Subsection 250(5) of the Act is replaced by the following:

Deemed non-resident

(5) Notwithstanding any other provision of this Act, a person is deemed not to be resident in Canada at a time if, at that time, the person would, but for this subsection and any tax treaty, be resident in Canada for the purposes of this Act but is, under a tax treaty with another country, resident in the other country and not resident in Canada.

(5) Subsection (1) applies after February 23, 1998 except that, where

(a) any person would, but for paragraph 250(1)(e) of the Act,

(i) have been non-resident at any time before February 24, 1998, and

(ii) not have become resident in Canada after that time and before February 24, 1998, and

(b) the person does not elect in writing filed with the Minister of National Revenue with the person's return of income under Part I of the Act for the 1998 taxation year to have subsection (1) apply after February 23, 1998,

subsection (1) does not apply in respect of the person before the first time after February 23, 1998 that the person would, but for paragraph 250(1)(e) of the Act, cease to be resident in Canada.

(6) Subsection (2) applies to the 1998 and subsequent taxation years.

(7) Subsection (3) applies after February 23, 1998.

tion conclu avec un ou plusieurs pays étrangers et ayant force de loi au Canada, à une exemption de l'impôt sur le revenu payable par ailleurs dans l'un de ces pays au titre du revenu provenant d'une source quelconque (sauf si la totalité ou la presque totalité de son revenu de toutes sources n'était pas ainsi exempt), du fait qu'à ce moment elle était liée à un particulier (sauf une fiducie) résidant au Canada ou était membre de sa famille.

(4) Le paragraphe 250(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Malgré les autres dispositions de la présente loi, une personne est réputée ne pas résider au Canada à un moment donné dans le cas où, à ce moment, si ce n'était le présent paragraphe ou tout traité fiscal, elle résiderait au Canada pour l'application de la présente loi alors que, en vertu d'un traité fiscal conclu avec un autre pays, elle réside dans ce pays et non au Canada.

(5) Le paragraphe (1) s'applique à compter du 24 février 1998. Toutefois, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) n'eût été l'alinéa 250(1)e) de la même loi, une personne aurait été une personne non-résidente à un moment antérieur au 24 février 1998 et ne serait pas devenue un résident du Canada après ce moment et avant le 24 février 1998,

b) la personne ne choisit pas, dans un document présenté au ministre du Revenu national avec sa déclaration de revenu en vertu de la partie I de la même loi pour l'année d'imposition 1998, de se prévaloir du paragraphe (1) après le 23 février 1998,

le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard de la personne avant le premier moment, postérieur au 23 février 1998, où elle cesserait, si ce n'était l'alinéa 250(1)e) de la même loi, de résider au Canada.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1998 et suivantes.

(7) Le paragraphe (3) s'applique à compter du 24 février 1998.

Personne réputée non-résidente

25

20

25

30

35

40

45

(8) Subsection (4) applies after February 24, 1998 except that, if on that day an individual was, under a tax treaty (as defined in subsection 248(1) of the Act, as amended by this Act), resident in another country, subsection (4) does not apply to the individual until the first time after February 24, 1998 at which the individual becomes, under a tax treaty with a country other than Canada, resident in the other country.

(8) Le paragraphe (4) s'applique à compter du 25 février 1998. Toutefois, il ne s'applique au particulier qui, le 24 février 1998, résidait dans un autre pays en vertu d'un traité fiscal au sens du paragraphe 248(1) de la même loi, édicté par la présente loi, qu'à compter du premier moment, postérieur à cette date, où, en vertu d'un traité fiscal conclu avec un pays étranger, il commence 5 à résider dans ce pays.

10

PART 2

UNITED STATES TAX REFUNDS — SOCIAL SECURITY

Definitions

"Convention"
"Convention""creditable
United States
tax"
"impôt des
États-Unis
imputable""United States
social security
benefits"
"prestations
de sécurité
sociale des
États-Unis"

83. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

"Convention" has the meaning assigned by section 2 of the *Canada-United States Tax Convention Act, 1984*.

"creditable United States tax" of an individual for a taxation year means an amount

(a) that was paid to the government of the United States by or on behalf of the individual, at a time when the individual was resident in Canada, on account of United States tax on the individual's United States social security benefits for the year;

25

(b) that would have been so payable to that government if the Convention had not been amended by the Protocol signed at Ottawa on July 29, 1997; and

30

(c) that is refundable by that government under the terms of the Convention.

"United States social security benefits" of an individual for a particular taxation year includes

(a) benefits of the United States Social Security Administration, and

(b) tier 1 railroad benefits of the United States Railroad Retirement Board

40

PARTIE 2

REMBOURSEMENTS D'IMPÔT DES ÉTATS-UNIS — SÉCURITÉ SOCIALE

Definitions

"Convention"
"Convention""impôt des
États-Unis
imputable"
"creditable
United States
tax"

83. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« Convention » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi de 1984 sur la Convention Canada-États-Unis en matière d'impôts*.

« impôt des États-Unis imputable » Quant à un particulier pour une année d'imposition, montant qui, à la fois :

a) a été payé au gouvernement des États-Unis par le particulier, ou pour son compte, à un moment où il résidait au Canada, au titre de l'impôt des États-Unis sur ses prestations de sécurité sociale des États-Unis pour l'année;

b) aurait été payable à ce gouvernement si la Convention n'avait pas été modifiée par le Protocole signé à Ottawa le 29 juillet 1997;

30

c) est remboursable par ce gouvernement aux termes de la Convention.

« prestations de sécurité sociale des États-Unis » S'entend notamment des prestations suivantes versées à un particulier, ou pour son compte, au cours d'une année d'imposition (à l'exclusion des prestations d'assurance-chômage) :

"prestations de
sécurité sociale
des États-
Unis"
"United States
social security
benefits"

a) les prestations de l'organisme appelé *United States Social Security Administration*;

40

paid to or for the benefit of the individual in the particular year (but does not include unemployment benefits) and, for the purpose of this definition, a benefit paid in a taxation year for the following taxation year is deemed to have been paid in that following year.

b) les prestations de niveau 1 de chemin de fer (*tier 1 railroad benefits*) de l'organisme appelé *United States Railroad Retirement Board*.

Pour l'application de la présente définition, une prestation versée au cours d'une année pour l'année subséquente est réputée avoir été versée au cours de cette année subséquente.

Additional Amount

(2) Each individual who has paid creditable United States tax for a taxation year is deemed to have paid the amount of \$50, on 10 the individual's balance-due day for the year, on account of the individual's tax payable under Part I of the *Income Tax Act* for the year.

(2) Le particulier qui a payé l'impôt des États-Unis imputable pour une année d'imposition est réputé avoir payé, à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, 50 \$ au titre de son impôt payable en vertu de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour l'année.

Interest

(3) For the purpose of determining interest payable under the *Income Tax Act* by or to an individual, the individual's creditable United States tax for a taxation year is deemed

(3) Pour le calcul des intérêts payables en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* à un particulier ou par un particulier, l'impôt des États-Unis imputable du particulier pour une année d'imposition est réputé :

(a) to have been paid, on the individual's 20 balance-due day for the year, on account of the individual's tax payable under Part I of the Act for the year; and

a) d'une part, avoir été payé, à la date d'exigibilité du solde qui est applicable au particulier pour l'année, au titre de son impôt payable en vertu de la partie I de 25 cette loi pour l'année;

(b) to have been refunded to the individual on the first day on which the Minister 25 of National Revenue, in respect of the individual's creditable United States tax,

b) d'autre part, avoir été remboursé au particulier le premier jour où le ministre du Revenu national, au titre de l'impôt des États-Unis imputable du particulier :

- (i) pays an amount to or for the benefit of the individual, or
- (ii) applies an amount to a liability of 30 the individual.

(i) soit versé un montant au particulier, ou pour son compte,

(ii) soit applique un montant en réduction d'une somme dont le particulier est redevable.

(4) Subsections (1) to (3) apply to the 1996 and 1997 taxation years.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 1996 et 1997.

Intérêts

35

30

35

PART 3

R.S., c. I-4;
R.S., c. 48 (1st Supp.); 1991,
c. 49; 1993, c.
24; 1998, c. 19

1993, c. 24, s.
147(1)

INCOME TAX CONVENTIONS
INTERPRETATION ACT

"annuity"
"rente"

1993, c. 24, s.
147(1)

84. (1) The definition "annuity" in section 5 of the *Income Tax Conventions Interpretation Act* is replaced by the following:

"annuity" does not include any pension payment;

(2) The portion of the definition "periodic pension payment" in section 5 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

"periodic pension payment" means, in respect of payments that arise in Canada, a pension payment other than

"periodic pension payment"
"paiement périodique de pension"

(3) Section 5 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"pension"
"pension"

"pension" means, in respect of payments that arise in Canada,

(a) if the convention does not include a definition "pension", a payment under any plan, arrangement or contract that is

- (i) a registered pension plan,
- (ii) a registered retirement savings plan,
- (iii) a registered retirement income fund,
- (iv) a retirement compensation arrangement,
- (v) a deferred profit sharing plan,
- (vi) a plan that is deemed by subsection 147(15) of the *Income Tax Act* not to be a deferred profit sharing plan,
- (vii) an annuity contract purchased under a plan referred to in subparagraph (v) or (vi),

PARTIE 3

LOI SUR L'INTERPRÉTATION DES
CONVENTIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS
SUR LE REVENU

L.R., ch. I-4;
L.R., ch. 48
(1^{er} suppl.);
1991, ch. 49;
1993, ch. 24;
1998, ch. 19

1993, ch. 24,
par. 147(1)

84. (1) La définition de « rente », à l'article 5 de la *Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu*, est remplacée par ce qui suit :

« rente » N'est pas une rente le paiement de pension de quelque nature qu'il soit.

5 « rente »
"annuity"

(2) Le passage de la définition de « paiement périodique de pension », à l'article 5 de la même loi, précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 24,
par. 147(1)

10 « paiement périodique de pension » Quant aux paiements provenant du Canada, paiement de pension autre que les paiements suivants :

« paiement périodique de pension »
"periodic pension payment"

(3) L'article 5 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

15 « pension » Quant aux paiements provenant du Canada :

« pension »
"pension"

a) si la convention ne comprend pas de définition de « pension », paiement prévu par l'un des régimes, conventions ou contrats suivants :

- (i) régime de pension agréé,
- (ii) régime enregistré d'épargne-retraite,
- (iii) fonds enregistré de revenu de retraite,
- (iv) convention de retraite,
- (v) régime de participation différée aux bénéfices,
- (vi) régime qui est réputé par le paragraphe 147(15) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ne pas être un régime de participation différée aux bénéfices,

20 25 30 35

	<p>(viii) an annuity contract where the amount paid by or on behalf of an individual to acquire the contract was deductible under paragraph 60(l) of the <i>Income Tax Act</i> in computing the individual's income for any taxation year (or would have been so deductible if the individual had been resident in Canada), or</p> <p>(ix) a superannuation, pension or retirement plan not otherwise referred to in this paragraph, and</p> <p>(b) if the convention includes a definition "pension", a payment that is a pension for the purposes of the convention or a payment (other than a payment of social security benefits) that would be a periodic pension payment if the convention did not include a definition "pension";</p>	<p>(vii) contrat de rente acheté en vertu d'un régime visé aux sous-alinéas (v) ou (vi),</p> <p>(viii) contrat de rente, lorsque le montant versé par un particulier, ou pour son compte, afin d'acquérir le contrat était déductible, en application de l'alinéa 60l) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition (ou l'aurait été si le particulier avait résidé au Canada),</p> <p>(ix) régime de retraite ou de pension qui n'est pas visé par ailleurs au présent alinéa;</p> <p>b) si la convention comprend une définition de « pension », paiement qui constitue une pension pour l'application de la convention ou paiement (sauf un paiement de prestations de sécurité sociale) qui serait un paiement périodique de pension si la convention ne comprenait pas une telle définition.</p>
	<p>(4) Subsections (1) to (3) apply with respect to amounts paid after 1996.</p> <p>85. (1) Section 5.1 of the Act is repealed.</p>	<p>(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux montants payés après 1996.</p> <p>85. (1) L'article 5.1 de la même loi est abrogé.</p>
	<p>(2) Subsection (1) applies with respect to amounts paid after 1996.</p> <p>86. (1) The Act is amended by adding the following after section 6.2:</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants payés après 1996.</p> <p>86. (1) La même loi est modifiée par ad- 30 jonction, après l'article 6.2, de ce qui suit :</p>
	<p>6.3 Except where a convention expressly otherwise provides, any amount of income, gain or loss in respect of the disposition of a property that is taxable Canadian property within the meaning assigned by the <i>Income Tax Act</i> is deemed to arise in Canada.</p>	<p>6.3 Sauf disposition contraire expresse énoncée dans une convention, tout montant de revenu, de gain ou de perte relatif à la disposition d'un bien qui est un bien cana- 35 dien imposable au sens de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> est réputé provenir du Canada.</p>
	<p>(2) Subsection (1) applies to dispositions that occur after February 23, 1998.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dis- 35 positions effectuées après le 23 février 1998.</p>

PART 4

R.S., c. O-9;
 R.S., c. 34 (1st Supp.), cc. 1,
 51 (4th Supp.);
 1990, c. 39;
 1991, c. 44;
 1992, cc. 24,
 48; 1995, c. 33;
 1996, cc. 11,
 18, 21, 23;
 1997, c. 40;
 1998, cc. 19,
 21

1998, c. 21, s.
 105(1)

“income”
 « revenu »

OLD AGE SECURITY ACT

87. (1) The definition “income” in section 2 of the *Old Age Security Act* is replaced by the following:

“income” of a person for a calendar year means the person’s income for the year, computed in accordance with the *Income Tax Act*, except that

(a) there shall be deducted from the person’s income from office or employment for the year

10

(i) a single amount in respect of all offices and employments of that person equal to the lesser of five hundred dollars and one fifth of the person’s income from office or employment for the year,

(ii) the amount of employee’s premiums paid by the person during the year under the *Employment Insurance Act*, and

20

(iii) the amount of employee’s contributions made by the person during the year under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act,

25

(b) there shall be deducted from the person’s self-employment earnings for the year the amount of contributions made in respect of those self-employed earnings by the person during the year under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act, and

(c) there shall be deducted from the person’s income for the year, to the extent

35

PARTIE 4

LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

L.R., ch. O-9;
 L.R., ch. 34
 (1^{er} suppl.), ch.
 1, 51 (4^e
 suppl.); 1990,
 ch. 39; 1991,
 ch. 44; 1992,
 ch. 24, 48;
 1995, ch. 33;
 1996, ch. 11,
 18, 21, 23;
 1997, ch. 40;
 1998, ch. 19,
 21

1998, ch. 21,
 par. 105(1)

“revenu”
 “income”

5

87. (1) La définition de « revenu », à l’article 2 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, est remplacée par ce qui suit :

« revenu » Le revenu d’une personne pour une année civile, calculé en conformité avec la *Loi de l’impôt sur le revenu*, sous réserve de ce qui suit :

a) les montants suivants sont déduits du revenu de la personne tiré d’une charge ou d’un emploi pour l’année :

10

(i) un montant unique pour l’ensemble des charges et emplois qu’elle occupe, égal au cinquième de son revenu tiré de charges ou d’emplois pour l’année, jusqu’à concurrence de 15 cinq cents dollars,

(ii) les cotisations ouvrières qu’elle a versées au cours de l’année en vertu de la *Loi sur l’assurance-emploi*,

(iii) les cotisations d’employé qu’elle a versées au cours de l’année en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d’un régime provincial de pensions au sens de l’article 3 de cette loi;

b) sont déduites des gains de la personne tirés d’un travail effectué à son compte pour l’année les cotisations qu’elle a versées au titre de ces gains au cours de l’année en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d’un régime provincial de pensions au sens de l’article 3 de cette loi;

c) les montants suivants sont déduits du revenu de la personne pour l’année, dans la mesure où ils ont été inclus dans le calcul de ce revenu :

that those amounts have been included in computing that income,

(i) the amount of any benefit under this Act and any similar payment under a law of a provincial legislature, 5

(ii) the amount of any death benefit under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act, and 10

(iii) the amount of any social assistance payment made on the basis of a means, a needs or an income test by a registered charity as defined in subsection 248(1) of the *Income Tax Act* 15 or under a program provided for by an Act of Parliament or a provincial legislature that is neither a program prescribed under the *Income Tax Act* nor a program under which the amounts referred to in subparagraph (i) are 20 paid;

(2) The definition “income” in section 2 of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by striking out the word “and” at 25 the end of paragraph (b), by adding the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) there shall be deducted from the person's income for the year three times the amount, if any, by which

(i) the total of any amounts that may be deducted under section 121 of the *Income Tax Act* in computing the person's tax payable for the year 35

exceeds

(ii) the person's “tax for the year otherwise payable under this Part” (within the meaning assigned by subsection 126(7) of the *Income Tax Act* for the purposes of paragraph 126(1)(b) of that Act) for the year; 40

(3) Subsection (1) applies for the purpose of determining benefits payable under the 45

(i) les prestations prévues par la présente loi et les prestations semblables versées aux termes d'une loi provinciale,

(ii) les prestations de décès prévues 5 par le *Régime de pensions du Canada* ou par un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi,

(iii) les prestations d'aide sociale versées, compte tenu des ressources, des besoins ou des revenus, par un organisme de bienfaisance enregistré, au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou dans le 15 cadre d'un programme prévu par une loi fédérale ou provinciale, exception faite des programmes visés par règlement pris en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de ceux aux 20 termes desquels les montants visés au sous-alinéa (i) sont versés.

(2) La définition de « revenu », à l'article 2 de la même loi, édictée par le paragraphe (1), est modifiée par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) est déduit du revenu de la personne pour l'année trois fois l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le montant visé au sous-alinéa (ii) : 30

(i) le total des montants déductibles en application de l'article 121 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul de l'impôt payable par la personne pour l'année, 35

(ii) l'« impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie », au sens où cette expression s'entend au paragraphe 126(7) de cette loi pour l'application de l'alinéa 40 126(1)b) de cette loi, de la personne pour l'année.

(3) Le paragraphe (1) s'applique au calcul des prestations payables sous le régime de la

Old Age Security Act for months after June 1999.

(4) Subsection (2) applies for the purpose of determining benefits payable under the *Old Age Security Act* for months after June 2000.

1998, c. 21, s.
108(1)

88. (1) The portion of subsection 12(2) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

minus one dollar for each full two dollars of 10 the pensioner's monthly base income.

1998, c. 21, s.
108(3)

(2) The description of D in subsection 12(5) of the Act is replaced by the following:

D is the pensioner's monthly base income rounded, where it is not a multiple of two 15 dollars, to the next lower multiple of two dollars.

1998, c. 21, s.
108(5)

(3) Subparagraph (ii) of the description of B in paragraph 12(6)(b) of the Act is replaced by the following:

(ii) rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars; and

1998, c. 21, s.
116(2)

89. (1) Paragraph (b) of the description 25 of B in the definition "residual family income" in subsection 22(1) of the Act is replaced by the following:

(b) rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the 30 next higher multiple of four dollars;

1998, c. 21, s.
116(2)

(2) Paragraph (b) of the description of B in the definition "residual income of the widow" in subsection 22(1) of the Act is re- 35 placed by the following:

Loi sur la sécurité de la vieillesse pour les mois postérieurs à juin 1999.

(4) Le paragraphe (2) s'applique au calcul des prestations payables sous le régime de la 5 *Loi sur la sécurité de la vieillesse* pour les mois postérieurs à juin 2000.

88. (1) Le passage du paragraphe 12(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

minus one dollar for each full two dollars of 10 ^{Après mars 1998} the pensioner's monthly base income.

(2) Le montant du supplément qui peut être versé mensuellement au pensionné, au lieu du montant qui peut lui être versé en vertu du paragraphe (1), pour le trimestre de paiement commençant après le 31 mars 1998 est égal à l'excédent, sur un dollar par tran- 15 che de deux dollars de son revenu mensuel de base, du produit des éléments suivants :

(2) L'élément D de la formule figurant au paragraphe 12(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

D le revenu mensuel de base du pensionné, arrondi au multiple de deux inférieur.

(3) L'élément B de la formule figurant à l'alinéa 12(6)b) de la même loi est remplacé 20 par ce qui suit :

B le produit, arrondi au multiple de quatre supérieur, du montant de la pleine pension à verser mensuellement par le facteur d'admissibilité applicable au demandeur pour le mois;

89. (1) L'élément B de la formule figurant à la définition de « revenu familial résiduel », au paragraphe 22(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

B le produit, arrondi au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension par le facteur d'admissibilité applicable au conjoint pour le mois.

(2) L'élément B de la formule figurant à 40 ^{1998, ch. 21, par. 116(2)} la définition de « revenu résiduel de la veuve », au paragraphe 22(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

1998, c. 21, s.
116(2)

(b) rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars;

B le produit, arrondi au multiple de quatre supérieurs, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension par le facteur d'admissibilité applicable à la veuve pour le mois.

5

(3) The definitions "rounded pension equivalent" and "rounded supplement equivalent" in subsection 22(1) of the Act are replaced by the following:

5 (3) Les définitions de « valeur arrondie de la pension » et « valeur arrondie du supplément », au paragraphe 22(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

1998, ch. 21,
par. 116(2)

"rounded pension equivalent"
"valeur arrondie de la pension"

"rounded pension equivalent" means the pension equivalent rounded to the next higher multiple of three dollars when the pension equivalent is not a multiple of three dollars;

« valeur arrondie de la pension » La valeur de la pension arrondie au multiple de trois supérieurs.

« valeur arrondie de la pension »
"rounded pension equivalent"
"valeur arrondie de la pension"

"rounded supplement equivalent" means the supplement equivalent rounded to the next higher multiple of one dollar when the supplement equivalent is not a multiple of one dollar;

« valeur arrondie du supplément » La valeur du supplément arrondie à l'unité supérieure.

« valeur arrondie du supplément »
"rounded supplement equivalent"
"valeur arrondie du supplément"

1998, c. 21, s.
116(5)

(4) The description of D in subsection 22(2) of the Act is replaced by the following:

20 (4) L'élément D de la formule figurant au paragraphe 22(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 21,
par. 116(5)

D is the residual family income of the pensioner and the spouse for that month rounded, where that income is not a multiple of four dollars, to the next lower multiple of four dollars.

D le revenu familial résiduel pour le mois, arrondi au multiple de quatre inférieur.

25

1998, ch. 21,
par. 116(7)

(5) Subparagraph 22(3)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(5) Le passage de l'alinéa 22(3)b) de la même loi précédent la formule est remplacé par ce qui suit :

(ii) rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars,

30 b) si le revenu familial mensuel pour la période de paiement en cours ne dépasse pas le produit, arrondi au multiple de quatre supérieurs, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension pour le mois par le facteur d'admissibilité applicable au conjoint pour le mois, le résultat du calcul suivant :

1998, ch. 21,
par. 116(7)

(6) The description of E in paragraph 22(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(6) L'élément E de la formule figurant à l'alinéa 22(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 21,
par. 116(8)

E is the monthly family income of the pensioner and the spouse in the current payment period rounded, where that income is not a multiple of four dollars, to

35 E le revenu familial mensuel pour la période de paiement en cours, arrondi au multiple de quatre inférieur;

the next lower multiple of four dollars;
and

1998, c. 21, s.
116(9)

(7) Subparagraph 22(3)(c)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars,

1998, c. 21, s.
116(10)

(8) The description of C in paragraph 22(3)(c) of the Act is replaced by the following:

C is the residual family income of the pensioner and spouse for that month rounded, where that income is not a multiple of four dollars, to the next lower multiple of four dollars.

1998, c. 21, s.
116(12)

(9) Subparagraph 22(4)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars,

1998, c. 21, s.
116(13)

(10) The description of E in paragraph 22(4)(b) of the Act is replaced by the following:

E is the monthly income of the widow in the current payment period rounded, where that income is not a multiple of four dollars, to the next lower multiple of four dollars; and

1998, c. 21, s.
116(14)

(11) Subparagraph 22(4)(c)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) rounded, where that product is not a multiple of four dollars, to the next higher multiple of four dollars,

(7) Le passage de l'alinéa 22(3)c) de la même loi précédent la formule est remplacé par ce qui suit :

5 c) si le revenu familial mensuel pour la période de paiement en cours dépasse le produit, arrondi au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension pour le mois par le facteur d'admissibilité applicable au conjoint pour le mois, le résultat du calcul 10 suivant :

(8) L'élément C de la formule figurant à l'alinéa 22(3)c) de la même loi est remplacé 10 par ce qui suit :

C le revenu familial résiduel pour le mois, 15 arrondi au multiple de quatre inférieur.

15

(9) Le passage de l'alinéa 22(4)b) de la même loi précédent la formule est remplacé par ce qui suit :

20 b) si le revenu mensuel de la veuve pour la période de paiement en cours ne dépasse pas le produit, arrondi au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arrondie de la pension pour le mois par le facteur d'admissibilité applicable à 25 la veuve pour le mois, le résultat du calcul suivant :

(10) L'élément E de la formule figurant à l'alinéa 22(4)b) de la même loi est remplacé 30 par ce qui suit :

E le revenu mensuel de la veuve pour la période de paiement en cours, arrondi au multiple de quatre inférieur;

(11) Le passage de l'alinéa 22(4)c) de la même loi précédent la formule est remplacé 35 par ce qui suit :

35 c) si le revenu mensuel de la veuve pour la période de paiement en cours dépasse le produit, arrondi au multiple de quatre supérieur, des quatre tiers de la valeur arron- 40

1998, ch. 21,
par. 116(9)

1998, ch. 21,
par. 116(10)

1998, ch. 21,
par. 116(12)

1998, ch. 21,
par. 116(13)

1998, ch. 21,
par. 116(14)

1998, c. 21, s.
116(15)

(12) The description of C in paragraph 22(4)(c) of the Act is replaced by the following:

C is the residual income of the widow in respect of the month rounded, where that residual income is not a multiple of two dollars, to the next lower multiple of two dollars.

PART 5

R.S., c. W-3;
R.S., c. 7 (1st Supp.), c. 12 (2nd Supp.), c. 20, 37 (3rd Supp.); 1990, c. 39, 43; 1992, c. 24, 48; 1995, c. 17, 18; 1996, c. 11; 1998, c. 21

WAR VETERANS ALLOWANCE ACT

90. (1) Subsection 7(1) of the War Veterans Allowance Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c), by adding the word “and” at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(e) paragraph (d) of the definition “income” in section 2 of the Old Age Security Act does not apply.

(2) Subsection (1) comes into force on July 1, 2000.

PART 6

1997, c. 25

INCOME TAX BUDGET AMENDMENTS ACT, 1996

91. (1) Subsection 69(3) of the Income Tax Budget Amendments Act, 1996, chapter 25 of the Statutes of Canada, 1997, is replaced by the following:

(3) Section 233.3 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to returns for tax-

die de la pension pour le mois par le facteur d’admissibilité applicable à la veuve pour le mois, le résultat du calcul suivant :

(12) L’élément C de la formule figurant à l’alinéa 22(4)c de la même loi est remplacé par ce qui suit :

C le revenu résiduel de la veuve pour le mois, arrondi au multiple de deux inférieur.

5 1998, ch. 21, par. 116(15)

10

PARTIE 5

LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS

L.R., ch. W-3;
L.R., ch. 7 (1^{er} suppl.), ch. 12 (2^e suppl.), ch. 20, 37 (3^e suppl.); 1990, ch. 39, 43; 1992, ch. 24, 48; 1995, ch. 17, 18; 1996, ch. 11; 1998, ch. 21

90. (1) Le paragraphe 7(1) de la Loi sur les allocations aux anciens combattants est modifié par adjonction, après l’alinéa d), de ce qui suit :

e) l’alinéa d) de la définition de « revenu », 15 à l’article 2 de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, ne s’applique pas.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

PARTIE 6

LOI BUDGÉTAIRE DE 1996 CONCERNANT L’IMPÔT SUR LE REVENU

1997, ch. 25

91. (1) Le paragraphe 69(3) de la Loi budgétaire de 1996 concernant l’impôt sur le revenu, chapitre 25 des Lois du Canada (1997), est remplacé par ce qui suit :

(3) L’article 233.3 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s’applique aux décla-

20 25

(2) Subparagraph 130(3)(a)(vii) of the Act is replaced by the following:

(vii) no person would have been a specified shareholder of the corporation in the year if

(2) Le sous-alinéa 130(3)a)(vii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(vii) aucune personne ne serait son actionnaire déterminé au cours de l'année si, à la fois :

5

(A) the portion of the definition "specified shareholder" in subsection 248(1) before paragraph (a) were read as follows:

"specified shareholder" of a corporation in a taxation year means a taxpayer who owns, directly or indirectly, at any time in the year, more than 25% of the issued shares of any class of the capital stock of the corporation and, for the purposes of this definition,

(B) paragraph (a) of that definition were read as follows:

(a) a taxpayer is deemed to own each share of the capital stock of a corporation owned at that time by a person related to the taxpayer,

(C) that definition were read without reference to paragraph (d) of that definition,

and

(D) paragraph 251(2)(a) were read as follows:

30

(a) an individual and

(i) the individual's child (as defined in subsection 70(10)) who is under 19 years of age, or

(ii) the individual's spouse;

35

(A) le passage de la définition de « actionnaire déterminé », au paragraphe 248(1), précédent l'alinéa a) était remplacé par ce qui suit :

« actionnaire déterminé » S'agissant de l'actionnaire déterminé d'une société au cours d'une année d'imposition, contribuable qui, directement ou indirectement, à un moment donné de l'année, est propriétaire de plus de 25 % des actions émises d'une catégorie du capital-actions de la société; pour l'application de la présente définition :

20

(B) l'alinéa a) de cette définition était remplacé par ce qui suit :

a) un contribuable est réputé être propriétaire de chaque action du capital-actions d'une société appartenant à ce moment à une personne qui lui est liée;

(C) il n'était pas tenu compte de l'alinéa d) de cette définition,

(D) l'alinéa 251(2)a) était remplacé par ce qui suit :

a) le particulier et les personnes suivantes :

(i) son enfant, au sens du paragraphe 70(10), âgé de moins de 19 ans,

(ii) son conjoint;

(2) The portion of subsection 155(4) of the Act after paragraph (a) is replaced by the following:

(b) a particular person is a specified shareholder of the corporation in the year, and

(c) the particular person

(i) was a specified shareholder of the corporation on June 20, 1996, or

(2) Le passage du paragraphe 155(4) de la même loi suivant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

b) une personne est un actionnaire déterminé de la société au cours de l'année;

c) la personne :

(i) soit était un tel actionnaire le 20 juin 1996,

45

(ii) both

(A) was a specified shareholder of the corporation at any time after June 20, 1996 and before August 14, 1998, and

(B) would have been a specified shareholder of the corporation on June 20, 1996 if subparagraph 130(3)(a)(vii) of the Act, as enacted by subsection (2), were read without reference to clauses (B) and (D),

subparagraph 130(3)(a)(vii) of the Act, as enacted by subsection (2), does not apply to the corporation, with respect to the particular person and persons related to the particular person, except as provided in subsections (5) to (11).

(3) Subsection 155(5) of the Act is replaced by the following:

(5) Subsection (2) applies to a corporation that was an investment corporation on June 20, 1996 for a taxation year that begins after that day if, at any time after that day and before the end of the year, a particular person described in paragraph (4)(b) in respect of the corporation for the year contributes capital to the corporation or acquires a share of the capital stock of the corporation other than by a permitted acquisition.

(4) Subsection 155(8) of the Act is repealed.

(5) Section 155 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

(10) At any time after the death of a person described in paragraph (4)(c) in respect of a corporation and before the first anniversary of the day on which the person died,

(a) the estate of the deceased person is deemed to be a person described in paragraphs (4)(b) and (c) who is related to each person who, throughout the period that begins at the end of June 20, 1996 and ends at the time of death, was related to the deceased person;

45

(ii) soit :

(A) d'une part, était un tel actionnaire après le 20 juin 1996 et avant le 14 août 1998,

(B) d'autre part, aurait été un tel actionnaire le 20 juin 1996 en l'absence des divisions 130(3)a)(vii)(B) et (D) de la même loi, édictées par le paragraphe (2),

le sous-alinéa 130(3)a)(vii) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), ne s'applique pas à la société en ce qui concerne la personne et les personnes qui lui sont liées, sauf disposition contraire prévue aux paragraphes (5) à (11).

15

(3) Le paragraphe 155(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Le paragraphe (2) s'applique à la société qui était une société de placement le 20 juin 1996, pour une année d'imposition commençant après cette date si, après cette date et avant la fin de l'année, la personne visée à l'alinéa (4)b) quant à la société pour l'année fait un apport de capital à celle-ci ou acquiert une action de son capital-actions autrement que par une acquisition autorisée.

30

(4) Le paragraphe 155(8) de la même loi est abrogé.

(5) L'article 155 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

(10) À tout moment après le décès de la personne visée à l'alinéa (4)c) quant à une société et avant le premier anniversaire de son décès, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la succession de la personne décédée est réputée être une personne visée aux alinéas (4)b) et c) qui est liée à chaque personne qui, tout au long de la période commençant à la fin du 20 juin 1996 et se terminant au moment du décès, était liée à la personne décédée;

"permitted acquisition"
"acquisition autorisée"

(b) notwithstanding subsection (7), the estate is deemed not to be a newly related person in respect of the corporation;

(c) notwithstanding subsection (11), the acquisition of shares of the corporation's capital stock by the estate from the deceased person is deemed to be a permitted acquisition; and

(d) the estate is deemed not to be a trust for the purposes of subparagraph 10 (9)(a)(i) of this Act and paragraphs (b) and (e) of the definition "specified shareholder" in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*.

(11) The definitions in this subsection apply in subsections (4) to (10) and this subsection.

"permitted acquisition" means an acquisition by a particular person of a share of a class of the capital stock of a corporation that was

(a) held, at each particular time after June 20, 1996 and before the time at which the particular person acquired it, or

(b) issued after June 20, 1996 by the corporation as a stock dividend and held, at each particular time after the time the share was issued and before the time at which the particular person acquired it,

by the particular person or by a person who was related to the particular person throughout the period that begins at the end of June 20, 1996 and ends at 35 the particular time if, immediately after the time at which the particular person acquires the share, the total percentage of the issued shares of that class held by the particular person and persons related to the particular person (or in the case of acquisitions before August 14, 1998, by the particular person and persons with whom the particular person did not deal at arm's length immediately 45 after the acquisition) does not exceed the permitted percentage for the partic-

b) malgré le paragraphe (7), la succession est réputée ne pas être une personne nouvellement liée quant à la société;

c) malgré le paragraphe (11), l'acquisition d'actions du capital-actions de la société par la succession auprès de la personne décédée est réputée être une acquisition autorisée;

d) la succession est réputée ne pas être une fiducie pour l'application du sous-alinéa (9)a)(i) de la présente loi et des alinéas b) et e) de la définition de « actionnaire déterminé » au paragraphe 248(1) de la même loi.

(11) Les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (4) à (10) ainsi qu'au présent paragraphe.

« acquisition autorisée » Acquisition, par une personne donnée, d'une action d'une catégorie du capital-actions d'une société qui a été, selon le cas :

* acquisition autorisée *
"permitted acquisition"

a) détenue, à chaque moment donné après le 20 juin 1996 et avant son acquisition par la personne donnée, par cette personne ou une personne qui lui était liée tout au long de la période commençant à la fin du 20 juin 1996 et se terminant au moment donné,

b) émise par la société après le 20 juin 1996 à titre de dividende en actions et détenue, à chaque moment donné après son émission et avant son acquisition par la personne donnée, par cette personne ou une personne qui lui était liée tout au long de la période commençant à la fin du 20 juin 1996 et se terminant au moment donné,

pourvu que, immédiatement après l'acquisition de l'action par la personne donnée, le pourcentage total des actions émises de cette catégorie détenues soit par la personne donnée et des personnes qui lui sont liées, soit, s'il s'agit d'une acquisition effectuée avant le 14 août 1998, par la personne donnée et des personnes avec lesquelles elle avait un lien de dépendance immédiatement après l'acquisition, ne dépasse pas le

"permitted percentage"
"pourcentage autorisé"

"related persons"
"personnes liées"

"specified shareholder"
"actionnaire déterminé"

ular person in respect of that class of shares.

"permitted percentage" for a particular person in respect of any class of shares of the capital stock of a corporation means

(a) in respect of acquisitions of shares before August 14, 1998, the greatest percentage that is the total percentage of the issued shares of a class of the capital stock of the corporation held at the end of June 20, 1996 by the particular person and persons with whom the particular person did not at that time deal at arm's length; and

(b) in any other case, the greater of

(i) the greatest percentage that is the total percentage of the issued shares of a class of the capital stock of the corporation held at the end of June 20, 1996 by the particular person and persons related to the particular person, and

(ii) the greatest percentage that is the total percentage of the issued shares of a class of the capital stock of the corporation held at the beginning of August 14, 1998 by the particular person and persons related to the particular person.

"related persons" and persons related to each other have, for purposes other than applying the definitions "permitted acquisition" and "permitted percentage" in respect of acquisitions of shares before August 14, 1998, the meaning that would be assigned by section 251 of the Act if paragraph 251(2)(a) of the Act were read as follows:

(a) an individual and

(i) the individual's child (as defined in subsection 70(10)) who is under 19 years of age, or

(ii) the individual's spouse;

"specified shareholder" has the meaning assigned by subparagraph 130(3)(a)(vii) of the Act, as enacted by subsection (2).

pourcentage autorisé quant à la personne donnée pour cette catégorie d'actions.

« actionnaire déterminé » S'entend au sens du sous-alinéa 130(3)a(vii) de la même loi, édicté par le paragraphe (2).

« actionnaire déterminé »
"specified shareholder"

« personnes liées » Sauf lorsqu'il s'agit d'appliquer les définitions de « acquisition autorisée » et « pourcentage autorisé » aux acquisitions d'actions effectuées avant le 14 août 1998, s'entend au sens de l'article 251 de la même loi, compte tenu du remplacement de l'alinéa 251(2)a de la même loi par ce qui suit :

« personnes liées »
"related persons"

a) le particulier et l'une des personnes suivantes :

(i) son enfant, au sens du paragraphe 70(10), âgé de moins de 19 ans,

(ii) son conjoint;

« pourcentage autorisé » Quant à une personne donnée pour toute catégorie d'actions du capital-actions d'une société :

« pourcentage autorisé »
"permitted percentage"

a) en ce qui concerne les acquisitions d'actions effectuées avant le 14 août 1998, le pourcentage le plus élevé qui correspond au pourcentage total des actions émises d'une catégorie du capital-actions de la société détenues à la fin du 20 juin 1996 par la personne donnée et des personnes avec lesquelles elle avait un lien de dépendance à ce moment;

b) dans les autres cas, le plus élevé des pourcentages suivants :

35

(i) le pourcentage le plus élevé qui correspond au pourcentage total des actions émises d'une catégorie du capital-actions de la société détenues à la fin du 20 juin 1996 par la personne donnée et des personnes qui lui sont liées,

(ii) le pourcentage le plus élevé qui correspond au pourcentage total des actions émises d'une catégorie du capital-actions de la société détenues au début du 14 août 1998 par

40

45

la personne donnée et des personnes qui lui sont liées.

